

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°229

AVRIL 2004

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

- **LA COUR DE SURETÉ DE L'ETAT D'ANKARA A RECONFIRMÉ LA CONDAMNATION À 15 ANS DE PRISON DE LEYLA ZANA ET SES COLLÈGUES : CONSTERNATION CHEZ LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME**
- **IRAK : RECRUESCENCE DES ATTENTATS ET DES VIOLENCES**
- **SYRIE : ONZE FORMATIONS KURDES DÉNONCENT L'ASSASSINAT DE DEUX DÉTENUS KURDES SOUS LA TORTURE.**
- **NEW-YORK : L'ONU ACCUSÉE DE CORRUPTION DANS LE CADRE DU PROGRAMME « PÉTROLE CONTRE NOURRITURE ».**
- **BAGDAD : SIYAMEND OTHMAN NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MÉDIAS IRAKIENS.**
- **STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE DANS TROIS AFFAIRES DIFFÉRENTES EN DEUX SEMAINES**
- **PAS DE RÉUNIFICATION POUR CHYPRE**
- **AINSI QUE...**

LA COUR DE SURETÉ DE L'ETAT D'ANKARA A RECONFIRMÉ LA CONDAMNATION À 15 ANS DE PRISON DE LEYLA ZANA ET SES COLLÈGUES : CONSTERNATION CHEZ LES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME

La justice turque a condamné une nouvelle fois le 21 avril à 15 ans de prison quatre ex-députés kurdes, à l'issue d'un nouveau procès voulu par la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) qui avait jugé le premier jugement « *inéquitable* ». La Cour de sûreté de l'Etat (DGM) d'Ankara, où le nouveau procès s'était ouvert

en mars 2003, a décidé à l'unanimité de ses trois juges de prononcer une sentence identique. Ce verdict, qui confirme la première sentence prononcée en 1994, a aussitôt été condamné par la Commission européenne qui a estimé qu'il pourrait nuire aux aspirations européennes d'Ankara.

Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak, anciens

députés du parti pro-kurde de la Démocratie (DEP, dissous en 1994), avaient été condamnés lors de leur premier procès en 1994 à quinze ans de prison pour « *soutien au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)* ». La condamnation des quatre ex-députés en 1994 avait pourtant été vivement condamnée en Europe. Première femme kurde, élue députée, Leyla Zana, 43 ans, est devenue un symbole pour l'Union européenne de la volonté de la Turquie à se démocratiser notamment à l'aune de son respect des droits du peuple kurde. Le Parlement

européen lui a décerné le prix Sakharov des droits de l'Homme en 1995.

En 2001, la CEDH avait critiqué le fait que les accusés n'avaient pas pu faire comparaître tous leurs témoins et que l'accusation avait tardé à notifier de nouvelles inculpations lors du premier procès. Le Parlement turc a depuis autorisé dans le cadre de réformes pro-européennes de nouveaux procès pour les prévenus dont les sentences ont été condamnées par la CDEH.

La Turquie espère un feu vert des dirigeants européens en décembre pour entamer des négociations d'adhésion à l'UE à laquelle elle est candidate depuis 1999 et ce procès constituait selon les observateurs une « vitrine » de sa volonté de se démocratiser.

Les quatre condamnés, emprisonnés depuis dix ans, ne devraient pas sortir de prison d'ici au moins mars 2005. Ils ont une nouvelle fois boycotté le 21 avril la 14^{ème} audience de la DGM pour protester contre l'attitude inéquitable des juges. Les quatre anciens députés boycottaient depuis plusieurs mois leur procès, protestant contre l'attitude des juges de la Cour de sûreté de l'État (DGM).

Leur principal avocat, Me Yusuf Alatas, a dénoncé le nouveau verdict « inéquitable » de la Cour et précisé que la défense ferait appel devant la Cour de cassation et si nécessaire devant la Cour européenne des droits de l'Homme de Strasbourg. « *Les juges ont agi avec des préjugés (...) Nous avons travaillé pour rien pendant 13 mois* » de procès, à

raison d'une audience par mois, a déclaré Me Alatas, estimant que le nouveau procès n'avait pas été plus équitable que le précédent. « *Je dois malheureusement dire avec regret que la Cour européenne annulera ce nouveau verdict et il s'agira alors d'un événement sans précédent* », a-t-il notamment déclaré.

Dans une lettre ouverte au Prix Nobel de la Paix 2003, l'Iranienne Shirin Ebadi, et à Danielle Mitterrand, présidente de France-Libertés et du CILDEKT, Leyla Zana s'était montrée pessimiste sur l'issue du procès. « *L'ancien verdict aura peut-être été confirmé lorsque vous recevrez cette lettre. Nous savions et nous nous attendions à un tel résultat* », avait affirmé Mme Zana, dans cette lettre datée du 30 mars, écrite de prison. « *Sous prétexte d'un nouveau procès, c'est l'ancien qui s'est à nouveau déroulé* », selon Mme Zana pour qui « *le gouvernement n'a voulu ce procès que comme faire-valoir en matière de politique étrangère* ».

La Commission européenne a « *déploré avec vigueur* » la nouvelle condamnation, disant qu'elle pourrait porter atteinte à la candidature d'Ankara à l'Union européenne. « *La Commission déplore avec vigueur le verdict d'aujourd'hui* », a déclaré un porte-parole de la Commission européenne, Jean-Christophe Filori. Le verdict « *crée des préoccupations sérieuses dans le contexte des critères politiques (de l'UE) et jette une ombre sur la mise en place des réformes politiques en Turquie* », a ajouté M. Filori. M. Filori s'est refusé à évaluer l'impact de la condamnation de Leyla Zana sur la position que prendra

Bruxelles sur la Turquie. « *Je ne veux pas spéculer sur l'évaluation finale, mais c'est un élément qui sera pris en compte parmi d'autres lorsque nous ferons notre évaluation en octobre* », a-t-il déclaré au cours du point de presse quotidien de la Commission à Bruxelles. Interrogé sur la possibilité que l'Union entame des négociations d'adhésion avec un pays détenant des prisonniers politiques, M. Filori a déclaré: « *La réponse est non* ». « *Mme Zana a été arrêtée et condamnée pour avoir exprimé des opinions d'une manière pacifique. Elle est donc pour nous une prisonnière politique* », a-t-il ajouté.

Un eurodéputé italien a aussi vivement dénoncé le verdict. « *Les conclusions de ce procès sont honteuses* », a déclaré devant les journalistes Luigi Vinci, député au Parlement européen venu à Ankara en observateur. Il a estimé que le nouveau procès était également une « *honte* » pour l'UE et la Cour de Strasbourg. M. Vinci s'est déclaré « *solidaire* », au nom du Parlement européen, des anciens députés emprisonnés estimant que « *le verdict d'aujourd'hui est une insulte à ce pays (Turquie) qui ne mérite pas une telle chose* ». Le député européen s'en est par ailleurs pris aux DGM turques, des juridictions qui, selon lui, constituent « *une relique du fascisme* », et a demandé leur dissolution.

Le président de la Chambre des députés allemands, Wolfgang Thierse, en visite à Ankara, a également dénoncé le jugement. « *Il sera très difficile pour la Turquie de surmonter les effets de ce procès à l'étranger* »,

a-t-il déclaré, cité par des sources diplomatiques allemandes.

Les milieux politiques kurdes se sont joint aux condamnations. « *Il s'agit d'une mise en scène politique* », a commenté Osman Ozcelik, le vice-président du Parti démocratique du peuple (DEHAP), une émanation du DEP, interdit et qui pourrait également être interdit bientôt par la justice.

La Fédération internationale des ligues des droits de

l'Homme (FIDH) s'est quant à elle déclaré « *consternée* » par le verdict. La FIDH qui a observé de nombreuses audiences de ce nouveau procès, a dénoncé les atteintes permanentes portées contre le principe d'indépendance et d'impartialité de la cour.

Le Collectif pour les droits de l'homme en Turquie, réunissant l'Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT), l'Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (ACORT), Amnesty

International, section française, France-Libertés, Ligue des droits de l'homme (LDH), Médecins du monde (MDM), Association Primo Lévi et la CIMADE, ont condamné « *avec la plus grande fermeté la décision de la condamnation* ». Le Collectif estime que le « *déroulement du procès depuis sa réouverture s'est illustré par une violation flagrante du droit à un procès équitable, au mépris des termes de la décision de la Cour européenne des droits de l'homme* ».

IRAK : RECRUESCENCE DES ATTENTATS ET DES VIOLANCES

L'armée américaine a perdu en avril plus de soldats que pendant toute la phase des « *combats majeurs* » en Irak, alors que le secrétaire général de l'Onu Kofi Annan met en garde contre une aggravation de la situation du fait de ces combats dont la ville sunnite Falloujah a été le théâtre principal.

Les hélicoptères et les avions américains ont tiré le 28 avril, pour le deuxième jour consécutif, des missiles et à l'arme automatique sur plusieurs objectifs dans Falloujah (50 km à l'ouest de Bagdad), après que des Marines américains eurent essuyé de nouveaux tirs de la guérilla près de la gare dans ce bastion sunnite assiégé depuis plus de trois semaines par les Marines. Un cessez-le-feu, signé mi-avril à Falloujah, prévoit la collecte des armes lourdes auprès des rebelles

ainsi que des patrouilles communes entre les forces de la coalition et la police locale. Depuis le déclenchement des hostilités à Falloujah le 5 avril, il y a eu 280 morts côté irakien, dont 24 femmes et 30 enfants, selon le ministère irakien de la Santé. Le nombre de blessés s'est élevé à 820, dont 56 femmes et 46 enfants. Le Sud chiite, jusque-là relativement calme a connu à son tour des affrontements provoqués par la milice de Moqtada al-Sadr. Quelques 64 miliciens ont été tués dans les affrontements qui ont éclaté le 26 avril à Koufa, à 10 km de Nadjaf, selon le bilan communiqué par le général Mark Kimmitt, porte-parole de l'US Army. De plus, cinq attentats suicide ont été commis le 21 avril contre trois postes de police de Bassorah, la grande métropole du sud du pays, jusque-là relativement épargnée par la violence en Irak, et contre une académie de

police dans la ville voisine de Zoubeir. On déplore au moins 73 morts et une centaine de blessés.

124 militaires américains ont trouvé la mort, dont 105 au cours de combats, depuis le début du mois d'avril en Irak, selon le Pentagone. Mais le bilan des pertes au combat annoncé par les militaires à Bagdad s'élève à au moins 114 pour avril, plus que toutes les pertes au combat essuyées pendant la phase de guerre proprement dite en mars et avril 2003.

Enfin, la chaîne de télévision américaine CBS a diffusé le 28 avril au soir des photos montrant des soldats américains maltraitant des prisonniers irakiens. Le général Mark Kimmitt a annoncé le même jour à Bagdad la mise en cause de six militaires, actuellement traduits en cour martiale pour avoir maltraité des détenus dans la prison d'Abou Gharib.

Par ailleurs, un responsable pétrolier kurde a, le 29 avril au matin, été grièvement blessé par balles, ainsi qu'un de ses

collaborateurs, à Kirkouk alors qu'il venait de quitter son domicile et se trouvait à bord de sa voiture. Narimane Fattah Abdallah a été atteint de plusieurs balles au torse, au dos, et à la jambe à 09H10 (05H10 GMT), quand un groupe d'hommes a ouvert le feu sur lui, blessant également son collaborateur. M. Abdallah est le chef de la sécurité de la Compagnie générale des produits pétroliers et membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Le directeur du Croissant-Rouge de la ville kurde d'Erbil, et son épouse avaient également été retrouvés assassinés dans la ville de Mossoul. Les corps de Barzan Omar Ahmad et de sa femme Sazane Ismaïl Abdallah, qui travaillait également pour le Croissant-Rouge, ont été découverts dans une rue de Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak, le 9 avril.

Massoud Barzani, président du Conseil intérimaire du gouvernement irakien (CIG) pour le mois d'avril, a déclaré le 26 avril que les Etats-Unis n'avaient qu'eux-mêmes à blâmer pour l'impasse politique de Nadjaf et de Falloujah parce qu'ils ont laissé leurs troupes passer d'un statut d' « *armée de libération* » à celui d'une « *armée d'occupation* ». « *Le fait qui ne doit pas être oublié c'est que l'Irak est aujourd'hui sous occupation* », a déclaré Massoud Barzani, chef du parti démocratique du Kurdistan (PDK). « *L'Irak n'a pas aujourd'hui la souveraineté ou l'indépendance.* » « *Ce qui était une erreur, c'est qu'ils étaient les libérateurs* », a-t-il expliqué, faisant référence aux troupes américaines renversant le régime de Saddam Hussein. Mais ils se sont transformés en « *une armée d'occupation* », a-t-il ajouté.

A la chute de raïs, « *un gouvernement intérimaire aurait pu être immédiatement mis en place. (...) La souveraineté aurait été entre les mains des Irakiens et les Irakiens auraient été au premier plan des affaires* », a-t-il poursuivi, dans le cadre de un entretien exclusif accordé à l'Associated Press.

Massoud Barzani a par ailleurs estimé que les Etats-Unis font désormais face à un dilemme: d'un côté, ils ne doivent pas être trop mous dans les villes assiégées et donner ainsi aux insurgés « *l'impression qu'ils (les rebelles) ont le dessus* »; d'un autre côté, ils doivent s'assurer que les civils ne seront pas mis en danger s'ils font usage de la force militaire. Les Etats-Unis doivent faire « *une distinction claire entre les civils et les éléments terroristes* », a-t-il mis en garde.

SYRIE : ONZE FORMATIONS KURDES DÉNONCENT L'ASSASSINAT DE DEUX DÉTENUS KURDES SOUS LA TORTURE.

Deux détenus kurdes syriens sont décédés sous la torture et des centaines de Kurdes ont été arrêtés au cours des derniers jours en Syrie, ont affirmé le 10 avril 11 formations kurdes interdites dans un communiqué conjoint. Selon le communiqué, « *Hussein Hammo Naaso est décédé le 6 avril en raison de tortures sauvages et Ferhad Mohammad Ali est décédé deux jours plus tard* ». Un troisième détenu kurde, Hanif Hanane Mohammad, « *est pour sa part inconscient après avoir subi des coups répétés* », ajoute le texte qui ne précise pas son lieu de détention. « *Ces tortures visaient à forcer les*

détenus à avouer des crimes qu'ils n'ont pas commis, pour dissimuler les véritables responsables de ce qui s'est produit le 12 mars », affirme le communiqué dans une référence aux troubles meurtriers qui ont secoué le nord-est de la Syrie. Les 11 partis kurdes ont en outre assuré que « *des centaines de Kurdes, dont des femmes et des collégiens dont l'âge ne dépasse pas 15 ans, ont été arrêtés au cours des deux derniers jours* » lors d'une campagne d'arrestations et de perquisitions menée par les autorités « *dans les régions kurdes du nord du pays, ainsi qu'à Alep (nord) et Damas* ».

Par ailleurs, le parti kurde syrien Yekiti (unité) avait dénoncé le 8 avril dans un communiqué « *la poursuite des arrestations* » de Kurdes syriens. « *Les autorités syriennes n'ont pas cessé les perquisitions nocturnes dans les maisons ni les campagnes d'arrestations et de répression* » contre la population kurde, indique le communiqué signé par le chef du parti Yekiti Abdel Baqi Youssef. « *Le régime semble ignorer que la cause kurde nécessite une solution démocratique et un dialogue politique* », ajoute le texte.

« *Les services de sécurité ont arrêté mardi [le 6 avril] quatre élèves âgés de 12 à 13 ans dans une école à Qamichli* ». « *Les perquisitions et les arrestations ont*

gagné les villes kurdes de Amouda et Derbassiyé » à la frontière avec la Turquie, ajoute le communiqué.

Fin mars, le secrétaire général du Parti démocratique progressiste kurde (interdit) Abdel Aziz Daoud avait indiqué que plus de 2.000 Kurdes syriens se trouvaient en détention en Syrie depuis les troubles de mars. Du 12 au 17 mars, des affrontements ont

opposé des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans des régions du nord de la Syrie. Ces troubles ont fait 40 morts, selon des sources kurdes, 25 morts selon un bilan officiel syrien. Les Kurdes de Syrie, estimés à 1,5 million, représentent environ 9% de la population du pays et sont installés essentiellement dans le nord.

que quelques 270 responsables politiques de 22 pays et au moins trois personnalités de l'Onu, dont le chef du programme « *pétrole contre nourriture* », Benon Sevan, seraient impliqués dans le scandale. Selon ABC, qui s'appuie sur des documents du ministère irakien du Pétrole, M. Sevan aurait reçu quelque 3,5 millions de dollars de revenus illicites provenant du pétrole irakien. Il avait en février nié toute implication.

NEW-YORK : L'ONU ACCUSÉE DE CORRUPTION DANS LE CADRE DU PROGRAMME « PÉTROLE CONTRE NOURRITURE »

Le secrétaire général de l'Onu, Kofi Annan, s'est engagé le 21 avril à faire la lumière sur les accusations de corruption de grande ampleur portées contre son organisation dans la gestion du programme « *pétrole contre nourriture* » en Irak.

Depuis le 20 avril et les révélations de la chaîne américaine ABC, les Nations unies sont confrontées à des allégations supplémentaires, mettant en cause notamment trois hauts responsables internationaux. « *Bien sûr, ce sont de graves allégations que nous prenons au sérieux,* » a déclaré M. Annan. « *Je veux obtenir la vérité et je veux aller au fond* » de cette affaire, a ajouté le secrétaire général, qui a peu après nommé officiellement une commission d'enquête indépendante.

Le groupe est présidé par l'Américain Paul Volcker, ex-président de la Réserve fédérale américaine et ex-vice-

ministre des Finances. Il comprend aussi le Suisse Mark Pieth, professeur de droit à l'université de Bale, et le Sud-Africain Richard Goldstone, ex-procureur du Tribunal pénal international pour le Rwanda et l'ancienne Yougoslavie. Cette installation a été dans la foulée avalisée par une résolution du Conseil de sécurité, votée à l'unanimité. Dans le texte, le Conseil appelle la coalition en Irak et les dirigeants irakiens à coopérer avec la commission « *pour une enquête totale et juste* ».

M. Annan, interrogé par la presse sur l'impact de cette affaire sur les relations ou les activités de l'Onu en Irak, a déclaré « *espérer que les Irakiens ont conscience que, même si des infractions ont été commises par certains membres du personnel de l'Onu, l'Onu dans son ensemble a fait un effort sincère pour combler les besoins humanitaires* » et que « *cet aspect positif ne devrait pas être oublié* ».

Le 20 avril, ABC News a révélé

Un audit gouvernemental américain a évalué les sommes détournées à 10 milliards de dollars.

Le scandale avait éclaté en janvier quand le journal irakien *Al-Madaa*, affirmant se fonder sur des documents découverts au ministère irakien du Pétrole, avaient publié la liste de centaines de personnes et sociétés, notamment russes, françaises, britanniques, américaines et de pays arabes, ayant selon lui bénéficié de largesses de Saddam.

Selon ABC, Saddam Hussein lui-même aurait personnellement détourné cinq milliards de dollars.

Le programme « *pétrole contre nourriture* » avait été créé fin 1996 pour alléger le poids des sanctions internationales sur la population irakienne, en lui faisant parvenir produits de première nécessité et médicaments. Il a brassé, jusqu'au transfert de ses fonds à la coalition américano-britannique en novembre, plus de 40 milliards de dollars.

BAGDAD : SIYAMEND OTHMAN NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MÉDIAS IRAKIENS

Dr. Siyamend Othman, fondateur de la revue *Studia Kurdica* de l'Institut kurde et ex-vice président de l'agence *United Press International* (UPI) a été nommé par l'administrateur américain Paul Bremer directeur général de l'Autorité de régulation des médias irakien (ICMC), un organisme comparable à ceux de pays occidentaux. Originaire d'Erbil (nord), le nouveau directeur général Siyamend Zaid Othman a obtenu à Paris son doctorat en Sciences sociales en 1984. Après avoir collaboré à l'Institut kurde de Paris, il a rejoint Amnesty International où il a été pendant six ans chargé de la péninsule arabique. Il a ensuite opté pour la presse en devenant vice-président pour la planification stratégique de l'agence de presse UPI. Depuis 1998, il était consultant sur les médias et les nouvelles technologies.

Le nouveau organisme indépendant est « chargé de réguler toutes les formes de communications électroniques, dont la radio, la télévision ainsi que sur les services d'internet et d'informations », selon un communiqué de la Coalition. « Il devra défendre la liberté de la presse, travailler étroitement avec l'association des journalistes irakiens, les médias internationaux et toutes autres institutions pour élaborer des critères éthiques et professionnels », ajoute le communiqué, selon lequel il doit aussi « protéger la propriété intellectuelle et la vie privée des gens ».

Trois des neufs commissaires de cette Autorité ont également été choisis. Il s'agit d'Awni Afram Karoumi, directeur et metteur en scène de théâtre, de Mahdi al-Rahim, ancien banquier et secrétaire général de la Chambre de commerce de Bagdad, et d'un professeur de sciences économique Amal Shlash.

En coopération avec le Conseil de gouvernement, des membres de la société civile, des professionnels des médias et de la communication, les quatre devront choisir six autres membres de cette Autorité, dont le président.

L'Autorité devra proposer aussi au nouveau gouvernement souverain, après le transfert de souveraineté le 30 juin, une nouvelle loi sur les communications et la diffusion, qui définira un code de conduite pour les médias, élaborera des critères professionnels et attribuera les fréquences radio et télévision. Une fois la loi établie, elle sera chargée l'appliquer, selon le communiqué.

Selon la Coalition, 270 journaux ont vu le jour après la chute de l'ancien régime mais ce chiffre est tombé à 150, alors qu'il y a actuellement une cinquantaine de radios.

La commission commencera à travailler avec un budget annuel de six millions de dollars, avec des fonds venant de dons internationaux jusqu'à ce qu'elle puisse s'auto-financer avec les revenus des licences accordées.

STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE DANS TROIS AFFAIRES DIFFÉRENTES EN DEUX SEMAINES

La Turquie a été condamnée le 20 avril par la Cour européenne des droits de l'Homme pour n'avoir pas conduit d'enquête effective sur la mort d'un Kurde abattu dans des circonstances inexplicables. En juin 1994 à Istanbul, Savas Buldan et deux de ses amis avaient été enlevés par des hommes armés et leurs corps

avaient été retrouvés quelques heures plus tard à 270 km de là. Les trois hommes avaient été abattus à bout portant. Un suspect de ces meurtres avait ensuite été acquitté faute de preuves. Le requérant Nejdet Buldan, frère d'une des victimes, a affirmé devant la Cour européenne que les trois hommes avaient été enlevés par des agents de l'Etat en civil.

Les juges européens ont estimé que « les preuves disponibles ne permettent pas de conclure au-delà de tout doute raisonnable que le frère du requérant a été tué par des agents de l'Etat ». En revanche, ils ont jugé que les autorités turques n'avaient « pas réellement cherché à enquêter au sujet d'une possible implication d'agents de l'Etat dans le meurtre ».

La Cour européenne a ainsi condamné la Turquie pour défaut de réalisation d'une « enquête effective et adéquate » (article 2 de la Convention

européenne des droits de l'Homme) et pour absence de recours effectif (article 13). La Turquie a également été condamnée à verser 6.000 euros au requérant pour dommage moral et 10.000 euros aux enfants de la victime Savas Buldan.

D'autre part, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné le 6 avril la Turquie à verser 7.500 euros de dommages et intérêts à Mehdi Zana, époux de l'ex-députée du parti pro-kurde de la Démocratie (DEP) Leyla Zana, pour « violation de la liberté d'expression ». M. Zana, 63 ans, ancien maire de la ville de Diyarbakir, avait été condamné par la cour de sûreté de l'Etat d'Ankara en mai 1994 à 4 ans d'emprisonnement pour « propagande séparatiste » puis à deux ans en appel en 1995, pour des propos tenus lors d'une conférence de presse au Parlement européen en octobre 1992 et devant la sous-commission des droits de l'Homme du Parlement européen en décembre de la même année.

Lors de ses interventions au Parlement européen, M. Zana,

qui a purgé plus de 14 ans dans les geôles turques pour ses idées politiques, avait relaté sa lutte personnelle pour la reconnaissance des droits des Kurdes en Turquie et condamné les actions des autorités turques dans les provinces kurdes, faisant notamment état de la destruction de villages et des violences infligées à la population kurde.

Cette condamnation a été jugée comme une « ingérence dans son droit à la liberté d'expression » par la CEDH qui a également accordé à M. Zana 2.500 euros pour frais et dépens.

La Cour a en outre condamné la Turquie pour violation du droit à un procès équitable en raison de la présence d'un juge militaire au sein de la Cour de sûreté de l'Etat qui avait prononcé la peine.

Par ailleurs, la Cour européenne des droits de l'Homme a condamné le 6 avril la Turquie pour des « traitements inhumains et dégradants » infligés à des villageois d'origine kurde lors d'une opération armée en 1993 pour rechercher des membres

du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Cour, saisie par 32 personnes, a alloué à chacune d'entre elles des indemnités pour dommage matériel, variant de 170 à 97.010 euros, et pour dommage moral (de 1.500 à 68.100 euros). Selon les requérants, les forces de l'ordre, à la recherche de membres du PKK, avaient attaqué en février 1993 le village kurde d'Ormaniçi. Quatorze maisons avaient été incendiées et la plupart des hommes arrêtés. La Cour a mis en cause les forces de l'ordre pour les « traitements inhumains » infligés aux hommes du village qui avaient été contraints de s'allonger face contre terre, dans un mélange de boue et de neige fondue, recevant des coups de pied des militaires. Elle a également condamné la Turquie pour violation du « droit à la vie » pour le décès d'une fillette de six ans, morte des suites de blessures reçues pendant l'assaut, et celui d'un des villageois, mort au cours de son incarcération, à la suite d'une pneumonie contractée après avoir été contraint de marcher pieds nus dans la neige et la boue.

PAS DE RÉUNIFICATION POUR CHYPRE.

Les Chypriotes grecs entreront seuls dans l'Union européenne le 1er mai, après avoir dit massivement « non » au plan de l'ONU. Malgré le « oui » de la partie chypriote turque, leur refus scelle l'échec des deux référendums organisés le 24 avril dans le nord et le sud de l'île, enterrant les espoirs de voir prendre fin 30 ans de partition.

Ces résultats marquent une défaite pour les Nations unies qui ne sont pas parvenues à imposer leur plan de réunification. Pour pouvoir être mis en œuvre, le plan, finalisé par le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan faute d'accord entre les représentants des deux parties, devait être approuvé par les électeurs de chaque côté de la « Ligne verte », la ligne de cessez-le-feu

qui sépare le nord et le sud de l'île. Mais les Chypriotes grecs ont refusé les compromis exigés par le texte qu'ils considéraient plus favorable à la partie turque.

Dans la partie sud, où quelque 480.000 électeurs chypriotes grecs étaient invités à se prononcer, le « non » l'a emporté avec 75,83 % des voix, selon les résultats, contre 24,17 % de « oui ». La participation a été de 88 %.

Dans le nord, où quelque

190.000 électeurs chypriotes turcs étaient appelés aux urnes, le « oui » a gagné avec 64,91 %, contre 35,09 % pour le « non », alors que la participation a été de 87 %.

Alvaro de Soto, l'émissaire de l'ONU qui a mené les négociations au cours de ces dernières années, a annoncé que son bureau sur l'île sera fermé, mais il n'a pas dit quand. Il a lu un communiqué provenant du bureau de Kofi Annan, affirmant que si la décision des électeurs était difficile, « une chance unique et historique pour résoudre le problème chypriote a été ratée ».

Malgré l'opposition véhémente de leur dirigeant Rauf Denktas, beaucoup d'habitants de la partie chypriote turque, reconnue uniquement par la Turquie, soutenaient la réunification, perçue comme un moyen de sortir de l'isolement et de rattraper son retard économique. Après l'annonce des premiers résultats, le Premier ministre chypriote turc Mehmet Ali Talat a plaidé pour une offensive diplomatique afin de

rompre l'isolement international du Nord et réclamer la démission du président Denktash. « Nous voulons la levée de l'embargo » international, a-t-il expliqué. « Le président travaille depuis longtemps contre les intérêts chypriotes turcs (...) Après tout ça, il n'y a pas de raison pour qu'il reste en place ».

Rauf Denktash a exprimé pour sa part sa satisfaction, ajoutant qu'il ne démissionnerait pas parce que « l'Etat (chypriote turc) a été sauvé ».

Le plan de l'ONU proposait la création d'une République unie de Chypre, une confédération sur le modèle helvétique, composée de deux Etats constituants largement autonomes, avec un gouvernement central aux pouvoirs limités, un nouveau drapeau et un hymne national. Il prévoyait la réduction du secteur nord de 37 % à 29 % du territoire, plusieurs dizaines de villages passant sous contrôle chypriote grec. La présence militaire étrangère-actuellement 40.000 soldats turcs et 6.000 soldats grecs - auraient été progressivement réduite pour

atteindre un maximum de 6.000 hommes en 2011 et 1.600 en 2018.

Principal motif de rejet pour le Sud : le plan limitait le retour des réfugiés chypriotes grecs qui avaient fui après l'invasion de la partie nord par les troupes turques en 1974. Les Chypriotes grecs dénonçaient également le maintien de dizaines de milliers de colons turcs dans le Nord.

L'Union européenne a proposé le 26 avril d'octroyer 259 millions d'euros d'aide économique aux Chypriotes turcs pour leur permettre de rompre leur isolement. Avec le déblocage à venir des 259 millions d'euros d'aide, le commissaire européen à l'Elargissement, Guenter Verheugen, a indiqué que l'UE devait maintenant « coopérer » avec les autorités de la République turque de Chypre nord (RTCN). M. Verheugen a toutefois insisté sur le fait qu'une telle coopération ne signifiait pas une reconnaissance diplomatique de la RTCN.

AINSI QUE...

• L'ORGANISATION KONGRA-GEL INSCRITE SUR LA LISTE DES ORGANISATIONS TERRORISTES DE L'UNION EUROPÉENNE.

L'organisation kurde KONGRA-GEL, issue du Parti des Travailleurs du Kurdistan, proteste contre son inscription sur la liste des mouvements terroristes de l'Union européenne. « La décision de l'UE de placer le KONGRA-GEL

(Congrès du peuple du Kurdistan) sur la liste des organisations terroristes, est un coup porté à la démocratie et aux droits de l'homme, ainsi qu'une diffamation pour le peuple kurde », a affirmé, le 6 avril, un communiqué publié à Berlin. Selon lui, l'UE a cédé à la pression de la Turquie, pour la rendre plus conciliante sur le problème de la réunification de Chypre. « L'option d'une solution démocratique pour la question kurde a été sacrifiée au profit du petit Chypre. Que l'UE

joue ainsi le jeu de la Turquie est infamant. Une fois de plus la chance d'une solution a été gâchée », ajoute le communiqué.

La liste noire européenne des organisations terroristes, dont une version révisée a été publiée le 3 avril au Journal officiel des communautés européennes, comprend désormais à côté du PKK la mention « alias KADEK, alias KONGRA-GEL ». Le mouvement proteste contre cette mise sur le même pied

que le PKK et affirme qu' « *il est engagé en faveur d'une solution pacifique de la question kurde, comme chacun peut le lire sur son programme accessible sur internet* ».

Les Etats-Unis ont aussi décidé de placer le KONGRA-GEL sur la liste des organisations terroristes. Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan s'était félicité en janvier 2004 de cette prise de cette position. Le Département d'Etat américain avait estimé que le KONGRA-GEL, fondé en 1999, était un nouvel avatar du PKK et, qu'en conséquence, il devait être placé sur cette liste.

Les affrontements se sont accus depuis cette annonce. Le Kongra-Gel a affirmé le 16 avril avoir tué ces derniers jours 10 militaires turcs et sept supplétifs kurdes, appelés « *gardiens de villages* » dans des combats dans la zone montagneuse kurde de Sirnak, à la frontière avec l'Irak. « *L'attaque turque a commencé le 6 avril dans la région de Sirnak où nos forces sont bien implantées et les combats continuent jusqu'à présent* », a affirmé Zubeyir Aydar, le représentant de l'ex-PKK dans la ville kurde irakienne de Suleimaniyeh. « *Au cours des combats, 10 militaires turcs, dont un officier, et sept mercenaires kurdes ont été tués ainsi qu'un de nos combattants* », a-t-il ajouté.

Le 15 avril, une source locale à Diyarbakir avait affirmé que cinq combattants kurdes de Turquie et trois soldats avaient été tués lors d'une vaste opération des forces de sécurité à Sirnak. Dix soldats et « *gardiens de villages* »--

miliciens kurdes armés par l'Etat turc-- ont été blessés.

Selon les officiels, l'opération à laquelle ont participé quelque 6.000 membres des forces de sécurité, appuyés par des hélicoptères, a débuté il y a quatre jours après que les autorités eurent pris connaissance de l'infiltration en territoire turc, depuis le Kurdistan irakien, d'un groupe de 60 militants du PKK (rebaptisé KONGRA-GEL).

• **LE TRIBUNAL CHARGÉ DE JUGER SADDAM HUSSEIN A ÉTÉ CONSTITUÉ.** Les dirigeants irakiens ont constitué le tribunal qui sera chargé de juger Saddam Hussein et d'autres responsables de son régime, a annoncé le 20 avril un porte-parole du Congrès national irakien (CNI). Salem Chalabi -neveu d'Ahmed Chalabi, chef du CNI et membre du Conseil de gouvernement irakien- a été nommé à la tête de ce tribunal, a précisé le porte-parole, Entefadh Qanbar.

Salem Chalabi, un avocat qui a fait ses études aux Etats-Unis, a désigné à son tour un groupe de sept juges et de quatre procureurs en vue du procès, dont la date n'a pas encore été fixée.

Depuis sa capture en décembre dernier, le dictateur irakien déchu est détenu par les troupes américaines dans un endroit tenu secret dans ou près de Bagdad. Le tribunal, qui dispose d'un budget de 75 millions de dollars pour 2004 et 2005, sera compétent pour

juger tout membre inculqué de l'ancien régime baasiste, a précisé M. Qanbar.

Les juges et les procureurs détermineront les charges retenues contre Saddam Hussein et ses anciens responsables. D'autres juges seront affectés ultérieurement à ce tribunal, selon le porte-parole du CNI. Les juges et les procureurs suivront une formation, notamment en droit international et sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.

Salem Chalabi a été nommé à la tête du tribunal par un comité composé de membres du Conseil de gouvernement irakien en vertu d'une loi adoptée par le CGI et approuvée par l'administrateur américain Paul Bremer. Le Congrès national irakien dispose d'un représentant au sein de ce comité.

Depuis la chute du régime de Saddam Hussein, quelque 300.000 corps ont été retrouvés, enterrés dans des charniers, victimes présumées des persécutions politiques contre les chiites, les Kurdes et des groupes d'opposants.

• **TOTAL REMPORTE UN CONTRAT DE 1, 2 MILLIARD DE DOLLARS EN IRAN.** L'Iran a décidé d'attribuer à Total le développement de la phase 11 de l'immense champ gazier de Pars du sud, et le contrat d'environ 1,2 milliard de dollars devrait être signé prochainement « *sauf problème* », a déclaré le 25 avril le vice-ministre iranien du Pétrole. Le

groupe pétrolier français « *Total a été choisi pour développer la phase 11 de Pars du sud, c'est sa proposition qui l'a emporté* », a déclaré Mehdi Mirmoezi en marge d'une conférence sur les exportations de gaz à Téhéran, « *les dernières négociations sont en cours et, sauf problème, le contrat sera signé d'ici un ou deux mois* ».

Le vainqueur de l'appel d'offres devait déjà être désigné il y a de nombreux mois. Total, le Britannique BP, l'Italien Eni et le Norvégien Statoil s'étaient portés candidats.

Total s'est fortement engagé en Iran en développant, outre Pars 2 et 3, les champs pétroliers A et E de Sirri, qui ont commencé à produire en 1998-1999, et ceux de Dorood et Balal, déjà exploités. Il a signé en février avec son concurrent malaisien Petronas et la Compagnie nationale du pétrole iranien (NIOC) un contrat de 2 milliards de dollars pour la construction d'une usine de GNL à Pars du sud.

• **LA FONDATION TURQUE DES DROITS DE L'HOMME DÉNONCE LES ATTEINTES PORTÉES CONTRE LA LIBERTÉ DE L'OPINION EN 2003 MALGRÉ LES RÉCENTES RÉFORMES.** La Fondation turque des droits de l'homme (TIHV) a le 19 avril publié son « *rapport 2003 sur la liberté de l'opinion en Turquie* » en prenant en considération l'adoption récente des réformes

législatives dans le cadre de l'harmonisation avec l'Union européenne.

Selon ce rapport, 774 affaires juridiques relatives aux opinions écrites ou orales, exprimées dans des livres, des journaux ou encore des revues, ont été enregistrées l'année dernière. Plus de 70 poursuites ont été lancées pour violation de l'article 159 du code pénal turc « *régissant l'atteinte portée contre l'Etat, la République, les forces de sécurité et militaires* ». Il y a eu sept condamnations et 14 acquittements parmi les 21 affaires jugées en 2003. L'article 312 du code pénal relatif à « *l'incitation au racisme, à la discrimination religieuse et linguistique...* » a donné lieu à 68 poursuites, dont 10 condamnations et 16 acquittements parmi les 26 affaires jugées dans l'année 2003.

Toujours selon le rapport, l'article 6 de la loi anti-terreur sanctionnant « *la publication des déclarations émanant des organisations illégales* » a servi de fondement à 175 actions juridiques. Sur 91 jugements prononcés 84 ont donné lieu à des condamnations. Quant au tristement célèbre l'article 8 de cette même loi anti-terreur réprimant « *la propagande contre l'unité et l'indivisibilité de la patrie* », 38 procès ont été ouverts aboutissant à 13 condamnations. L'article 7 de la même loi relative à la « *propagande d'une organisation illégale* » a donné lieu à 39

poursuites judiciaires. Le rapport souligne également que plus de 40 livres ont été traduits en justice en 2003.

La Fondation indique que l'article 169 du code pénal réprimant « *l'aide et l'assistance à une organisation illégale* » a été l'article le plus invoqué par la justice turque malgré les réformes apportées en août 2003 restreignant son domaine d'application. Cet article a continué à être la menace la plus importante contre toute personne, organe de presse ou parti politique s'exprimant sur la question kurde. Selon le rapport, beaucoup de procès ont été lancés du seul fait des déclarations contenant les mots « *Monsieur Ocalan* ». Le ministère public considérant que la combinaison de ces mots constitue le délit d' « *aide et assistance à une organisation illégale* ». Le rapport précise qu'il y a eu 58 condamnations en ce sens.

Le rapport met en relief la situation du journal pro-kurde *Yeniden Ozgur Gundem*, qui a été condamné à 476 milliards de livres turques d'amendes et qui a été forcé d'arrêter sa parution. 370 jours d'interdiction de parution a été prononcée à l'encontre de divers revues et quotidiens et le RTUK, l'équivalent turc du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a prononcé 480 jours d'interdiction de diffusion à l'encontre des radios et télévisions en Turquie au cours de l'année 2003.

Les États-Unis découvrent l'horreur des scènes de lynchage dans les rues de Fallouja

Des dizaines d'habitants ont mutilé à coups de pelle les cadavres d'étrangers tués lors d'une attaque de la guérilla. Neuf Américains ont péri mercredi en Irak

DEUX véhicules tout-terrain transportant entre quatre et huit étrangers ont été attaqués et incendiés, mercredi 31 mars, à Fallouja, à 50 kilomètres à l'ouest de Bagdad par une foule survoltée qui a mutilé et traîné dans les rues de la ville les corps incendiés de deux des victimes. Le général Mark Kimmitt, chef adjoint des opérations de l'armée américaine, a précisé que quatre personnes avaient été tuées et qu'il s'agissait de « *civils travaillant pour la coalition comme entrepreneurs* ». Tous sont de nationalité américaine.

Les images de ce lynchage de corps en flammes ont fait le tour du monde et notamment l'ouverture des journaux télévisés américains. « *La façon dont ces gens ont été traités est dégradante et méprisante* », a déclaré Scott McClellan, porte-parole de la Maison Blanche. Tous les médias ont établi un rapprochement entre ces scènes de violence et les massacres de soldats américains en Somalie en 1993. Les images des corps de GI traînés dans les rues avaient accéléré le départ des troupes américaines de Mogadiscio.

Les quatre victimes ont été tuées par des inconnus qui ont ouvert le feu sur les deux véhicules qui traversaient le centre de Fallouja. Les assaillants ont immédiatement pris la fuite. C'est alors qu'un groupe de jeunes a commencé à jeter des pierres sur les véhicules en feu. Des dizaines de résidents brandissant des pelles se sont alors dirigés vers le lieu de l'attaque. Ils ont extrait un



SALMAN AMER/REUTERS

L'attaque vient de se produire dans la rue principale de Fallouja. Un Américain, mort, gît sur le sol, en feu. Son corps sera ensuite mutilé à coups de pelle, traîné dans la rue avant d'être pendu à un pont.

des corps en flammes de l'une des voitures pour le jeter sur la chaussée. Puis ils ont attaqué deux dépouilles avec des pelles, alors que d'autres dansaient devant les corps. « *Vive l'islam* », criait la foule alors que des parties des cadavres étaient sectionnées à coups de pelle.

ACCROCHÉS À UN POTEAU

Une main et un pied coupés ont été accrochés à un poteau électrique dans la rue principale où a eu lieu l'attaque. « *Fallouja sera le cimetière des Américains* », criait un homme, le visage caché par un foulard. « *Nous sommes prêts à les tuer tous. Nous les attendons. Quand ils vont*

venir chercher les corps et les voitures, nous allons les couper en morceaux. Qu'ils viennent si ce sont des hommes », a-t-il dit, en parlant des soldats américains. « *Revanche, revanche pour Saddam* », lançait aussi la foule dans ce fief sunnite de l'ancien dictateur. La foule a ensuite pendu les deux victimes, dont l'une n'avait plus de tête, par les pieds à un pont enjambant l'Euphrate. Les habitants ont ensuite jeté des pierres sur les dépouilles mortelles, en criant : « *A bas l'occupation, à bas l'Amérique !* »

Puis des jeunes ont descendu les corps et les ont posés sur le sol. Des coups de pied et des coups de poi-

gnard ont alors été donnés aux cadavres. Un véhicule de la police irakienne, qui était stationné près du pont, s'est éloigné de la scène. Selon un témoin, Ali Mohammed, 31 ans, le convoi était composé de trois véhicules. L'un d'entre eux serait parvenu à prendre la fuite alors que le deuxième a été touché et que le troisième a essayé de rebrousser chemin mais a été mitraillé.

Cinq GI ont également été tués mercredi par une bombe placée en bord de route à Habbaniyah, à l'ouest de Bagdad. Il s'agit de l'attaque la plus sanglante contre des troupes de la coalition depuis qu'un hélicoptère américain a été abattu près de Fallouja, le 8 janvier, coûtant la vie à ses neuf occupants. Par ailleurs, trois soldats britanniques ont été blessés à Bassora par un engin explosif.

Au total, 12 civils étrangers ont été tués au cours du mois de mars ainsi que 48 soldats américains, soit le bilan le plus lourd depuis le mois de novembre, au cours duquel 82 GI avaient trouvé la mort. Depuis le début de la guerre, le 20 mars, 597 soldats américains ont péri et un total de 459 depuis que le président Bush a déclaré, le 1^{er} mai, la fin des opérations. Les Britanniques, pour leur part, ont perdu 58 hommes, l'Italie 17 et l'Espagne 8. Le général Kimmitt a fait état d'une recrudescence des attaques au cours de la dernière semaine, soit une moyenne de 28 contre moins d'une vingtaine précédemment. - (AFP, AP.)



Après avoir roué de coups les occupants de deux voitures, les habitants de Faludja ont pendu les dépouilles calcinées à un pont.

(Photo Khalid Mohammed/AFP.)

An Iraqi mob kills 4 U.S. contractors

Charred bodies hung on Falluja bridge; 'Let Bush come see this!' a boy yells

By Jeffrey Gettleman and John F. Burns

FALLUJA, Iraq: An enraged mob attacked four American contractors here Wednesday, shooting them to death, burning their vehicles, dragging their bodies through the streets and then hanging the charred corpses from a bridge over the Euphrates River.

A State Department spokesman, Lou Fintor, confirming the nationalities Wednesday, said that neither the names of the victims nor the name of the company for which they worked would be immediately made public.

Meanwhile, less than 24 kilometers, or 15 miles, away, in the same area of the increasingly violent Sunni Triangle, five marines were killed in one of the deadliest roadside bomb incidents for coalition troops in weeks.

The marines were traveling through a dusty village along a supply route when the explosion ripped into their vehicles.

The steadily deteriorating security situation in the Falluja area, west of Baghdad, has become so dangerous that no American soldiers or Iraqi security staff responded to the attack against the contractors. There are a number of police stations in Falluja and a base of more than 4,000 marines nearby.

But even while the two vehicles burned, sending plumes of inky smoke over the closed shops of the city, there were no ambulances, no fire engines and there was no security.

Instead, Falluja's streets were thick with men and boys and chaos.

Boys with scarves over their faces hurled bricks into the burning vehicles. A group of men dragged one of the smoldering corpses into the street and ripped it apart. Someone then tied a chunk of flesh to a rock and tossed it over a telephone wire.

"Viva mujahadeen!" shouted Said Khalaf, a taxi driver. "Long live the resistance!"

Nearby, a boy no older than 10 put his foot on the head of a body and said: "Where is Bush? Let him come here and see this!"

Many people in the crowd said they felt as if they had won an important battle. Others said they thought that the contractors, who were driving in four-wheel-drive trucks, were working for

the Central Intelligence Agency.

"This is what these spies deserve," said Salam Aldulayme, a 28-year-old Falluja resident.

The attack on the American military vehicle occurred in Al Anbar Province, a wellspring of resistance to occupation forces, said Sergeant James Oleen, a military spokesman in Baghdad. The military offered no further information on the incident.

Witnesses said the attack occurred in Malahma, 20 kilometers northwest of Falluja, The Associated Press reported.

After the attack in Falluja, residents told AP that the burned cars contained weapons and that some of the bodies were dressed in flak jackets. The AP television network showed American passport near one body and a U.S. Defense Department identification card belonging to another man.

The series of deadly attacks on U.S. troops and foreign civilians in the Sunni Triangle area of central Iraq, particularly around Falluja, and a similar spate of attacks in the northern oil city of Mosul, have raised doubts about

the cautiously optimistic appraisal of American progress in the war that has been common among U.S. generals since the beginning of the year.

Military officials have said that the capture of Saddam Hussein on Dec. 13 and documents seized with him had allowed them to penetrate the cell structure of that part of the insurgency that sought to restore a "Saddamist" or Baathist government to Iraq, with the Sunni minority once again dominating the majority Shiites.

American generals have said that these breakthroughs had given them the upper hand in the battle against Saddam loyalists and created the conditions for the U.S. occupation authority to move forward with confidence to the planned handover of sovereignty under an interim government on June 30 and to an elected government in January 2006.

At the same time, the generals have been saying that their main focus in the conflict has shifted to Islamic terrorists who they believe to have been responsible for many suicide bombings and other attacks on the Iraqi police, civilians and foreigners.

These attacks, they say, have effectively carried the Iraqi conflict into a new landscape that makes the fighting here part of the worldwide war on terrorism.

But Wednesday's events at Falluja indicate that the war may not have changed as much as the generals have suggested.

The fact that the attack on the civilian vehicles occurred in Falluja, an overwhelming Sunni city that is the most volatile stronghold of support for Saddam, and that it followed a 10-day offensive by U.S. marines aimed at gaining effective control of the city, suggested that the current war may, in practice, be an extension of the conflict that began last year.

Captain Chris Logan of the Marine



A leaflet in broken English held by an Iraqi boy at the site of an attack in which four Americans contractors died Wednesday says, "Fallujah, the cemetery of the Americans."

Corps said Wednesday that the city was becoming "an area of greater concern."

He added: "This is one of those areas in Iraq that is definitely squirrely. The guerrillas in Falluja are testing us. They're testing our resolve."

In a modulation of their assessments in recent days, the generals had begun to say that there may be a merging of diehard loyalists to Saddam and Islamic militants, with the two groups at least

loosely coordinating their attacks.

On Tuesday, Brigadier General Mark Kimmitt, spokesman for the American command, who had previously emphasized the growing role of Islamic terrorists in the conflict, said at a news conference that the military no longer considered the distinction between Saddam loyalists and militant Islamists

to be so significant from the viewpoint of military operations.

"I'm not sure trying to overclassify

these different groups is helpful," he said. "It might help somehow in the intelligence community, in terms of trying to find out where they come from and trying to find some trails onto them. But on the operations side we just call them targets."

The New York Times

Jeffrey Gettleman reported from Falluja for this article and John F. Burns reported from Baghdad.

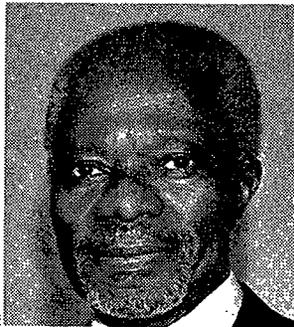
Chypre : accord à l'arraché sur un plan de paix

Kofi Annan a annoncé hier soir que l'ONU soumettra son texte par référendum le 24 avril aux habitants des deux parties de l'île.

C'est à la toute dernière minute, au terme d'une semaine de négociations à Bürgenstock, en Suisse, que la nouvelle est tombée: la Grèce, la Turquie et les dirigeants chypriotes se sont mis d'accord, hier soir, sur le plan de paix des Nations unies sur la réunification de l'île de Chypre.

Kofi Annan a aussitôt annoncé que l'ONU soumettra son plan par référendum le 24 avril aux habitants des deux parties de l'île: au Sud, la république de Chypre, 650 000 habitants grecs, seule autorité internationalement reconnue, et, au Nord, la république turque de Chypre du Nord (RTCN), 200 000 habitants dont une moitié de colons, reconnue seulement par Ankara. L'île est divisée depuis 1974 et l'invasion du nord de l'île par la Turquie.

Collégial. Lancé par les Nations unies fin 2002, le plan Annan prévoit la mise en place à Chypre d'une fédération composée de deux entités égales en droits, l'une turque



Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies.

au Nord et l'autre grecque au Sud. La République sera dirigée par une présidence collégiale de six membres - quatre Grecs, deux Turcs - élus pour cinq ans. La fonction de chef

Chypre est coupée en deux depuis 1974 et l'invasion du nord de l'île par la Turquie.

d'Etat sera assurée pendant quarante mois par un membre grec de la présidence puis pendant vingt mois par un membre turc. Les problèmes constitutionnels seront soumis à une Cour suprême, où

siégeront des juges non chypriotes, afin d'éviter un blocage en cas d'opposition entre les deux communautés. La Grèce et la Turquie sont autorisées à maintenir chacune 6 000 soldats dans l'île jusqu'en 2011.

«Il est important que les responsables politiques approuvent ce document si l'on veut que, sur place, les populations le ratifient», avait souligné, au cours de la journée, l'une des porte-parole de l'ONU. A l'ouverture des négociations, les Chypriotes grecs critiquaient certains points de la nouvelle mouture du plan Annan (notamment les exemptions au principe de la liberté de circulation et d'installation récla-

mées par la partie turque, qui craint d'être submergée par un afflux de Chypriotes grecs).

Le plan précise que le nombre de Grecs se réinstallant au Nord ne pourra dépasser 18% de la population locale. Mais la rétrocession par la RTCN d'une partie de son territoire, qui passerait de 36% à 29% de

la superficie de l'île, permettrait le retour d'une bonne partie des réfugiés. L'armée turque avait débarqué au nord de l'île en 1974, après un coup d'Etat d'extrémistes chypriotes grecs qui voulaient le rattachement de Chypre à la Grèce. Indépendante depuis 1963, cette ancienne colonie britannique était, depuis, le théâtre d'affrontements inter-ethniques entre Grecs et Turcs.

Hostiles. En abordant les négociations, les islamistes modérés, au pouvoir à Ankara étaient conscients que la solution de la question chypriote faciliterait l'ouverture de négociations avec l'Union européenne. Les Chypriotes grecs se montrant, eux, les plus hostiles: selon un sondage diffusé par la télévision privée Antenna, 74% des Chypriotes grecs se déclaraient récemment prêts à voter contre le plan, et la puissante Eglise chypriote grecque est particulièrement mobilisée, appelant «le peuple à lancer un "non" fier».

MARC SEMO

Liberation

1ER AVRIL 2004

Cyprus's last chance? April 24 vote called key

By Alan Cowell

LUCERNE, Switzerland: After months of painstaking negotiation, a UN plan to mend the 30-year division of Cyprus will be put to a test this month when the island's mistrustful Greek and Turkish populations pass judgment at the ballot box.

The vote may be the last chance to unravel the island's division before three decades of partition become permanent.

News Analysis

Perhaps more significantly, the referendums on April 24 will probably mold strategic calculations far beyond the island's 800,000 people, from the European Union in Brussels to the distant flash-points of Turkey's frontiers with Iran, Iraq and Syria.

Three days of late-night talks and arm-twisting in a luxurious Swiss retreat ended in the early hours of Thursday with open disagreement between Greeks and Turks over the details of the plan.

Nonetheless, its author, the UN secretary general, Kofi Annan, secured broad — if reluctant — assent to separate ballots among Greek and Turkish Cypriots.

Whatever the outcome, Cyprus is set

to join nine other countries on May 1 — just one week after the referendums — in a huge expansion of the Union from 15 to 25 members.

At stake is the biggest redrawing of the island's political landscape in 30 years.

"The alternative is this plan or nothing, no solution at all," Günter Verheugen, the European official in charge of enlargement, said Thursday. "I don't think in the near future we'll have another opportunity to arrive at a solu-

tion to this issue."

As far as ending the conflict that began when Turkish troops seized the northern part of the island in 1974, "the choice is now in the hands of Cypriots," said the U.S. Secretary of State, Colin Powell, who has been following the talks.

The outlines of dissent and agreement were not hard to see as the discussions broke up Thursday.

Keen to bolster its credentials as a would-be member of the EU, Turkey gave a broad and enthusiastic welcome to the plan, which would create a loose federation.

Within that structure, around 120,000 Greek Cypriots would be able to return to homes lost in 1974 on land handed back by Turkish Cypriots.

In a transfer of population reminiscent of much earlier times in the 20th century history of Greek-Turkish relations, 50,000 Turkish Cypriots would move away from their current villages, reducing the area under Turkish control from 36 to 29 per cent.

The Turkish garrison in the north of the island, moreover, would be greatly reduced from its current 40,000 and the Greek and Turkish populations would enjoy political equality.

Without specifying his objections, the Greek prime minister, Costas Karamanlis, said agreement on the precise terms of the deal had been impossible.

But the Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, spoke enthusiastically of a new "road map" for the island's future.

Indeed, one Turkish daily newspaper, the mass-circulation *Hurriyet*, said Thursday: "The final version is the most perfect solution. One has to be either blind or extremely ill-intentioned to deny that."

Significantly, though, representatives of the island's divided populations did not speak to reporters and it is their approach to the referendum that could torpedo the Annan plan.

According to opinion surveys, some 74 per cent of the Orthodox Christian Greek-speaking majority is opposed to a plan seen as making too many concessions on troop levels and other guarantees for the Turks.

The same surveys indicate that just over half of the far less affluent Muslim Turkish Cypriots support the proposals, which could propel them into a new era of international acceptance and potential prosperity.

Yet their veteran leader, Rauf Denktash, was quoted on Thursday as saying: "There are amendments in our favor, I do not want to be unfair, but in its current form, I do not see anything to vote 'yes' to."

His reported objection fitted a famil-

iar pattern.

The Berlin Wall may have fallen, and indeed the May 1 expansion brings eight former Communist lands into the EU. But Cyprus remains a battleground of competing constituencies, ethnic anger and economic interest groups.

Turkey's Islamicist government, for example, favors reunification.

But the powerful generals who have long influenced Turkish politics seem more wary, seeing a potential strategic threat if their sway is curtailed on an island so close to the coast of mainland Turkey.

Within the Turkish Cypriot community, it is a matter of debate whether Denktash can continue to maneuver against settlement terms he has long opposed but which now find favor with his political patrons in Ankara and many among his own population.

"Denktash has been rendered redundant," Dogu Ergil, a professor at Ankara University, told Reuters.

"His role as peacemaker or peace-breaker has been minimized. Turkish Cypriots have no reason to vote 'no.'"

The referendums could yet produce a curious anomaly.

Even if the reunification deal is rejected, Cyprus will still join the Union, but only its Greek Cypriot government will be represented in Brussels and qualify for access to Union funds and other development aid that many Cypriots are expecting.

It is therefore possible that the Greek Cypriots would represent the island as part of a reunited Europe after voting for the continued division of their own country.

Cyprus would join the EU as the only one of 25 members with a partition line policed by 1,200 UN troops and one-third of its citizens beyond the reach of EU laws and benefits.

More uncertain is the impact of a rejection on Turkey — a great land bridge between Europe and Asia whose predominantly Muslim population could swing against the West if an impasse in Cyprus derails Turkey's own ambitions to join the EU.

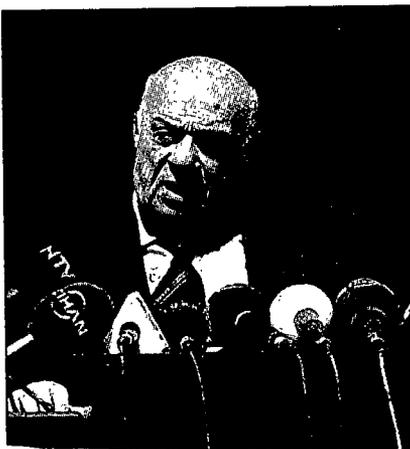
For that reason, European officials on Thursday seemed to go out of their way to praise the way Erdogan had conducted the negotiations here.

"Turkey played a very constructive and cooperative role in the negotiations. I would like to say that expressly," Verheugen, the EU official, told the European Parliament in Strasbourg.

"What we really have to do is convince the Greek Cypriot community that this most recent plan — the only plan — is in their interests as well.

"We need clear leadership and a strong political will," he said.

The New York Times



Rauf Denktash, the veteran Turkish Cypriot leader, at a news conference in Nicosia on Thursday to announce his rejection of the final version of a UN peace plan to reunify the island.

Herald INTERNATIONAL Tribune

April 2, 2004

La question de l'armement de l'Irak n'est pas tranchée

Dans la revue « Politique étrangère », cinq experts alimentent le débat sur l'existence des ADM

politique étrangère



programmes d'armes biologiques et chimiques. Mais après un flux d'informations fin 1995 et début 1996, les Irakiens cessèrent d'apporter de nouveaux éléments et en revinrent à la vieille tactique consistant à s'arc-bouter sur un mensonge peu convaincant jusqu'à ce que les inspecteurs apportent des preuves contraires », rappelle Tim Trevan, ancien conseiller du directeur exécutif et porte-parole de la commission spéciale de l'ONU pour l'Irak.

Il révèle quelques autres exemples de grossiers mensonges, avancés par certains des plus hauts responsables irakiens. Plus inquiétante est l'ambiguïté délibérément maintenue par l'Irak sur l'entretien de programmes d'ADM. Il ne suffit pas de dire que cette ambiguïté avait un but psychologiquement dissuasif, ou qu'elle visait à satisfaire la mégalomanie du régime, au prix de sanctions internationales et d'inspections intrusives, qui ont fini par l'affaiblir. D'autant qu'à mesure qu'une intervention militaire américaine se précisait, Bagdad a soudain voulu jouer la

transparence ou plutôt feindre de le faire, comme le montrent les zones d'ombre relevées par l'Unmovic dans un rapport du début mars 2003.

« 10 000 LITRES D'ANTHRAX »

Thérèse Delpech, chercheur au Centre d'études et de recherches internationales et commissaire auprès de l'Unmovic, rappelle à cet égard quelques éléments contenus dans le rapport du 6 mars 2003 de l'Unmovic. « Les inspecteurs n'ont jamais pu vérifier ce qu'il était advenu de 3,9 tonnes de VX (...) dont la production entre 1988 et 1990 a été reconnue par l'Irak. Bagdad a déclaré que les destructions avaient eu lieu en 1990 mais n'en a pas fourni de preuves. En février 2003 (...) un document a été fourni [par Bagdad] à l'Unmovic pour tenter d'expliquer le devenir d'environ 63 % du VX manquant. Auparavant, les Irakiens prétendaient ne pas détenir un tel document. »

Idem pour l'anthrax, dont l'Irak affirmait avoir détruit le stock en 1991. Mais, « en mars 2003, l'Unmovic concluait qu'il existait toujours, très probablement, 10 000 litres d'anthrax non détruits par l'Irak... Comme pour le VX, l'Irak a fourni à l'ONU, en février 2003, un docu-

ment sur ce sujet qui ne pouvait permettre de conclure quelles quantités avaient été détruites ».

Les mêmes interrogations continuent de se poser concernant les missiles Al-Samoud-2, les 6 256 bombes aériennes que l'Irak a finalement admis ne pas avoir utilisées durant la guerre contre l'Iran, de 550 obus d'artillerie qui manqueraient toujours à l'appel et d'une trentaine de bombes biologiques.

Chargé de tirer les conclusions de l'affaire des ADM irakiennes, Leonard S. Spector, directeur adjoint du Center for Nonproliferation Studies du Monterey Institute of International Studies, souligne que les découvertes qui seront faites sur les ADM auront un impact considérable, tant pour la crédibilité des services de renseignement américains et britanniques que pour l'efficacité des inspections internationales et des contrôles à l'export ou encore sur l'utilité des ADM pour des puissances régionales et sur la sécurisation des programmes ADM adverses pendant et après un conflit.

Mouna Naïm

★ Politique étrangère, n° 1, printemps 2004

L'Italie démantèle une cellule de l'organisation terroriste d'extrême gauche turque DHKP-C

Une quarantaine de personnes interpellées en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Turquie

ROME

de notre correspondant

Une cellule présumée de l'organisation turque clandestine d'extrême gauche DHKP-C (Parti-Front de libération du peuple révolutionnaire) a été démantelée, jeudi 1^{er} avril à Pérouse (à environ 150 km au nord-est de Rome), dans le cadre d'une vaste opération antiterroriste menée par une centaine de policiers et carabinieri. Simultanément, des perquisitions et une quarantaine d'interpellations ont eu lieu en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne et en Turquie, à l'initiative du parquet de Pérouse, qui avait délivré une dizaine de mandats d'arrêt.

C'est dans le chef-lieu de l'Ombrie, à Pérouse, une ville de 160 000 habitants située entre Rome et Florence, que le chef présumé de l'organisation a été arrêté. Il s'agit d'un ressortissant turc âgé de 32 ans. Er Avni est détenu

avec un de ses compatriotes et trois Italiens dont son épouse, une Sicilienne de 40 ans. Vivant depuis plusieurs années dans un quartier résidentiel de la ville, cet homme, expert en informatique, aurait fait de Pérouse, selon le procureur de la République Nicola Miriano, « un centre opérationnel » d'où il coordonnait les actions de plusieurs groupes en Europe.

Les 56 000 heures d'écoutes téléphoniques dont disposent les enquêteurs prouveraient que cette cellule a revendiqué cinq attentats commis en Turquie en 2003, dont une attaque-suicide, le 20 mai, dans une cafétéria d'Ankara. Seule la femme kamikaze y avait trouvé la mort. Les autres actions avaient visé deux restaurants McDonald's, des gendarmes et des magistrats.

Le DHKP-C est inscrit sur la liste noire des organisations terroris-

tes de l'Union européenne. Héritier en 1994 des mouvances marxistes-léninistes Dev-Yol (Voie révolutionnaire) et Dev-Sol (Gauche révolutionnaire), le groupe a commis de nombreux attentats contre l'Etat turc.

En octobre 2000, il a été à l'origine d'une grève de la faim massive dans les prisons turques pour protester contre les conditions de détention des prisonniers politiques : une soixantaine de grévistes mourront de faiblesse, puis trente détenus seront tués lors de l'assaut donné par l'armée pour briser le mouvement. Les enquêteurs italiens ont précisé, jeudi, qu'Er Avni avait bénéficié de l'appui « des milieux marxistes-léninistes » de la région de Pérouse.

CRAINTES POUR PÂQUES

Parmi les Italiens arrêtés, Moreno Pasquinelli, un cuisinier

de 48 ans, est connu comme porte-parole du « Camp anti-impérialiste » d'Assise, une organisation qui avait lancé, en septembre 2003, une collecte baptisée « 10 euros pour la résistance en Irak ». Pour Giuseppe Pisanu, le ministre de l'intérieur, « cette opération étaye l'hypothèse selon laquelle des groupes subversifs italiens peuvent collaborer avec des organisations terroristes internationales, unis par des motivations anti-américaines et anti-occidentales ».

Après l'attentat de Madrid, le 11 mars, le ministre avait révélé que Pérouse, une cité tranquille et touristique, qui abrite la plus grande université pour étrangers d'Italie, faisait partie des cinq villes italiennes les plus exposées à des risques d'attentats islamistes.

Alors que les services de renseignement, dans un rapport publié récemment par *La Repubblica*, esti-

ment à quatre-vingts le nombre de cellules islamistes potentiellement opérationnelles dans le pays, et soulignent l'augmentation du risque au moment de Pâques, l'Italie doit faire face à une nouvelle flambée de terrorisme intérieur.

Deux colis piégés adressés à

deux hauts fonctionnaires de l'administration pénitentiaire ont été interceptés jeudi dans un bureau de poste de Rome. Les paquets contenaient des vidéocassettes remplies de poudre. Ils ont été aussitôt attribués par les enquêteurs aux anarchistes insurrectionnels,

une nébuleuse qui multiplie, depuis des mois, les envois de colis et de lettres piégés à des personnalités ou des institutions symboles de l'autorité de l'Etat.

Deux jours plus tôt, lundi 29 mars, deux bombes ont explosé, à quelques minutes d'interval-

le, près d'un commissariat de Gênes où travaille un policier mêlé aux violences contre les manifestants altermondialistes lors du Sommet du G8 en juillet 2001.

Jean-Jacques Bozonnet

L'UMP part en guerre contre l'adhésion de la Turquie à l'UE

La formation chiraquienne se dit aujourd'hui favorable à un simple « partenariat privilégié »

STRASBOURG

de notre bureau européen

Ce n'était pas un poisson d'avril : les eurodéputés français de l'UMP ont certes créé la surprise, en annonçant au Parlement européen, jeudi 1^{er} avril, qu'ils sont hostiles à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Mais Alain Lamassoure et Françoise Grossetête ont assuré que ce point de vue serait entériné par les instances politiques de l'UMP (Union pour un mouvement populaire), lors de la préparation des élections européennes du 13 juin. Le parti que préside Alain Juppé a manifestement le souci de ne pas perdre de voix sur cette question sensible, au profit du Front national.

« Nous constatons que l'opinion publique française ne veut pas de cette adhésion », ont indiqué les deux eurodéputés, au cours d'une conférence de presse. C'est le premier sujet que les gens évoquent, lorsque l'on parle d'Europe dans une réunion publique. » « Ils ne sont pas du tout d'accord avec les

décisions qu'ont prises les chefs d'Etat et de gouvernement », ajoutent-ils.



« Nous constatons que l'opinion publique française ne veut pas de cette adhésion »

FRANÇOISE GROSSETÊTE

C'est au Conseil européen d'Helsinki, en décembre 1999, que les dirigeants européens, dont faisaient partie Jacques Chirac et Lionel Jospin, ont donné à la Turquie le statut de pays-candidat. Le chancelier allemand, Gerhard Schröder (socialiste), l'avait promis à ses électeurs d'origine turque. Il a d'ailleurs récemment réitéré son engagement auprès d'Ankara, alors qu'Angela Merkel, présidente de la CDU démocrate-chrétienne, a préconisé un simple « partenariat privilégié » avec la Turquie. La formation chiraquienne se dit aujourd'hui favorable à cette solution alternative.

C'est une question fort controversée au sein de la droite européenne que l'UMP a décidé de soulever. Au mois de février, le Parti populaire européen (PPE), auquel l'UMP appartient, l'a soigneusement évitée, lorsqu'il a adopté son manifeste électoral, à Bruxelles.

Pourtant, le Parti de la justice et du développement (AKP) du premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, souhaite adhérer au PPE, dont il dit « partager des valeurs traditionnelles telles que le respect de la famille ».



« Pour se marier, il faut être deux ! »

ALAIN LAMASSOURE

LA QUESTION CHYPIOTE

Certains membres du PPE estiment qu'il vaut mieux avoir dans ses rangs une aussi grande formation, pour le cas où le pays entrerait dans l'Union européenne. D'autres, face aux menaces terroristes, estiment qu'il faut ménager la Turquie, pour éviter qu'elle ne sombre dans le fondamentalisme : c'est notamment le point de vue qu'a exprimé Ari Vatanen, second, derrière M^{me} Grossetête, de la liste UMP, dans le Sud-Est, lors de journées d'études organisées à Vienne, les 23 et 24 mars.

D'autres, comme Valéry Giscard d'Estaing et les centristes français, jugent que la Turquie ne fait pas partie de l'aire géographique de l'Europe, et que son adhésion transformerait l'Union en une zone de libre-échange. A leur tour, les membres de l'UMP manifestent leurs réticences : « Pour se marier, il faut être

deux ! », affirme M. Lamassoure. Il insiste sur la « nécessité de dire la vérité aux Turcs le plus tôt possible », et notamment avant le référendum sur la réunification de Chypre, sa réussite ne devant pas, selon lui, être considérée comme un sésame pour l'Europe.

Au Parlement européen, l'amendement qui réclamait un « partenariat privilégié » a toutefois été rejeté, par 212 voix contre 105 et 18 abstentions. « Le Parlement est saisi du même syndrome du "politiquement correct" que le Conseil européen », commente M. Lamassoure.

Rafaële Rivais

Reconstruire l'Irak, une obligation commune

Nous avons tous été horrifiés par ce qui s'est passé à Madrid le 11 mars. Cette manifestation de terrorisme absolu nous a obligés à porter un regard neuf sur la façon dont l'Europe s'est organisée pour prévenir et traiter pareilles intentions assassines. Mais cet attentat en Espagne et le résultat des élections législatives qui l'ont suivi ont aussi relancé le débat sur l'intervention militaire en Irak, notamment

en France, sur un mode moins constructif.

On pouvait penser que la communauté internationale aurait à cœur de se concentrer sur ce qu'il faut faire pour que l'Irak sorte du pro-

cessus de reconstruction plus prospère et plus démocratique, peut-être même au point de servir de modèle à une région désespérément en manque de modernité et de réforme. A la place, nous avons eu droit à une resucée

PAR

JOHN HOLMES

Ambassadeur de Grande-Bretagne en France

Photo S. ortola/REA



d'arguments usés : l'intervention était-elle justifiée ou non ; la diplomatie française avait-elle tort ou raison ; dans quelle mesure les dirigeants favorables à l'intervention allaient-ils en souffrir électoralement ? Ce sont certes des questions politiques passionnantes, mais elles n'aident en rien l'Irak, ni même les autres pays du Moyen-Orient.

Or, dans ce débat, certains ont apparemment envie de prouver que l'Irak est dans une situation désastreuse, au bord de la guerre civile, condamné à l'échec et à l'effondrement. C'est peut-être commode, mais ce n'est pas conforme à la réalité. Il y a évidemment d'énormes problèmes. Comment pourrait-il en être autrement après trente ans de dictature, en

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 AVRIL 2004

Le Monde

Le Journal du Dimanche
Dimanche 4 avril 2004

l'absence de toute société civile et de structure politique, et avec des infrastructures en ruine ? En matière de sécurité, la situation reste très difficile, comme le montrent ces attentats qui touchent de plus en plus les civils irakiens et étrangers. Il est possible qu'ils se poursuivent un certain temps malgré tous nos efforts. Il y a sans aucun doute des tensions entre les communautés et les ethnies.

Mais ceux qui s'en tiendraient là ne verraient pas ce qui se passe dans la coulisse. Les infrastructures se reconstituent progressivement, en dépit des sabotages. Le pétrole coule et assure des rentrées fort bienvenues. L'économie commence à naître. La vie politique elle-même repart pour de bon et les journalistes sont libres.

La date de la transmission des pouvoirs aux Irakiens puis des élections a été fixée : respectivement dans trois mois et avant la fin de l'année. L'aide extérieure afflue. Les Nations unies jouent un rôle important qui va croissant, leurs limites n'étant pas le manque de repartir. Les marchés débordent de produits alimentaires et autres. Le chômage commence à reculer.

Sur le plan politique, une loi fondamentale de transition a été élaborée par les différents groupes et communautés de la Coalition, mais leurs propres craintes en

matière de sécurité. Mais, surtout, les Irakiens eux-mêmes sont sensibles aux progrès. La BBC et d'autres diffuseurs ont commandé à l'institut Oxford Research

International un sondage à l'échelle du pays entier : 2.500 personnes (échantillon représentatif) ont répondu à la question de savoir comment elles trouvaient la vie en Irak un an après le renversement de Saddam Hussein. Les opinions varient naturellement, mais, dans l'ensemble, sont nettement positives :

70 % trouvent que les choses vont bien ou très bien dans leur vie,

53 % pensent que la sécurité est meilleure ou bien meilleure qu'il y a un an (28,8%, pire ou bien pire),

48,5 % veulent que l'Irak soit une démocratie (20,5% un Etat islamique),

80 % veulent un Etat unitaire,

78 % jugent inacceptables les attentats contre les forces de la Coalition.

Nous savons que nous sommes des occupants impopulaires. Le contraire serait étonnant. Nous partirons dès que nous pourrons le faire, en toute sécurité et responsabilité. Mais aujourd'hui les Irakiens croient en leur avenir et en leur pays. Ils vont continuer à avoir besoin de nous pendant un temps, et de toute la communauté internationale. Il vaudrait mieux les aider davantage que de dénigrer le passé par-dessus, ou même applaudir à l'éventuel retrait des forces espagnoles.

La réussite de l'Irak est dans notre intérêt à tous. Il y aura d'autres chances ces prochains mois pour que la communauté internationale s'unisse. J'espère que cette fois elle ne les laissera pas passer.

24 killed as troops clash with Shias

Protests Supporters of dissident cleric step up pressure

Rory McCarthy in Baghdad

At least 24 people were killed and as many as 200 injured yesterday in a three-hour gun battle between coalition troops from Spain and El Salvador and thousands of Iraqi protesters loyal to a firebrand Shia cleric.

Supporters of Moqtada al-Sadr, a stridently anti-American religious leader, were marching on a military base in Kufa, close to Najaf, when

shooting broke out.

At least 20 Iraqis were killed. Four soldiers from El Salvador died and nine were injured.

The cleric's followers seized control of a police station and a hospital in Kufa as sporadic shooting continued around the military base throughout the afternoon.

Thousands more followers of Mr Sadr staged demonstrations in Baghdad, Nassiriya and Basra.

Up to five protesters were injured in Baghdad when Iraqi police fired at the crowd, his aides said.

In Kufa, about 100 miles south of Baghdad, witnesses said the gun battle began when protesters threw stones at a military vehicle arriving at the base. Shortly afterwards Spanish and Salvadorean soldiers and Iraqi police fired into the crowd.

Several members of an unauthorised militia loyal to Mr Sadr, known as the Mehdi Army, fired at the troops and hid in workshops and junkyards near the military base.

Most of the dead wore the black uniforms of the Mehdi Army. American Apache helicopters circled above.

In Madrid, the Spanish defence ministry said Salvadorean and Spanish troops had come under attack and "returned fire in legitimate self-defence and according to the rule of engagement, dispersing the attackers".

The latest burst of protests was triggered by a decision by the American authorities last Sunday to close down the



Supporters of Moqtada al-Sadr brandish a poster of the anti-American cleric as they protested in Najaf yesterday Photograph: Karim Sahib/AFP/Getty Images

April 5 2004

The Guardian

cleric's newspaper, al-Hawza, for alleged incitement to violence. On Saturday, US troops arrested one of Mr Sadr's top deputies, Sheikh Mustafa al-Yacoubi, in Najaf.

Rather than stifling Mr Sadr's radical movement, the two incidents appear to have inflamed the problem. Yesterday's shootings are likely to trigger increasingly violent protests from the cleric's fol-

Last night Mr Sadr, 30, said he would stage a sit-in at a Kufa mosque.

"Terrorise your enemy, God will reward you well for what pleases him. It is not possible to remain silent in front of their abuse," he said in a statement.

Several months ago the young cleric, one of the few Shia leaders who has threatened Americans with violence, was regularly goading the US occupation authorities with protests and threats. He fell quiet after Iraq's governing council suggested it might arrest him.

His followers are suspected of involvement in the murder of Abdul Majid al-Khoei, a respected moderate cleric who returned to Iraq from Britain immediately after the war only to be stabbed to death in Najaf. For many months Mr Sadr

stayed out of the public eye and built up a large, well-organised and armed following that has support across southern Iraq and in the Shia slum areas of eastern Baghdad.

He relies heavily on the legacy of his father, Ayatollah Mohammad Sadeq al-Sadr, a respected Shia cleric assassinated by Saddam Hussein's security services in 1999.

In Baghdad, thousands of Mr Sadr's followers staged a tightly controlled demonstration in Firdous Square. No po-

lice were present as Mr Sadr's guards brought in buses to block one of the city's main roads and set up a loudspeaker for prayers and speeches. Later, up to five protesters were injured when Iraqi police fired on them as they walked towards the main demonstration.

"The Americans said they came to bring freedom to the Iraqi people and we want to have this freedom to express ourselves," said Sheikh Amjad al-Saadi, a young cleric gripping a walkie-talkie and leading the protest.

The cleric complained about the arrest of Sheikh Yacoubi, the closure of the newspaper and the fact that troops had

briefly surrounded Mr Sadr's house in Najaf on Saturday.

"The Americans came here to divide the Islamic community. Wherever the Americans go you will find trouble and conflict," he said.

As he spoke, American soldiers manned a tank behind a barbed wire and concrete fence nearby. The barrel of the tank was trained on the crowd and one soldier filmed the demonstration.

From a military loudspeaker, an Arabic message asked the crowd to disperse. The crowd screamed back in anger: "Moqtada, Moqtada."

They roared with approval when Sheikh al-Saadi announced that the southern cities of Basra and Nassiriya had "fallen into the hands of the Mehdi Army".

Later, he told the crowd to disperse.

The number of American soldiers killed in Iraq since the start of last year's war climbed to 600 yesterday, when two US marines died in attacks west of Baghdad.

● American soldiers have returned from Iraq contaminated with radiation probably caused by depleted uranium, according to a report in the New York Daily News.

Four soldiers from the New York national guard "almost certainly" inhaled radioactive dust from exploded American shells made with depleted uranium while serving in the Iraqi town of Samawa, according to a nuclear medicine expert who examined and tested them.

Several members of the same company returned home feeling constantly sick with headaches, numbness and rashes.

"These are amazing results, especially since these soldiers were military police not exposed to the heat of battle," Dr Asaf Duracovic told the Daily News.

"Other American soldiers who were in combat must have more depleted uranium exposure."

IRAK Les affrontements ont fait au moins vingt-quatre morts chez les manifestants et neuf parmi les soldats de la coalition

Heurts sanglants entre les chiïtes et la coalition

Plus de 20 manifestants chiïtes ont trouvé la mort hier dans la seule ville de Najaf et 4 à Amara, au sud de l'Irak lorsque des manifestations chiïtes ont dégénéré. Ils protestaient contre l'arrestation, samedi, de l'un de leurs dirigeants, Moustafa Yaacoubi. Les troupes de la coalition ont perdu 9 soldats lors d'affrontements avec des milices chiïtes dans un quartier de la capitale irakienne. Hier soir, la plus haute autorité religieuse chiïte, le grand ayatollah Ali al-Sistani, partisan d'une opposition pacifique à la coalition, a appelé au « calme et au sang-froid ». Mais son rival, Moqtada Sadr, qui est à l'origine des manifestations d'hier, a, lui, appelé ses partisans à « terroriser les ennemis ». Faisant une claire allusion aux forces d'occupation de la coalition.

La journée de protestation a tourné hier au bain de sang dans la ville sainte de Najaf, où au moins 20 Irakiens, dont deux policiers, un soldat américain et un salvadorien ont été tués dans des affrontements près de la base militaire espagnole. Côté irakien on dénombrait plus de 200 blessés. A Bagdad, sept soldats américains ont été tués et plus d'une vingtaine blessés dans des affrontements avec les milices chiïtes. Les soldats ont été tués au cours d'une bataille avec des miliciens

pour le contrôle de bâtiments publics et de la police, à Sadr City, dans la banlieue chiïte proche de Bagdad.

C'est l'arrestation, samedi, du chef du bureau de Moqtada Sadr à Najaf, Moustafa Yaacoubi, qui a mis le feu aux poudres. Selon la coalition, Moustafa Yaacoubi serait impliqué dans le meurtre, en avril 2003, du chef chiïte libéral Abdel Majid al-Khoi.

Les accrochages se sont accompagnés de l'occupation de bâtiments publics. Selon le



Le pays chiïte s'est embrasé hier à l'appel du chef radical chiïte Moqtada Sadr. A Najaf, la journée de protestation a tourné au bain de sang. (Photo Karim Sahib/AFP.)

porte-parole espagnol, les partisans de Sadr ont encerclé le siège du gouvernement à Najaf puis celui des forces irakiennes de défense civile gardés par des soldats salvadoriens. Ils ont également envahi les bâtiments officiels de Koufa.

La violence s'est étendue à plusieurs villes. A Amara, quatre Irakiens ont été tués et huit blessés dans des affrontements entre les partisans de Sadr et les forces britanniques. A Nassiriya, un carabinier italien a été légèrement blessé.

Hier soir, Moqtada Sadr a appelé ses partisans à « terroriser leurs ennemis » car les manifestations sont devenues selon lui « inutiles », après les affrontements. « Je vous demande de ne plus manifester car c'est devenu inutile, à partir du moment où votre ennemi aime ter-

roriser, faire taire les opinions et méprise les peuples », a-t-il déclaré dans un communiqué à Koufa.

Prenant son contre-pied, le grand ayatollah Ali Sistani a lancé un appel au calme.

« L'ayatollah a appelé les manifestants (chiïtes) à garder leur calme et leur sang-froid, et à laisser le problème se résoudre par la négociation », a-t-on affirmé de source proche du dirigeant à Najaf. « Ali Sistani a également demandé aux manifestants de ne pas riposter aux forces d'occupation en cas d'agression », a-t-on souligné.

Ces actions violentes, menées par une partie de la communauté chiïte sous le double effet de la frustration politique et de la détérioration de ses conditions de vie, ont été condam-

nées par le président en exercice du Conseil de gouvernement transitoire irakien, Massoud Barzani. « Les Irakiens ont le droit d'exprimer leurs opinions d'une manière pacifique et cela fait partie de la démocratie, mais le recours à la violence est à proscrire et tout le peuple irakien le rejette », a-t-il déclaré.

L'armée américaine a annoncé hier soir que deux marines avaient été tués dans deux attaques de la guérilla dans l'ouest de l'Irak. Cinq Irakiens et deux soldats américains ont été blessés dans l'explosion de deux voitures piégées hier dans le centre de Kirkouk (nord).

L'émissaire spécial de l'ONU pour l'Irak, Lakhdar Brahimi, est arrivé hier soir à Bagdad. La mission de son équipe consistera « à coopérer

avec les partis en présence pour les aider à préparer le processus de transfert » de pouvoir prévu fin juin, a indiqué son bureau dans un communiqué.

(AFP.)

Moqtada al-Sadr, le radical impulsif

Mis hors la loi par les Américains, il incarne la frange dure des chiïtes et menace de former un gouvernement.

Visage poupin et regard de psychopathe, Moqtada al-Sadr est l'enfant terrible du chiïsme irakien: jeune, radical, impulsif, il est entouré d'une aura de violence. La première fois que le nom de Moqtada al-Sadr est apparu en Irak, c'est à l'occasion de l'assassinat en plein mausolée d'Ali, à Najaf, d'Abdel Majid al-Khoï, fils du grand ayatollah Al-Khoï et concurrent potentiel de Moqtada. Ses partisans le démentent formellement,

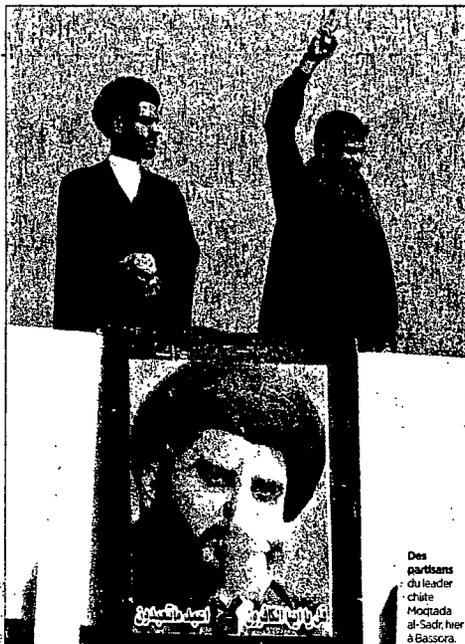
Moqtada al-Sadr tire sa légitimité de son père Mohamed Sadeq, tué par les sbires de Saddam, qui incarnait le courant nationaliste du clergé chiïte.

mais l'épisode ne dépare pas dans une vie marquée par les morts violentes. Moqtada avait 23 ans lorsque son père a été assassiné en compagnie de deux de ses fils par les sbires de Saddam Hussein.

Moqtada al-Sadr tire sa légitimité de son père Mohamed Sadeq al-Sadr, surnommé le « deuxième martyr ». Celui-ci incarnait le courant nationaliste au sein du clergé chiïte d'Irak, ce qui lui avait valu les discrets encouragements du régime baasiste désireux de contrer l'influence iranienne parmi les chiïtes. Mais Mohamed Sadeq al-Sadr s'était empressé de transformer la mosquée de Koufa, à quelques

kilomètres au nord de Najaf, en tribune d'opposition. L'expérience n'avait duré que onze mois, avant son assassinat. A peine Saddam Hussein renversé, Moqtada s'est empressé de marcher sur les traces de son père, resté immensément populaire chez les chiïtes. Alors qu'il n'a même pas atteint le grade d'hodjatoleslam (encore moins celui d'ayatollah ou de moujtahid, qui permet d'interpréter les textes sacrés), Moqtada a pris l'habitude de prononcer le prêche du vendredi dans la mosquée de Koufa. De cette tribune prestigieuse, il lance des prêches enflammés mêlant

tirades anti-américaines et références religieuses. Récemment, il s'est posé en défenseur du Hamas palestinien, après l'assassinat de cheikh Yassine. Moqtada al-Sadr est un politique bien plus qu'un religieux. A l'inverse de la Haouza, le clergé chiïte de Najaf qui suit les avis du très quietiste ayatollah Ali Sistani, 71 ans, le Bureau du deuxième martyr (nom officiel du mouvement fondé par Moqtada al-Sadr) est très engagé dans la vie politique et sociale: « Nous sommes la Haouza agissante », ont coutume de dire ses supporters. A Medinet al-Sadr (Sadr City, ex-Saddam City), l'immense banlieue chiïte



Des partisans du leader chiïte Moqtada al-Sadr, hier à Bassora.

de Shérifée de Bagdad, les fidèles de Moqtada ont rapidement pris le contrôle des hôpitaux et transformé les mosquées en pouvoirs locaux.

Là est son fief plus que dans la ville sainte de Najaf. Contrairement à Sistani et à l'Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak (Asrii),

Moqtada al-Sadr incarne le courant le plus anti-américain de la communauté chiite. Écarté du Conseil intérimaire de gouvernement, il s'est doté d'une milice paramilitaire, l'Armée du Mehdi, et a menacé à plusieurs reprises de former un gouvernement parallèle. Paul Bremer, le «proconsul» américain en Irak, a, semble-t-il, décidé d'en finir avec la «menace Moqtada» avant le transfert de souveraineté du 30 juin prochain.

Les références de Moqtada penchent du côté de l'islamisme radical professé par Mohamed Baqer al-Sadr, le «premier martyr» assassiné sur ordre de Saddam en 1980 et inventeur du concept de «velayat i-faqih» qui donne le pouvoir aux religieux. Bien que fondamentalement nationaliste, Moqtada al-Sadr re-

connait pour guide spirituel l'ayatollah iranien Qazem al-Haeri, installé à Qom (Iran), mais les relations entre le maître et son disciple ne sont pas au beau fixe.

La hiérarchie religieuse et une grande partie de la communauté chiite se méfient de l'impulsivité de Moqtada, qui a souvent été accusé de recruter d'anciens baasistes pour «muscler» son organisation. D'autres lui reprochent d'avoir ordonné à ses partisans de liquider d'anciens responsables baasistes, au risque de faire basculer le pays dans la guerre civile. Une chose est sûre: Moqtada al-Sadr est celui qui a semé la «fitna» (sédition) au sein de la communauté chiite. ◀

CHRISTOPHE AYAD



Growing Rift between Iraqi Kurds and Shia

Newsday 5 May 2004

by Mohamad Bazzi

BAGHDAD / Omar Nayef swears that the Iraqi soldiers who stopped him at a checkpoint outside the besieged city of Fallujah two weeks ago were Kurdish. "They were wearing Kurdish hats and they were speaking Kurdish with each other," said Nayef, 34, who fled to stay with relatives in Baghdad. "I know the Kurds are fighting alongside the Americans in Fallujah, no matter how much they deny it."

Nayef, a Sunni Arab, was traveling with a cousin when they were stopped and interrogated. "They told us that we were terrorists, that everyone in Fallujah was a terrorist," he said, angrily fingering his prayer beads. "They said the Americans would take care of us." All over Baghdad, stories like Nayef's are circulating about Kurdish militiamen, known as pesh merga, having fought with U.S. Marines who cordoned off the Sunni city of Fallujah for much of April. Military officials say the Kurds were deployed in the area as part of the new Iraqi army and not as members of the militias controlled by the two largest Kurdish political parties.

Still, the rumors and sightings of Kurdish fighters around Fallujah have inflamed tensions between Arabs and Kurds in Iraq. While Sunni Arabs have long clashed with the Kurdish minority, members of the Shia Arab majority, who once empathized with the Kurds, recently began to turn against them. Both Shia and Kurds chafed under Saddam Hussein's Sunni-dominated regime, which ruthlessly put down uprisings by the two groups. Hussein used chemical weapons against the Kurds, and he buried several hundred thousand Shia and Kurds in mass graves throughout Iraq.

But now there is a growing rift, with many Shia accusing the Kurds of being too cooperative with the U.S.-led occupation. The anti-Kurdish sentiments have been partly fueled by Shia cleric Muqtada al-Sadr, who has led a revolt against the occupation in Shia areas. Al-Sadr has infused his rebellion with strong themes of Arab and Iraqi nationalism, and he has questioned the Kurds' commitment to an Iraqi identity.

"The Kurdish leaders are American puppets. They are traitors to the Iraqi people," said Sheik Abdel-Hadi al-Derraji, a senior aide to al-Sadr. "We will not work with anyone who betrays his people."

The two main Kurdish leaders - Jalal Talabani, head of the Patriotic Union of Kurdistan, and Massoud Barzani, leader of the Kurdistan Democratic Party - have been condemned in Baghdad's Shia slums, where al-Sadr has strong support. "Death to the American stooges, Talabani and Barzani," a crowd chanted at a recent al-Sadr rally. "Death to all traitors."

Shia animosity toward the Kurds began to intensify in recent months after Kurds demanded that the interim Iraqi constitution include a provision that gives them veto power. Arab Shia and Sunnis also are wary of Kurdish proposals for a federal system in Iraq - and the Kurds' desire to absorb the oil-rich northern city of Kirkuk into their autonomous region.

The Shia view the Kurds' alliance with Washington as an attempt to win concessions from the occupation that Arab Iraqis would not be willing to make, analysts say. "Kurdish cooperation with the U.S. is instigating the rest of the Iraqi people," said Saad Jawad, a political science professor at Baghdad University and an expert on the Kurds. "If the Kurds lose the sympathy of the Shia, it will create huge problems."

At the same time, the siege of Fallujah inspired a level of Shia-Sunni cooperation that has not been seen in Iraq since the revolt of 1920, when Arab tribesmen rose up against the British occupation.

Last month, Shia mosques throughout Baghdad organized food and blood drives for the people of Fallujah. These displays of religious unity have dampened fears of a Sunni-Shia clash in Iraq, but they have created worries about a new kind of civil war between the country's two main ethnic groups: Arabs and Kurds.

"The situation in Fallujah has reawakened a sense of Arab nationalism among Shias and Sunnis. The danger is that this will grow to highlight the ethnic difference between Kurds and Arabs," said Falakadeen Kakay, a prominent Baghdad newspaper editor and former minister in the Kurdish self-rule area in northern Iraq. "Kurds are worried about being a minority without rights in the new Iraq. They are afraid of tyrannical rule by the majority."

In Shia neighborhoods of Baghdad, anti-Kurdish sentiments are vitriolic. "The Kurds are traitors ... How can they talk about wanting to be Iraqis when they support the Americans?" said Mohammed al-Musawi, 32, banging his

clenched fist on a display case in the perfume store he runs. "How can they fight against other Iraqis in Fallujah - against their Muslim brothers?"

Ali Nabil Jassem interrupted his friend. "The Kurds are not really Iraqis. What did you expect from them?" said Jassem, 43. "We'll never forget what they did." For the Kurds, who make up a fifth of Iraq's population of 24 million, such strong rhetoric is another reason they are pushing for continued autonomy in northern Iraq.

Kurdish leaders note that the former pesh merga fighters deployed in Fallujah are part of the 36th Battalion of the Iraqi Civil Defense Corps, which includes fighters from three Shia political groups. Despite the presence of Shia recruits in the 600-member battalion, Shia critics are focused exclusively on the Kurds' participation.

Some Shia are infuriated that Kurdish leaders are calling for all Iraqi militias to be dissolved, except for their own. They point to statements by Barzani and Talabani endorsing U.S. threats to destroy al-Sadr's Mahdi Army if the cleric refuses to disarm it. "Why do they say that the Mahdi Army has to be dissolved, but the pesh merga must remain?" asked Ahmad Naim, 36, an engineer who lives in the Shia slum of Hurriya. "The Kurds want special treatment."

Since the end of the 1991 Persian Gulf War, Talabani and Barzani have controlled an autonomous region in northern Iraq that was protected from Hussein's regime by U.S. and British warplanes. The two leaders built up militias totaling about 50,000 fighters.

In the struggle to shape a new Iraq, the Kurdish leaders are demanding continued self-rule for their region. They have proposed a federal system where the north would have autonomy in many areas of governance, and would share common defense, oil and foreign policies with Baghdad.

Kurds insisted on a veto provision in Iraq's temporary constitution, which will go into effect when the United States hands sovereignty to Iraqis on June 30. The provision says that two-thirds of voters in any three of Iraq's 18 provinces can veto the permanent Iraqi constitution, scheduled to be written next year. The Kurds dominate three northern provinces.

The clause has infuriated Shia clerics, who see it as a threat to Shia hopes of assuming political power. "The Kurds must continue declaring that they don't intend to split off from Iraq," Jawad said. "Iraqi Arabs want to know that the Kurds are willing to accept the rule of the majority, provided that the rights of minorities are respected."

Al-Zarkaoui menace les chiïtes : « Nous allons continuer à tuer leurs imams »

7 AVRIL 2004
Le Monde

DANS UNE BANDE SONORE qui lui est attribuée et qui a été diffusée lundi 5 avril par un site Internet islamiste, le Jordanien Abou Moussab Al-Zarkaoui, accusé par les Américains d'être le commanditaire en Irak des attentats d'Al-Qaïda, a menacé les forces de la coalition et les chiïtes irakiens.

Dans un long message adressé à « la nation de l'islam » et daté de l'Irak, Al-Zarkaoui affirme que « les moudjahidins [combattants] héroïques ont tué plus de 200 soldats des forces de la coalition croisée », en revendiquant plusieurs « opérations » dont « la plus récente, et non la dernière, contre le Mossad israélien dans l'Hôtel Jabal Loubnan ». Il fait référence à l'explosion d'une voiture piégée

qui avait fait 7 morts et 12 blessés à l'Hôtel Jabal Loubnan, à Bagdad, le 17 mars.

« Nous avons déchiré leurs corps dans plusieurs endroits : l'ONU à Bagdad, les forces de la coalition à Kerbala, les Italiens à Nassiriya, les forces américaines sur le pont d'Al-Khalidiya, les services de renseignement américains à l'Hôtel Chahine et au palais présidentiel à Bagdad, la CIA à l'Hôtel Rachid, les forces polonaises à Hilla », poursuit l'orateur, en accusant la coalition d'« observer un mutisme médiatique sans précédent » sur ses pertes.

Il s'en prend très violemment aux chiïtes irakiens, les qualifiant de « cheval de Troie des ennemis de la nation » pour s'emparer de l'Irak.

« Nous allons continuer à tuer leurs imams et à faucher leurs têtes », menace la voix, qui s'en prend aussi aux « oulémas du malheur » sunnites qui « ont trahi la nation ». « D'aucuns accusent le cheikh moudjahid Ousama Ben Laden d'être la création des Américains, en rendant hommage en même temps à l'imam de l'athéisme et du manichéisme [Sistani] qu'ils qualifient d'ouléma parmi les oulémas musulmans », poursuit Al-Zarkaoui, en référence au chef du réseau terroriste Al-Qaïda et au grand ayatollah Ali Al-Sistani, le plus haut dignitaire chiïte irakien. « Les chiïtes sont les alliés des juifs et des chrétiens. Ils les aident à tuer les musulmans. Nous n'avons jamais entendu qu'un chiïte ou une chiïte ont été faits prisonniers

par les Américains, dont les prisons sont pleines d'hommes, de femmes et d'enfants sunnites », dit encore l'orateur.

Il s'en prend également au dirigeant kurde irakien Jalal Talabani qu'il qualifie d'« agent américanisationniste » et aux « gouvernants arabes » qui ont « accepté que [leurs] pays servent de bases arrière pour les avions de la destruction » de l'Irak. « Nous vous disons : Saddam est parti. Bon débarras. C'était un tyran et un ennemi de Dieu et du Prophète. Il a été éliminé [du pouvoir] par ses maîtres américains. Quant à vous, vous serez écartés aussi [du pouvoir]. Nous prions Dieu pour que cela soit par nos mains... prochainement, si Dieu le veut. » - (AFP.)

Peace in Cyprus a key to Turkey's fortunes

By Barbara Wall

As a market economy, Turkey's prospects are improving. Inflation is under control, interest rates are falling, and a sweeping victory in recent local elections has strengthened the mandate of the Justice and Development Party, which favors economic reform.

What Turkey needs now, fund managers say, is a unified Cyprus. In fact, they add, local financial markets are banking on it.

Cyprus was split in 1974 when a Greek-backed attempt to seize power was thwarted by Turkish military intervention. The Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, has worked to promote reunification since coming to power in November 2002 because a divided Cyprus is a key obstacle to full membership in the European Union.

In the past week, negotiators from Greece, Turkey and Cyprus met in Bürgenstock, Switzerland, to try to hammer out a reunification plan. No agreement was forthcoming. All sides have accepted that the United Nations will be the final arbiter in the peace deal, which will be put to separate referendums on April 20, in time for the island's entry to the EU on May 1.

Greece, Turkey and the Turkish Cypriot community appear to be broadly in favor of the UN peace proposal, and Turkey's financial markets have priced in a positive outcome in the referendums, fund managers say. Nevertheless, after a 71 percent rise in the Istanbul stock market since Erdogan took power, and a good run so far in 2004, some investors might be tempted to lock in profits.

David Lubin, a London-based eco-

nomist with HSBC, said he expected the Turkish Cypriot side to vote for the UN peace proposal, given that Erdogan has staked his political reputation on a favorable outcome. Lubin warned that a negative vote could upset domestic bond and equity markets.

Lubin is less confident about the likely outcome of the Greek Cypriot vote, though he said that this would probably have less of a bearing on Turkey's EU ambitions and the direction of the markets.

"Erdogan has done all that he could to unite Cyprus," Lubin said. "It would be difficult for the EU to refuse Turkey a date to begin accession negotiations simply because the Greek Cypriot community voted against the UN proposal. How the Greek Cypriot side votes is effectively out of Erdogan's control."

Even if both Turkish and Greek Cypriot communities voted against the UN peace plan — Lubin's worst-case scenario — other observers said the disruption to Turkey's stock and bond markets might not be as bad as some have anticipated.

Jack Arnoff, manager of a Luxembourg-domiciled East European equity fund for Pictet, is not counting on Turkey's getting a date for EU accession negotiations. He has based his investment case on the country's economic growth prospects and growing business ties with Eastern Europe. A positive outcome on April 20 would be the icing on the cake but not the cake itself, he said.

Arnoff is sanguine about the Turkish stock market's recent strong run. He said there would be more surprises on the upside than shocks on the downside. "Interest rates in Turkey are

falling, but, at 22 percent, they are still substantially higher than that of other markets in Eastern Europe," he said. As rates continue to fall, "we expect a massive consumer boom," he said.

Arnoff is investing in retail banks, which are well positioned to develop their consumer lending departments. He is also high on Turkish real estate investment trusts — "where any investor should be in a declining interest rate environment," he said.

Perhaps the most compelling reason for investing in Turkey is that investors get access to sectors that are not represented on the other stock exchanges in the region, such as real estate and consumer goods.

"There are few listed and liquid consumer and construction stocks in Eastern Europe," Arnoff said. "In our view, the best way to play these sectors is to invest in a Turkish company that has significant business interests in the region."

Arnoff favors the Turkish retail giant Migros Turk, which also has large outlets in Russia and Romania. He also likes Enka Insaat, one of the principal construction companies in Turkey and the largest real estate developer in Russia.

Arnoff's other Turkish picks include Efes, the largest beer producer in Eastern Europe, and Arcelik Beko, a maker of household appliances and other consumer durables, which is expanding throughout Western and Eastern Europe.

International Herald Tribune

April 6, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune

JUSTICE

Iraqis Meet With War Crimes Trial Experts

By MARLISE SIMONS

THE HAGUE, April 2 — Ten Iraqi judges and prosecutors preparing to try Saddam Hussein and members of his government have quietly met here with veterans of international war crimes tribunals to draw on their experience of judging atrocities in the Balkans, Sierra Leone and Rwanda, according to the Iraqis and other participants.

Interviews with court officials based here and with Iraqi participants in the meetings, held late last month, outline some of the Iraqis' deepest concerns and their state of readiness.

The Iraqis said trials were not likely to start until early next year and emphasized that Mr. Hussein would not be the first to be tried.

The Iraqis were led by Salem Chalabi, the coordinator of the tribunal for Iraqi war crimes, who is a nephew of Ahmad Chalabi, the leader of the Iraqi National Congress.

Salem Chalabi said the discussions included the need for security for staff and witnesses, modern court equipment, careful handling of evidence, and an effective defense for the accused, among many other issues.

The Iraqis also focused on the drawn-out trial of the grandstanding former Yugoslav president, Slobodan Milosevic, the first deposed head of state to be tried before an international court.

Because Mr. Milosevic defends himself, he is able to hold the floor for long periods as he cross-examines witnesses. He often makes statements disguised as questions and uses the court as a political podium from which to encourage nationalist Serbs.

"There was a discussion what effect a Saddam trial could have on the Arab street," one participant said.

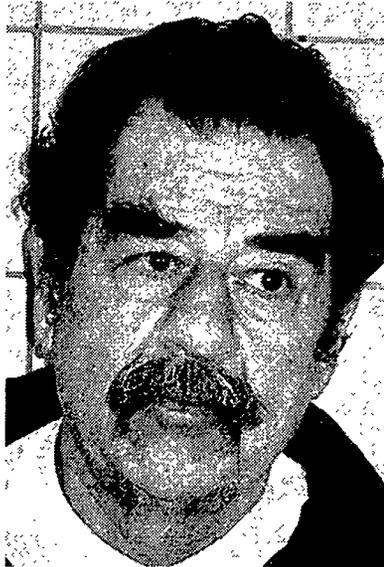
The Iraqis are determined to keep Mr. Hussein on a far tighter leash, participants in the meetings said.

Mr. Chalabi said that under Iraqi law, no one, not even Mr. Hussein, could defend himself unless he is a lawyer.

In Amsterdam, the Iraqis met with members of the international courts dealing with Rwanda, the former Yugoslavia, East Timor and Sierra Leone. In The Hague, they visited the new International Criminal Court, which Washington opposes, and the Yugoslav tribunal.

"It was all extremely useful," said Mr. Chalabi, who has practiced law in a London firm.

"Seeing the software and the mon-



Reuters

The trial of Saddam Hussein, above, has raised concerns being addressed by a group of Iraqis led by Salem Chalabi, below.



Ashley Gilbertson/Aurora

Signs of concern in preparing to try Saddam Hussein.

itors recording testimony in the courtrooms was an extremely powerful message for our judges," he said of the Yugoslav tribunal. "It showed them how Iraq is lagging behind."

The meetings, which lasted three days, also underlined the complex-

ities and contradictions of finding international help to organize the Iraqi tribunal, when the process so far has been mainly controlled by the United States.

"Iraqis feel quite strongly that they want the international input to be broad-based, not just American," said Neil Kritz, a director of the United States Institute of Peace in Washington. "We want to ensure that happens." But it was his federally financed group that organized and paid for the trip, and he accompanied the Iraqis.

In contrast to the United Nations, which has been cautious about being drawn into a process in which it has no say, Washington has been deeply involved in creating the tribunal, helping to draft statutes and providing staff, funds and expertise.

But the United States has not held or encouraged the kind of open, international meetings that accompanied the creation of other tribunals. "It's all happening behind closed doors," said Richard Dicker, a director of Human Rights Watch. "It's almost clandestine."

Meanwhile, some governments in Europe, including Britain, where there is no death penalty, have said they will have problems cooperating in trials that could lead to capital punishment.

Further, Mr. Chalabi said that unlike other international tribunals, judges will not be from a variety of nations. "We will have only Iraqi judges; that's a big political issue in Iraq," he said, speaking by telephone after returning to Baghdad. "The judges will get special training to meet international standards."

The American involvement will intensify shortly. A small team from the Justice Department has already gone to Iraq. Investigators and prosecutors will follow this month to establish the tribunal, work out procedural rules, organize evidence and charges against Mr. Hussein and his aides, administration officials said.

Mr. Chalabi cited two main reasons Mr. Hussein will not be tried first: wrinkles need to be ironed out before the tribunal "gets put under the scrutiny of a trial like Saddam's" and as many as 12 charges may be brought against him, for which evidence must be ready for trial.

United States officials have repeatedly cited the Sierra Leone court as a model for future war crimes prosecutions, rather than the costly and large Rwandan and Yugoslav tribunals created by the United Nations a decade ago. Its budget is

controlled by the United States and other donor countries; it has a three-year mandate; and it aims to try only the 15 to 20 defendants deemed most responsible for atrocities during the latter part of Sierra Leone civil war.

But the Iraqis may not be satisfied with a small number of trials. "The U.S. government was suggesting trying the 20 top cases, and Iraqis are talking of hundreds, even thousands," Mr. Chalabi said. "I rather think it will be closer to 200 people, a good portion of which can be dealt with through plea-bargaining."

A primary concern will be security. At the time of their creation, the Yugoslav and Rwandan conflicts were continuing, so the tribunals were set up outside the country. But the Iraqi tribunal will remain in Iraq, and continuing violence may hamper

its operation.

In the former Yugoslavia and in Rwanda, for example, numerous witnesses were threatened and refused to appear before the tribunals. At times, defense lawyers have leaked the names of some witnesses who testified secretly or under assumed names.

The unstable and polarized climate in Iraq may also cause deeper problems. Antonio Cassese, the first president of the Yugoslav tribunal, said he feared that the climate for a fair trial may not yet exist. But both Iraqi and American officials have said early trials inside Iraq must be a part of the transition and stabilization process.

Defense is another serious concern. The Yugoslav and Rwandan tribunals have seen their work affected by poorly trained and some-

times corrupt defense lawyers whose practices included slowing the proceedings in order to bill the United Nations for more work or splitting their fees with defendants.

Like the courts of Rwanda and Yugoslavia, Iraq's will face vast amounts of evidence, stretching over many years. Iraqis were told that the way evidence was stored was crucial. The Yugoslav tribunal had to reorganize its databases and catalogs three times as new evidence and new technology became available.

"Criminal trials and justice after armed conflict have now almost become a given," said Sam Muller, a senior official at the newly created International Criminal Court in The Hague who attended the talks. "The practice of it is much more difficult than is often believed."

Up to 12 Marines Die in Raid on Their Base As Fierce Fighting Spreads to 6 Iraqi Cities

A Rebel Cleric's Militia Keeps Up Attacks

By JEFFREY GETTLEMAN and DOUGLAS JEHL

BAGHDAD, Iraq, April 6 — American forces in Iraq came under fierce attack on Tuesday, with as many as 12 marines killed in Ramadi, near Baghdad, and with Shiite militiamen loyal to a rebel cleric stepping up a three-day-old assault in the southern city of Najaf, American officials said.

In Falluja, where last week American security contractors were killed and their bodies mutilated, American warplanes fired rockets at houses, and marines drove armored columns into the heart of the city, where they fought block by block to flush out insurgents. Several arrests were made.

It was one of the most violent days in Iraq since the fall of Saddam Hussein, with half a dozen cities ignited. One of the biggest questions at day's end was the role of most of the majority Shiites previously thought to be relatively sympathetic to American goals.



Lynsey Addario/Corbis, for The New York Times

Followers of the cleric Moktada al-Sadr held grenades and other weapons in Baghdad yesterday and spoke of hoping to kill Americans.

The heaviest fighting raged in Falluja and Ramadi, strongholds of the Sunni minority favored by Mr. Hussein that have been flash points of anti-American resistance.

Correspondents based in Falluja who work for Arab television stations reported widespread damage to homes from the firing and difficulties in getting wounded Iraqis to the hospital because the fighting was so fierce. Falluja hospital officials,

quoted by The Associated Press, said they received 16 Iraqi dead on Tuesday and more than 20 wounded, among them women and children.

The attack in Ramadi was on an American base at the governor's palace, and involved several dozen insurgents with rocket-propelled grenades and automatic weapons, a Defense Department official said.

"The indications are they were well-trained," the official said. The

The New York Times
APRIL 7, 2004

official said the insurgents had suffered large numbers of casualties, but cautioned that reports from Iraq were still early and sketchy.

Meanwhile, Moktada al-Sadr, a rebel Shiite cleric who is wanted by American forces in connection with a killing last year, continued to stir up his followers. In a statement issued Tuesday from Najaf, he urged disciples to keep up the fight.

"America has shown its evil intentions," Mr. Sadr said, "and the proud Iraqi people cannot accept it. They must defend their rights by any means they see fit."

He also aligned himself with Iraq's most influential religious figure, Grand Ayatollah Ali al-Sistani. "I proclaim my solidarity with Ali Sistani, and he should know that I am his military wing in Iraq," he said.

Mr. Sadr, whose followers on Sunday began the most serious insurrection of the postinvasion period, said, "I will put the city with the golden dish between Ali Sistani's hands after liberation."

The golden dish refers to the golden shrines of Najaf, some of the holiest sites in the Shiite branch of Islam. Najaf, south of Baghdad, is the home of Ayatollah Sistani, who is considered much more moderate than Mr. Sadr. On Sunday, Ayatollah Sistani issued a religious decree urging Iraq's Shiites to stay calm.

So far, though, followers of Mr. Sadr have not been heeding it. His black-clad militiamen have rolled over Iraqi security forces in a number of cities, including Kufa, Najaf, Nasiriya, Basra and Baghdad, and taken over government offices.

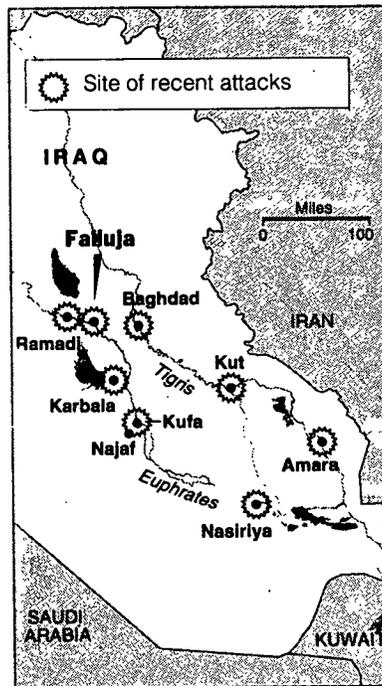
The string of successes seems to inflate Mr. Sadr's popularity and draw more recruits to his Mahdi Army militia. In some cities, like Kufa, his followers have completely replaced police and security forces, essentially establishing an occupation-free zone and patrolling towns in blue and white government cars that just days ago were driven by the new Iraqi security forces.

Mr. Sadr has moved from a mosque in Kufa, where he was holed up Monday, to his main office in Najaf. Hundreds of militiamen were protecting the office. On Tuesday night, military flares could be seen burning over the area.

In Baghdad, fighting between American forces and Mr. Sadr's militia continued, as young men with machine guns traded fire with American soldiers in several neighborhoods. As an unseasonably cool night fell, the pounding of heavy guns echoed across the rooftops of the city.

"The people here are so angry at the Americans," said Hazem al-Aarji, one of Mr. Sadr's commanders in Baghdad. "I tell them to relax. It is not clear if they are listening."

A Burst of Heavy Combat in Iraq



Sunday

AMARA, BAGHDAD, KUFA, NAJAF
Coordinated fighting flared as followers of radical Shiite cleric Moktada al-Sadr took to the streets after the arrest of one of his aides and the closing of a newspaper by American officials.

Monday

BAGHDAD, FALLUJA, KUFA
American troops moved into these cities, and fighting continued as troops sought to break the hold of Shiite insurgents.

Yesterday

AMARA, BAGHDAD, FALLUJA, KUT, KARBALA, NASIRIYA, RAMADI
Violence spread across the country as international forces clashed with supporters of Mr. Sadr, who moved to Najaf from Kufa.

The New York Times

Part of the reason for the anger is that American commanders have announced they will arrest Mr. Sadr, in connection with the knifing of a rival cleric, Ayatollah Sayyed Abdul Majid al-Khoei. Mr. Sadr, 31, has denied that he had anything to do with the killing. Americans commanders are now saying they would rather wait to capture Mr. Sadr than provoke more uprisings.

The trouble began a little more than a week ago, when the American authorities shut down Mr. Sadr's newspaper, *Al Hawza*, after they accused it of printing lies that incited violence.

That started a cycle of protests that grew larger and more unruly until they culminated in all-out street battles on Sunday.

Mr. Sadr, the son of a revered Shiite cleric who was assassinated in 1999, has drawn support from the masses of Shiites who welcomed the Mr. Hussein's overthrow but grew disillusioned with the American occupation. Posters of the cleric and his father are everywhere, and Mr. Sadr's bearded visage has now become the face of the resistance.

"He is expressing what we all feel," said Sabah al-Rubaidi, a 62-year-old engineer in Baghdad. "We tried to be patient. We did not fight the occupation like the Sunnis right away. But now there is no difference. The war is everywhere, north, east, south and west."

In Falluja, marines were setting up checkpoints and seeking out suspected insurgents.

At least five marines were killed in the operation in and around Falluja on Sunday and Monday, according to military officials in Washington. Four were killed on Monday by an improvised explosive device, the officials said.

A senior Pentagon official said Tuesday night that it was too early to tell who had carried out the attack on the Americans in Ramadi in which the marines were killed, but that at least one attacker had been captured.

The official said he understood that the fighting was over.

As for Falluja, the official said: "The operations continue. There have been raids on various places in the Falluja area. A number of people have been taken into custody, and a number of people have been killed. There has been resistance."

Marines shut off main roads into Falluja, and for the second day in a row, large explosions inside the city could be heard. A sunup-to-sunset curfew was established.

Sheik Ghazi al-Abid, a wealthy Falluja tribal leader, said by telephone on Monday night that American helicopters were attacking his neighbor's house. "The situation is really bad," he said. "We pray to God this will finish safely."

La révolte des extrémistes chiites d'Irak gagne plusieurs villes à travers le pays

LE BILAN de la révolte des partisans du chef radical chiite irakien Moqtada Al-Sadr contre les forces de la coalition ne cesse de s'alourdir. Le chiffre des victimes serait proche de 200 dont au moins une trentaine de soldats américains depuis dimanche 4 avril. Une douzaine de Marines ont été tués, mardi 6 avril, lors d'affrontements avec un groupe d'une soixantaine d'insurgés armés de lance-grenades et d'armes automatiques dans la ville de Ramadi, à 80 km à l'ouest de Bagdad, qui ont attaqué une position de l'armée américaine à côté du palais du gouverneur. Dix-neuf autres militaires de la coalition ont péri depuis dimanche, dont 11 lors de combats contre les milices chiïtes.

Par ailleurs, une trentaine d'Irakiens ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi à Fallouja, à 50 km à l'ouest de Bagdad. Les victimes ont été dénombrées dans les quartiers de Joulane et Dhoubbat. Les troupes américaines qui encerclent la ville ont tiré sur ces zones au canon de char. Des habitants affirment que des avions de combat ont participé au bombardement. Dans la journée, de violents affrontements avaient opposé soldats américains et la guérilla dans ces deux quartiers de la ville rebelle sunnite où quatre paramilitaires américains ont été tués et mutilés la semaine dernière.



REUTERS/LASZLO BALOGH

Les affrontements les plus meurtriers depuis la chute de Saddam Hussein, le 9 avril 2003, ont fait au moins 156 morts depuis dimanche en Irak. Les heurts les plus sanglants ont eu lieu à Sadr City (photo). Quatre Irakiens ont été tués et sept blessés dans un raid aérien américain dans la nuit de mercredi à jeudi sur ce quartier déshérité de Bagdad.

Des affrontements meurtriers ont également eu lieu à Nassiriya, à Amara où les miliciens chiïtes s'en sont pris aux soldats britanniques et italiens, ainsi qu'à Kut, au sud-est de Bagdad où un soldat ukrainien a été tué mardi et cinq autres ont été blessés. Trois soldats polonais et trois bulgares ont été touchés lors d'incidents à Kerbala. Un chauffeur bulgare a également été tué à Nassiriya. Enfin, un civil irakien a été tué et deux autres grièvement blessés, mardi soir, par un obus de mortier

tada Al-Sadr à Nadjaf, Moustafa Al-Yacoubi, soupçonné d'être impliqué dans le meurtre du chef religieux chiite Abdel Madjid Al-Khoei, le 10 avril 2003, qui a mis le feu aux poudres. Moqtada Al-Sadr a été déclaré « hors-la-loi » et un mandat d'arrêt a été lancé contre lui.

Un conseiller juridique de la coalition a indiqué qu'il est soupçonné d'implication dans trois affaires dont deux meurtres et notamment l'assassinat d'Abdel Majid Al-Khoei, avec deux de ses compagnons. Il a précisé que le mandat d'arrêt avait été signé et délivré en août 2003 par un juge irakien. Il a refusé de dire quand et comment le mandat d'arrêt sera exécuté. « Cela prendra probablement plusieurs semaines, mais Al-Sadr sera arrêté et jugé », a-t-il indiqué précisant qu'en délivrant un mandat d'arrêt « nous avons voulu montrer aux Irakiens qu'Al-Sadr n'est ni un héros, ni un grand chef religieux, ni un homme de paix, mais un criminel et un voleur ».

Le chef chiite, âgé de trente ans, a annoncé mardi qu'il avait quitté la mosquée de Koufa, près de Nadjaf, où il s'était retranché « afin d'éviter une effusion de sang » pour se réfugier dans la ville sainte de Nadjaf. Il se trouverait dans le mausolée d'Ali. Il a appelé les peuples américain et européens à faire pression « pour obtenir le retrait de leurs troupes et la fin de l'oppression ». L'administrateur civil américain, Paul Bremer, a estimé que les affrontements de ces derniers jours n'étaient pas liés à « une insurrection chiite » mais à la seule « milice illégale » de Moqtada Al-Sadr. « Nous allons nous en occuper », a-t-il ajouté. L'adminis-

trateur a également jugé « très exagéré » de comparer l'Irak à un borbier pour les Etats-Unis. « Il est totalement inapproprié » d'établir un parallèle avec le Vietnam.

Un représentant du grand ayatollah Ali Al-Sistani a réitéré, mardi, l'appel au calme et au maintien de l'ordre lancé par le plus influent dignitaire chiite en Irak. « Nous souhaitons régler ce problème par des voies pacifiques », a affirmé cheikh Abdel Mehdi

M. Chirac : une « situation très préoccupante »

Jacques Chirac « juge la dégradation de la situation très préoccupante et cela le renforce dans sa conviction qu'il faut tout faire pour réussir l'échéance du 30 juin et pour qu'elle marque une véritable rupture », a-t-on indiqué, mardi 6 avril, à l'Elysée. La France, selon le ministère des affaires étrangères, « souhaite que la communauté internationale se prépare à l'échéance du 30 juin le plus en amont possible ». La conférence internationale sur l'Irak souhaitée par la France et la Russie, notamment, « pourrait certainement se tenir avant le 30 juin » si un consensus « émerge rapidement » au sein de la communauté internationale, a déclaré une porte-parole du ministère.

La ministre de la défense, Michèle Alliot-Marie, a indiqué que Paris refusait d'envisager un quelconque rôle de l'OTAN en Irak aussi longtemps que l'ONU n'aurait pas la responsabilité de « l'ensemble des opérations » et qu'un « gouvernement irakien légitime » n'en aura pas fait la demande.

Quinze Irakiens, dont trois membres de l'« Armée du Mahdi », ont d'autre part été tués mardi à Nassiriya, au sud du pays lors de heurts entre cette milice de Moqtada Al-Sadr et les forces de la coalition. Douze militaires italiens ont été blessés.

Cette flambée de violences s'est étendue à tout le pays. Les heurts les plus sanglants se sont produits à Sadr City, la cité chiite de 2 millions d'habitants à proximité de Bagdad, où sept Irakiens ont été tués dans la nuit de mardi à mer-

près d'une base américaine à Kirkouk.

En revanche à Bassora, deuxième ville du pays, un calme précaire est revenu à la suite d'un accord intervenu entre la coalition et les partisans de Moqtada Al-Sadr. La ville est repassée sous le contrôle de la police irakienne, qui patrouille dans les rues. Aucun milicien en armes n'est visible. Six militaires britanniques ont été blessés.

C'est l'arrestation, samedi 3 avril, du chef du bureau de Moq-

Moqtada Al-Sadr a annoncé mardi qu'il avait quitté la mosquée de Koufa

Al-Karbalaï, précisant que « la situation n'exigeait pas de tirer sans raison ».

Pour le cas où la situation dégènerait, le chef du Commandement central américain (Centcom), le général John Abizaid, a demandé à ses commandants de définir plusieurs options militaires. L'Italie, les Pays-Bas, la Slovaquie, la Pologne et la Roumanie, comme le Portugal, le Salvador et le Honduras, ont affirmé mardi qu'ils maintiendraient leurs troupes malgré les heurts.

Le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) a suspendu le rapatriement par convois vers le sud de l'Irak de réfugiés irakiens installés en Iran, en invoquant l'insécurité. La Russie a de nouveau appelé à la convocation d'une conférence internationale sous l'égide de l'ONU. - (AFP, Reuters.)

Les mystères du programme nucléaire iranien

Le Monde 8 AVRIL 2004

L'IRAN a-t-il définitivement renoncé à se doter de la bombe atomique, en échange d'une coopération accrue des Occidentaux ? Ou se réserve-t-il malgré tout cette possibilité, pour accéder coûte que coûte au statut de puissance régionale, au risque de provoquer une crise généralisée du traité de non-prolifération nucléaire (TNP), déjà mal en point au Moyen-Orient et en Asie ? Alors qu'en octobre 2003 le régime islamique paraissait avoir tranché en faveur de la première option, grâce aux efforts conjugués de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne et de la France, les signes d'un raidissement iranien se sont multipliés. C'est sur fond de méfiance mutuelle que le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed ElBaradei, est retourné à Téhéran, mardi 6 avril, dans l'espoir de remettre sur les rails le processus amorcé en 2003. Une semaine auparavant, la troïka européenne avait appelé les autorités iraniennes à « s'expliquer ».

Furieuses de la résolution adoptée le 13 mars par le conseil des gouverneurs de l'Agence, qui soulignait les lacunes de leur coopération, les autorités iraniennes ont repoussé à la mi-avril la première mission d'inspection des experts onusiens au titre du protocole additionnel à l'accord de garantie du TNP, qu'elles avaient pourtant signé fin décembre. Elles ont aussi annoncé fin mars, par la voix du vice-président iranien et chef de la commission à l'énergie atomique, Gholam Reza Aghazadeh, la mise en route à Ispahan d'une unité de conversion d'uranium en gaz, première étape vers la fabrication de matériaux fissiles.

HÉSITATION À WASHINGTON

Cette annonce a alarmé le siège de l'AIEA, à Vienne, comme les chancelleries occidentales. Car elle s'ajoute à d'autres indices de mauvaise volonté : le refus de Téhéran de délivrer aux inspecteurs des visas d'un an à entrées multiples (ce qui limite le caractère « inopiné » de leurs visites sur les sites), ou encore le fait que les experts onusiens n'aient pas été autorisés à utiliser leurs propres appareils pour photographier ou prendre des mesures électroniques dans les ateliers – souvent situés dans des bases militaires – où étaient montées les centrifugeuses destinées à enrichir l'uranium. Le dialogue avec les Européens piétine, Téhéran leur réclamant des équipements – avions ou construction de centrales nucléaires –, alors que ses interlocuteurs pensent qu'il faut d'abord reconstruire un rapport de confiance miné par vingt ans de cachotteries.

Enfin, l'Iran n'a toujours pas donné d'explication convaincante à

la découverte, au printemps 2003, dans des ateliers longtemps tenus secrets à Téhéran, de traces d'uranium hautement enrichi : à 36 % (un taux caractéristique des réacteurs de recherche russes), mais aussi à plus de 80 %, donc très proche d'une qualité militaire.

Les responsables iraniens ont beau assurer que les « expériences » de conversion ne remettent pas en cause leur engagement envers les Européens de cesser toute activité d'enrichissement, leur décision a été critiquée comme un « mauvais signal » à Paris, à Berlin et à Londres : « L'Iran doit expliquer ses intentions », ont exigé les trois capitales dans un communiqué publié le 31 mars. La veille, à Washington, le sous-secrétaire d'Etat américain chargé du contrôle des armements, John Bolton, avait été plus direct : « L'Iran semble déterminé à poursuivre son programme nucléaire militaire de façon discrète et clandestine, afin d'obtenir plus aisément les technologies-clés dont il a besoin. »

Pour lui comme pour les autres faucons de l'administration Bush, la cause est entendue : si elle veut

préserver sa crédibilité, l'AIEA sera contrainte tôt ou tard de déferer le dossier iranien devant le Conseil de sécurité de l'ONU.

Jusqu'à présent, les Européens ont résisté aux pressions américaines, jugeant qu'un dialogue avec Téhéran, même insatisfaisant, vaut mieux que de pousser le régime islamique à la rupture. L'exemple de la Corée du Nord, qui est sortie début 2003 du TNP, après que son cas eut été porté devant l'exécutif onusien à New York, et qui se livre depuis à un chantage à la bombe pour arracher des concessions à la communauté internationale, incite les Occidentaux et leurs alliés asiatiques à la prudence. L'administration américaine est elle-même hésitante sur la conduite à tenir à l'égard de Téhéran. Si les faucons prônent une stratégie offensive, visant à terme à faire tomber le régime des mollahs, les bataillons de diplomates investis dans la transition en Irak perçoivent de façon aiguë à quel point ils ont besoin de l'Iran, qui peut user de son influence pour stabiliser la communauté chiite – ou, au contraire, la dresser contre les armées étrangè-

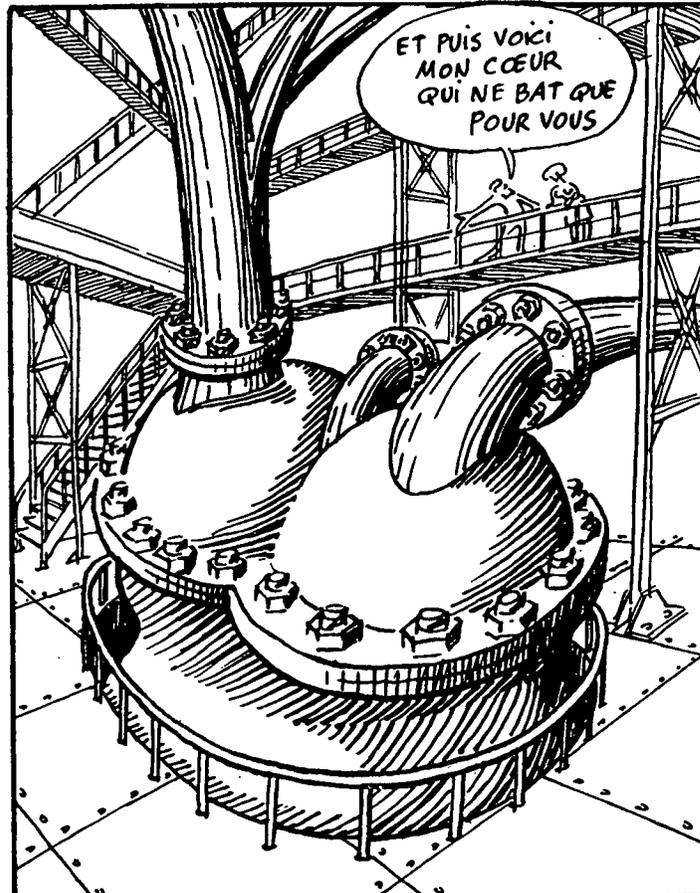
res. Il sera de toute façon difficile à Washington d'arrêter sa stratégie iranienne avant l'élection présidentielle – de fait, avant le début de 2005. Fins joueurs d'échecs, les Iraniens veulent-ils mettre à profit cette année de répit non seulement pour pousser leurs pions sur la scène géopolitique, mais aussi pour passer dans la catégorie redoutée de puissance nucléaire régionale, marchant ainsi sur les traces de l'Inde, du Pakistan et d'Israël – trois pays qui se sont cependant bien gardés d'adhérer au TNP ?

« LE CHOIX DU PIRE »

« On ne peut pas exclure, poursuit un diplomate proche de l'Agence, qu'un clan à Téhéran ait fait le choix du pire, avec l'argument que seule l'arme nucléaire permettra de se faire respecter par les Occidentaux. » Le fait que M. Aghazadeh, qui avait défendu en mai 2003, devant les gouverneurs de l'AIEA, une version très peu crédible du programme nucléaire iranien, soit revenu sur le devant de la scène au détriment de Hassan Rohani, un conservateur en qui les Européens voyaient un interlocuteur fiable, laisse craindre que les ultranationalistes ne l'aient emporté sur les pragmatiques. Comme le soulignait à l'automne un rapport de l'International Crisis Group, jamais Téhéran ne s'est senti aussi menacé : « Idéologiquement hostile à Israël mais culturellement en porte-à-faux avec le monde arabe, convaincu qu'il n'a pas de véritable allié mais beaucoup d'adversaires potentiels, entouré de gouvernements amis des Etats-Unis ou qui abritent d'importantes forces militaires américaines, voire les deux à la fois », l'Iran – qui convoitait déjà la bombe au temps du chah – pourrait essayer de franchir à marche forcée les étapes qui le séparent encore de la maîtrise complète du cycle nucléaire.

Le difficile pari des Européens consiste à montrer aux Iraniens qu'ils ont beaucoup à gagner s'ils coopèrent, et trop à perdre dans la confrontation. Un Iran nucléarisé inciterait la Turquie et l'Arabie saoudite à suivre la même pente. L'axe construit depuis quelques années entre Riyad et Téhéran, notamment au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, qui s'assure ainsi une meilleure maîtrise des prix, n'y survivrait pas longtemps. Pas plus que le TNP, dont la conférence de mise à jour, à Genève en 2005, promet déjà d'être houleuse. L'avenir du régime de non-prolifération nucléaire, affaibli par la défection nord-coréenne et les révélations sur la filière pakistanaise, se joue sans doute, au cours des prochains mois, sur l'échiquier iranien.

Un pas de côté PAR GÉBÉ



Nous rendons hommage à Gébé – mort lundi 5 avril – en publiant des dessins tirés de son recueil *Un pas de côté* (Buchet-Chastel, 2002). *Charlie Hebdo* a consacré mercredi un numéro spécial à celui qui était son directeur de la rédaction.

Joëlle Stolz

Le Point

8 avril 2004



Irak La bombe chiite

L'insurrection déclenchée par les partisans de Moqtada al-Sadr constitue un nouveau problème pour les Américains.

Reportage. ■

DE NOTRE CORRESPONDANT

NICOLAS HÉNIN

Il ne fait pas bon traîner dans les rues de Sadr City en ce dimanche soir. Quelques heures plus tôt, une manifestation des partisans de Moqtada al-Sadr a dégénéré devant la base espagnole de Koufa, tout près de Najaf, à environ 120 kilomètres plus au sud. Les manifestants entendaient protester contre la fermeture de leur journal, *Al-Hawza al-Natiqa*, une semaine plus tôt, sur ordre d'un Paul Bremer excédé par les « incitations à la violence contre les forces de la coalition » publiées à longueur de colonnes. Surtout, ils s'indignent de l'arrestation, la veille, du chef du bureau politique de leur mouvement à Najaf, Moustafa al-Yacoubi, qui serait im-

pliqué dans le meurtre, l'année dernière, de l'ayatollah pro-américain Abdel Majid al-Khoï.

Défilant devant la base, des manifestants auraient lancé des pierres. Face aux coups de semonce des soldats espagnols, ils auraient répondu par des tirs tendus, déclenchant la riposte meurtrière. Plus de 20 morts, près de 200 blessés.

Mais la véritable insurrection ne commence que quelques heures plus tard, dans le faubourg miséreux de Sadr City, au nord de Bagdad. Ici vivent 1,5 million de personnes – près du tiers de la population de la capitale. Tous chiites. C'est le fief de Moqtada al-Sadr, l'imam ennemi numéro un des Améri- ▶

► cains. Dès le début d'après-midi, la nouvelle des accrochages de Nadjaf se répand. Les 15 000 miliciens de l'« armée du Mahdi » (l'imam caché qui, selon la tradition chiite, doit revenir un jour) battent le rappel et prennent le contrôle des postes de police du quartier. Effrayés ou sympathisants, leurs occupants légitimes leur abandonnent tout, y compris les armes et les voitures.

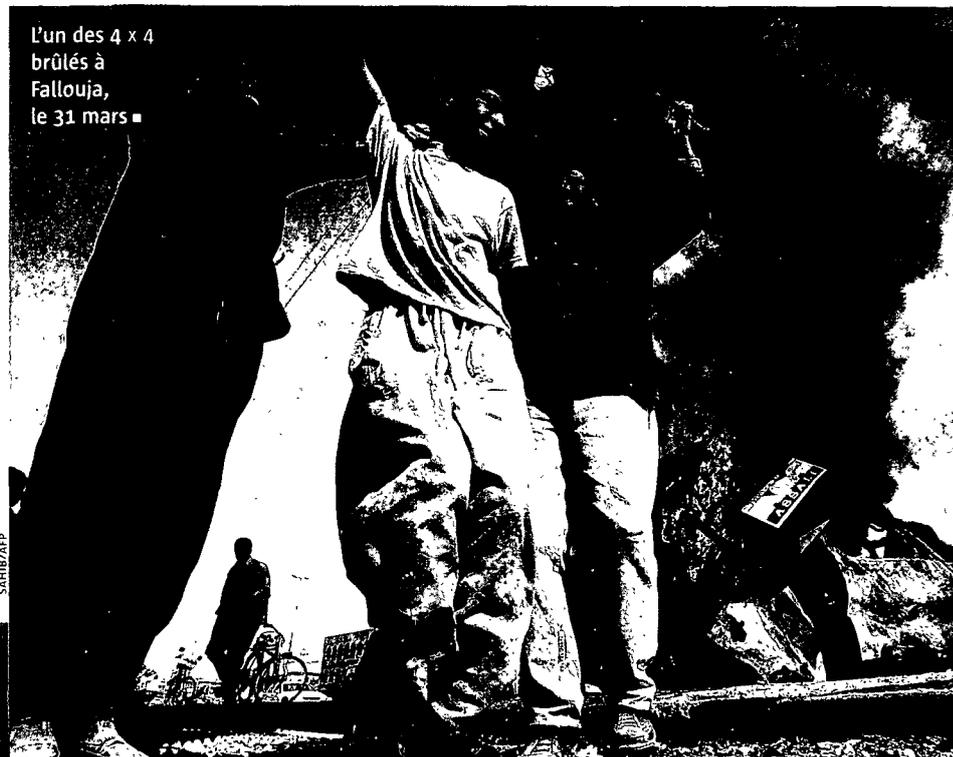
Les chars encerclent Sadr City

Dès lors, les miliciens de Moqtada sont les maîtres de Sadr City. On les voit circuler, juchés sur des pick-up, armés de kalachnikovs et de lance-roquettes RPG. Les Américains ne peuvent supporter une telle situation. Alors qu'ils ne rentraient quasiment jamais dans Sadr City, ils l'encerclent avec des chars. L'atmosphère est insurrectionnelle. Les larges avenues sont hérissées de barricades. Des accrochages éclatent. Sept GI sont tués, plus d'une vingtaine blessés. Ce sont sans doute les premiers soldats américains abattus par des chiites depuis la fin de la guerre en Irak.

La réponse américaine est violente. Alors qu'on aperçoit dans la pénombre les hommes de l'« armée du Mahdi » accroupis derrière l'angle d'une ruelle, les hélicoptères survolent les maisons en rase-mottes. Une rafale de kalach-

nikov part vers le ciel. Les balles traçantes fusent dans la nuit noire. L'hélicoptère répond par une salve de canon. Puis une roquette, et une seconde. Une voiture est touchée et s'embrase. A l'hôpital général At-Thaoura, les médecins s'affolent, leur blouse pleine de sang. Une quinzaine de brancards dans la cour. Ce sont les corps que l'on n'a plus la place de mettre dans la morgue. « J'ai reçu 23 morts, plus de 80 blessés », explique le docteur Kazem, directeur de l'hôpital.

Ce dimanche meurtrier marque un tournant dans la politique de Moqtada al-Sadr, un imam qui n'a rien d'un modéré mais qui se gardait bien jusqu'à de se confronter aux Américains. Les combats s'étendront ensuite à presque tout le pays et, mardi, le bilan était très lourd : 100 morts côté irakien, une vingtaine dans les rangs de la coalition. Comment expliquer cet embrasement ? « Je pense qu'il a suivi le mouvement initié par l'ayatollah Sistani, explique un observateur occidental à Bagdad.



L'un des 4 x 4 brûlés à Fallouja, le 31 mars ■

SHIB/AFIP

LA BARBARIE À LA TÉLÉVISION

Faut-il tout montrer ? L'horreur a-t-elle une vertu pédagogique ? Comment informer les adultes sans traumatiser les enfants ? Ces questions ont agité les rédactions américaines après la mort atroce de quatre civils dans le bastion sunnite de Fallouja, le 31 mars. Toute la journée, les chaînes de télévision ont tergiversé sur l'usage qu'elles devaient faire des 80 secondes de vidéo à leur disposition. Certaines, comme CNN, Fox News et NBC, ont censuré les passages les plus insoutenables. D'autres, notamment CBS et ABC, ont diffusé l'intégralité du reportage, y compris les images des corps tirés des 4 x 4 en flammes, mutilés à coups de pelle, et suspendus à un pont. « Si nous évitons de montrer des cadavres, si nous décidons d'aseptiser, peut-

être rendrons-nous trop aisée la décision de partir en guerre la prochaine fois », a justifié Leroy Sievers, l'un des producteurs de l'émission « Nightline » d'ABC. Le public a parfois été choqué. « Cette exhibition de barbarie n'a pas sa place à la une du New York Times », a protesté un lecteur du quotidien, qui a publié, en couleur et en première page, la photo des corps pendus au-dessus de l'Euphrate. « Les médias sont placés devant un grand dilemme, estime Dante Chinni, du Project for Excellence in Journalism, un organisme émanant de l'université Columbia. Comment donner à voir la réalité de la guerre sans heurter la sensibilité ? Le Washington Post, par exemple, a choisi une photo relativement anodine, celle de jeunes garçons

frappant des cendres avec leurs chaussures, mais le reportage écrit qui l'accompagnait était d'un réalisme implacable. C'est un bon compromis. » La Maison-Blanche aussi s'est mêlée au débat, en appelant les médias à la retenue. « J'espère que chacun couvrira cet événement de façon responsable », a déclaré Scott McClellan, le porte-parole de la présidence. Depuis des mois, l'administration se plaint que les journalistes « se focalisent sur ce qui va mal » en Irak. Le Pentagone a interdit aux photographes et aux équipes de télévision l'accès à la base militaire du Delaware où sont déchargés les sacs renfermant les dépouilles des soldats tués. « On sait l'impact que de telles images ont eu sur l'opinion lors de la

guerre au Vietnam, commente Martha Sandweiss, professeur d'histoire à l'université de Amherst, dans le Massachusetts. La Maison-Blanche a retenu la leçon. Elle tente de nous faire croire qu'il s'agit d'une guerre propre. On ne voit jamais un seul cercueil. C'est pour cela que les images de Fallouja sont indispensables. Les contribuables ont le droit de savoir ce qui se passe. » Certains tenants du devoir d'informer espèrent une réédition de l'effet Mogadiscio. En 1993, les images d'une foule en liesse traînant le corps d'un soldat de l'US Army dans les rues de la capitale somalienne avaient scandalisé, précipité le retrait des troupes et mis un frein aux opérations de maintien de la paix ■ **Stéphanie Chayet (à New York)**

Sistani a durci le ton envers les Américains. Pour préserver son fonds de commerce, Moqtada se devait de radicaliser son discours. » Car Moqtada est pris d'un besoin d'exister. Son influence politique est difficile à estimer, mais il était souvent considéré comme minoritaire, voire marginal. En revanche, il tient des positions fortes dans quelques fiefs, à commencer par les banlieues des grandes villes, où ses diatribes populistes, ultrareligieuses et ultraconservatrices rencontrent un large écho. Sa popularité doit beaucoup à celle de son père, Mohamed Sadeq al-Sadr, qui avait fait relever la tête au prolétariat chiite face à Saddam Hussein. Ce qui lui a coûté la vie : il est assassiné en 1999 par les sbires du régime. Cet assassinat déclencha un soulèvement des chiites proche, par son ampleur, de l'Intifada qui avait suivi la guerre du Golfe.

Ses rivaux lui opposent sa jeunesse – il n'aurait pas 30 ans. Et de railler l'icône de son imagerie officielle, qui

à mobiliser les foules, en tout cas les plus pauvres et les moins éduquées. Il faut se promener dans les rues de Sadr City pour prendre conscience de la puissance du *sayyed* (« descendant du Prophète », c'est par cet unique vocable que les *sadryyin*, ses partisans, désignent Moqtada). Ici, peu de femmes dans les rues. Et, en tout cas, aucune qui ose sortir sans voile. Aucune fille de plus de 7 ans n'est autorisée à faire

alors présentés à l'hôpital, ils ont dit au conseil d'administration : vous avez dû vous tromper. Vous avez bien vu qu'il était chrétien », rapporte un témoin de la scène. Le personnel de répondre : oui, mais il est très bien. Qu'à cela ne tienne, tout le monde a revoté... et ré-élu le même. Après les pressions des religieux, il a même fallu voter une troi-

Les prêches et les violentes diatribes de Moqtada sont très bien reçus chez les chiites des banlieues et de l'Irak profond, qui n'ont rien vu venir des milliards promis.

sième fois, pour le même résultat.

« La version du chiisme que les *sadryyin* veulent imposer par la force des armes rappelle la vision des talibans afghans en terrain sunnite, explique Pierre-Jean Luizard, l'un des meilleurs connaisseurs français du chiisme irakien. Elle promeut des normes puritaines (interdiction de l'alcool, port du voile obligatoire...) qui, dans le monde musulman contemporain, sont la marque des classes populaires nouvellement urbanisées. »

Nouveaux riches

Les prêches de Moqtada sont de violentes diatribes, ponctuées de piques antiaméricaines et anti-israéliennes. Les drapeaux des deux pays sont fréquemment brûlés par ses partisans lors de leurs manifestations. Mais il faut reconnaître que ce discours extrémiste séduit l'immense majorité des chiites, qui, des banlieues de Bagdad et Bassora jusqu'aux villes du Sud profond, Amara ou Nassiriya, n'ont rien vu venir des milliards promis de la reconstruction.

Cette foule-ci, qui avait accueilli les Américains avec bienveillance, se prend à les détester. Et elle honnit les membres du conseil de gouvernement, qualifiés de *haramia* – « voleurs ». Car l'après-guerre, en Irak comme souvent ailleurs, a vu affluer des sommes colossales et a créé une classe de nouveaux riches. Alors que cette élite étale sa richesse, les laissés-pour-compte du nouvel Irak ruminent leur rancœur et sont sensibles aux thèses les plus radicales. Ce sont ces chômeurs – plus de 50 % de la population – et ces jeunes désœuvrés – les deux tiers de la population ont moins de 20 ans – que l'on retrouve dans les manifestations de Moqtada al-Sadr et qui, faute d'espoir, affirment leur souhait de mourir en martyrs pour leur chef ■



L'imam Moqtada al-Sadr. Une capacité rare à mobiliser les foules ■

le représente songeur, un doigt levé devant le visage. « Il suce son pouce ! » plaisaient-ils. Mais Moqtada déborde de la simple image de fils de son père. Alors que la discipline est la règle chez les chiites, qui doivent chacun se prévaloir d'un *marjaa* (littéralement « source d'inspiration »), Moqtada a pris ses distances vis-à-vis de son mentor, l'ayatollah Kazem al-Haïri, un Irakien vivant à Qom, la ville iranienne célèbre pour avoir hébergé Khomeyni. « Bien

de la bicyclette. Officiellement, il s'agit d'éviter qu'elles ne perdent leur virginité. En fait, les religieux ultras ont peur qu'elles n'éprouvent du plaisir...

Le directeur de l'hôpital central, avant guerre, était un chrétien. Selon des règles de démocratie directe très chiites, le personnel de l'hôpital a été appelé à voter pour choisir un nouveau directeur dès le lendemain de la chute de l'ancien régime. Ils réélisent le même. « Des miliciens de la mosquée se sont

Sunnis and Shiites cooperating in Falluja

Teamwork aims to drive out Marines

By Jeffrey Gettleman

BAGHDAD: The convoy chugged into the mosque on Thursday with signature black Shiite flags flapping from the pickup trucks. Carried in back were sacks of grain, flour, sugar and rice. And gallons of tomato juice, crates of oranges, vats of cooking oil and boxes of powdered milk.

Though the food donations were coming from Shiite families, and in many cases poor families with little to spare, the collecting point was a Sunni mosque.

And though Shiite holy men were the

**'Sunni, Shia, that doesn't
matter anymore.
These were artificial
distinctions.'**

ones organizing the food drive, the recipients were the besieged residents of Falluja, a city in the heart of the Sunni triangle that has now become the icon of resistance.

"Sunni, Shia, that doesn't matter anymore," said Sabah Saddam, a 32-year-old government clerk who took the day off to drive one of the supply trucks. "These were artificial distinctions. The people in Falluja are starving. They are Iraqis and they need our help."

But it is not just humanitarian aid that is flowing into the city.

According to several militia members, many Shiite fighters are streaming into Falluja to help Sunni insurgents defend their city against a punishing U.S. Marine assault.

Groups of young men with guns are taking buses from Shiite neighborhoods in Baghdad to the outskirts of Falluja and then slipping past U.S. military checkpoints to join the battle.

"We have orders from our leader to fight as one," said Nimaa Fakir, a 27-year-old teacher and foot soldier in the Mahdi Army, a Shiite militia.

"We want to increase the fighting, in-

crease the killing and drive the Americans out. To do this, we must combine forces."

The Falluja situation represents an emerging level of Shiite-Sunni cooperation unheard of in the year-old occupation and maybe even the modern history of Iraq.

Saddam Hussein exploited divisions between the two different sectarian groups. So did many other Iraqi leaders. When American soldiers invaded the country a year ago, preventing a civil war between Shiites, who make up the majority, and Sunnis, who used to hold all the power, was one of the Bush administration's primary concerns.

But now that the resistance is heating up, spreading from town to town, block by block, the Sunnis and Shiites are drawing together. American military leaders say they have been watching closely.

"The danger is we believe there is a linkage that may be occurring at the very lowest levels between the Sunni and Shia," Lieutenant General Ricardo Sanchez, commander of the occupation forces, said on Thursday. "We have to work very hard to ensure that it remains at the tactical level."

He also said the call for unity was "clearly an attempt to take advantage of the situation."

While fighting is now heavy in many places, Falluja has become the resistance's rallying cry.

The city, about 60 kilometers, or 35 miles, west of Baghdad, is its fifth day of siege. Marines are trying to root out insurgents after four American security guards were ambushed there last week and their bodies mutilated and dragged through the streets. According to people inside Falluja, the situation is grim and getting grimmer.

"It's a disaster," said Sheik Ghazi Al Abid, a wealthy tribal leader. "There's no food, no water and no electricity."

The sheik said it was so dangerous that bodies have been left on the streets because people are terrified to venture outside to collect them.

"We need all the help we can get," the sheik said.

The New York Times

Turkey isn't fit for EU, French say

From news reports

PARIS: France's ruling conservative party opposes Turkey's rapid accession to the European Union, one of its leaders said on Thursday.

The comments followed remarks by France's new foreign minister on Wednesday reiterating Paris's view that Turkish membership depends on a European Commission report later this year, and that it is not yet ready to join.

"We very clearly say no to Turkey's integration into the European Union," François Baroin, the secretary general of the center-right Union for a Popular Movement and its third-ranking leader, told Europe 1 radio in an interview.

The government endorses EU expansion "to certain limits, probably Bulgaria and Romania, and after that we will take a look," Baroin said. "Turkey will wait, but it is already cooperating with Europe."

The 15-member EU will accept 10 new members, mainly from eastern and central Europe, on May 1. EU leaders are due to decide in December whether Turkey has made sufficient progress on human rights to begin long-delayed negotiations on its entry.

Remarks to Parliament by the foreign minister, Michel Barnier, suggesting that Turkey was not ready to join triggered a furor in the Turkish press and helped drive Turkish financial markets lower on Thursday.

"The cock has crowed too soon," said the headline in one newspaper, *Aksam*, referring to France's national symbol.

"When Turkey has fulfilled all the criteria for membership and opened the way to a solution in Cyprus, France drops its mask," the paper said. "The government has declared its true intentions."

But Barnier insisted Thursday that French policy on Turkey's membership had not changed.

"The French government pays attention to all that is said in the internal political debate, starting with the biggest party in Parliament, but our line on this remains the same," he said.

Barnier reiterated that the EU would not make a decision on whether to open EU membership talks with Turkey until the European Commission released a report later this year looking at whether the country had made sufficient progress on human rights.

In Ankara, Turkish leaders sought to play down the opposition from France, calling it an attempt to woo domestic political support.

"Various exaggerated words can be said for reasons related to domestic politics," Foreign Minister Abdullah Gul told reporters, according to the Anatolia news agency. (Reuters, AFP)

Le Point

8 avril 2004



Des milliers de chiites sont descendus dans les rues de Bassora pour exprimer leur soutien aux positions de l'ayatollah Sistani en faveur d'élections directes en Irak ■

NABEEL AL JURANI/AP/SIPA

Sistani L'ayatollah

Portrait Imams et politiciens se pressent à la porte du dignitaire chiite, qui n'a guère d'indulgence pour Washington. Portrait d'un acteur incontournable du nouvel Irak. **PAR DELPHINE MINOUI**

Il s'affiche comme l'exact contraire de Moqtada al-Sadr, le chef chiite qui, le week-end dernier, a lancé ses troupes à l'assaut des Américains. Lui ne fait pas de grands discours. Il ne donne pas de conférences de presse. Mais depuis la chute du régime de Bagdad, ses déclarations, prononcées depuis sa modeste demeure de Nadjaf, qu'il ne quitte jamais, l'ont propulsé sur le devant de la scène irakienne. L'influence de ce grand ayatollah d'origine iranienne sur la communauté chiite est énorme et dépasse d'ailleurs les frontières de son pays de résidence.

Ni plaque-souvenir ni photo à l'effigie du grand homme. Dans cette petite rue

commerçante, à quelques jets de pierre du gigantesque mausolée de l'imam Reza, en plein cœur de Mechhed, dans le nord-est de l'Iran, se dresse un bâtiment en ciment construit sur les ruines d'une pauvre maison en terre. C'est ici que naquit, il y a soixante-treize ans, Ali al-Sistani, un des plus hauts dignitaires religieux chiites, aujourd'hui acteur incontournable de la scène politique irakienne. De son fief de Nadjaf, où il a élu domicile il y a plus de cinquante ans, le dignitaire n'a cessé de réclamer, au cours de ces derniers mois, des élections libres qui, inévitablement, donneraient la majorité aux chiites. Une revendication qui crée des soucis à l'administration américaine.

Ce discours a même trouvé un écho dans son pays d'origine, l'Iran, où certains intellectuels n'ont pas manqué de brandir les consignes du vieux sage pour dénoncer le caractère antidémocratique des élections législatives qui se sont tenues en Iran fin février.

Visage fin, longue barbe grisonnante et turban noir des descendants du Prophète, l'ayatollah Sistani est un homme de l'ombre. Publiées sur Internet, diffusées dans les mosquées, lues en public, parfois déformées et remodelées, ses fatwas (décrets religieux) rythment cependant les soubresauts de l'Irak de l'après-Saddam Hussein. On ne le voit jamais en public. Il vit reclus dans une de ces ruelles poussiéreuses,

dans le vieux quartier de Nadjaf, près du tombeau au dôme doré de l'imam Ali, gendre et cousin du Prophète. L'un des lieux les plus sacrés du chiisme. Mais, chaque jour, des dizaines de chefs de tribu, imams ou politiciens locaux se pressent devant sa porte pour recueillir un conseil, une parole, un message. Les dirigeants chiites du Conseil de gouvernement transitoire ont fait le détour par Nadjaf pour aller le consulter avant de signer le texte de la Constitution provisoire. L'ayatollah a ses têtes. Pas question de recevoir Paul Bremer, l'administrateur américain. S'il continue à prôner la non-violence contre les troupes d'occupation, l'ayatollah Sistani n'a guère d'indulgence pour Washington. En revanche, Sergio Vieira de Mello, l'ancien représentant de l'Onu à Bagdad – décédé dans l'attaque contre l'hôtel Canal en août dernier –, a été reçu à Nadjaf avec les honneurs. Et plus récemment Lakhdar Brahimi, l'envoyé spécial des Nations unies en Irak.

Contrairement à Moqtada al-Sadr, l'ayatollah Ali Sistani ne dispose ni d'une armée ni d'un parti politique. Mais son aura surpasse celle des nombreux clercs de la ville sainte. « Je suis prête à me plier à toutes les exigences de l'ayatollah les yeux fermés », confie

Qassim al-Khoei, en 1992, il est considéré par la plupart de ses pairs comme le successeur de ce grand religieux quiétiste, favorable à une séparation de la religion et du politique.

Les sunnites, pourtant en désaccord avec les chiites sur la question de la succession du Prophète, lui vouent également un respect incontestable. « Quand il parle, il n'enrobe pas toutes ses phrases de formules religieuses alambiquées chères aux clercs, il va droit au but », constate un chef de tribu sunnite qui vient de lui rendre visite.

Sa parole est écoutée bien au-delà des frontières de l'Irak. L'ayatollah dispose de quelque 2 000 représentants

du Parlement iranien, demandant à l'ayatollah d'exprimer son point de vue sur le truquage des élections en Iran. De quoi faire frissonner la barbe de certains leaders iraniens, qui voient la légitimité religieuse du grand ayatollah faire de l'ombre à leur propre légitimité politique, déjà largement remise en question par la société iranienne vingt-cinq ans après la révolution islamique.

L'ayatollah Sistani est en effet connu pour sa réserve à l'égard de la notion de *velayat-e faqih* (littéralement « tutelle du juriste théologien »), concept de base de la République islamique d'Iran, qui accorde le pouvoir suprême à un

Sistani veut offrir l'image d'un homme qui croit profondément en la démocratie. Certains craignent qu'il soit le futur Khomeyni d'Irak.

à travers le monde. Du Pakistan à la Géorgie, en passant par l'Iran, ses prestigieuses fondations, financées grâce à des donations internationales, délivrent des bourses à des centaines d'étudiants en théologie et mettent à leur disposition des bibliothèques remplies d'ouvrages de religion, de philosophie et de littérature. Dans le centre informatique de Qom, le premier à

religieux. « Sistani est un homme éclairé qui, disent ses proches, croit profondément en la démocratie. Il ne veut pas d'un Iran bis. » « Son objectif est d'éviter l'établissement d'une dictature en Irak, qu'elle soit politique ou religieuse », assure l'hodjatoleslam Fazel Meybodi, qui, à l'instar de nombreux clercs dissidents de Qom, a récemment fait le déplacement jusqu'à Nadjaf pour rencontrer le grand ayatollah.

Les visiteurs de Sistani mettent toujours l'accent sur les connaissances très larges du vieux sage. « Il lit beaucoup, s'informe énormément sur ce qui se passe dans le monde entier », remarque Mohammad Ali Rahbani, le directeur du bureau de Sistani à Mechhed. « Quand je suis allé lui rendre visite à Nadjaf pour lui parler de la Géorgie, il connaissait mieux que moi la situation. Il avait tout lu, tout suivi », s'exclame, admiratif, Sadeq Dehsorkhi, son représentant dans cette ex-République soviétique. A ceux qui craignent pourtant de voir en Sistani le futur Khomeyni d'Irak, Fazel Meybodi tient des propos rassurants. « Khomeyni était le théoricien du *velayat-e faqih*. Sistani, lui, n'a jamais parlé d'un gouvernement théocratique. Il ne veut pas d'une république islamique où les *oulémas* auraient des responsabilités politiques. » Il désire seulement voir les religieux exercer une tutelle. Il n'a jamais prétendu, non plus, devenir le leader des Irakiens. Lui-même dit qu'il est iranien avant tout. Il parle d'ailleurs l'arabe avec un fort accent persan ■

de l'ombre

Thekayat Saafi, une chiite irakienne, originaire de Nadjaf. « Ses paroles sont sacrées. Nous les acceptons sans contestation », ajoute-t-elle. Début janvier, cette mère de famille de 45 ans est spontanément descendue, aux côtés de milliers d'autres chiites, dans les rues de Bassora pour exprimer son soutien aux positions de l'ayatollah Sistani en faveur d'élections directes en Irak.

« Le pape des chiites »

Sistani assume un leadership incontestable sur sa communauté. « Il est comme le pape des chiites », constate Seyed Eyad Jameleddin, un de ses anciens représentants à Dubaï. Sistani fait partie du club très fermé des quatre grands ayatollahs chiites d'Irak. Son statut de *marjaa* (« source d'imitation ») lui permet d'édicter des fatwas. Depuis la mort du grand ayatollah imam Abdul

avoir été lancé dans cette ville sainte d'Irak, une soixante de personnes s'affairent à traduire et à répondre quotidiennement aux questions de centaines de fidèles. Celles-ci portent généralement sur les problèmes d'interprétation du Coran dans la vie privée. Le dialogue s'effectue via un site Internet. Les interlocuteurs résident à Madagascar, Islamabad, Bakou ou Lyon. « Nous nous chargeons de répondre dans les trois jours. Mais quand la question est trop ardue, nous l'envoyons directement à Nadjaf, où l'ayatollah y apporte sa touche personnelle », précise Amin Nadjafi, le directeur du centre. Quand les sujets sont politiques, ils nécessitent un plus grand temps de réflexion pour la réponse. Comme cette lettre impertinente signée début février par plus de quatre cents écrivains, intellectuels et députés sortants

Thomas L. Friedman

Iraq's silent majority

WASHINGTON

The United States is at a perilous juncture in Iraq. Two things are clear, and there's only one question left to be answered. What's clear is that there are no weapons of mass destruction in Iraq and there are no Vietcong in Iraq. The key unanswered question is: Are there any Iraqis in Iraq? Is there a critical mass ready to identify themselves — not as Shiites, Kurds and Sunnis — but as Iraqis, who are ready to fight for the chance of self-determination for the Iraqi people as a whole?

When I say that there are no Vietcong in Iraq, I mean that the Iraqi "insurgents" opposing the United States today cannot plausibly claim to be the authentic expressions of Iraqi nationalism — as the Vietcong claimed to be in the Vietnam War. The forces killing Americans and Iraqi police are primarily Sunni Muslims who want to restore the rule and privileges of their minority community and Baath Party, or foreign and local Islamists who are trying to undermine any prospect of modernism, pluralism and secularism in Iraq.

Virtually every poll taken since the fall of Saddam indicates that neither of these groups — who have tried to disguise their real objectives behind a mask of anti-Americanism — represents the vast majority of Iraqis, who want to elect their own government, free of intimidation.

But wars are not won by polls. They are won by those ready to fight and die in the alleys for their cause. Armed, masked young Arab men — motivated by the toxic mix of radical Islam, anti-Americanism and humiliation, and high on the drug of defeating the hated foreigner, even if it will be ultimately self-defeating for them — can be turned back only by an Iraqi army motivated by a sense of nationhood and a desire for self-determination.

We Americans cannot want a decent Iraq more than the Iraqi silent majority. Because this is an urban war, and U.S. soldiers having to fight house to house inside Iraqi cities cannot win it. Only Iraqis can. If we try to fight this war ourselves, we will kill too many innocent Iraqis, blow up too many mosques and eventually turn the whole population against us — even if they know in their hearts that what we're trying to build is better than what the insurgents want.

In fairness to Iraqis, though, asking the silent majority there to stand up right now is asking a lot. After decades of Saddam's brutal rule, civil society there was just beginning to come back, and the first threads of trust between the different communities were just beginning to be tied. The whole purpose of the U.S. occupation was to build a constitutional framework in which this center could be developed.

This was always a long shot. But, I believe, after Sept. 11, trying to build a decent state in the heart of a drifting Arab-Muslim world — a world that is manufacturing millions of frustrated, unemployed youths — was worth trying. But it takes resources and legitimacy, and the Bush team has provided too little of both.

From the start, this has always been a Karl Rove war. Lots of photo-ops, lots of talk about "I am a war president," lots of premature banners about "Mission Accomplished," but totally under-resourced, because the president never wanted to ask Americans to sacrifice. The Bush motto has been: "We're at war, let's party — let's cut taxes, forgo any gasoline tax, not mobilize too many reserves and, by the way, let's disband the Iraqi Army and unemploy 500,000 Iraqi males, because that's what Ahmad Chalabi and his pals want us to do."

From the day the looting started in Baghdad, it has been obvious that we

did not have enough troops to create a secure framework and to control Iraq's borders. As a result, local militias began to spring up everywhere. If you turn on your television, you can see how well-armed they became while Donald Rumsfeld was insisting we had enough troops there to control Iraq.

I know the right thing to do now is to stay the course, defeat the bad guys, disarm the militias and try to build a political framework that will hold the now wavering Shiite majority on our side — because if we lose them, the game is over. But this will take time and sacrifice, and the only way to generate enough of that is by enlisting the United Nations, NATO and all of America's allies to make the development of a decent state in Iraq a global priority.

Without more allies, without more global legitimacy — and without an Iraqi center ready to stand up against their Khmer Rouge now posing as their Vietcong — the United States cannot win in Iraq. We will be building a house with bricks and no cement. In that case, we will have to move to Plan B. Too bad we never really had Plan A.

■ DAMASCUS

Syria's minority Kurds say crackdown goes on

Leaders of the Kurdish minority in Syria asserted Thursday that the government was still carrying out arbitrary arrests in the wake of deadly ethnic riots last month.

"The Syrian authorities have not stopped their nighttime searches of houses nor the campaign of arrests and repression," the Kurdish opposition leader, Abdel Baki Yusef, said in a statement.

The riots broke out on March 12 after clashes between soccer fans from rival teams, spreading unrest that continued for six days. Kurdish leaders say 40 people were killed; an official government toll put the number of dead at 25. (AFP)

Friendless in Iraq

Americans watching the frightening escalation of combat across Iraq must be asking themselves where, exactly, are our Iraqi friends? President George W. Bush keeps assuring the public that the militias attacking the occupation forces represent a tiny, freedom-hating fringe. But that fringe is willing to take to the streets with guns, and none of Iraq's leaders are willing to stand up to them. If they are afraid to speak against the

mob now, when they are flanked by American troops, what makes us believe they will behave more forcefully when the troops are gone and the mob is rising up against other

Iraqis who don't share the same religion?

So far there are no reassuring answers to these questions as U.S. marines and soldiers battle Sunni militias in one part of the country and Shiite rebels in another.

It was predictable that the United

States would face armed opposition among the Sunnis, many of whom were loyal to Saddam Hussein.

The administration itself set off the Shiite uprising, perhaps because the United States decided that it had to take on the radical cleric Muktada al-Sadr in order to remove one of the most dangerous armed groups well before the scheduled transfer of power on June 30. That would explain the otherwise baffling decisions to close a newspaper loyal to

Sadr, arrest his deputy and then announce that the occupation forces would arrest Sadr on a secret warrant that has been in effect for nearly a year. In the process, however, Bush is in serious danger of overplaying his hand and creating a broader Shiite rebellion.

In Falluja, a stronghold of Iraq's deeply resentful Sunni minority, the United States had avoided outright occupation for months. Now the military is trying to take the city. It is understandable to want to avenge the hideous murders of four American security guards last week, but hard to imagine how that can happen. It is impossible to pinpoint who killed them, and punishing the mobs that then mutilated their bodies would mean mass arrests. The fighting, including the bombing of a mosque compound on Wednesday by American forces, seems to be only worsening the situation. The risk is that the fighting in Falluja may end up giving

the mutually hostile Sunni and Shiite factions a common cause.

It is understandable that average Iraqis are simply trying to keep their

heads down in this time of crisis. But there is no excuse for the stunning passivity of the Iraqi Governing Council, starting with one of its most prominent members, Ahmad Chalabi, the former exile who owes the United States his political life in the new Iraq. Chalabi has no influence over the Sunni and Shiite militias, but his impotence now does not inspire confidence in the notion that the new government will do better when this sort of challenge inevitably repeats itself after the June 30 handover.

The powerful Shiite clerics who benefited most from the invasion also have not helped. Grand Ayatollah Ali al-Sistani, whom the United States considers key to establishing a new government, has called on his followers to avoid mob violence. But he has also given Sadr, whom he hates, new legitimacy by saying that it is all right to resist the occupation.

Sistani — like Abdul Aziz al-Hakim, another key Shiite leader, and others — may believe it is in his long-term interest to sit back and watch the occupation armies destroy Sadr. The more moderate Shiite leaders may also simply lack the political

will and authority to act. Neither possibility is comforting.

This page opposed any American invasion of Iraq without broad international support. But once the United States went in, it had a responsibility to the Iraqi people to stay and establish a free and stable government. It is impossible, however, to build a better nation in Iraq unless there are Iraqi leaders willing to stand up to extremism, UN participation to give the effort international legitimacy and a credible exit strategy. Staying the course requires a clear idea of exactly what the course is.

Bush needs to tell the American people in detail what his plan is for uniting Iraq, who exactly the tough new leaders are going to be and how he intends to create a strong enough government to at least offer the possibility of ending the occupation someday. Otherwise, it is becoming hard to see how to define, let alone achieve, victory in Iraq and to understand why it's worth the constantly increasing toll of American lives.

Le Monde

10 AVRIL 2004

Hostiles au plan Annan, les Chypriotes grecs sont prêts à bloquer la réunification de l'île

Un casse-tête pour l'UE et la Turquie

POUR UNE FOIS, les deux vieux acteurs du conflit de 1974 à Chypre, Tassos Papadopoulos et Rauf Denktash, sont sur la même longueur d'onde. Mercredi 7 avril, tous deux ont appelé leurs communautés respectives — 625 000 Chypriotes grecs au sud ; 185 000 Chypriotes turcs au nord — à dire « non » au plan Annan pour la réunification de l'île, lors du référendum du 24 avril.

« Je vous appelle à rejeter le plan Annan, (...) à protéger vos droits, votre dignité et votre histoire », a déclaré Tassos Papadopoulos, le président de la République de Chypre (hellénophone, seule reconnue internationalement), dans un discours de 50 minutes en direct par la télévision. Auparavant, Rauf Denktash, le chef de la République turque du nord de Chypre (RTCN, autoproclamée), avait mis en garde sa communauté vis-à-vis de « l'avenir plein de risques » qu'implique le plan, selon lui.

BRÈVE CAMPAGNE

L'opposition de la partie chypriote grecque au plan onusien n'est pas une surprise. Tassos Papadopoulos s'était dit « déçu » à l'issue des dernières négociations en Suis-

se entre l'ONU, les représentants chypriotes grecs et turcs ainsi que la Grèce et la Turquie. Pour Nicosie, les aménagements apportés au plan, telles la réduction du nombre de réfugiés chypriotes grecs de 1974 autorisés à se réinstaller au nord — 18 % de la population de la zone, contre 21 % dans la version précédente — ou les restrictions à la libre circulation des personnes —, aucun changement de résidence dans les cinq années suivant la réunification, des restrictions pendant dix-neuf ans —, ne sont pas satisfaisants. Les larges attributions dévolues aux deux « Etats constituants » ne le sont pas davantage.

Membre du gouvernement de la République de Chypre, Georges Lillikas a suivi les négociations. Il explique : « Nous avons fait des concessions, donné beaucoup de pouvoir aux Etats constituants. La partie turque, elle, s'est montrée de plus en plus divisionniste. Mais nous déplorons surtout qu'il n'y ait eu aucun dialogue pendant la première étape des négociations [entre M. Denktash et M. Papadopoulos]. Bien sûr, nous avons mille et une raisons de vouloir une solution mais pas à n'importe quel prix. » Le minis-



« Je vous appelle à rejeter le plan Annan, (...) à protéger vos droits, votre dignité et votre histoire »

TASSOS PAPADOPOULOS

tre, chargé de l'industrie, du commerce et du tourisme, s'inquiète du coût de la réunification, qui serait « assumé à 90 % par les Chypriotes grecs ». « Selon le plan Annan, nous allons contribuer au développement du Nord, mais dans ce cas, pourquoi avoir deux économies ? », questionne-t-il.

Au nord, les Chypriotes turcs, qui aspirent au même niveau de vie que celui des Chypriotes grecs (il est aujourd'hui de 2 500 euros par an et par habitant au nord, contre 10 800 euros au sud), voient le plan autrement, mais la crainte est là aussi. « Économiquement, ils vont nous dévorer », disent parfois les commerçants de la zone nord.

En cas d'échec des référendums, l'Union européenne intégrera au 1^{er} mai la seule partie grecque de l'île, dépositaire de la légalité de la

République de Chypre. Que se passera-t-il alors pour le Nord ? La Turquie demandera « la reconnaissance internationale de la RTCN », a affirmé le chef de la diplomatie

turque, Abdullah Gül, le 5 avril, au quotidien *Hürriyet*. La situation créerait un beau casse-tête, qui ne manquerait pas d'être exploité par les adversaires de la candidature turque à l'Union.

La réponse dépend des deux populations, séparées depuis trente ans. Après l'ouverture de la « ligne verte », en 2003, aux visites de part et d'autre, elles ont recommencé à être en contact. Cela n'a pas toujours été facile. A en croire les sondages, le « oui » l'emporterait pour le moment au nord et le « non » au sud, où la population est moins mobilisée, attendant son intégration dans l'Union européenne. Mais elle est désormais au pied du mur. La brève campagne pour le référendum du 24 avril sera déterminante. Le poids lourd de la coalition gouvernementale au sud, le Parti communiste Akel, appelle à voter « oui », tout comme le fait Mehmet Ali Talat, le premier ministre de M. Denktash, au nord.

Marie Jégo

MAJORITÉ *Opposé à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, le président du parti majoritaire propose de lui substituer un « partenariat privilégié »*

L'UMP dit non à la Turquie dans l'Europe

A deux mois des élections européennes, la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union est devenue un enjeu de campagne. Alain Juppé a en effet déclaré hier que « les pays proches » de l'Union européenne « n'ont pas vocation à y entrer sous peine de la dénaturer », évoquant notamment la Turquie. « L'UMP souhaite qu'on n'engage pas de discussion avec la Turquie à la fin de l'année » comme cela est prévu, a dit le président de l'UMP, qui a plaidé par ailleurs pour « un partenariat privilégié » avec ce pays. De son côté, le ministre des Affaires étrangères Michel Barnier a déclaré, lors des questions d'actualité à l'Assemblée, qu'« il n'est pas question d'une entrée de la Turquie à moyen ou à court terme dans les circonstances actuelles ».

Philippe de Villiers, président du MPF, a aussitôt réagi. « La volte-face de l'UMP sur l'entrée de la Turquie dans l'UE n'est pas crédible », a dit le député vendéen. « Il n'y a qu'une solution pour y voir clair et sortir de l'ambiguïté, c'est de demander au président de la République un référendum sur ce sujet grave », a ajouté Villiers qui se présente aux européennes contre une Europe fédérale et contre l'entrée de la Turquie en Europe (lire page 8). A l'inverse, la socialiste Ségolène Royal s'est prononcée en faveur de cette adhésion turque. « Moi, je pense qu'on ne peut pas dire non à la Turquie », a-t-elle dit, ajoutant : « Les Turcs sont quand même très proches des Grecs, pourquoi on prendrait les Grecs et pas les Turcs ? »

Eric Zemmour

Il y avait le feu au lac. L'UDF de Bayrou était contre au nom de l'Europe chrétienne et fédérale ; les souverainistes de Villiers étaient contre au nom de l'identité de la France ; le FN de Le Pen était contre au nom des cent millions de musulmans turcs ayant soudain libre accès à l'Europe et à la France. A l'in-

térieur de l'UMP, les centristes de Méhaignerie - Douste-Blazy, sans oublier Giscard, étaient d'accord avec l'UDF de Bayrou ; et les souverainistes de Dupont-Aignan approuvaient Villiers et le FN. Tous se promettaient d'en faire un axe de campagne majeur des européennes. Tous avaient l'oreille des électeurs de droite qui n'étaient pas prêts à avaler cette couleuvre-là. Tous ceux - et ils sont légion - que révoltent les envolées lyriques de Jacques

Chirac sur les « racines musulmanes de l'Europe » attendaient l'UMP au tournant. De nombreux députés UMP avaient relayé les états d'âme et les fureurs de leur « base ».

C'est tout cela qu'Alain Juppé a entendu. Au départ, l'ancien ministre des Affaires étrangères était plutôt sur la ligne du Quai d'Orsay, reprise par Dominique de Villepin et le président de la République : la Turquie a vocation à entrer dans l'Union européenne. C'est même ce qu'a répété - à 14 reprises depuis dix ans ! - le Conseil européen.

Pour une fois, les rares atlantistes français étaient d'accord avec les héritiers putatifs d'une « grande politique arabe de la France », tous ceux - les mêmes souvent - qui savent bien que l'entrée de la Turquie entererait définitivement le « rêve » d'une Europe fédérale.

L'onde de choc des régionales commence à ressembler à une véritable panique. La semaine dernière, le président de la Ré-

Pen aussi. La plupart des observateurs doutent que Juppé ait pu changer d'avis. Et tous de remarquer que le nouveau ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, interrogé à deux reprises sur le sujet à l'Assemblée nationale, a éludé, renvoyant à un rapport de la Commission européenne sur les « critères d'admission de la Turquie ».

Rideau de fumée et non-dit. C'est la règle d'or sur le sujet turc.

Pendant que l'UMP prend les coups, le PS se fait tout petit. Jospin a signé les mêmes déclarations européennes que Chirac ; les socialistes sont divisés entre Védrine, contre, et Moscovici, pour. L'électorat socialiste est lui aussi massivement hostile à l'entrée de « 100 millions de musulmans » en Europe. Et le discours sur « la Turquie, seul Etat musulman laïc » fait de moins en moins recette.

La ligne du président de la République est contestée par son parti

publique lui-même retirait tous les projets contestés de son gouvernement en matière sociale. Cette fois-ci, c'est carrément la politique étrangère de la France qui est remise en cause. C'est la ligne du président de la République qui est contestée par le parti qui le soutient. Du jamais-vu sous la V^e République !

C'est pourquoi sans doute l'annonce d'Alain Juppé laisse tout le monde incrédule. « La

volte-face de l'UMP n'est pas crédible », dénonce déjà Villiers. Bayrou pense de même. Et Le

LE FIGARO

JEUDI 8 AVRIL 2004



Alain Juppé : « L'UMP souhaite qu'on n'engage pas de discussion avec la Turquie à la fin de l'année. » (Photo Soriano/Le Figaro.)

WHERE THE FIGHTING ISN'T

New York Post

By Ralph Peters - April 8, 2004

AS violence in Iraq dominates the news, imagine a Middle Eastern country in which the government works in simple offices and spends its money on education, a state in which the prime minister still lives in his parents' home and builds libraries instead of palaces. How about a Middle East in which young men and women study together at a university where no political party rules the campus, freedom of speech is encouraged and internet access is unrestricted. Try, if you can, to imagine a Middle Eastern population that regards America with respect and gratitude.

It isn't a dream. It's a reality.

Welcome to free Kurdistan.

As my former comrades in the military struggled against terror and violent rebellion in central and southern Iraq, I was embarrassingly safe in the same country. While mortar rounds were landing in Baghdad and our military displayed its power and resolve in Fallujah, I was sweating in a traffic jam. It was a great traffic jam. In this case, it was a sign of the economic progress the Kurds have been making. And the only "terrorist" is the occasional lousy driver. People walk the streets and live their lives without fear. And women aren't attacked for dressing as they choose.

The Kurdish capital city of Suleimaniye can seem like a giant construction site. But in place of the corruption that plagues development elsewhere in the region, much of the work is done under rigorous government-private sector partnerships. The Kurds are even implementing zoning codes and thinking about the environment. Anyone who has ever been to the Middle East knows that this is just short of a miracle. The prime minister, Dr. Barham Salih, doesn't fit the pattern either. Instead of fearing him or hating him, the people love him - he's the closest thing Kurdistan has to a matinee idol. And instead of using his popularity to enrich himself or establish a ruling dynasty, he's encouraging democracy. (He's even had a kebab shop named after him. I'm still waiting for Bush Burgers in D.C.)

The University of Suleimaniye, devastated by Saddam, has been rebuilt and now has over 7,000 students. And they're a lively bunch - serious, hardworking and, most important, full of probing questions. Female students can choose for themselves whether or not to wear headscarves. Most choose not to - but everyone respects everyone else - and they all sit and study together. American parents of college-age sons and daughters could only envy the intensity and hunger with which these young people pursue education. Go to that university and, instead of hearing anti-American protests,

you'll hear how the 101st Airborne Division got their Dell computers through to them, red tape be damned. On how many campuses in the world do the students regard an American general (in this case, Maj. Gen. Dave Petraeus) as a hero?

The United Nations stole the money the Kurds should have received under Saddam. Now, the United States has redirected the remaining Oil-for-Food funds and the Kurds are using them with an efficiency never before seen in the region. Astonishingly, the money is really going to the people. Instead of the U.N.'s outdated, overpriced medicine, the Kurds can now bargain hard in the marketplace for the goods the people desperately need. Most importantly, instead of succumbing to the culture of blame that plagues the Middle East, the Kurds have gone to work to build a better future. Their country is still very poor. But it's free. And freedom really does work.

Business is encouraged, the government stresses the future, not the past, and the leaders are trying their best to work constructively with old enemies. Despite horrific suffering in the recent past, the leaders are hopeful, not vengeful. They know that a unified Iraq may not work - but they're determined that the failure will not be their fault. And they cherish freedom.

Isn't this what we claim we want in the Middle East?

At a time when elements within both Sunni Arab and Shi'a Arab Iraqi society are trying to kill the Americans who liberated their country and when there is no sense of gratitude for our sacrifices, how can the Bush administration fail to grasp that the future of the region lies in what the Kurds have done successfully, not in the Arab cult of failure?

The Kurds are far from perfect. So are we. We're all human. But this small people deserves our respect and support - no matter what else happens in Iraq. If we truly want to help spread freedom, we have to start by backing those who have made freedom work - against tremendous odds. Almost 100 years ago, Lincoln Steffens, an American charlatan, returned from the brand-new Soviet Union. Disembarking from his ship on a New York City pier, he told a great lie. A radical socialist, he said, "I have seen the future, and it works." I hope I'm more honest than Steffens was, but I'll paraphrase his words and say, "I've seen what the future of the Middle East could be. And we should all hope to God that it works."

Ralph Peters is the author of "Beyond Baghdad: Postmodern War and Peace."

Out of the dark: Syria's Kurdish question reborn

By Ammar Abdulhamid
Daily Star April 09, 2004

Even as the Syrian authorities seem to have successfully managed to contain the Kurdish riots that rocked the country's northernmost city of Qamishli=20 over the last few weeks, there could be no denying that the country's long neglected Kurdish question is finally out of the dark and is crying out for answers. But can the Syrian authorities muster enough will and internal support to sit down with the Kurdish parties and hammer out an answer that is acceptable to both sides? Dealing with the Kurdish issue from a security point of view only, as the Syrian government is doing at this stage, is clearly insufficient and will exacerbate the situation in the long run. Focusing on finding out the immediate causes and parties responsible for the events, as the Syrian government promises to do, is helpful, but does not constitute a real remedy for the situation as it ignores the underlying issues behind it, namely the aspirations of the Kurdish population for greater representation in the local government, for equal rights with other Syrian citizens and for special cultural rights emanating from their status as an indigenous ethnic minority and not some immigrant community.

On the other hand, some Kurdish aspirations need to be tempered. Autonomy a la mode in Iraq is not something that the Syrian authorities can entertain at this stage, or ever. Nor is the idea likely to have the support of the majority Arab population, whose understanding of the realities of the Kurdish situation in Syria is quite limited and contains many erroneous notions. Correcting these notions is, of course, important and essential for the future of Arab-Kurdish relations in the country. But, even in the best of cases, and judging from precedents set in other parts of the world, majority populations cannot accept solutions that seem to jeopardize or compromise the territorial integrity and sovereignty of the state. Even if the borders involved have been drawn by external parties rather than the peoples on either side, they have nonetheless acquired a certain aura of sanctity in the minds of the majority populations at least. Changing or undermining them in any way is, therefore, more likely to generate rather than prevent potential problems and conflicts.

Still, Kurdish separatism is not really the issue here, nor is it likely to pose any serious problem, as some would contend, provided the Syrian government shows a more proactive attitude in its handling of the situation.

While the Kurds of Syria cannot be psychologically separated from their kinfolk in Iraq, Turkey or Iran, most are

aware of the uniqueness and particularities of their situation in Syria and realize that what works for the Kurds in other countries may not necessarily be suitable for them. The radical separatist sentiments that were expressed by some during the heyday of the riots seem to come more in the heat of the moment rather than revealing some kind of new strategy on the part of the internal Kurdish leadership.

Still, we cannot completely rule out the potential for involvement of radical elements and external dabbling in the future, now that the situation has come to a head. For this reason, the future course of events depends in no small part on the way the Syrian central authorities will choose to handle the situation. Insisting on the security approach only or on anti-Kurdish polemics will play into the hands of radical Kurdish elements and external parties interested in weakening the Syrian regime. There is, therefore, no substitute for handling the issue on the political level, meaning that the state will have to adopt a whole new approach towards its Kurdish population, in effect abandoning its former policies of Arabization.

There is no room for vindictive short-sighted measures, which seem to dominate the scene at this stage, especially at the local level, further alienating the Kurdish population - feeding and justifying radical tendencies among them. There is also no avoiding direct negotiation with the more level-headed Kurdish leaders. The habitual disdainful attitude that the Syrian authorities have always projected vis-a-vis the internal opposition and civil society advocates will have very serious repercussions here, perhaps even in the not-too-distant future, leading to a potential more direct face-off between the Kurdish population and the state and more direct foreign involvement. There is nothing more harmful to the cause of national unity than such a development.

The ruling Syrian regime is faced with a new challenge that it can only win if it is ready to adopt drastic changes in its style and internal composition increasing the level of participation in the decision-making process and showing a more sober and respectful attitude toward members of the opposition and civil society. Falling back on old ways of doing things is no longer a viable option. Ammar Abdulhamid is a Syrian poet, novelist, commentator and coordinator of the Tharwa Project, a regional program seeking to address minority issues in the Middle East.

Kurds present image of a different Iraq

The Dartmouth

(New Hampshire)

By Jenn Buck,

The Dartmouth Staff - April 12, 2004

An Iraqi civil defense corps soldier guards a government building where U.S. civil affairs troops conduct meetings with local officials to plan the redevelopment of Kurdistan's mountainous territory.

Editor's note: This is the first in a multi-part series chronicling a student reporter's time spent in Kurdistan, located in northern Iraq. The Dartmouth was one of the few news organizations in the province, covering news there over the past three weeks.

ERBIL, Iraq -- In a time when images of bloody battles with outraged Iraqi militants are flooding American news outlets, it's hard to imagine there could be any other reality in the Middle East.

But there is another Iraq. An Iraq where peace is flourishing, schools are being rebuilt, and Americans are hailed -- even welcomed -- as heroes. Kurdistan, Iraq's ethnically distinct northern province, can be thought of as the perfect model for the "New Iraq" that the Coalition Provincial Authority -- the U.S.-led interim Iraqi government -- wants to build. The Kurds have been governing themselves for 12 years, since the United States designated the region a "no-fly-zone" at the end of the first Persian Gulf War.

So why don't Americans hear much about Kurdistan now? The northern province of Kurds accounts for about one-fifth of Iraq's population, and a big chunk of its oil. And in this part of the Middle East, democracy is in bloom. But the most sensational stories are often the ones to make it back to news desks in the United States.

This raises a question. Is there news to report where conflict is not escalating, but rather being diminished?

The Kurds will tell you there is.

"The people of Iraq should look to Kurdistan," said Nassif Amin, a Kurdish man who now works with the CPA as a developer. His voice was thick with pride, choking back tears as he talked about his homeland. "If they saw what we have here, maybe they would want to find peace."

Amin and many like him are working alongside U.S. military and civilian forces to rebuild the region, where power and water are often unavailable in outlying villages. Even in the capital city of Erbil, electricity blinks on and off during the

day. A branch of the U.S. Army known as Civil Affairs is coordinating a vast amount of work in the province. Members of CA teams may look like ordinary soldiers, but they work alongside non-governmental organizations, often interacting directly with local families and small-town mayors.

In Erbil, a relatively small team of Civil Affairs enlisted and officers from the 416th battalion monitor and encourage progress in the region, creating communication networks between town and state governments. This is no small task, considering that many villages are a three-hour drive from the city over snow-capped mountains, where a single winding road climbs its way up sheer rock faces.

"We're lucky to be doing what we're doing," said Cpl. Joe Patrick, a 2001 University of Vermont graduate. "The [Kurdish] people want to work with us. They want to learn about democracy and to run their country peacefully."

Patrick is the NGO/IDP coordinator for the 416th. He works with humanitarian organizations to help them coordinate their efforts, and helps supervise the care of internally displaced persons -- otherwise known as refugees.

One part of Patrick's job is to prepare security briefings for NGOs. Though the war is over in Kurdistan and its people are largely pro-American, insurgents nonetheless find their way in. Terrorists have targeted many humanitarian workers and journalists. Hoping perhaps to demoralize the American public by watching civilians die in explosions, insurgent groups know that civilians have the least protection.

That's where Patrick and his team come in.

"We're like NGOs with guns," he said, grinning. Civil Affairs soldiers are heavily armed and protected by a guard corps of Iraqi soldiers. But they work with civilians. It's an odd juxtaposition, seeing them sit in a local mayor's office sipping sweet tea and planning school construction with rifles leaned casually on the wall by their heads.

Patrick, a thoughtful young man from Pennsylvania, joined the Army as a Reservist after college to get experience in international relations. And like most of the 416th, he is a kind, enthusiastic young college graduate. Out of uniform, you'd never guess he was a soldier. Because in Kurdistan, the army is more than a violent military machine. There are more stories to tell here than those of life and death, of terror and

struggle and pain. Not that the Kurds haven't experienced their share of all these things.

The first Gulf War began three years after Saddam Hussein's 1988 deployment of chemical weapons, including mustard gas, on the Kurdish town of Hallabjah. The attacks, which he blamed on Iran, killed upwards of 5,000 Kurds according to CNN sources.

Within the province, he routinely evacuated Kurds from their villages and handed their homes over to Arabs, hoping to ethnically cleanse the area. Many thousands of Kurdish people are refugees to this day, having lived in tents for twenty years or more.

As the IDP liaison, Patrick has a difficult job. U.S. government policy is not to try to put the IDPs back in their former homes. "That's up to their government," Patrick said. "We want them to solve their own problem, not tell them who should live where. We're here to help them, not to impose our will."

That doesn't help ease the heartache he feels every day when he drives by the fields of tents, where refugee families are eking out an existence on the edge of the civilization that had been their home. The work that Patrick and his compatriots do here is hard. There is so much heartache, so many bad memories. So much has been destroyed. But like a new future is dawning in Kurdistan, which could show hope for a future -- and potentially peaceful -- Iraq.

The overlooked democracy in Iraq

By LUKE THOMAS
Scripps Howard News Service
April 13, 2004

Success in building a full-fledged democracy in post-Saddam Iraq would be a huge step toward stabilizing the turbulent Middle East. But while we've been deluged with insights on this weighty topic, the enlightened classes have largely overlooked the "accidental democracy" already functioning in Northern Iraq. The policy world should pay closer attention to the Kurds.

Remote and out of the media limelight, the Kurdish situation _ political, economic, and cultural _ remains opaque to most of us. Daily crises in Iraq flood the news, but how many people know that the Kurds have already held free elections? Kurdistan may not be any Jeffersonian ideal of open society, but the Kurds have proven that democracy can succeed in that part of the world. And they provide a model for self-governance in Iraq.

This is not a happy land. Wounds are raw and resentments run deep. Historically, the Kurds easily number among the most oppressed people in the world. So it's all the more amazing that, somehow, they've managed to surmount their enmities to create a democratic consensus. If these people can do it, then there's hope that the Iraqis can do the same.

There are 26 million Kurds spread across Iran, Iraq, and Turkey _ a large and strategically important geographical expanse. The culture contains more moderate Muslims than other Arab lands. Kurdish women for instance, are not required to veil themselves, can receive regular education and work outside their homes. A successful democracy

there would be an important regional ally for America in the war on terrorism.

So how did the Kurdish democracy arise? When Saddam went to war against Iran in 1980, Kurdish sympathies favored Iranian Shiites. An enraged Saddam deployed chemical weapons against the Kurds in a brutal campaign that destroyed hundreds of Kurdish villages and killed over 20,000 people. Ten years later, at the conclusion of the Persian Gulf War, Saddam again attacked Kurdish towns and villages, sending over a million Kurds fleeing over the Turkish and Iranian borders. The allies made no move to protect the Kurds immediately after the war. Thousands of Kurdish fighters and refugees died feeling betrayed by the United States.

Finally, the United States and its Gulf War allies instituted a no-fly zone in northern Iraq to prevent further air attacks against the Kurds by Saddam's forces. Enforced by U.S. fighters, the no-fly zone provided a safe haven for the Kurds where they could live and, in effect, govern themselves. Within their haven, the Kurds organized themselves to the point of holding elections (there was some violence among conflicting groups) and establishing a representative government. Recently, the two main Kurdish parties, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), have combined their efforts to move the cause of democracy forward in the new Iraq.

How could this successful experiment in democracy be overlooked today? The answer seems to be that until a pro-

blem has wider implications for the rest of the Middle East (e.g., the Israeli-Palestinian conflict), it doesn't rise to the level of mattering to the international community. But this is another knotty "homeland" issue.

The espousal of an independent Kurdistan is viewed as nothing less than treason by the Kurds' host nations. It would entail a humiliating national dismemberment for the countries involved. Passions run high. For the 13 million Kurds in Turkey, it is illegal to use the Kurdish language in publications, politics or education. In fact, until 1991, there was a law that forbade even speaking the language. "The Turkish government has sought to make the Kurdish problem go away, harassing individual Kurds whom it suspects of sympathy to the independence movement, jailing and torturing leaders, and mounting military action against Kurdish rebels when it can find them," says professor Noah Feldman of New York University.

Lacking a powerful sponsor to push for an independent Kurdistan, the Kurds have put their hopes on gaining attention by establishing a working democracy in their region of Iraq. By doing this, the Kurds hope to build the goodwill and traction they will need to push the homeland issue as Iraq itself takes shape under its new free government. America has already helped the Kurds gain a direct and powerful voice in Iraq's new government. The United States and its allies have built strong relationships with the Kurds, but ultimately this is an issue the Iraqis themselves _ in negotiations with Kurdish leaders _ will have to work out.

In the meantime, the U.S. and other members of the international community should insure that Kurdish rights _ both in Iraq and in neighboring countries _ are acknowledged and respected. These people have paid the price. (Luke Thomas is a fellow of the Digital Freedom Network, a non-profit human-rights organization in Newark, N.J.)

Kurdish Peshmerga Militia Face Uncertain Future

Reuters 14 April 2004
by Seb Walker

IRBIL / Peshmerga fighter Ahmed Ali has spent decades in the service of the Kurdish militia, defending his people against multiple enemies. But now that Saddam Hussein is no longer in power, he faces the prospect of being surplus to requirements. "I'm not sure about my future, maybe I'll retire -- it's been many years," said Ali, a 52-year-old platoon leader surrounded by junior peshmerga soldiers in their barracks at the Irbil headquarters of the Kurdistan Democratic Party (KDP).

Kurdish leaders have agreed in principle that the peshmerga should be disbanded under the terms of Iraq's interim constitution, signed last month, which stipulates that armed militias must be dissolved or brought under the control of the central government by June 30, when the Americans are due to hand power back to the Iraqis. Ali, a peshmerga since 1967, thinks it is too early to decide that the peshmerga are no longer needed -- particularly with Iraq's Kurdish minority, which makes up about 20 percent of Iraq's population, still facing enemies from within Iraq. That said, he believes that if the Kurds are given the autonomy they seek in a three-province swath of northern Iraq, and jobs are provided for ex-peshmerga, then he doesn't see too many difficulties with the disbandment.

Yet that may all be wishful thinking.

"If we get the results we want -- freedom for Kurdistan -- this situation will be no problem," he said. "My three sons

(also in the peshmerga) might even be happy to go into civilian jobs."

The peshmerga -- the name means literally "those ready to die" -- was created in 1946 by Iraqi Kurd leader, Mustafa Barzani, to help defend the breakaway Kurdish 'Mahabad republic' founded in Iran. It now numbers around 55,000 active fighters. These days the militia is a confusing mix of groups, loyal to whichever Kurdish party is paying their salary. Before the recent conflict, members were paid roughly \$90 a month, but a peshmerga can now expect to receive around \$170 a month for tours of duty lasting two or three months at a time. There are elite bands such as the Kurdish special forces equipped with modern automatic rifles and blue combat fatigues, while older mountain warriors still wear traditional Kurdish baggy pants and a turban and carry old and rusting Russian AK-47s.

JOBS FOR THE BOYS

Around 25,000 former peshmerga now receive salaries from coalition authorities for employment in the new Iraqi security forces. Some have become border guards, others policemen, and around 4,000 are being trained as part of the new Iraqi army. According to the minister of peshmerga affairs for the Kurdistan Regional Government in Irbil, thousands more remain to be disbanded and positions need to be found for them.

"We now have around 50,000 without jobs, so we're trying to make agreements with the coalition to find work for them," said minister Hamid Afandi, who joined the peshmerga in 1961. "We can't just send them home."

Afandi said that many would be retained to provide protection for Kurdish party officials -- effectively private security guards. Until other jobs are provided for the rest they will continue to receive their minimal peshmerga salaries. Discussions with coalition officials are continuing, according to Afandi, and the Kurds have been told the situation will be solved gradually.

U.S.-led administration officials in the region -- who also receive security protection from peshmerga -- say the plan is to phase out the force slowly, providing civil service jobs to those who do not get work with the security forces.

HONORABLE SOLUTION

New bodies are also being created, such as the "forest police" who will protect the natural environment and take on duties like replanting the landscape. Other schemes involve providing small-business loans for ex-peshmergas seeking a career outside the public sector.

Afandi said that while he would prefer the militia to be given military rather than civilian jobs, he would accept any decision and was not worried about the question of defense.

"If they're called on to fight, all Kurdish people are peshmergas," he said. "They have jobs and stay in their houses, but if told to defend Kurdistan they are ready." The decision to accept coalition plans to dismantle the peshmergas, who are closely entwined with Kurdish national identity having fought for years against the former government, is viewed by most Kurds as a compromise in the negotiations over the transfer of authority in Iraq. Kurdish leaders have called for an "honorable solution" to the future of the peshmerga, but for some of the young men crowded around Ali at the KDP headquarters in Irbil an alternative career is hard to contemplate.

"A lot of times we go without salaries, even though we'd get higher pay elsewhere," said Ali's son, Spiya, 28, who expressed confidence that the Kurdish leadership would eventually negotiate an agreement allowing the peshmerga to remain.

"I want to stay as a peshmerga because our leader (Mustafa Barzani) was a peshmerga," he said.

DÉTERMINATION

Il est temps de contre-attaquer

L'influent chroniqueur William Safire propose ses solutions. Plutôt musclées.

Alors que des soldats américains se font tuer, nous devrions garder à l'esprit le pari historique que nous avons fait : une fois libérés d'un tyran brutal, les trois groupes qui composent l'Irak parviendront, avec notre aide, à créer une démocratie rudimentaire susceptible de faire pencher la balance en notre faveur dans la guerre contre le terrorisme. Les chiites, longtemps opprimés et qui représentent 60 % de la population du pays, ont le plus à gagner de la démocratie et de la reconstruction. Mais ils sont aujourd'hui divisés. Une minorité de terroristes, sous la direction de Moqtada as-Sadr, influencé par l'Iran, remet en question l'autorité de l'ayatollah Ali as-Sistani, partisan de la manière douce. Ce dernier, s'il préserve ses fidèles en se plaignant de la libération, ne sait que faire de Sadr, qui a fait ouvertement alliance avec le Hamas et le Hezbollah, et a déclaré la guerre à l'Occident. Tout cela fait que nous combattons désormais une insurrection active sur deux fronts. Une telle situation appelle un changement de stratégie. Jusqu'à présent, nous nous sommes efforcés de rester discrets tout en formant des Irakiens aux missions de sécurité, de peur de passer pour de méchants occupants. Ce qui n'a eu pour effet que d'encourager les terroristes sunnites et les chiites pro-iraniens.

Mais, maintenant que les loyalistes de Saddam Hussein et les fondamentalistes islamistes ont abattu leurs cartes terroristes, nous pouvons contre-attaquer de façon décisive. Ayant déclaré que nous allions pacifier les rebelles baasistes de Falloudjah, il nous faut pacifier Falloudjah. Ayant déclaré le chiite Sadr hors la loi, il nous faut répondre à sa révolte sanguinaire par tous les moyens militaires nécessaires, et avec moins de pertes à long terme. Nous devrions maintenir la pression sur les agitateurs chiites en nous en tenant fermement à la date du 30 juin pour la passation de la souveraineté aux trois groupes irakiens. Temporairement, cela devrait s'accompagner d'un renforcement de nos effectifs. Nous devrions accepter la proposition des Turcs de déployer 10 000 hommes pour combattre à nos côtés. Les Kurdes ont fini par renouer des liens avec Ankara, ils savent de quel côté ils se trouvent dans cette guerre contre les deux fronts du terrorisme. Il nous faut rompre le lien entre les Iraniens, le Hezbollah et Sadr, comme savent le faire nos forces spéciales. Bon nombre de chiites arabes se méfient des ayatollahs perses en Iran et peuvent nous fournir des renseignements utiles sur le rôle de courroie de transmission joué par la Syrie. Les heures que nous vivons sont de celles qui mettent les âmes à l'épreuve. Nous sommes en pleine crise, mais nous en sortons.

William Safire, *The New York Times*, New York

DU 15 AU 21 AVRIL 2004



La droite française remet en question un engagement historique de l'Europe vis-à-vis de la Turquie

L'UMP entre en opposition avec le président de la République sur la candidature d'Ankara à l'Union. La « vocation européenne » de la Turquie avait été reconnue par de Gaulle en 1963

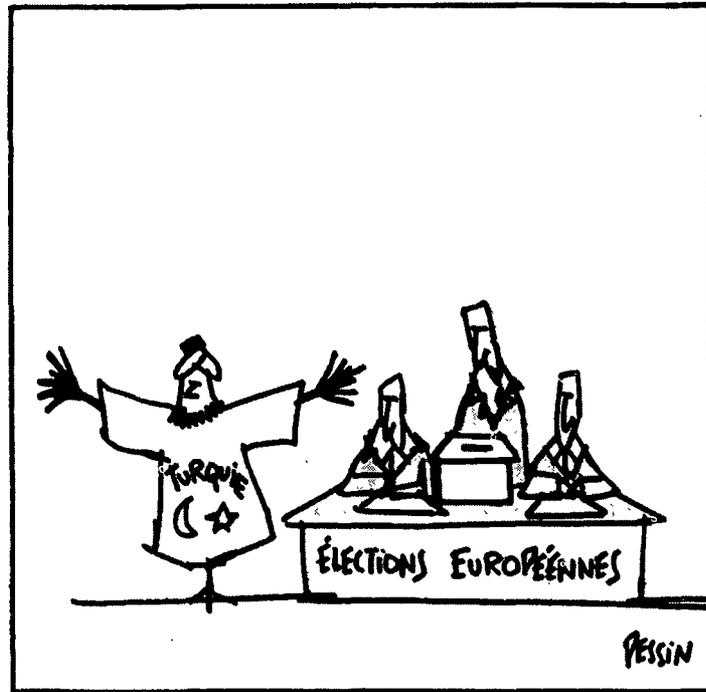
LE MINISTRE des affaires étrangères français, Michel Barnier, a dû faire une mise au point, jeudi 8 avril, à propos des relations de la Turquie avec l'Union européenne : « La ligne de la France reste la même », a-t-il dit, après qu'Alain Juppé eut pris, la veille, le contre-pied de la politique officielle française en contestant, au nom de l'UMP, la vocation européenne de ce pays. A l'Elysée, on appuyait, jeudi, les déclarations de M. Barnier, en confirmant que la position de la France n'avait pas changé, et restait « celle que le président n'a cessé de répéter ces dernières années ».

Le parti de la majorité est donc entré en opposition avec le président de la République et le gouvernement, sur une question qui promet de devenir l'un des sujets sensibles du débat préélectoral. Même si l'on fait valoir, à l'Elysée, que « chacun est dans son rôle » et qu'il ne s'agit là que du « jeu démocratique » normal, il est peu probable que les électeurs s'y retrouvent.

On sentait à vrai dire depuis quel temps que la question turque posait quelques problèmes à la droite française. La perspective d'une adhésion, même lointaine, de la Turquie à l'ensemble européen est en effet contestée dans son principe sur deux fronts : par les droites extrémistes et souverainistes, décidées à en faire un de leurs thèmes de mobilisation pour les élections européennes, mais aussi par des milieux proeuropéens, notamment à l'UDF. Des hommes comme Valéry Giscard d'Estaing ou Jean-Louis Bourlanges se sont affichés comme farouchement opposés à l'entrée de la Turquie dans l'Union.

En estimant, mercredi, qu'il faut fixer des limites à l'Union sous peine de la « dénaturer » et que la Turquie ne doit pas être dedans, Alain Juppé reprend les arguments de ces derniers. Il a reconnu qu'il avait « évolué » sur le sujet, et c'est peu dire.

M. Juppé, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères, avait en effet activement défendu une vision stratégique des relations avec la Turquie : sa démocratisa-



tion, le rapprochement de ce grand pays musulman avec l'Europe pouvaient avoir un effet stabilisateur dans la région, et l'Europe avait tout à y gagner. Alain Juppé a été l'artisan de l'accord d'union douanière de 1995, qui faisait de la Turquie le pays non membre le plus étroitement associé à l'Europe. Il

Une question qui promet de devenir l'un des sujets sensibles du débat préélectoral

eut à le défendre contre la Grèce, contre une partie des députés européens, contre les socialistes français qui s'enflammaient soudain de compassion pour les Kurdes maltraités.

Ce n'était certes qu'un accord d'union douanière. Mais dès lors, et depuis l'arrivée de Jacques Chirac à l'Elysée, la France est

considérée par les Turcs tournés vers l'Europe comme leur meilleur soutien dans l'Union. Cette idylle n'a connu que quelques incidents de parcours sans lendemain, quand les parlementaires français s'emparaient de la question du génocide arménien.

A de multiples reprises ces dernières années, Jacques Chirac a rappelé sa position invariable, la dernière fois avec peut-être un peu plus de prudence, lors du Conseil européen du 26 mars : « Les efforts de la Turquie en vue d'intégrer toutes les règles de la démocratie et de l'économie de marché sont indiscutables, a dit le président. C'est le rapport de la Commission [attendu pour octobre] qui nous permettra de décider s'il y a lieu ou non d'engager des négociations, qui seront longues, pour son adhésion. »

La question qui est posée est donc de savoir si les changements introduits par la Turquie dans sa législation sont suffisants pour satisfaire aux normes européennes, et s'ils sont effectivement mis en œuvre dans la pratique. Pour les autorités françaises, c'est une question « technique ». Aucune ques-

tion de principe ne se pose en revanche sur la « vocation européenne » de la Turquie, sur sa légitimité à intégrer à terme, même si c'est dans longtemps, l'ensemble européen.

C'est sur ce point qu'Alain Juppé a rompu, mercredi, avec la position officielle.

Le débat sur la Turquie n'est pas propre à la France. Le chancelier Kohl avait en son temps mis les pieds dans le plat en faisant référence à l'héritage chrétien de l'Europe ; l'Union chrétienne-démocrate (CDU) lui emboîte le pas aujourd'hui, de même que d'autres démocrates-chrétiens et diverses extrêmes droites européennes, notamment au Danemark. Mais la position officielle de la France ne lui est pas propre non plus : c'est la position officielle de l'Union.

Ce qui fait la particularité de la Turquie dans le débat sur « les limites de l'Europe » c'est, plus que sa petite partie de territoire située en Europe continentale, l'engagement historique qu'avaient pris envers elle de Gaulle et Adenauer en 1963, impulsant un accord d'association qui proclamait la « vocation européenne » de ce pays. Pendant de longues années, l'évolution politique tourmentée de la Turquie a épargné aux Européens d'avoir à se préoccuper de cette promesse ; la Turquie n'était pas même reconnue comme pays candidat.

C'est en 1999, au sommet d'Helsinki qui trace les grandes lignes de l'élargissement jusqu'en 2005, qu'Ankara se voit reconnaître le statut de candidat. Le texte d'Helsinki est sans ambiguïté sur le fond : « La Turquie, dit ce texte, est un pays candidat, qui a vocation à rejoindre l'Union » quand il aura rempli les critères de conformité définis en 1993 à Copenhague. En 2002, lors d'un autre sommet à Copenhague, les Quinze font un grand pas de plus vers Ankara. Si la Turquie répond aux critères fin 2004 (ce sera l'objet du rapport de la Commission en octobre), « l'Union ouvrira avec elle des négociations d'adhésion », déclare le sommet dans ses conclusions.

Claire Tréan

William Safire

Resolute in Iraq

INTERNATIONAL
Herald Tribune
April 8, 2004

WASHINGTON
In light of about a dozen U.S. combat deaths on Tuesday, we Americans should keep in mind our historic bet: That given their freedom from a savage tyrant, the three groups that make up Iraq could, with our help, create a rudimentary democracy that would turn the tide against terror.

In the northern group, we can see success: Rival Kurdish parties have come together to work within an Iraqi parliament when elections come. "Kirkuk is our Jerusalem," they say, and that oil-rich area — long the center of Iraqi Kurdistan, before Saddam's ethnic cleansing — should be their regional capital in unified Iraq.

In the center group — the Sunnis, who profited most from Saddam's dictatorship — we see mostly a sullen population, its Baathist diehards allied with an affiliate of Al Qaeda longing for regime restoration. There is where the atrocities of Falluja were committed in the fiercest Sunni challenge to liberation.

In Baghdad and the South, long-oppressed Shiites — 60 percent of Iraq's population — have the most to gain from democracy and reconstruction. But they are now split. A minority of terrorists led by the firebrand Moktada al-Sadr, under Iran's influence, are challenging the quietist Grand Ayatollah Ali al-Husseini al-Sistani. That ayatollah is keen to protect his following by complaining about the liberation and wrings his hands about Sadr, who has

openly declared alliance with Hamas and Hezbollah and war on the West.

All this means that America is now fighting an active two-front insurgency. That calls for a change in strategy. Up to now we have tried to hunker down and train Iraqis to handle security, lest we appear to be nasty "occupiers." That only emboldened the Sunni terrorists and Shiite Iranists. One anti-American told another Iraqi with cool nonpartisanship about ousting U.S. presidents: "We'll do to Bush what we did to Carter."

But now that the Saddam restorationists and Islamic fundamentalists have made their terrorist move on both fronts, America can counterattack decisively.

"In war, resolution." Having announced we would pacify rebellious Baathists in Falluja, we must pacify Falluja. Having designated the Shiite Sadr an outlaw, we must answer his challenge with whatever military force is required and with fewer casualties in the long run.

But we must impress on the minds of millions of Shiites that there is no free ride to freedom. We should keep the heat on Shiite ditherers by holding fast to the June 30 deadline for the delivery of sovereignty to Iraq's three groups. It's less about the U.S. election than demanding that Iraqi leaders and UN facilitators live up to their promises.

We should couple this with a temporary increase in troop strength, if necessary: We will pull alongside, not pull out or pull alone. We should take up the

Turks on their offer of 10,000 troops to fight on our side against two-front terror. The Kurds, who have patched things up with Ankara and know which side of the two-front war they and we are on, would withdraw their ill-considered earlier objection.

We should break the Iranian-Hezbollah-Sadr connection in ways that our special forces know how to do. Plenty of Iraqi Shiites, who are Arab, distrust the Persian ayatollahs in Iran and can provide actionable intelligence about a Syrian transmission belt.

And we should coolly confront the quaking quagmire in the United States. Does Ted Kennedy speak for his Massachusetts junior senator, John Kerry, when he calls our effort to turn terror-supporting despotism into nascent liberty in Iraq "Bush's Vietnam"?

Do the apostles of retreat realize how their defeatism, magnified by the Arab news media, bolsters the morale of the insurgents and increases the nervousness of the waverers?

Does our coulda-woulda-shoulda crowd consider how it dismays the majority of Iraqis wondering if they can count on our continued presence as they feel their way toward freedom?

These are the times that try men's souls, and — as Tom Paine's enlightened acquaintance, Mary Wollstonecraft, would have added — women's, too. This is the crisis; we'll come through it.

E-mail: safire@nytimes.com

La prise d'otages, nouvelle arme des rebelles

Emmanuel Poupelle

Les rebelles irakiens ont peut-être trouvé l'arme la plus efficace pour dissuader les alliés des États-Unis. En l'espace de 3 jours, 21 civils ont été pris en otages en Irak : 8 Sud-coréens, 4 Italiens, 3 Japonais, 2 Américains, 2 Palestiniens, 1 Canadien et 1 Britannique. Et même si certains — comme les 8 pasteurs sud-coréens — ont été libérés, la Corée du Sud n'a pas été imperméable à cet événement : 2 autres Coréens avaient été enlevés en début de semaine.

Dans les années 80, la prise d'otages était une pratique dans laquelle de nombreux pays se sont alternativement impliqués, l'Irak et la Syrie notamment. Au Liban, une soixantaine d'Occidentaux

ont été détenus entre 1982 et 1992. Parmi eux des Américains, des Britanniques, des Français et autres, de professions diverses : diplomates, enseignants, journalistes. Ils faisaient office de monnaie d'échange très précieuse pour ces organisations clandestines. Dans la grande majorité des cas, les gouvernements avaient été poussés à négocier avec les ravisseurs pour libérer leurs ressortissants.

Aujourd'hui, les populations des pays alliés de Washington et visés par des enlèvements peuvent juger le coût de ces vies humaines bien trop élevé, pour la défense d'une cause irakienne assez éloignée de leurs propres intérêts. Le groupe irakien « les Brigades des moudjahidins » auteur de l'enlèvement des Japonais, a rédigé un communiqué aussi habile que cruel, qui accompagnait le document filmé et adressé au « peuple japonais ami » : « Trois de vos enfants sont tombés entre nos mains et vous avez le choix : vous retirez vos troupes ou nous les brûlerons vifs. » Le premier ministre japonais Koizumi, qui avait mis longtemps pour convaincre ses concitoyens de participer aux opérations en Irak, n'a guère de bonnes solutions : négocier sous d'autres termes la

libération des otages, tenter de les faire libérer par la force, ou céder et quitter l'Irak. Il s'est déclaré décidé à ne pas choisir la dernière option.

La situation est évidemment périlleuse pour les Américains. S'ils ne parviennent pas à reprendre le contrôle de la situation, les prises d'otages risquent de se multiplier. Et pourraient viser les soldats, si les civils en étaient venus à fuir l'Irak. En Sierra Leone, des dizaines de soldats de l'ONU avaient été pris en otages. Et des Casques bleus — Français notamment — avaient connu le même sort en Bosnie. Une cascade d'enlèvements pourrait aussi finir par inciter les dirigeants politiques de certains pays alliés aux États-Unis, sous la pression de leur opinion, à se retirer. Ce qui ne manquerait pas d'affaiblir la coalition, et d'éroder le soutien du peuple américain pour George W. Bush, en pleine campagne électorale.

Hier soir, la coalition affirmait en tout cas sa fermeté. « Nous ne négocierons avec aucun terroriste qui aurait pris des otages », a déclaré le porte-parole de l'administrateur américain Paul Bremer, et nous allons chercher à les capturer ou à les tuer. »

LE FIGARO

SAMEDI 10 - DIMANCHE 11 AVRIL 2004

La coalition veut détruire la milice de Moqtada al-Sadr

Les marines ont bombardé hier une mosquée de la ville sunnite de Faludja, à l'ouest de Bagdad, croyant y avoir tué une quarantaine de rebelles, pour n'y découvrir plus tard aucun corps. Les marines ont pris pied dans le centre Faludja au prix de combats acharnés qui ont fait quarante-six morts parmi les Irakiens depuis mardi soir. Quatorze GI ont été tués mardi et mercredi dans des attaques de la guérilla dans la zone de Bagdad. Alors que Moqtada al-Sadr, le chef chiite radical à l'origine du soulèvement de sa milice contre les troupes de la coalition, poursuivait sa rébellion, la plus haute autorité religieuse chiite en Irak, le grand ayatollah Ali Sistani, appelait hier à la fin du conflit armé, qui a fait quelque cent vingt tués en quatre jours. Le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a affirmé que Washington ne laissera pas Moqtada al-Sadr « s'en tirer sans rendre de comptes » et a reconnu hier que Nadjaf, la ville sainte où le chef chiite radical s'est réfugié, n'est plus désormais sous le contrôle de la coalition.

Bagdad : Georges Malbrunot

« C'est pire que lors de la guerre l'an dernier », lâche Richard Savick, un vétéran des combats qui avaient poussé Saddam hors du pouvoir il y a un an. A Faludja, l'opération de police contre les rebelles responsables du lynchage de quatre agents de sécurité américains il y a dix jours a tourné hier au bain de sang. Une mosquée de cette ville

du pays sunnite, épicerie jusque-là de la révolte contre les forces d'occupation, a été touchée par plusieurs missiles tirés depuis des hélicoptères. Les responsables de la coalition ont accusé les insurgés d'utiliser les mosquées comme refuges pour tirer sur les troupes américaines.

Depuis trois jours, 2 000 marines sont engagés dans une périlleuse opération de pacification de Faludja et de la ville voisine de Ramadi, où douze soldats ont été

tués mardi au cours de sept heures de combats face aux rebelles. Un retour au calme relatif était observé hier à Ramadi. Mardi, 36 civils avaient été tués à Faludja, dont 25 occupants d'une même maison. Hier, les troupes américaines ont pris des positions dans la ville, tandis que certains marines brandissaient les posters de six habitants recherchés, qui étaient présents au moment du lynchage des agents américains, un drame qui a ébranlé l'Amérique. Toutes les mosquées de Faludja ont lancé des appels au djihad, la guerre sainte, contre les forces d'occupation en Irak. Dans cette ville ultraconservatrice, la profanation d'un lieu saint ne va qu'attiser la soif de vengeance, après les pertes subies parmi la population.

Plus au sud, les combats entre miliciens chiites de Moqtada al-Sadr, le jeune religieux radical qui défie Washington, et les forces de la coalition se sont poursuivis en plusieurs endroits.

A Kout, à 70 km de Bagdad les forces ukrainiennes n'ont pas eu d'autre choix que d'évacuer la ville, après avoir été la cible de

mortiers. C'est la première fois que sous le feu, des troupes de la coalition abandonnent ainsi leurs positions.

A Nassiriya, la police irakienne a repris hier le contrôle du nord de la ville, occupé par les hommes de Moqtada al-Sadr. C'est l'arrestation samedi à Nadjaf d'un de ses proches, impliqué selon la coalition dans le meurtre

d'un autre dignitaire chiite l'an dernier, qui a mis le feu aux poudres. Depuis, aucun camp ne semble vouloir battre en retraite. La coalition a juré hier de « détruire » l'armée du Mehdi, la milice de Sadr qu'elle affronte dans plusieurs villes du pays chiite, une zone qui avait su jusque-là rester à l'écart des attaques contre les forces d'occupation.

« Nous allons attaquer l'armée du Mehdi pour la détruire », a annoncé le général Mark Kimmitt, chef adjoint des opérations

militaires de la coalition. Malgré les risques d'embrassement, les Américains paraissent déterminés à appréhender Moqtada al-Sadr, qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt. Depuis Nadjaf où il s'est replié, le turbulent seyyed au tur-



Depuis trois jours, 2 000 marines sont engagés dans une périlleuse opération de pacification de Faludja et Ramadi, où douze soldats ont été tués mardi au cours de sept heures de combat face aux rebelles. (Photo Hayne Palmour/AP.)

ban noir, qui cristallise le mécontentement général des déshérités chiïtes un an après la libération de leur pays, a demandé que le pouvoir en Irak soit transféré « aux gens honnêtes » et « non à ceux qui collaborent avec les forces d'occupation ».

Pour qu'il mette fin au soulèvement de ses fidèles, Moqtada al-Sadr exige le retrait des forces de la coalition des villes et la libération des prisonniers. Face à cette aggravation de la situation, Hochyar Zebari, ministre des Affaires étrangères du gouverne-

ment intérimaire irakien, a réclamé davantage de troupes étrangères. Le commandement militaire américain estime disposer de suffisamment d'hommes pour mater la révolte sur les deux fronts chiïtes et sunnites.

Les mollahs iraniens dans l'embarras

Téhéran :
Delphine Minoui

L'Irak se trouve dans l'embarras. D'un côté, l'enlèvement des GI en terre voisine vient satisfaire ses thèses anti-américaines. Mais, de l'autre, l'escalade de la violence à ses portes est devenue suffisamment alarmante pour l'inquiéter.

Il y a un an, la chute du régime de Saddam Hussein a été perçue comme un soulagement par des milliers d'Iraniens, hantés par les terribles souvenirs de la guerre Iran-Irak (1980-1988) et des bombardements chimiques. Bien qu'hostiles à une intervention du « Grand Satan », les autorités chiïtes de Téhéran ont soufflé en douce. Mais aujourd'hui, elles voient d'un mauvais œil la stagnation des troupes américaines – déjà présentes en Afghanistan depuis plus de deux ans – dans sa région.

La dégradation de la situation en Irak vient donc conforter son anti-américanisme. Le ministre iranien des Affaires étrangères est ainsi revenu sur « l'échec américain », en reprochant à Washington « d'avoir cru pouvoir se comporter avec la population irakienne de la même façon qu'il s'est débarrassé de Saddam Hussein ». Son porte-parole en a profité pour appeler « au départ rapide des forces d'occupation et à la passation de pouvoir aux Irakiens ».

Toute la semaine, les journaux d'Irak ont accordé d'importants développements à l'actualité irakienne, en reprochant à l'Amérique son manque de responsabilité. « Bush a créé un désastre en Irak », titrait récem-

ment le quotidien conservateur *Resalat*. La presse de droite s'est pourtant bien gardée de tout commentaire sur le turbulent Moqtada al-Sadr, néanmoins connu pour être un fervent admirateur du *velayat-e faqih* (principe de base de la République islamique d'Irak, accordant les quasi-pleins pouvoirs au guide religieux). Le mollah rebelle de Koufa, fils d'un grand ayatollah irakien, est accusé par certains faucons de Washington d'être soutenu par Téhéran. D'autant plus que son mentor, l'ayatollah irakien Kazem al-Haeri, lui envoie ses encouragements depuis sa demeure de Qom, la ville sainte iranienne.

Mais selon les diplomates occidentaux en poste en Irak, même si certains religieux ultra-conservateurs partagent les idées de Moqtada, c'est mal connaître la complexité (et la diversité des centres de pouvoir) de la République islamique que d'en conclure à l'empreinte de Téhéran dans l'embrasement des villes chiïtes d'Irak.

« Dès le début, l'Irak a développé des échanges cordiaux avec le conseil de gouvernement provisoire irakien », précise un diplomate. « Ce n'est pas dans l'intérêt de Téhéran que d'encourager la violence en Irak », ajoute-t-il. L'Irak est en effet le premier Etat à avoir reconnu, l'été dernier, la création de l'autorité intérimaire irakienne. Depuis, les anciens ennemis ont commencé à développer des échanges commerciaux.

Des leaders influents du conseil de gouvernement provisoire irakien, tel le Kurde Jalal Talabani ou le chiïte Ahmad Chalabi, font régulièrement la navette entre Bagdad et Téhé-

ran, où le tapis rouge leur est systématiquement dressé. Ebrahim al-Jaffari – membre du parti chiïte al-Dawa –, un des neuf présidents tournants du conseil irakien, achève en ce moment même une visite dans la capitale iranienne. La République islamique continue également à entretenir des rapports étroits avec son ancien invité Abdol Aziz Hakim, leader de l'ASRII (Assemblée pour la révolution islamique en Irak), dont l'organisation a été hébergée pendant vingt-cinq ans par Téhéran. Or, Abdol Aziz Hakim, partisan d'une transition politique sans violence, n'a jamais caché sa méfiance à l'égard de Sadr. Il « n'a jamais été un grand favori des Iraniens. Ils le jugent trop instable », poursuit le diplomate.

« L'Irak ne veut pas d'une atmosphère trouble en Irak », remarque, pour sa part, un politicien iranien. « Cela ne sert pas ses intérêts nationaux. » L'instabilité croissante du sud chiïte de l'Irak vient même de pousser le Haut Commissariat pour les réfugiés à suspendre son programme de rapatriement des Irakiens, qui avaient trouvé refuge en Irak sous Saddam Hussein. Les autorités iraniennes s'inquiètent également du sort des milliers de pèlerins iraniens qui franchissent chaque semaine la frontière pour se recueillir sur les tombeaux de l'imam Ali, à Najaf, et de l'imam Hussein, à Karbala. Certains auraient récemment péri lors des affrontements qui ont opposé les forces de la coalition à l'Armée du Mehdi. « Si votre voisin est en feu, cela signifie que votre propre maison est aussi en danger », commente le politicien iranien.

Berlin and Paris step back on Iraq

By John Vinocur

PARIS: France and Germany have been strikingly discreet about America's new troubles in Iraq, reflecting what appears to be their judgment that the country's instability threatens any positive development in the Middle East over the long term.

"No one has any interest in an American fiasco," the former French foreign minister, Hubert Védrine, said Friday. That did not take in the schadenfreude of some French and German commentary, but it had the sound of an operative formula to describe a situation in which Washington's misery did not objectively equal Paris's or Berlin's gain.

In attempting to draw closer to the United States over the past months — the Germans actively, with American backing; the French in a less public mode — the two countries set courses for improving trans-Atlantic relations that would be destroyed by Iraq-related ironies or we-told-you-so's from ranking officials.

Besides, the French and Germans shared an absence of alternatives and an element of direct self-interest. With time, France and Germany's attempt to turn Europe against the United States in the run-up to the war has come to be

regarded by strategists in both countries' capitals as a tactical mistake that resulted instead in a majority of the 25 European Union countries opposing the French-German drive for European pre-eminence.

In a Europe greatly weakened by its fractures over the war, and frightened now by terrorism on its soil, the error of trying to turn the Americans into the ultimate villains in Iraq while they are still the ultimate guarantors of European security was clearly not one the French and Germans would repeat.

In Germany, where a poll on Thursday found that 53 percent wanted the Americans to pull out of Iraq, the government had a rather different stance. Weeks ago, Defense Minister Peter Struck, in suggesting that a Spanish troop withdrawal would be unwise, said an American pullback would mean total instability.

Since January, while refusing to supply troops for Iraq, Chancellor Gerhard Schröder's government has given its approval to the grand lines of a Bush administration initiative for the Greater Middle East, signed a German-American Alliance for the 21st Century that stresses common goals in the region, and, through Foreign Minister Joschka Fischer, defined "jihadist terrorism" as "the new totalitarianism" that constitutes the greatest threat to global security.

In France, in a context of newspaper headlines swimming with quagmire-chaos-Vietnam references, there was

palpable official caution, with President Jacques Chirac's office describing the French leader as being "very concerned" about the insurgency's intensification.

Védrine, who began France's systematic attacks on American "unilateralism" and "hyperpower" status while serving as Chirac's foreign minister, did not resist saying in a radio interview that the United States was paying for its errors, including what he called "ideological blindness."

At the same time, he also stated that

'No European country is made safe by a failed Iraq, yet those countries are distinctly absent from the risk bearing.'

he believed France and other countries could intervene "if the Iraqis ask for it." Indeed, a rapprochement between France and the United States was "underway," Védrine asserted.

If there were a new French role in relation to Iraq, he said, it would not "simply be to help the Americans, but the Iraqis."

In general, the French have suggested that a change in their posture could come through the vehicle of the United Nations and after a U.S. turnover of power to an Iraqi administration on June 30.

But Chirac's opportunities to maneuver were limited.

He is hemmed in by the reality that his surge in popularity at home during the 2003 Iraq debate has dissipated into his current grief-filled domestic political situation.

At the same time, he faces a series of encounters with President George W. Bush and other leaders at four major international meetings through the month of June — with sentiment in favor of righting the situation in Iraq unmistakably outweighing interest in doling out blame.

In a sense, Germany and France's options were also limited by the reality that it was no longer possible to justify countering American policy by the selective demonization of the Bush administration.

Just as John Kerry had called on the new Socialist prime minister of Spain, José Luis Rodríguez Zapatero, to reconsider his pledge to bring Spanish forces home from Iraq, the Democratic candidate's reaction Thursday to the worsening military situation hardly let Europe off the hook from its faulty presumption that no unified American view existed on Europe's ongoing share of Iraqi responsibilities.

"No European country," said Kerry, "is made safe by a failed Iraq, yet those countries are distinctly absent from the risk bearing."

Perhaps remarkably, some French commentators appeared to be taking the idea to heart that assisting the Americans, however passively, in Iraq is the best alternative to chaos in the Middle East.

Le Figaro, in an editorial, said that since the U.S. was not going to clear out of Iraq, "France would be well advised to abstain from diplomatically harassing its ally on the question of the handover of power, and to stop continuously referring everything to the United Nations."

Another newspaper, Le Journal du Dimanche, an exceptionally persistent critic of the United States, even wrote last week that Iraqis "would not understand if France uses Iraq to pursue its disagreements with the United States."

Before the latest fighting, Le Monde's correspondent in Baghdad had gone further still in presenting a revisionist account of where France's excellent view of its own record stops in explaining how Iraq had gotten to where it was.

Without directly touching on it, the report presaged French discretion on America's grief of the moment.

It said: "Iraqis remain exceedingly critical of French policy. Contrary to what Europeans often think, the fact of having opposed the American occupation does absolutely nothing to boost the popularity of Europe or of a given country in Iraq."

"French policy over the past year is severely criticized," the correspondent continued. "It's impossible to find anyone, apart from a few out-of-work Baathist officials, who support the French position over the Iraq crisis."

International Herald Tribune

Herald INTERNATIONAL **Tribune**

April 10-11, 2004

Was The War Worth It?

NEW THREATS: Iraq has become a savage battleground—part of “the world’s first global insurgency.” Time is running short to fix that.

BY CHRISTOPHER DICKEY AND JOHN BARRY

A YEAR AGO THIS WEEK, U.S. MARINE CPL. EDWARD Chin scaled the long arm of a tank-recovery vehicle to put a noose around the neck of Saddam Hussein’s statue. Then he put an American flag over the dictator’s metallic face, and for a few minutes, live around the world, that was the image television viewers saw of Iraq’s liberation.

A rumor spread, even on the airwaves, that this was the American flag that had flown over the World Trade Center before terrorists brought it down. That wasn’t true, but the fiction felt good. Then Old Glory was taken away, and the Marines used their cranelike vehicle to topple the giant tyrant. Iraqis jumped up and down on the statue, beating it with

their shoes, dismembering it, dragging it through the streets, and for a long moment, just then, most of us felt a little safer.

Today you don’t see many American flags in Iraq, except on soldiers’ uniforms. (From the very beginning of the invasion, in fact, U.S. commanders decided the Stars and Stripes might offend local sensibilities.) And last week a mob in the dusty Iraqi town of Fallujah gave us a new and horrifying image to remember this war by, murdering four American civilian security men, burning them, butchering them, dragging them through the streets, then hanging pieces of them from power lines and the girders of a bridge.

That single gruesome incident, recorded in ghastly photographs and videos, crystallized the misgivings many Americans have about the war in Iraq—and their fears about the inhuman brutality of a worldwide terrorist campaign that seems to be spreading. U.S. soldiers

are attacked, on average, every hour in Iraq; at least one dies every day; the American people are spending more than \$1 billion a week to keep those embattled troops there. In Europe, Africa and Asia, spinoffs of Al Qaeda are on the offensive. Last month saw horrific attacks in Spain that took almost 200 lives. Last week Homeland Security officials warned something similar could happen in the United States. A major terrorist plot was uncovered in the Philippines, another in Britain. After all the fighting in Afghanistan and Iraq these last two and a half years, it needs to be asked: are we any safer?

In some ways, yes. The toppling of the Taliban, the destruction of Al Qaeda’s Afghan base and the capture of several of Osama bin Laden’s top lieutenants in 2001 and 2002 probably prevented many atrocities. The group has not been able to mount any new operation remotely on the scale of 9/11. In Iraq, Saddam Hussein’s regime was decrepit, but cruel and vengeful. He coveted weapons of mass destruction, and if he’d been allowed to stay in power, conceivably he might have found a way to build them and use them against the United States. Yet the risks posed by Iraq under Saddam, it now ap-

pears, were mostly hypothetical. He had nothing to do with 9/11.

Iraq under American and Coalition occupation, on the other hand, has become a savage battleground in what Steven Metz, of the U.S. Army War College, calls “the world’s first global insurgency, led by Al Qaeda.” The fact that American troops in Iraq are under attack by Arab and Muslim fighters is “an inspiration” to Islamic radicals everywhere, says Metz, even if

they have no direct ties with each other. So an incident like the one in Fallujah, and the way the U.S. military responds, takes on worldwide implications. “We will be back in Fallujah,” vowed Brig. Gen. Mark Kimmitt, briefing reporters in Baghdad last week. “We will hunt down the criminals. We will kill them or we will capture them.” Yet at the same briefing Kimmitt admitted the obvious: there can be no guarantee the violence will end.

The Bush administration’s grand plan for peace and prosperity in the region, with Iraq as a model of democracy and free enterprise, is a decade-long undertaking—at the least. Yet the violence on the ground challenges the occupation forces to act now, and forcefully. “The traditional tribal values of the Middle East despise somebody who



Awful Images

FALLUJAH

After attackers with AK-47s ambushed two vehicles carrying U.S. security contractors, a mob took over. The victims' cars were set afire. Their bodies were pulled out, kicked, dragged, stoned, hacked and beaten with metal poles. Pieces were cut off and strung on poles. Two of the bodies were hoisted onto a bridge, for passersby to abuse further.



does not avenge the blood of his kin," says Amatzia Baram, Israel's foremost expert on Iraq. "American honor has been trashed in Fallujah. Now the Americans have to restore their honor in the eyes of the Iraqis." But the law of vendetta is not the rule of law the United States had hoped to impose, and the emotional spectacle of strike and counterstrike echoes around the world.

The United States is not up against one unified enemy, in fact, but a mutating virus of anti-American hatred. Al Qaeda "has been forced to evolve in ways not entirely of its own choosing," says the State Department's top counterterror official, J. Cofer Black. "As Al Qaeda's known senior leadership, planners, facilitators and operators are brought to justice, a new cadre of leaders is being forced to step up," Black told Congress last week. "These relatively untested terrorists are assuming far greater responsibilities."

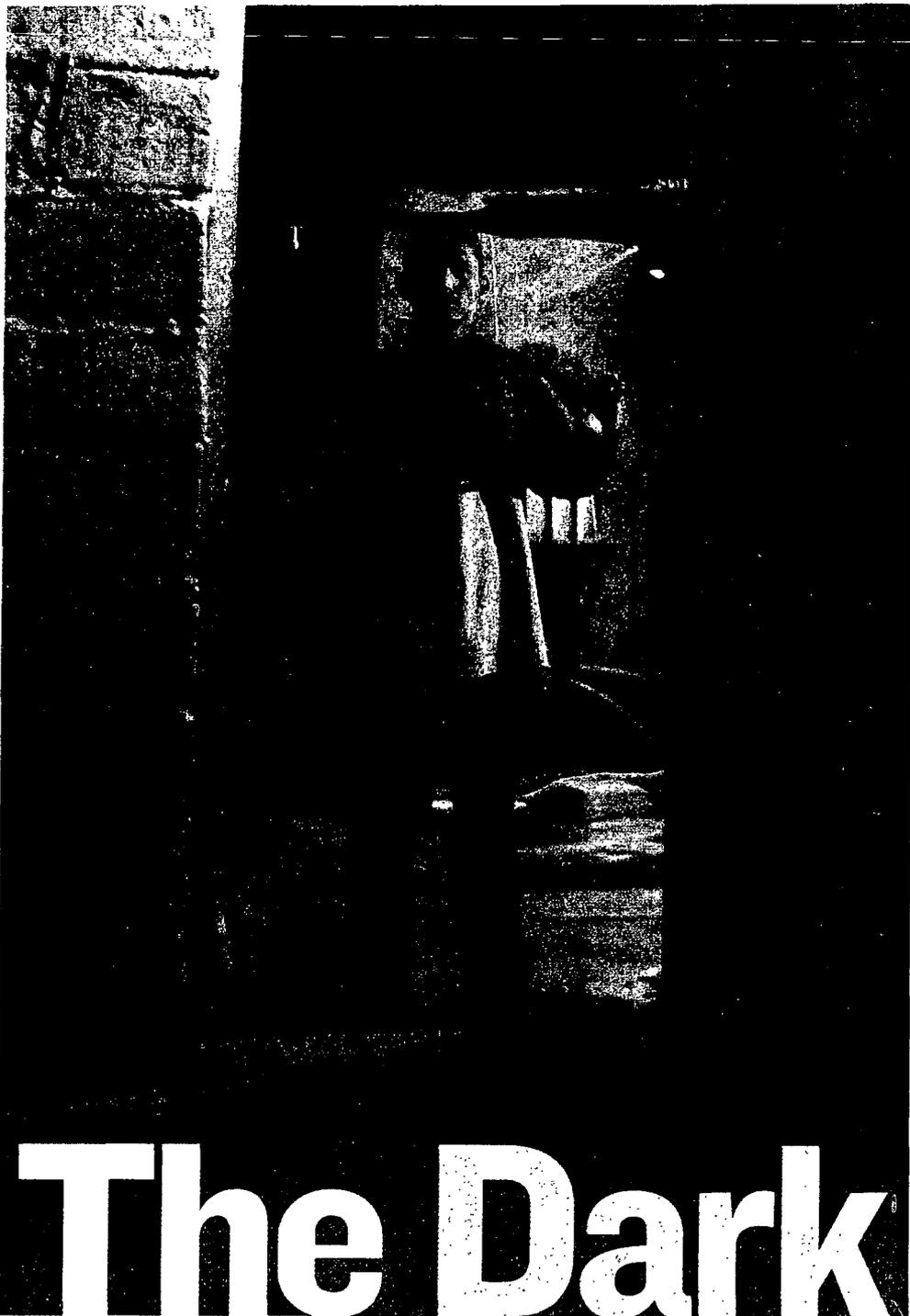
Controversial former counterterrorism coordinator Richard Clarke likens the aftermath of the Afghan war to "smashing a pod of seeds that spread round the world," allowing bin Laden and his deputies "to step back out of the picture and have the regional organizations they created take their generation-long struggle to the next level." The Iraq war, Clarke insists, was an enormous distraction and a drain on resources. Worse, "we delivered to Al Qaeda the greatest recruitment propaganda imaginable," Clarke writes.

This is the essence of the problem. Would-be holy warriors are brought into the global insurgency by rabble-rousing Muslim preachers who teach the glories of martyrdom in the face of infidel violence and repression. The sermons are reinforced by satellite television, videotapes and CD-ROMs that show foreign forces brutalizing Muslims. Once recruited, some militants may rush to Iraq to commit suicide. But they are likely to be even more dangerous if they stay where they are, in Europe or Canada or the United States, as well as the Muslim world, looking for ways to bring the war home.

The war against these terrorists is ultimately a test of wills. "O ye who believe, endure, outdo all others in endurance," Qaeda ideologue Ayman al-Zawahiri exhorts his followers, quoting the Qur'an. The United States, having put its prestige on the line in Iraq, and having destroyed the Iraqi state in the process, now is well and truly stuck there.

Are we safer? As the war in Iraq intensifies, and so do global reactions to it, that's a question that has to be answered one day at a time.

With GAMEELA ISMAIL in Cairo



HAYNE PALMOUR-NORTH COUNTY TIMES-POLARIS

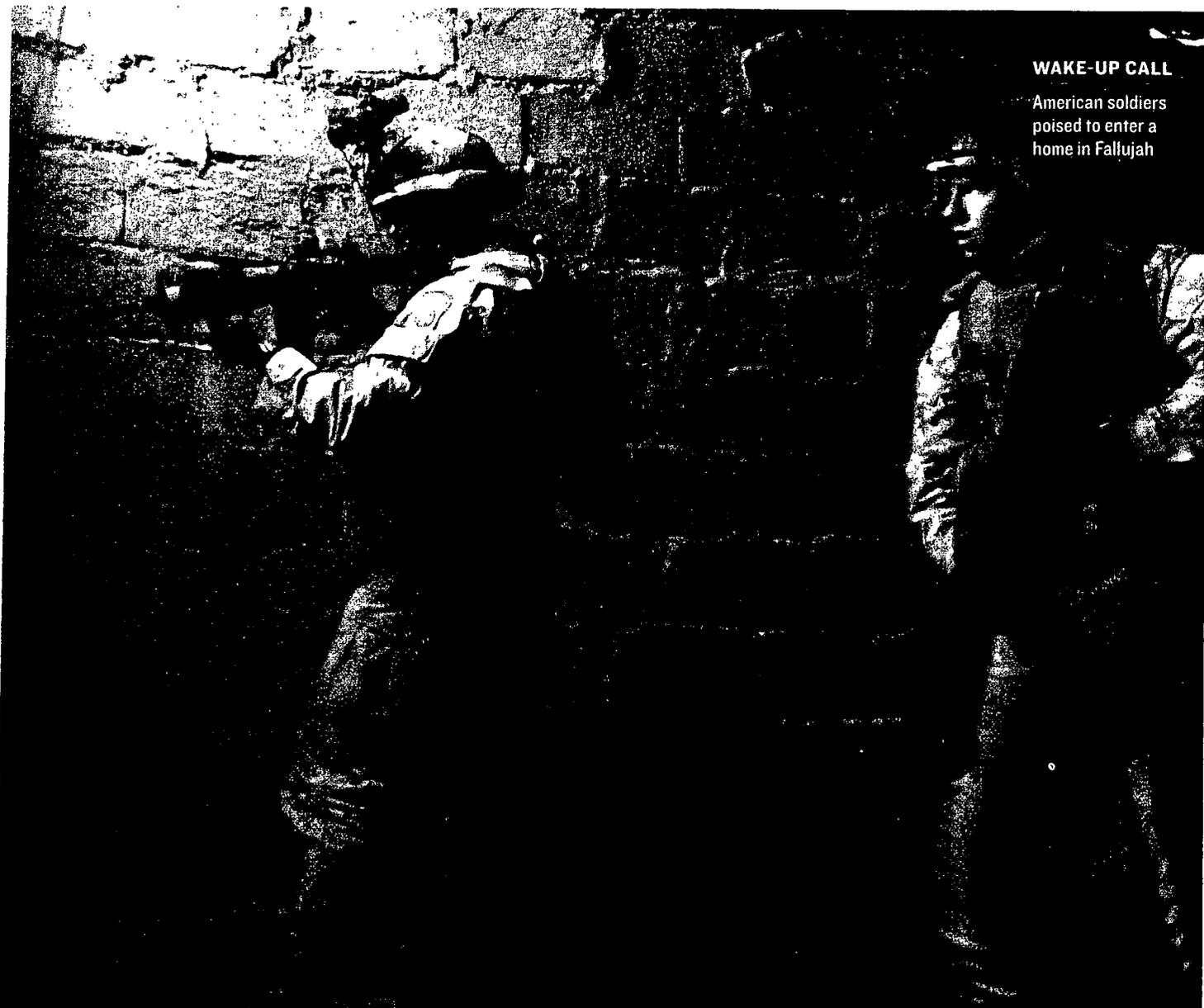
The Dark

TESTING TIME:

The United States cannot afford to fail in Iraq. But its enemies seem to be multiplying.

BY ROD NORDLAND, MELINDA LIU AND SCOTT JOHNSON

THE VIDEO SELLS FOR LESS THAN \$1 at any market in Baghdad. On the soundtrack of the amateurishly edited disk, a raw, wailing male voice sings to a Sufi melody often heard at Iraqi funerals, with new words grafted to the old tune: "We salute the brave people of Fallujah, who dared to stand up to the Americans ... Our country has fallen into the hands of the Americans, and we need brave men to slaughter the oc-



WAKE-UP CALL

American soldiers
poised to enter a
home in Fallujah

Road Ahead

cupiers." The paean—about a showdown between Iraqi protesters and U.S. soldiers during the early days of the occupation—is accompanied by grainy footage pirated from a copy of "Black Hawk Down," director Ridley Scott's retelling of the disastrous 1993 U.S. intervention in Somalia. As the video nears its end, the singer's words grow steadily more excited: "They [the Americans] were left on the ground. No one came to help them ... All Arabs are talking of our bravery!" The helicopter of the movie's title is hit by a rocket-propelled grenade. Debris

flies everywhere, and the bloody, wide-eyed face of an American soldier fills the screen.

Fallujah is not Mogadishu, despite the similarity. Both cases share a particularly abhorrent theme: the corpses of U.S. security personnel being mutilated and dragged through the streets by gleeful mobs. But there's at least one overriding difference: "We can't leave," says an officer with a major U.S. security firm in Iraq. If it takes a million f---ing American lives, we have to stay." After watching TV footage of Iraqis mutilating the Americans' bodies and then

hanging two of the corpses from a bridge, President George W. Bush called for a special briefing on the military situation in Fallujah. The most explicit outline of America's planned response came from the Coalition's deputy operations chief, Brig. Gen. Mark Kimmitt: "Quite simply, we will respond ... It's going to be deliberate, it will be precise and it will be overwhelming."

In the back corridors where work gets done, officials don't sound so confident. "The White House doesn't get that we need more troops—significantly more troops,"

No Easy Road to Freedom

The gruesome mutilation of four U.S. security contractors in Fallujah last week became a symbol of how vicious the insurrection has become—and how difficult it will be to end. A look at how we got here:



1 SHOCK AND AWE MARCH 20, 2003: The United States attacks Iraq with massive airstrikes and fast-moving ground assaults. President Bush says the war will be a "sustained commitment."



2 'DEAD-ENDERS' MARCH 26, 2003: Donald Rumsfeld calls Saddam's security forces a bunch of "dead-enders" who have committed "serious violations of the laws of war."



3 PRESIDENTIAL FLIGHT SUIT MAY 1, 2003: Standing aboard a U.S. Navy aircraft carrier, President Bush declares an end to major combat operations in Iraq.

“ There are some who feel ... that the conditions are such that they can attack us there. My answer is: bring them on. ”

—PRESIDENT BUSH, JULY 2, 2003

4 INTERIM COUNCIL JULY 13, 2003: The 25-member Iraqi Governing Council meets for the first time amid controversy to discuss the future of Iraq. The body has the power to appoint ministers and approve the budget for 2004.

5 HUSSEIN SONS KILLED JULY 22, 2003: Uday and Qusay Hussein are shot dead by troops in a gun battle at their Mosul hideout.



says one knowledgeable Coalition Provisional Authority source. "They don't get that we need more resources for our people." The problem goes far beyond Fallujah, where U.S. forces must find a way to punish the killers without worsening the town's hatred of Americans. All of Iraq somehow needs to be put into reasonably good order by July 1, when Iraqis are supposed to begin governing themselves. "If Iraq descends into civil war, we will be distinctly less safe than we were before this invasion," says the CPA official. "Everything is at stake now. What we do in the next three months politically and militarily will determine whether the war has made us safer."

Iraq has become a strategic battleground in the war on terror, even if it wasn't so before. Proponents of the invasion like Paul Wolfowitz, the deputy Defense secretary, argue that a democratic Iraq would be a catalyst, spreading reform throughout the Mideast by showing democracy's benefits. But if the attempt fails, it could further

destabilize the entire region. Already Iraq has become like Afghanistan in the '80s, a rallying cry for Islamic militants around the world. Although the number of foreign militants who have actually been captured in Iraq remains relatively small—perhaps 150 from a total of roughly 12,000 detainees—the U.S. military claims that jihadis have swarmed in from 27 countries. "If [government officials] just gave us the chance, thousands would go immediately," says Nasser Abdel Azim, a medical student at Egypt's Banha University.

As delighted as most Iraqis are to be rid of Saddam, they still aren't free. Never mind the U.S. military presence. It's no more than an inconvenience next to the insurgents and common criminals who effectively rule much of the country. "You used to be able to leave your BMW unlocked in the middle of the street at 2 a.m.," recalls one veteran Western diplomat in Baghdad. "Now we live under this house arrest." As he speaks, his house is suddenly shaken by

a thunderous explosion from somewhere outside his compound's blast walls. "This is the new Iraq," he says, not even flinching.

The plan is to hand over security to Iraqis as quickly as possible. But in the past six months, 632 Iraqi police have been killed, more than double the U.S. military's losses in the same period. As a result, Iraqi law officers have grown cautious to the point of timidity. (During the killings in Fallujah, a passing police car spun away and fled the scene.) The military is worried enough to send Maj. Gen. David Petraeus, commander of the 101st Airborne Division, back to Iraq to oversee organization and training of the country's security forces.

American troops never got to Fallujah at all on the day of the killings. The four victims were civilians working for Blackwater Security Consulting, one of the leading companies in its field. No one was saying publicly just why the four happened to be driving through Fallujah, one of the most notoriously anti-American places in the



9 SADDAM CAUGHT DEC. 14, 2003: Special Forces capture a ragged Saddam Hussein hiding in a "spider hole" near Tikrit. The deposed leader surrenders without a fight.



10 MOSQUE ATTACKS MARCH 2, 2004: Terrorists allegedly linked to Abu Musab al-Zarqawi bomb holy sites—the bloodiest day since Saddam's fall.

11 FALLUJAH MARCH 31, 2004: Masked gunmen ambush and kill four U.S. contractors. A mob drags the burned bodies through the streets. —MEREDITH SADIN

6 U.N. BOMBING AUG. 19, 2003: A truck bomb explodes at Baghdad's U.N. headquarters, injuring 100 and killing 22, including the chief U.N. envoy, Sergio Vieira de Mello.

7 NAJAF CAR BOMB AUG. 29, 2003: An explosion in front of a Najaf mosque kills 126, including top Shiite cleric Ayatollah Mohamad Baqir al-Hakim.

8 RED CROSS BOMBING OCT. 27, 2003: Four car bombs explode on the first morning of Ramadan—one of them at the Red Cross. The organization cuts back on its staff in Iraq.



country. The 82d Airborne had overseen that part of Iraq for much of the past year, but sources say the division's fighters mostly steered clear of the city itself. Even so, the gunmen who carried out the ambush seemed to be expecting action when they showed up that morning. Townspeople were reportedly warned to stay out of the line of fire.

Bringing the killers to justice will require more than just overwhelming firepower. The gunmen reportedly left the scene as soon as they had emptied their AK-47s into the two unarmored vehicles. Bystanders put on a show afterward for the Arab cameramen, abusing the corpses and setting the victims' cars on fire. One of the Americans may have clung to life briefly after the attackers were gone. Pictures aired on one Arabic satellite channel showed one of the victims with a raised hand, apparently clenching and opening, next to a burning car. In a still photo

posted on Al-Jazeera's Web site, taken before the car was torched, the man was lying flat.

PUNISHING THE KILLERS WILL be the job of the I Marine Expeditionary Force, which took over responsibility for the Fallujah area just a week before the ambush. The Marines arrived promising to restore order in the city, and their stepped-up patrols resulted in a firefight that left at least 30 Iraqis and three Marines dead even before the Blackwater incident. Now they're preparing to show, for all Iraqis, that they cannot be intimidated.

U.S. forces have generally tried to avoid such confrontations. Last summer they were running about 2,400 patrols a day nationwide, according to official figures. In

“ We will hunt down the criminals ... This is a cancer inside the society of Iraq that shows no indication of leaving any time soon. ”

—BRIG. GEN. MARK KIMMITT, APRIL 1, 2004

the latest reports, the number has fallen to 1,400. Most American troops live huddled in a few sprawling encampments that have grown into small cities. Of 105,000 U.S. military personnel now stationed in Iraq, more than half are housed in just four megabases. There used to be 60 U.S. bases in Baghdad, but the last of those posts is to close by the end of this month, and U.S. troops will have pulled back to eight big suburban enclaves. The only base within the city will be inside the Green Zone, protecting the CPA and what is being planned as the world's largest U.S. Embassy. Already it's possible to spend an entire day traveling around the capital's Iraqi sectors without seeing a single GI.

The retrenchment hasn't stopped the attacks on American troops. Last month alone 52 died. Since the official end of major combat operations last May, only one other month has exceeded that toll: November, with 82 Americans killed. One security analyst estimates that the opposition is staging

Iraq

about 150 attacks a day, mostly nonfatal and never mentioned in the U.S. military's official count, which averages 27 a day. Day-time attacks used to be rare, but they are in the majority now, partly because few people dare to go outside at night.

At the same time, attacks on civilians have increased. At least 60 foreign contractors have been killed so far, but many attacks go unreported. "They're going after civilian targets, softer targets, because they know if they attack us they're going to die," says Lt. Col. Ken Devan, a U.S. Army military-intelligence specialist in Baghdad.

Anyone can be a target. Your occupation or nationality doesn't seem to make any difference. The latest victims have included two Finnish businessmen, a German and a Dutch citizen, four American missionaries and bodyguards from Canada and Britain. It's increasingly clear that any foreigner or anyone who even remotely works with foreigners is viewed as fair game by the insurgents.

Some foreign militants—and an unnerving number of Iraqis—seem willing to die for the insurgency. Since the war began, at least 48 suicide bombers have killed more than 700 people. At first, Iraqis insisted that the bombers came from outside the country, says Brig. Gen. Mark Hertling, deputy commander of the First Armored Division. "Saddam had distributed more than 200 explosive jackets to his followers before liberation, and he asked them to blow themselves up when they met foreigners," says Ibrahim al-Janabi, who was one of Saddam's spymasters in the 1980s until the dictator caught him plotting a coup. "But very few Baathists did what he ordered. After he fell, they began giving money to foreigners—peanuts, really—to become suicide bombers." Lately things have changed, Hertling says: "Even Iraqis are now admitting that it's Iraqi suicide bombers, too."

The growing threat to civilians has badly stalled reconstruction. Security is almost the only job engine. Blast walls are being installed in "Mad Max" profusion. Barbed wire arrives by the truckload to festoon walls and rooftops. Watchtowers rise at the corners of every compound where foreigners or Iraqi officials work or live. Meanwhile there's no significant improvement in basic services.

Good-quality gasoline is so scarce that the U.S. military recently granted a contract

to a Jordanian company, Shaheen Business and Investment Group, to deliver \$72 million worth, at \$1.70 a gallon. Iraq is swimming in gas, and Jordan has no significant oil reserves or refineries, but the Iraqi fuel is so bad these days, it's disabling cars all over the country. The CPA can't even buy insurance for its fleet of SUVs because local gas has wrecked their engines. Shaheen outbid four other companies for the contract, deeply

According to a draft working paper dated March 26, the Defense Department intends to put 75,000 trained police officers on duty. So far, the paper says, only 2,865 Iraqis—barely 3 percent—meet that description. An additional 13,286 are partially qualified and on duty, 3,245 are in training and 56,448 are on the payroll but not trained.

The White House insists that the July 1 handover date is immutable. White House aides say Washington is actively seeking a bigger role for the United Nations in Iraq, particularly in helping the Iraqis set up an interim government. But practically nothing has been decided yet, beyond the Iraqi Governing Council's approval of a temporary Constitution. Even that step is under fire from the Iraqi Shiites' most venerated leader, Grand Ayatollah Ali Sistani, who believes the document's guarantees of minority rights are an unacceptable hindrance to Shiite majority rule. Most observers agree that a word from him could bring on a civil war. The administration is praying it won't come to that.

Even if it doesn't, no one seems sure who the insurgents are. Wolfowitz's boss, Donald Rumsfeld, used to shrug them off as "dead-enders." But they seem to be drawing recruits from many corners of Iraqi society, not just from minority Sunnis. Bush aides are worried by the increasingly combative stance of young Shiite radicals like Moqtada al-Sadr, who controls a loosely organized militia of perhaps 10,000 members. He published his own newspaper until last week, when the CPA shut it down for inciting violence. Now many U.S. officials are urging his immediate arrest before he causes more trouble. "Something will have to be done about him," says a source involved in the talks. "But we have three months."

And yet it is three months enough time to deal with Shiite radicals like al-Sadr, pacify the Sunnis in Fallujah, create a new government and staunch the bloodshed enough for reconstruction to take hold? If not, Iraq's nightmare may come to resemble not so much Somalia in 1993 as Afghanistan in the 1980s. The Soviets' war with the mujahedin lasted nine long years, set off a global jihad and created fanatics like Osama bin Laden. We're paying for it still.

With JOHN BARRY, DANIEL KLAIDMAN, TAMARA LIPPER and MARK HOSEBALL in Washington and GAMEELA ISMAIL in Cairo



PHOTOGRAPH BY GLENN VAN KESTEREN FOR NEWSWEEK

UNDER HEAVY GUARD

Bremer visits a training center for Iraq's Civil Defense Corps. The White House hasn't announced who will replace him in July.

undercutting \$2.64 a gallon demanded by Halliburton last year for similar services.

THE U.S. MILITARY IS STRETCHED to its limit by an insurgency that is vastly larger and more competent than anyone expected. Eight of the Army's 10 active divisions either have gone to or are returning from Iraq. The generals are already scratching their heads over how they can handle another troop rotation next year on the scale of the one they're just finishing—which, incidentally, was the biggest movement of U.S. troops and their gear since World War II. They have no idea what they would do in the event of a full-blown civil war. The TV images from Fallujah proved that many Iraqis hate the U.S. presence with an intensity that defies description. Even when religious leaders in Fallujah later condemned the mutilation of bodies, they were careful not to criticize the actual killings, which were widely praised.

The Iraqis are nowhere near ready to take on their own security responsibilities.

Fighting perturbs American allies

Public resolve masks unease over the growing bloodshed

By Alan Cowell

LONDON: With their troops threatened by insurgents and their citizens facing kidnap and worse, the United States's allies in Iraq displayed resolve shot through with unease on Friday as images of turmoil in Baghdad and elsewhere seemed to encourage their opponents at home from Tokyo to Rome.

Even in Britain, the staunchest United States ally with the biggest contingent of non-American troops in the coalition, Jack Straw, the foreign secretary, acknowledged in a radio interview that "there is no doubt that the current situation is very serious and it is the most serious that we have faced." Significantly, Straw countered suggestions from the Bush administration's supporters in Washington that the sudden spike in violence, drawing in both the Sunni minority and the Shiite majority, had been provoked by small numbers of opponents of the U.S.-led occupation or non-Iraqi Muslim fighters.

"It is plainly the fact today that there are larger numbers of people, and they are people on the ground, Iraqis, not foreign fighters, who are engaged in this insurgency," he said. "The lid of the pressure cooker has come off, and some of the tensions and pressures which were there and would have come out in any event have to a degree been directed toward the coalition." The central issue for U.S. policy makers is whether the attacks will weaken the resolve of some allies to maintain their small, vulnerable but symbolically important forces in Iraq as the assault encourages political opponents back home to decry the war.

In particular, last month's election in Spain, when a bloody terrorist attack in Madrid swung voters against an incumbent, prowar government, has highlighted the fear among coalition members that support of the United States in Iraq will exact a severe political price at home.

Indeed, the Spanish Socialists, who campaigned in part on a pledge to withdraw Spain's 1,300 troops from Iraq in the absence of a clear United Nations mandate, said Friday that the upsurge in violence merely confirmed the reasons for their concern.

"Events show that, more than ever, it is vital that the United Nations takes charge of the situation in Iraq because now it's not just a question of international law but a necessity," said Diego Lopez Garrido, head of the Socialist parliamentary group in Madrid.

The apprehensions have deepened this week as insurgents embarked on what seemed a new tactic of kidnap-

ping and attacking foreigners in an attempt to undermine the resolve of America's allies.

Three Japanese hostages, two Palestinians from Israeli-controlled East Jerusalem and a Canadian humanitarian worker from the New York-based relief group International Rescue Committee were seized earlier this week.

On Friday, insurgents claimed to have captured four Italians and two Americans. The British Foreign Office in London said a British contractor working for a U.S. security firm, identified as Michael Bloss, a former paratrooper, had been killed by insurgents northwest of Baghdad. A second Briton, identified as Gary Teeley, 37, was reported missing farther south in the town of Nassiriya.

And, in a further attack on non-American coalition forces, the Defense Ministry in Madrid said three Spanish soldiers were wounded in an attack in southern Iraq on Thursday night.

In response coalition governments, in public at least, put on a show of resolve to maintain their forces in Iraq, even though opposition politicians in Japan, Italy and elsewhere urged their withdrawal.

"We will not cede to armed militias," Prime Minister Silvio Berlusconi of Italy said, referring to the 3,000 Italian troops in Iraq. "These events do not change the purpose of our presence in Iraq." Opponents in Rome were divided over when Italian troops should be withdrawn. "We have to first pull our forces and this would show the hawks in the United States that they have to abandon their position," said Senator Stefano Boco of the Green Party. In Poland, Boguslaw Majewski, a spokesman for the Foreign Ministry, said his government was "very concerned about what's happening but we are unshaken in our motivation and unshaken in our mission." "Not to give ground is the only solution," he said. Poland has some 2,400 troops in Iraq. Japan, with 530 troops in southern Iraq, has already said it sees no reason to withdraw its contingent.

But Russia, a steadfast opponent of the war, issued a strongly worded statement on Friday demanding a halt to military operations to stop what Deputy Foreign Minister Yuri Fedotov called "a humanitarian catastrophe" in some cities that "look very much like a civil war." In a separate statement the Russian Foreign Ministry said: "Russia calls for an end to military operations and restraints." "Hospitals, civilian buildings and religious establishments are being attacked. Completely innocent people are being killed as a result, including the elderly, women and children," the statement said, referring to

fighting in the Sunni Muslim stronghold of Falluja.

Kazakhstan, a former Soviet republic, which has already said its 30 military engineers in Iraq will leave when their tour of duty ends in May, said it did not intend "for the time being" to withdraw its troops but said their presence in future would depend on the ability of United States and other coalition forces to ensure their security.

And in Ukraine, whose troops were forced to withdraw from the southern Iraqi town of Kut this week, the powerful Communist Party demanded the withdrawal of Ukraine's 1,600 forces. "We have to bring back the soldiers to save their lives," Petro Symonenko, the Communist Party leader said in remarks broadcast on Russian television.

The New York Times

Iran lauds role of Sadr militia

Reuters

TEHRAN: Iran's influential former president, Akbar Hashemi Rafsanjani, on Friday hailed the Shiite Muslim militia of Moktada al-Sadr as "heroic" for rising up against the U.S. occupation in Iraq.

Rafsanjani said at Friday prayers in Tehran that a distinction should be drawn between Shiite fighters, who have battled U.S.-led troops across southern Iraq this week, and insurrectionist supporters of Saddam Hussein's Baath Party whom he described as "terrorists."

"Contrary to these terrorist groups in Iraq, there are powerful bodies which contribute to the security of that nation," Rafsanjani told the crowd and added: "Among them is the Mehdi Army, made up of enthusiastic, heroic young people."

Sadr met Rafsanjani in Iran last June at a memorial service for the spiritual father of the Islamic Republic, Ayatollah Ruhollah Khomeini.

Rafsanjani, a mid-ranking cleric, now heads a powerful arbitration body called the Expediency Council, which can have a final say over legislation.

In remarks broadcast live on state radio, Rafsanjani also praised the Badr Corps, a Shiite fighting force of several thousand nurtured in Iran.

The corps is the fighting wing of the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq that for many years directed its opposition to Saddam from Tehran.

The United States has accused Iran, which is also predominantly Shiite, of fomenting anti-U.S. sentiment among Iraq's Shiite majority.

Thomas L. Friedman

Three conversations needed to save Iraq

INTERNATIONAL
Herald Tribune April 12, 2004

The U.S. operation in Iraq is hanging by a thread. If it has any hope of surviving this Hobbesian moment, we need three conversations to happen fast: George W. Bush needs to talk to his father, the Arab leaders need to talk to their sons — and daughters — and Americans need to talk to the Iraqi Governing Council.

President Bush, please call home. You need some of your father's wisdom right now. Old man Bush, U.S. president no. 41, may not have had the vision thing, but he did have the prudence thing. He understood that he could not expel Saddam Hussein from Kuwait without a real coalition that included Egypt, Syria, Saudi Arabia and other key Arab states, not to mention all the NATO allies and the United Nations. America would not have had the legitimacy to operate in that theater for the length of time required without Arab and European cover.

What was true for expelling Saddam from Kuwait was triply true for expelling Saddam from Iraq and is quadruply true for expelling the die-hard Baathists from Falluja and the Shiite radicals from Najaf. The deeper we Americans try to penetrate Iraqi society, especially with tanks and troops, the more legitimacy we need.

When things were going all right in Baghdad with the political process, America could have its way by buying legitimacy with cash or imposing it with muscle. But when you are talking about killing rebellious Iraqi young men and clerics, you can't buy the legitimacy for that, and you can't compel it. Iraqi

moderates are just too frightened to stand up and defend that on their own. Indeed, they will run away from the United States.

Only a real coalition of the United Nations, Arab and Muslim states and Europe — the Bush 41 coalition — might bolster them. It may be too late for that now, but the Bush 43 folks had better try.

We Americans have a staggering legitimacy deficit for the task ahead. I am glad El Salvador is with us, but when Iraqis get satellite dishes, they don't tune in TV El Salvador. They tune in TV Al Jazeera.

If it is America alone against the Iraqi street, we lose. If it is the world against the Iraqi street, we have a chance.

And we need two other conversations. I have nothing but respect for the Kurds of Iraq. They have a democratic soul. But in the debate in the Governing Council over Iraq's interim constitution they overreached, and the Bush team made a big mistake in letting them overreach, by giving the Kurds effective veto power over Iraq's final constitution. I believe the Kurds need and are entitled to some form of protection. I would support any U.S. guarantees for them. But too many moderate Shiites, led by Ayatollah Ali al-Sistani, are feeling that the Iraqi interim constitution tilts so far in favor of minority rights that it unfairly limits majority (read Shiite) rights. If the interim constitution has any hope of surviving this fighting, and being accepted by the moderate Shiite majority, it needs to be recalibrated — through a dialogue among Iraq's factional leaders and with us. Otherwise, a stable transfer of power is impossible (if it isn't already).

WASHINGTON

Arab leaders also have a vital interest in working with the United States to quell the turmoil in Iraq and to re-empower the potentially moderate center. As unpleasant as it may be for them to help the Bush team — and as worrisome as free elections in Iraq might be to unelected leaders of the Arab world — having oil-rich Iraq taken over partly by Baathist radicals happy to work with Al Qaeda and partly by Shiite radicals happy to work with Iran will be even worse. It will empower radicals across the Arab region, and freeze the infant reform process there.

And that's why the Arab leaders need to talk to their sons and daughters. If the Arabs miss yet another decade of reform, because Iraq spins out of control while the world speeds ahead, they will find themselves outside the world system and dealing with plenty of their own Fallujas.

Talk to Arab youth today, and you will find so many of them utterly despondent at the complete drift in their societies. They are stuck in a sandstorm, where opportunities for young people to realize their potential are fading.

What is going on in Iraq today is not only a war between radical Islam and America, it is, more importantly, a war within Islam — between those who want an Islam with a human and progressive face that can meld with the world and those who want an Islam that is exclusivist and hostile to the world. So, yes, we need all the Arab and Muslim support we can get to see Iraq through to some decent outcome. But the Arab-Muslim world needs a decent outcome in Iraq just as much — if not more.

Guarantees for Kurds

To the Editor:

Thomas L. Friedman (column, April 11) believes that the Kurds, America's best allies in Iraq, have been allowed to "overreach," when all they have done is ask their fellow Iraqis to give them some assurance that the persecution of the Kurds will never be repeated.

Calling for a vague United States guarantee for the Kurds, as Mr. Friedman does, is simply not good enough.

These guarantees must come from the Iraqi Arabs who have spent the last 80 years oppressing the Kurds. The fact that the Iraqi Arabs are not willing to give such guarantees is revealing.

HOWAR ZIAD
Representative
Kurdistan Regional Government
United Nations Liaison Office
New York, April 12, 2004

special envoy now visiting Iraq, to help find a consensus to produce a government in which all Iraqi groups feel represented. But Mr Brahimi has no magic wand, and the UN, its reputation tarnished in many Iraqi eyes by its alleged misuse of Iraq's oil revenues, lacks authority.

A three-man presidency is still on the cards. The three most-mooted candidates are Adnan Pachachi, a Sunni who was once foreign minister; Ibrahim al-Jaafari, who heads Dawa, still probably the most popular Shia party; and Massoud Barzani, one of the Kurds' two main leaders. It is less clear who might be prime minister. Nor has Mr Bremer decided how to create a transitional assembly. Most Iraqis and Americans involved hope that a UN resolution will give a stamp of approval to whatever government emerges.

Can Mr Sadr be brought into the game? For all his impulsive ranting, he counts for more than the Americans and his Shia rivals have liked to acknowledge. The scion of Iraq's most prominent clerical family, he wins much kudos because, unlike most of the present Governing Council's members, he stayed in Iraq to fight Mr Hussein. His father, shot in 1999, was a grand ayatollah who preached against Baathist rule. An



uncle was a founder of Dawa. An ancestor was prime minister under the British.

He appeals to Iraq's have-nots, who number many millions. In his sermons he plays on Iraqis' sense of victimhood. When Mr Bremer recently shut down one of Mr Sadr's newspapers, which had incited Iraqis to attack American troops and blamed America for a car-bomb attack that killed over 50 policemen two months ago, Mr Sadr said that Muslims were being

censored. When the Americans arrested one of Mr Sadr's friends on a charge of murdering a prominent rival cleric last summer, Mr Sadr accused Mr Bremer of manipulating the justice system.

Plainly, Mr Sadr is not an easy man to deal with. But if he were killed or turned into a martyr, his legacy might be bloodier still. He has certainly become a bigger piece in Iraq's perplexing jigsaw. ■

LEADERS

Members of Iraqi Council Bitter At Being Left Out of War Plans

By CHRISTINE HAUSER

BAGHDAD, Iraq, April 12 — Members of the Iraqi Governing Council, picked by the United States to serve as a transitional authority here, say they were never consulted over the large-scale American military moves last week, exposing deep fissures between the council and the occupation authorities.

The council, which said it would have opposed the decision to confront Sunni insurgents in Falluja and Ramadi, sent in a delegation to negotiate an end to the offensive, offering it a taste of what lies ahead after the United States turns sovereignty over to Iraqis on June 30.

Some members threatened to resign and one suspended his membership.

"Are we partners with the coalition authorities in Iraqi affairs?" asked one of the members, Naseer Kamel Chaderji, in a letter to the council president, Massoud Barzani, that was distributed at a news conference on Monday. "The facts confirm otherwise."

He added, "The disregard of the council role and its lack of participation in taking decisions" puts the council members "in an embarrassing situation vis-a-vis the Iraqi people who ask what the council has done for the interests of the people."

He said the council often learned about American decisions through the news media.

Other members said they were horrified by the televised images of dead Iraqis in Falluja and reports by Iraqi doctors in the city that hundreds of people, including noncom-

batants, were killed there and more than a thousand were wounded.

But after registering their complaints, they had an opportunity to introduce their own initiative, sending a delegation that negotiated a cease-fire, and becoming involved politically in talks to try to ease tensions in the southern Shiite cities.

Lt. Gen. Ricardo S. Sanchez said on Monday in a televised news conference that the United States froze its military operations at the governing council's request to allow for cease-fire discussions and aid deliveries to Falluja.

Mr. Barzani said in a statement on Monday that the council wanted a cease-fire, protection of civilians and an end to collective punishment. He said if meetings with tribal and political leaders failed, a plan was needed to deal with those who acted outside the law. The statement acknowledged the allied forces' responsibility for security.

Mr. Chaderji acknowledged the horror of four American security contractors being killed and mutilated in Falluja, but said the solution chosen was the wrong one. "The remedy is not random killing, use of force against civilians and collective punishment in all Iraq," he said.

Council members also reiterated views in line with those of the coalition authorities, like the council's opposition to terrorism and efforts to disband the militia of the renegade Shiite cleric Moktada al-Sadr.

Mowaffak al-Rubaie, another council member, said Iraqis should not be fooled into thinking that it was a battle between the coalition forces and the Iraqi people. "The real battle is the battle between the Iraqi people and international terrorists," he said at a news conference.



Iraq

A wider war, a wider worry

SADR CITY, BAGHDAD

Iraq has entered a particularly bad patch. Is it a bloody blip or are the Americans sinking into a quagmire?

IT HAS been one of the worst weeks for the Americans since they toppled Saddam Hussein a year ago. For the first time, they are facing a war on two fronts—against the Sunni Muslim insurgents who have long been fighting them in the triangle around Baghdad and now, perhaps more worryingly, against a substantial group of Shia Muslims whose wider community has hitherto been the Americans' main Iraqi Arab allies. Fortunately, Iraq's Kurds, in the north, who make up about a fifth of the population, are still friendly.

The sense is growing that the Americans need to turn things round fast, militarily and politically, if they are to ensure that events do not spin out of control. They have less than three months in which to choose a provisional government to take over much of the running of Iraq—unless they are to change their own timetable.

By April 7th, a series of uprisings that had spread in the previous three days across the Shia parts of the country, from the slums of Baghdad in the centre to Basra, in the south, was still going strong. The rebels' leader, Muqtada al-Sadr, a fire-brand clergyman in his early 30s, was holed up in Najaf, the Shias' holiest city, almost daring the Americans to kill him.

If much more blood is spilled and the majority of Shias, not just Mr Sadr's rabid constituency of the downtrodden, turned against the Americans, that would spell real trouble. Mr Sadr claims he is fighting

for Grand Ayatollah Ali Sistani, the Shias' most influential clergyman, whom the Americans have crucially kept on board, just. Some analysts say most Shias are now edging towards Mr Sadr's side. So far, the leaders of the mainstream Shia parties, and the more moderate clergy that they look to, including Mr Sistani, have been silent or equivocal about the Americans' decision to thump Mr Sadr's lot.

In the early hours of April 4th, in the biggest American assault since the conventional war a year ago, dozens of tanks and helicopter gunships had bombarded Baghdad's sprawling Shia townships. More than 1,000 American troops swarmed in, recapturing government buildings and police stations that Mr Sadr's "Mahdi army" had taken over. At least 50 Iraqis were killed in Baghdad alone, for the loss, in the next three days, of at least eight American soldiers.

At least the Americans' British allies had managed, by April 7th, to dislodge—by negotiation—several hundred Shias who had taken over the main government building in Basra. But in several smaller towns in the south, Mr Sadr's militiamen still controlled the streets. Demanding that foreigners, especially Americans and Britons, should leave Iraq forthwith, Mr Sadr's followers marched on the American-led coalition's military base in the outskirts of Najaf. In other Shia towns, Italians and Bulgarians traded fire with Mr Sadr's

black-shirted followers.

On the other front, in the longer-fought campaign against Sunni insurgents, the going has got tougher too. American marines were trying to regain control over Fallujah, to the west of Baghdad, where last week a watching world had seen the slaughter of four American contractors and the mutilation of their corpses. But further west, in Ramadi, another disaffected Sunni town, the Americans took their heaviest casualties on the ground so far, when a dozen marines were killed in an assault on an American camp.

A striking feature of the turbulence was the failure of Iraq's fledgling police to stand up to the rebels. Though their numbers have risen from 30,000 last July to over 78,000 today, they are clearly no match yet for determined militiamen such as those of Mr Sadr. In Baghdad this week, they simply abandoned their stations. Elsewhere, some switched sides.

Just two little jobs

The Americans have two immediate tasks. First, and most urgently, they must quell Mr Sadr's uprising without spilling so much blood that the entire Shia community joins the revolt. Second, they must redouble their efforts to create a provisional Iraqi government that has a chance of gaining a modicum of acceptance.

Those two tasks may be connected. Paul Bremer, Iraq's American governor, says Mr Sadr must be arrested. But it is possible, if the rebellion is to be brought to an end within the next few days or so, that the Americans might have to eat humble pie and negotiate with him. He might then demand posts in an emerging transitional government which, under the latest plan, would hold office until a general election takes place to choose a constituent assembly by the end of next January.

George Bush insists his resolve is unshaken (see page 40). Since the last big upsurge in violence, in November (see charts above), Iraq had grown a bit less bloody. But it remains far too high for the comfort of ordinary Iraqis or foreign investors. This week's Baghdad Expo trade fair had to be postponed. The main roads to Jordan and Syria have been closed.

But the politics needs fixing too

To show that he means business on the political front, Mr Bremer has been speeding up the transfer of authority to Iraqis. After handing the health ministry over to Iraqi administration, he has now declared that the education and public-works ministries are under Iraqi control. And he has appointed Iraqis as defence minister and as head of intelligence.

Yet the search for a provisional government is proving tricky. The Americans are counting on Lakhdar Brahimi, the UN's

En Irak, une trêve fragile s'est instaurée à Fallouja

EN DÉPIT de quelques violations par les deux parties, une trêve décrétée, dimanche 11 avril à 6 h 00 GMT, dans la ville de Fallouja et sa région a tenu et a été prorogée jusqu'à lundi dans la nuit, pour permettre à la médiation, essentiellement conduite par le Parti islamique irakien, de parvenir à une solution politique. Des échanges de tirs n'en ont pas moins opposé, dans la nuit de dimanche à lundi, les marines américains à des insurgés dans la ville.

► **Plus de 600 Irakiens ont été tués** dans les combats de Fallouja depuis que les forces américaines ont lancé leur offensive contre les insurgés sunnites de la ville, le 5 avril, a déclaré, dimanche, le directeur de l'hôpital de la cité, Rafa Hayad Al-Issaoui. Il a en outre estimé à plus de 1 200 le nombre de blessés. Cinq mille familles ont par ailleurs fui la ville pour se réfugier dans la zone désertique voisine d'Al-Noaimiya ou à Bagdad, selon des organisations non gouvernementales.

► **Soixante-deux soldats américains**, d'après un bilan dressé par l'agence américaine Associated Press, ont été tués au combat, durant la même période, qui correspond tant au déclenchement de l'assaut contre Fallouja qu'à la révolte de la milice chiite contre les forces de la coalition. Ce chiffre inclut trois marines tués lundi matin dans la province d'Anbar, qui s'étend de l'ouest de Bagdad jusqu'aux frontières syriennes et jordaniennes.

► **Dans la ville sainte chiite de Kerbala**, des centaines de milliers de chiites ont commémoré dans le calme, dimanche, le quarantième jour de deuil qui clôt les cérémonies en la mémoire du meurtre de l'imam Hussein. Dans un message

affiché à Kerbala, le jeune chef religieux chiite rebelle, Moqtada Al-Sadr, a appelé les Irakiens à s'unir derrière sa milice, l'Armée du Mahdi qui « soutient le peuple opprimé (...) et va le libérer de l'occupation ». Des tractations sont en cours avec lui, par le biais de membres du Conseil intérimaire de gouvernement irakien, pour l'arrêt de la révolte contre la coalition.

► **Les prises en otages de civils** se sont multipliées au cours des dernières quarante-huit heures en Irak, sans que l'on puisse déterminer avec certitude qui en sont les auteurs, ni le nombre exact et les nationalités de leurs victimes. Un otage britannique a été libéré, dimanche, par ses ravisseurs à Nasiriya, dans le sud du pays, de même que, selon la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira, huit chauffeurs de poids lourds, tous ressortissants de pays asiatiques,

travaillant pour la coalition, mais dont on ignore la date et le lieu de l'enlèvement. Le même jour, sept ressortissants chinois ont été enlevés, vraisemblablement dans la région de Fallouja, dans la mesure où ils arrivaient d'Amman par la route.

► **Les ravisseurs d'un ressortissant américain** ont renoncé à l'exécuter, a affirmé Mezher Al-Douleimi, qui s'identifie comme un médiateur. Un haut responsable canadien a déclaré que les négociations en vue de la libération d'un travailleur humanitaire canadien étaient arrivées à un stade extrêmement délicat. Deux agents de sécurité allemands, disparus depuis quelques jours, ont été « très probablement tués », selon Berlin. Outre les trois Japonais, à propos desquels les informations les plus contradictoires n'ont cessé de circuler, on est tou-

jours sans nouvelles d'un Arabe israélien et d'un Palestinien, eux aussi enlevés depuis quelques jours. Samedi, dans un enregistrement diffusé par la chaîne de télévision Al-Arabia, un groupe armé a affirmé détenir 30 otages qu'il menaçait d'exécuter si le siège de Fallouja n'était pas levé.

► **Le premier ministre britannique, Tony Blair**, dans une lettre ouverte publiée dimanche par l'hebdomadaire *The Observer*, a estimé que la coalition menait « un combat historique en Irak. Si nous devions échouer, ce qui ne sera pas le cas, c'est bien plus que la "puissance de l'Amérique" qui serait mise en échec. Les espoirs de liberté et de tolérance religieuse en Irak seraient anéantis ». « Il y a une bataille que nous devons livrer, un combat que nous devons remporter et c'est ce qui se produit en Irak actuellement. » - (AFP, Reuters, AP.)

Un bataillon irakien refuse de combattre

UN BATAILLON de la nouvelle armée irakienne a refusé de se rendre à Fallouja, en renfort des soldats américains engagés dans des combats contre les insurgés sunnites pour le contrôle de cette ville, a indiqué, dimanche 11 avril, le commandant des forces terrestres de la coalition en Irak, le général Ricardo Sanchez. Il confirmait une information publiée le même jour par le *Washington Post*, qui citait le général américain Paul Eaton, en poste en Irak.

Le général Sanchez a précisé sur la chaîne de télévision NBC que l'incident, qui a eu lieu le 5 avril, révélait « les défis » auxquels faisaient face les forces de sécurité irakiennes, alors que les Etats-Unis sont confrontés à une recrudescence des attaques d'insurgés irakiens depuis une semaine. « Nous savions que nous prenions quelques risques en mettant rapidement sur pied des forces [irakiennes] de sécurité et nous savions qu'il faudrait du temps pour créer des forces fiables, qui assureraient la sécurité intérieure et extérieure du pays », a-t-il dit.

Selon le *Washington Post*, le deuxième bataillon des forces armées irakiennes, qui compte 620 hommes, a refusé de combattre après avoir essuyé des tirs dans un quartier chiite de Bagdad, alors qu'il se dirigeait vers Fallouja, à 50 km à l'ouest de la capitale. Le convoi a fait demi-tour et a regagné la base du bataillon à Taji, au nord de Bagdad. D'après le général Eaton, cité par le quotidien, les soldats du bataillon ont affirmé qu'ils ne s'étaient pas engagés « pour combattre des Irakiens ». L'officier, chargé de superviser la mise en place des forces de sécurité irakiennes, a qualifié l'incident de « défaut de commandement ». - (AFP, FT.)

La Maison-Blanche entend maintenir le cap, sans savoir comment aborder les échéances politiques cruciales, comme le transfert du pouvoir au 30 juin

L'impasse irakienne en cinq questions

Isabelle Lasserre,
Arnaud de La Grange
et Thierry Oberlé

► A QUELLES AUTORITÉS TRANSMETTRE LE POUVOIR LE 30 JUIN ?

La coalition doit théoriquement transférer les pouvoirs aux Irakiens avant le 1^{er} juillet 2004. Mais à quelle autorité ? Pour gérer la transition jusqu'à la fin de 2005, une assemblée provisoire devait initialement être désignée. Les Américains avaient prévu qu'elle soit issue d'un scrutin indirect. Et c'est là que s'est produit le premier accrochage sérieux avec la communauté chiite. Le grand ayatollah Sistani, principal dignitaire chiite, a exigé des élections directes, le suffrage universel devant donner le pouvoir à sa communauté qui représente 60 % de la population du pays.

Aujourd'hui, tout le monde planche sur une nouvelle formule, qui doit faire l'objet d'une annexe à la constitution provisoire adoptée début mars. L'actuel Conseil intérimaire du gou-

vernement irakien (CIG) - fort de 25 membres - n'a jamais été réellement représentatif. Il comporte beaucoup de dirigeants rentrés d'exil dans les bagages de l'armée américaine. Et plusieurs groupes en sont presque totalement exclus : les sunnites parce qu'ils ont profité du régime de Saddam et les radicaux chiites parce qu'ils se sont montrés frondeurs. Ce sont ces deux groupes qui ont fait monter la pression depuis 10 jours. L'idée serait maintenant, en attendant des élections à partir de janvier 2005, d'élargir le CIG - à 50 membres peut-être - afin de le rendre plus représentatif. Pour désamorcer les tensions, nombre de diplomates préconisent d'y incorporer des dignitaires sunnites, des proches de Sadr et des anciens baasistes acceptables. Mais Washington n'a guère envie de donner l'impression de se dédire.

► LES TROUPES AMÉRICAINES PEUVENT-ELLES VENIR À BOUT DE LA RÉVOLTE SUNNITE ?

L'insurrection sunnite enfle au fil des mois, mais n'a sans doute pas encore atteint son apogée. Apparu voici près d'un

an à Faludja, au lendemain d'une bavure américaine, le mouvement de lutte armée contre la coalition a pris racine

dans l'ensemble du pays sunnite. Minorité active, la guérilla bénéficie d'un important capital de sympathie dans la population. Sa popularité est à la hauteur de la haine suscitée par l'« occupant ».

Les fautes commises par les Américains dans leur approche de la question sunnite ont largement contribué à sa mort-née en puissance. Les stratèges américains ont tout d'abord sous-estimé sa capacité de nuisance en l'assimilant à une réaction de l'arrière-garde des partisans de Saddam. Puis ils n'ont pas su rétablir le dialogue avec les chefs de tribu après l'arrestation en décembre de l'ancien dictateur. La mise hors d'état de nuire de Saddam pour qui les Irakiens avaient refusé de se battre durant la phase classique des combats a suscité de nouvelles vocations. Elle a encouragé les sunnites à rejoindre les rangs de la guérilla.

Une riposte purement militaire paraît vouée à l'échec. La suprématie matérielle et tech-

nologique des troupes américaines peut déboucher au prix de lourdes pertes sur la reconquête de Faludja. Mais à terme la ville symbole risque de devenir un Grozny irakien...

► LA COALITION PEUT-ELLE MATER LES CHIITES ?

Les Etats-Unis sont au pied du mur chiite. Pour l'instant, le bras de fer entre l'Administra-

tion américaine et le jeune chef radical Moqtada al-Sadr a surtout servi à renforcer l'audience de ce dernier. Le jeune clerc est passé du statut de mollah rebelle et arrogant à celui - beaucoup plus glorieux - de candidat au « martyr des Américains ».

Massacrée sous Saddam, la communauté chiite, qui représente plus de 60 % de la population irakienne, s'était félicitée de l'arrivée des forces de la coalition en Irak. Elle a depuis déchanté. Déçus par la lenteur du changement et l'absence de perspective individuelle, une partie des chiites est prête à livrer bataille. Et une offensive générale des forces américaines sur les villes de Nadjaf ou de Kufa constituerait aux yeux de la communauté chiite un sacrilège aux conséquences irréversibles. Elle mettrait le feu aux quartiers populaires de Bagdad où la coalition est déjà confrontée aux attaques de la guérilla sunnite.

Basé à Nadjaf, l'ayatollah Sistani, le grand « marja » irakien, fait preuve de retenue. Quant à l'ayatollah Abdelaziz el-Hakim, le chef de l'Asrii (Assemblée suprême pour la révolution islamique en Irak), qui est doté d'un puissant bras armé, il prône toujours la modération. Il suffirait d'un signe de ces deux hommes pour que l'Irak plonge dans l'apocalypse.

► QUE POURRAIT FAIRE L'OTAN ?

L'Otan se borne aujourd'hui à apporter un soutien logistique à la division multinationale dirigée par la Pologne en Irak. Mais certains membres de l'Alliance aimeraient voir cet engagement élargi. Dix-huit des 26 pays membres de l'Otan sont présents militairement en Irak, au sein de la coalition. Un engagement massif de l'Otan apporterait légitimité, capacité d'action et volontarisme international à la



Un Marine monte la garde pendant la fouille d'une maison à Faludja. Malgré la suprématie matérielle et technologique des troupes américaines, une riposte purement militaire à la guérilla paraît vouée à l'échec. (Photo Bouroncle/AFP.)

coalition. Trois choses qui manquent aujourd'hui aux Américains. L'entrée en scène de l'Otan, si elle se décidait, irait dans le sens de la transformation en cours de l'Alliance atlantique, qui veut s'impliquer davantage dans les affaires du monde. Concrètement, l'Otan pourrait prendre la direction des opérations et s'occuper de la pacification du territoire irakien. Ou se limiter à des actions plus restrictives, comme la prise en charge d'un des secteurs du pays ou la formation de la nouvelle armée irakienne. Mais, pour

s'engager, l'Otan a besoin de l'accord des principaux contributeurs, notamment celui de la France et de l'Allemagne. Pour être efficace, l'Alliance doit aussi être acceptée par les Irakiens. Or, un grand nombre d'entre eux assimile l'Alliance atlantique aux Américains. Un engagement de l'Otan en Irak poserait aussi la question de la participation de la Turquie, sujet très sensible pour les Kurdes du nord de l'Irak.

► QUEL RÔLE POURRAIT JOUER LA FRANCE ?

Après avoir été marginalisée sur la question irakienne l'an

dernier, la France est redevenue l'un des pivots d'une éventuelle nouvelle intervention en Irak. A Paris, on pense en effet que le moment est venu de bouger. Car aucun pays occidental n'aurait intérêt à une défaite américaine en Irak. En s'engageant avec l'Otan, la France, membre du Conseil de sécurité de l'ONU et leader des pays antitiguerre, apporterait une légitimité à l'opération américaine. Michèle Alliot-Marie, le ministre français de la Défense, a cependant posé trois conditions à l'engagement de l'Otan : que l'ONU prenne en charge l'en-

semble des responsabilités, que le pouvoir soit transféré à un gouvernement irakien légitime et que l'arrivée de l'Alliance soit réclamée par ce gouvernement. Le problème, c'est que l'ONU, déjà échaudée par l'attentat qui a coûté la vie à Sergio De Mello l'été dernier à Bagdad, est aussi décrédibilisée dans le monde musulman. On lui reproche notamment son inaction dans le conflit israélo-palestinien. Si ces conditions sont réunies, la France, qui se veut le bon élève de l'Otan, pourrait néanmoins décider d'entrer dans la danse.

Herald INTERNATIONAL Tribune

April 15, 2004

U.S. forces tighten grip on Najaf

From news reports

NAJAF, Iraq: American forces tightened their grip around Najaf on Wednesday as the rebel Shiite cleric they had vowed to kill or capture offered unconditional talks in what he said was an effort to spare a blood bath in one of Iraq's holiest cities.

Moktada al-Sadr, who began an anti-U.S. uprising this month and is now holed up in Najaf, has dropped previous conditions for talks with the U.S. authorities, his spokesman said.

Iran said that the United States had asked it to help calm the Iraq crisis. A Shiite political official said an Iranian delegation had flown to Baghdad to mediate.

Meanwhile, kidnappers freed a French journalist seized on Sunday, but two more Japanese civilians were kidnapped in Iraq, bringing the numbers of Japanese hostages held by armed militants to five, Japanese news reports said.

A Japanese Foreign Ministry spokesman said the government was trying to confirm the reports, which said a Japanese nongovernmental organization had received an e-mail message saying that two Japanese had been kidnapped near Baghdad.

An Iraqi militant group took three Japanese civilians hostage last week, threatening to kill them if Tokyo did not withdraw its troops from Iraq. Their fate remains unknown.

The U.S. military announced that eight more American soldiers had died in combat, bringing to 93 the number killed in action in April — four more

Shiite cleric drops conditions for talks

than in the three-week war that toppled Saddam Hussein last year.

Defense officials said that more than 10,000 American soldiers who were to return this month to home bases in Louisiana and Germany will have their tour in Iraq extended at least three months to help combat the surge in anti-occupation violence, defense officials said.

U.S.-led forces are embroiled in a two-front struggle against Sunni insurgents and Sadr's Mahdi Army militia.

Sadr, branded an outlaw by U.S. generals, was staying near the Imam Ali shrine, sacred to the world's Shiite Muslims, but an aide said he had since moved to his father's house in eastern Najaf.

The 2,500-strong U.S. 3rd Brigade Task Force, along with Spanish and Polish troops, set up what officers called an exclusion zone around Najaf and sent reconnaissance patrols from Forward Operating Base Duke, 20 kilometers, or 13 miles, west of the city.

The chaos in Iraq has shown how hard Washington is finding the task of stabilizing the country it invaded to destroy Saddam's still unbound weapons of mass destruction.

President George W. Bush vowed on Tuesday to stay the course in Iraq and stick to a June 30 handover of power to Iraqis.

Lakhdar Brahimi, adviser on Iraq to

the UN secretary general, Kofi Annan, was in Iraq to explore ideas for the political transition. He said security would have to improve greatly for elections to take place as scheduled in January 2005. However, he said he was confident a transitional Iraqi government could be formed.

The short-term political transition of Iraq, from the departure of the American-occupation authority to the establishment of national elections, should be led by a caretaker government headed by a prime minister and advised by a widely representative assembly, Brahimi said Wednesday.

The interim government would comprise "Iraqi men and women known for their honesty, integrity and competence," and would include a president and two vice presidents in addition to the prime minister, Brahimi said.

Brahimi has been in Iraq for two weeks to explore possible frameworks for the transfer of sovereignty, scheduled for June 30, and will make recommendations to Annan on a plan for the transition. His comments, which he called "still-tentative ideas," were the first indication of what a United Nations blueprint for Iraq might look like.

Brahimi said in Baghdad that he supported the idea of a "consultative assembly" to advise the interim government until national elections could be held, and said the assembly could be elected by a "large national conference" that would "serve the all-important aim of promoting national dialogue, consensus-building and national reconciliation in Iraq." (Reuters, AP, NYT)

Bush presents the case for a U.S. 'mission' to stay the course in Iraq

By David E. Sanger

WASHINGTON: Facing a moment of political peril unlike any in the more than 1,000 days of his presidency, George W. Bush has made the case for staying the course in Iraq with the language and zeal of a missionary, and combined it with a stark warning that failure would embolden America's enemies around the world.

"We're changing the world," Bush said halfway through a speech and news conference that was largely an hourlong justification for holding fast in Iraq, no matter how the casualties mount or how chaotic the process of forming a new Iraqi government.

"Freedom is the Almighty's gift to every man and woman in this world," Bush said. "And as the greatest power on the face of the earth, we have an obligation to help the spread of freedom."

With those words, he showed the single-mindedness that has become the hallmark of his presidency — his strength in the eyes of his admirers, and a dangerous stubbornness in the eyes of his detractors.

He could have simply talked Tuesday evening about the crimes of Saddam Hussein, or the fear that chaos in Iraq would breed terror in one of the most volatile corners of the world. But he did far more, reaching for the kind of language about America's moral mission in the world that seemed drawn from the era of Teddy Roosevelt. He described an America chosen by God to spread freedom.

Beyond the rallying call, however, Bush offered little in the way of new strategy, perhaps because he believes none is called for, perhaps because to offer one would be to acknowledge that the course he followed in Iraq over the past year did not end up with the April 2004 he once envisioned.

It was supposed to be a month in which Iraq was on the path to self-governance. Instead, it has proved the most deadly two weeks for American troops since the war began, with more dead — 86 soldiers — and more wounded than in the first days of the invasion itself.

Instead, Bush stuck to his schedule for the handover of sovereignty by June 30, for free elections by January, and the broader role for the North Atlantic Treaty Organization and the United Nations that he once resisted. He praised the work of Lakhdar Brahimi, the special adviser to the UN representative, and Bush's aides now volunteer in private that almost any plan for an interim government that Brahimi comes up with will receive the president's enthusiastic support.

Bush never used the word "crusade,"

which touched off a firestorm of criticism in the Muslim world when he uttered it soon after Sept. 11, 2001. But he described one.

He talked about the battle in Iraq not simply in terms of bringing order to the streets, but as part of his mission to win a much broader war on terror in which Iraq is the integral part. He ticked off one atrocity after another, from the deadly bombings in Bali to bus bombings in Jerusalem, and from the attacks on the navy destroyer Cole to the embassy bombings in Africa.

Those terrorists are linked to the Sunnis and Shiites raising arms against Americans in Iraq, he said, because they serve "the same ideology of murder that kills innocent people on trains in Madrid, and murders children on buses in Jerusalem, and blows up a nightclub in Bali.

After weeks in which Washington has debated whether Bush unwisely diverted resources from the campaign against Al Qaeda to overthrow Saddam, or whether he has a workable strategy to hand over sovereignty to Iraqis on June 30, Bush's message on Tuesday was that Washington was not thinking big enough.

"Every enemy of America in the world would celebrate," he said, "proclaiming our weakness and decadence and using that victory to recruit a new generation of killers."

It is far from clear that Bush won many converts in his rare, prime-time venture, but clearly he felt that after weeks in which his message was not getting through, he needed to remind Americans of the mission he saw for the nation. But characteristically, he acknowledged no error, no change of course, and he gave no ground to critics who say he has more passion than plans. Chief among them is his Democratic opponent for the presidency, Senator John Kerry of Massachusetts, who argues that Bush's strategy has been flawed since the day he decided to invade Iraq without the blessing of the United Nations.

"It was hunker down, stay the course, believe in me and we will win," said Rand Beers, an official on Bush's National Security Council until he resigned and signed up as Kerry's chief foreign policy strategist. "I find that at odds with the reality on the ground."

It is Bush's sense of mission that sustains him these days, his friends say. But that may also explain why he was so unwilling to engage the reporters who kept asking him whether he had regrets about failing to do more to prepare for terrorist attacks in that fateful summer of 2001, or whether he believed that he had made mistakes in the march to Baghdad.

"I hope today you've gotten a sense of my conviction about what we are doing," he said at the press conference. "I

feel strongly that the course this administration has taken will make America more secure and the world more free, and therefore the world more peaceful. It's a conviction that's deep in my soul."

"President Bush talks of expanding the role of NATO, but offers no plan to make this a reality," Kerry said after the news conference. "He talks of other nations assuming greater responsibility for the reconstruction of Iraq, but offers no evidence to support this.

He talks of transferring sovereignty to the Iraqis, but offers no details on what the U.S. is doing to ensure that the Iraqi entity will have the support of the Iraqi people."

It is Kerry's task to make the argument that Bush has repeatedly failed to look over the horizon, to anticipate the unexpected, and to build alliances for those tasks that military might alone cannot accomplish.

It is Bush's task to convince the country that his clarity of vision and purpose makes up for any lapses of execution.

The New York Times

U.S. sought mediation, Iran says Aide reported in talks over Najaf standoff

By Nazila Fathi

TEHRAN: Iran's foreign minister, Kamal Kharrazi, said on Wednesday that the United States had asked Iran to help mediate the standoff between the U.S. military and the forces of a radical Shiite cleric in Najaf.

His comments came after the official IRNA press agency reported that Hossein Sadeghi, the Foreign Ministry's director for Gulf affairs, had been sent to Iraq for talks with coalition forces, Iraqi officials and religious figures.

Kharrazi told reporters that the exchange of communications between Tehran and Washington came through the Swiss Embassy. The two countries severed diplomatic ties after militant students stormed the U.S. Embassy in Tehran and took its diplomats hostage in 1979.

"Naturally, there was a request for help in improving the situation in Iraq

April 15, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune

and solving the crisis, and we are making efforts in this regard," Kharrazi said after a cabinet meeting.

He denied that Iran had meddled in Iraq's internal affairs and said that Tehran would do its best to help defuse the crisis.

President Mohammad Khatami also denied that Iran had been meddling in Iraqi affairs.

"Iran considers any policy that would intensify the crisis in Iraq and jeopardizes establishment of security harmful for Shiites and Islam," he said Saturday, after a meeting with Ibrahim al-Jaffari, a member of the Iraqi Governing Council, who was in Tehran on an official visit.

In Washington, the State Department spokesman, Richard Boucher, declined to answer directly the question of whether the United States asked Iranian officials to help calm the situation in southern Iraq involving their Shiite brethren, The Associated Press

reported.

He said Washington had been concerned about some Iranian actions in Iraq. If the Iranians "help stabilize the situation, that would be good," he said, adding, "If they don't, that would not be good."

During a news briefing on Monday, General John Abizaid, head of U.S. Central Command, said that there were indications of "Iranian activities that are unhelpful."

According to a report by Agence France-Presse, he added, "With regard to the Iranians, there are elements within Iran that are urging patience and calm and trying to limit the influence" of Moktada al-Sadr, the rebel Shiite cleric who inspired a rebellion against coalition forces in Iraq.

Iraq, a Shiite dominated country, has close ties with Iraq's Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq headed by Abdel Aziz al-Hakim, who spent over two decades in exile in Iran during

Saddam Hussein's reign. But Iranian authorities have distanced themselves from Sadr, who led the uprising in Najaf.

A commentary in the Iranian daily Etemad called Sadr "immature and inexperienced," a person whose activities would not serve the interest of Shiites.

Iran's supreme religious leader, Ayatollah Ali Khamenei, who has the final word on all state policies, blamed Washington on Wednesday for the violence in Iraq.

"The United States accuses other countries of intervening in Iraq and provoking the Iraqis, but it is clear that the crimes committed by the occupying forces and their insulting behavior toward Iraqi youth and women are the cause of the Iraqi reaction, whether Sunni or Shiite," he said in a speech broadcast live on the state radio.

"Sooner or later, the Americans will be obliged to leave Iraq in shame and humiliation," he added.

The New York Times

La « guerre des otages » en Irak fait une première victime italienne

ROME

de notre correspondant

Fabrizio Quattrocchi, un Italien de 36 ans, est la première victime de la crise des otages en Irak, où une quarantaine d'étrangers ont été enlevés et sont encore détenus par divers groupes armés. Cet ancien boulanger reconverti depuis trois ans comme agent de sécurité était l'un des quatre civils italiens retenus depuis plusieurs jours par une énigmatique Brigade verte du Prophète.

Dans un communiqué adressé, mercredi 14 avril dans la soirée, à la chaîne de télévision panarabe Al-Jazira, les ravisseurs ont expliqué : « Nous avons tué un des quatre prisonniers italiens parce que le président du conseil Berlusconi a annoncé que le retrait des troupes italiennes n'est pas à l'ordre du jour. Cette position, qui ne respecte pas la vie de ses citoyens, est la conséquence de son

obéissance aveugle à ses patrons de la Maison Blanche. Nous tuerons les otages l'un après l'autre jusqu'à ce que nos conditions soient acceptées. »

Le message était accompagné d'un enregistrement vidéo de l'assassinat, mais la cassette n'a pas été diffusée par la chaîne du Qatar parce que jugée « trop sanglante ». La nouvelle de la mort d'un des otages est tombée en cours de soirée alors que le ministre des affaires étrangères, Franco Frattini, participait en direct à un débat télévisé sur la RAI. De longues minutes de suspense s'ensuivirent avant que

l'identité de l'otage tué soit connue. Des membres des familles d'otages pressaient le ministre de questions. L'information a été donnée peu après minuit et demi. « Nous le savions depuis quelques minutes, nous avons déjà prévenu la famille », a expliqué M. Frattini.

Après avoir vendu la boulangerie familiale, dans un quartier populaire de Gênes, Fabrizio Quattrocchi s'était recyclé comme agent de sécurité dans une entreprise spécialisée de la région. Militaire de réserve, spécialiste d'arts martiaux, il avait déjà fait - en vain - une demande, il y a deux ans,



« Ils ont brisé une vie, ils n'ont pas entamé nos valeurs et notre engagement pour la paix »

SILVIO BERLUSCONI

pour se joindre au contingent italien en Afghanistan. Cette fois, c'est avec un contrat civil qu'il est parti en Irak début décembre 2003. « Il y est allé parce que c'était bien payé. Il ne devait rester qu'un mois, un mois et demi, et puis il a été dépassé par la situation », a déclaré

son frère Davide devant les caméras qui assiégeaient le domicile familial. Fabrizio voulait s'acheter une maison, puis épouser sa fiancée Alice. Comme les autres familles d'otages, les Quattrocchi se sont attachés à démentir les

informations selon lesquels les Italiens capturés étaient des « mercenaires », voire des espions.

Dès l'annonce de l'assassinat de Fabrizio Quattrocchi, Silvio Berlusconi a réaffirmé la fermeté du gouvernement italien : « Ils ont brisé une vie, ils n'ont pas entamé nos valeurs et notre engagement pour la paix », a-t-il déclaré. La présidence du conseil a ajouté dans un communiqué qu'elle dépêchait sur place un émissaire, l'ambassadeur Gianni Castellana, pour essayer d'obtenir la libération des trois autres otages. « Notre devoir est de faire tout notre possible pour les sortir de là », a commenté Franco

Frattini, tout en reconnaissant rien savoir des ravisseurs. L'Italie a déployé quelque 3 000 hommes en Irak pour une « mission de paix » en juin 2003, après la fin des hostilités. En novembre 2003, 19 carabinieri et militaires italiens avaient trouvé la mort dans un attentat-suicide contre leur caserne à Nassiriya, dans le sud du pays.

L'onde d'émotion qui traverse à nouveau le pays après l'assassinat de l'otage incite la plupart des responsables de l'opposition à la réserve « pour préserver l'unité nationale ». Mais le débat sur le retrait du contingent italien, déjà vif dans un pays majoritairement opposé à la guerre d'Irak, va redoubler d'intensité dans les prochains jours. Francesco Rutelli, responsable de La Marguerite, l'un des partis de centre-gauche, a estimé, jeudi dans La

Repubblica, qu'un changement de la politique en Irak « devient urgent ».

Mais, a-t-il ajouté, « nous ne devons certainement pas retirer nos troupes d'Irak parce qu'une quelconque "brigade" d'assassins le demande ».

Quelle sera l'attitude du gouvernement, sous la pression de l'opinion ? Avant même l'annonce de la mort de l'otage, Franco Frattini avait déclaré, devant une commission parlementaire, mercredi, que l'Italie ferait au plus tôt « une demande explicite aux Etats-Unis » pour travailler à une résolution du Conseil de sécurité. Le père d'un des trois otages encore détenus a demandé, mercredi soir, que « les soldats italiens se retirent immédiatement ». Devant chez lui, à Palerme, cet ancien carabinier s'est écrié devant les caméras : « Je suis le premier Italien à descendre dans la rue pour que le gouvernement sauve nos otages ».

Jean-Jacques Bozonnet

Le Monde

16 AVRIL 2004

Un diplomate iranien tué à Bagdad

Un diplomate iranien a été tué hier par des hommes armés à Bagdad et un otage italien assassiné par ses ravisseurs, alors que la trêve tenait à peine à Falludja où l'activité militaire s'est intensifiée au onzième jour du siège du bastion sunnite.

L'assassinat du diplomate iranien, le premier du genre depuis la chute du régime de Saddam Hussein il y a un an, est survenu au moment où des médiateurs iraniens tentent d'aider à régler la crise entre la coalition dirigée par les Etats-Unis et le chef chiite radical Moqtada al-Sadr.

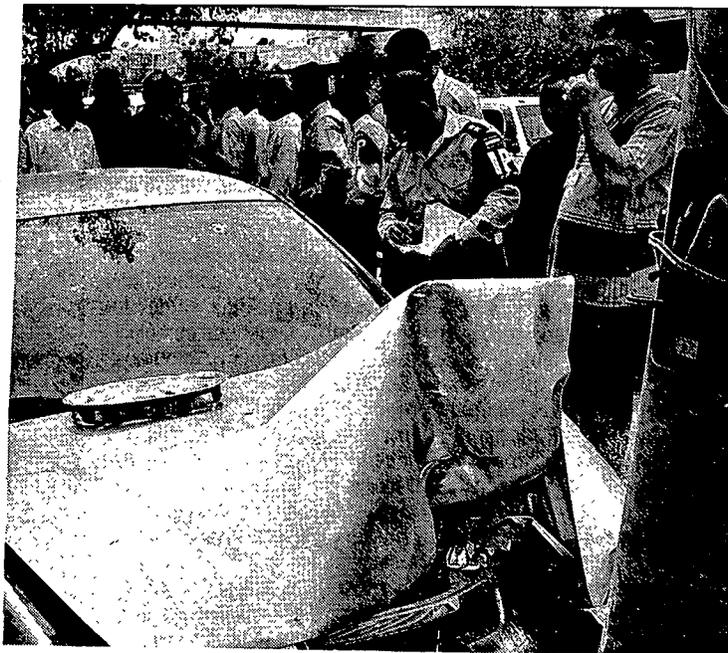
L'assassinat de l'otage italien a été revendiqué par un groupe se faisant appeler « la Brigade verte ». Dans un communiqué reçu par la chaîne al-Jezira, ce groupe affirme avoir « tué l'otage en raison des déclarations de Berlusconi, selon lesquelles le retrait des troupes italiennes n'est pas sujet à négociation ». Le groupe menace aussi de « tuer l'un après l'autre » les trois autres otages italiens qu'il détient si ses exigences n'étaient pas satisfaites, notamment

« un engagement de retrait des troupes italiennes selon un calendrier précis ».

Entre-temps, trois civils japonais pris en otages le 8 avril ont été libérés et conduits au siège du comité des oulémas musulmans (sunnite) à Bagdad. A Tokyo, les autorités s'efforçaient de confirmer le rapt de deux autres Japonais et ont réaffirmé leur volonté de ne

pas céder au chantage.

Face à la dégradation de la situation, des centaines de techniciens travaillant pour des sociétés russes ont commencé à évacuer la capitale irakienne. Trois Iliouchine ont décollé de Bagdad dans l'après-midi pour Moscou, avec à leur bord 365 employés de la société Te-



Des policiers se tiennent à côté du véhicule du diplomate iranien Khalil Naïmi, assassiné hier à Bagdad par des assaillants inconnus. (Photo Akram Saleh/Reuters.)

khnopromexport (Russes, Ukrainiens et Biélorusses principalement). L'évacuation doit se poursuivre aujourd'hui.

Dans une conférence de presse à Bagdad, le chef d'état-major interarmes américain, le général Richard Myers, a annoncé l'envoi de troupes américaines supplémentaires. Le général Myers a déclaré que

les « capacités » militaires américaines devaient être renforcées, à la demande des commandants sur le terrain, face « aux défis significatifs en matière de sécurité (...) auxquels il faut répondre ».

Selon un haut responsable militaire à Washington, l'armée américaine a décidé de prolonger la mission d'une partie de ses troupes en Irak pour faire face au regain de violence. Hier encore, un soldat américain a été tué et cinq autres blessés par l'explosion de deux bombes artisanales placées en bord de route près de la ville de Samarra.

A Falludja, une trêve précaire est observée depuis dimanche, où les combats ont fait plus de 600 tués irakiens depuis le début de l'opération américaine il y a onze jours. Trois personnes ont été tuées et quatre autres blessées par des tirs américains, selon un médecin de la ville. Un obus s'est également abattu « par erreur » sur l'hôpital de campagne jordanien, faisant un blessé léger.

(D'après AFP, Reuters.)

Téhéran a entrepris une médiation inédite avec l'accord du département d'Etat américain

L'Iran en première ligne

Laure Mandeville

Pour avoir voulu se poser en médiateur entre la coalition américaine et le trublion chiite radical irakien Moqtada al-Sadr, l'Iran se retrouve brusquement en première ligne en Irak, entraînée dans la logique violente du conflit, malgré tous les efforts déployés jusqu'ici pour rester en retrait.

Ainsi, hier, alors que le chef de la délégation iranienne Hossein Sadeghi, un homme du ministère des Affaires étrangères ar-

rivé la veille de Téhéran, poursuivait à Bagdad une « mission d'information », Khalil Naïmi, premier secrétaire de l'ambassade d'Iran en Irak, était assas-

siné dans sa voiture par des hommes en armes. « C'est probablement lié à la visite », a déclaré sans ambages le médiateur iranien Hossein Sadeghi. Quelqu'un a visiblement voulu décourager les efforts d'apaisement entrepris par l'Iran, avec la bénédiction de Washington.

La médiation laissait entrevoir des fruits prometteurs. Dès avant-hier, à l'arrivée des Iraniens, le chef chiite radical Moq-

tada al-Sadr se disait prêt à accepter de « renoncer aux conditions (initialement NDLR) annoncées pour une médiation », notamment celles concernant le retrait des troupes américaines des villes du sud. Il semble que le grand ayatollah Sistani, chef de l'école théologique de Nadjaf, proche de Té-

héran et partisan d'un cours modéré de l'exercice du pouvoir, ait joué un rôle pour le faire céder sur ce point. Des liens étroits et complexes multiples lient de longue date le clergé iranien à celui de Nadjaf.

Alors que les forces améri-

caines massaient quelque 2 500 hommes autour de la ville sainte de Nadjaf, où il est retranché, Sadr s'est également décidé à transformer sa milice en « mouvement politique et social qui n'aura pas d'activité militaire ». « Il est nécessaire de lui proposer une place dans la vie publique », a d'ailleurs expliqué le ministre de la Défense iranien Ali Chamkhani, comme en écho à cette déclaration.

Ces signes d'infléchissement seront-ils pour autant confirmés par la visite du médiateur Hossein Sadeghi à Nadjaf, ville vers laquelle ce dernier était censé

s'acheminer hier, avec pour double objectif de convaincre Moqtada Sadr de rentrer dans le rang et d'empêcher un assaut des forces de la coalition ? Quelques heures après avoir annoncé qu'il verrait « *probablement* » le dirigeant radical, l'émissaire de Téhéran est revenu sur ses paroles, pour expliquer qu'il n'y aurait pas de rencontre.

Une chose est sûre. Tout en continuant de fustiger officiellement le « Grand Satan » américain, l'Iran est clairement en train de lui tendre la main.

Sous l'antiaméricanisme de façade des autorités iraniennes, le courant politique et religieux (qui exista toujours en coulisses) favorable à un rapprochement avec Washington se renforce. L'inquiétude suscitée par le chaos de l'Irak et les victoires successives des guérillas sunnites et du radical chiite Sadr expliquent la montée en puissance des avocats du grand oncle d'Amérique, parmi lesquels le ministre des Affaires étrangères Kamal Kharazi et l'ancien président Rafsandjani. « *Les États-*

Unis se sont enfoncés dans un bourbier et doivent opter pour une politique qui leur permettra d'en sortir. (...) Il faut que... tous les dignitaires religieux, toutes les personnalités irakiennes et nous-mêmes coopérons pour conseiller les Américains, afin qu'ils évitent tout aventurisme et choisissent une voie qui évitera plus de souffrances aux Irakiens, à la région et aux Américains eux-mêmes », explique d'ailleurs ce dernier.

On voit mal comment les Américains, jusqu'à présent

soucieux de tenir l'Iran écarté du dossier irakien, pourraient aujourd'hui refuser ce coup de pouce. En troublant la paix des lieux saints de Nadjaf, un assaut américain risquerait de pousser la population dans les bras de Moqtada al-Sadr et de déchaîner les sentiments anti-américains à travers tout le monde chiite. Alors que les Américains ont fondé l'essentiel de leur stratégie politique sur la représentation politique de la communauté chiite, ce serait clairement un scénario catastrophe.

Dans la ville sainte iranienne vit le mentor de Moqtada al-Sadr

Les mollahs de Qom inquiets des soubresauts irakiens

des Américains. Quand vous venez comme force de libération contre l'opresseur, vous n'avez

LE FIGARO 16 AVRIL 2004

Qom :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

C'est un murmure sourd qui sort du petit attroupement qui vient juste de se former devant ce kiosque à journaux de la ville sainte de Qom. Un brouhaha confus où se croisent les accents arabes et persans. Sur l'avenue qui mêle au mausolée à la coupole dorée de Massoumeh, la sœur de l'imam Reza, vénéré par les chiïtes du monde entier, la scène se répète tous les jours depuis plus d'une semaine. Une trentaine d'hommes en turban sont plantés là, tous les matins, à lire religieusement les grands titres de la presse iranienne, qui reviennent sur les derniers événements en Irak.

Située à 150 kilomètres au sud de Téhéran, Qom vibre au rythme des soubresauts qui animent son voisin, également majoritairement chiïte. Ses milliers de réfugiés irakiens ont les yeux tournés vers l'actualité. Les plus jeunes surfent sur Internet pour récupérer un maximum d'informations. De retour de pèlerinage à Nadjaf ou Karbala, les étudiants iraniens en théologie colportent également les dernières nouvelles. Certains de leurs camarades ont récemment péri au milieu des affrontements qui ont opposé les forces de la coalition et l'Armée du Mehdi du jeune mollah irakien rebelle Moqtada al-Sadr. Hier, on apprenait également l'attentat mortel contre un di-

plomate iranien à Bagdad. Une mise en garde, pense-t-on ici, lancée par la résistance aux autorités de Téhéran, pour qu'elles ne se mêlent pas de médiation en Irak.

A Qom, vatican islamique d'Iran, la récente fronde de Moqtada al-Sadr est bien sûr au centre des discussions. Dans cette ville qui fut le berceau de la révolution de 1979, de nombreux oulémas ultra-conservateurs, partisans d'une application stricte de la charia, ne cachent pas leur penchant pour les thèses radicales du jeune mollah irakien. Ils parlent de lui comme le symbole des « *deshérités* », « *le martyr des Américains* » : des termes qui rejoignent la rhétorique révolutionnaire des années Khomeiny. Mais dans cet Iran des réformes avortées, où les intellectuels religieux continuent pourtant à se battre pour une transition post-islamique, c'est l'appel à la modération et au retour au calme qui émane principalement de Qom.

Même l'ayatollah irakien Kazem Hossein Haéri, mentor de Moqtada al-Sadr, aurait pris ses distances avec le jeune rebelle de Koufa. Replié dans sa résidence de Qom, il refuse de communiquer avec la presse étrangère mais fait délivrer ses messages par l'intermédiaire de son frère et porte-parole Mohammad Hossein Haéri. « *Al-Sadr parle en son nom et nous parlons en notre nom. De nombreuses personnes pensent que Moqtada reçoit des ordres de la part de l'ayatollah Haéri. Mais*

ce n'est pas le cas », précise Mohammad Hossein Haéri, assis en tailleur derrière son bureau rempli de communiqués.

Installé en Iran depuis plus de vingt-cinq ans, l'ayatollah Haéri, ancien ami intime de l'ayatollah Mohammad Sadeq al-Sadr, le père de Moqtada, assassiné par les hommes de Saddam en 1999, est toujours resté en contact étroit avec le jeune mollah irakien. Les deux hommes sont connus pour leur admiration à l'égard du velayaté faqih, principe de base de la République islamique d'Iran, accordant des pouvoirs suprêmes au guide religieux.

Officiellement, Moqtada al-Sadr reste un des représentants de l'ayatollah Haéri en Irak, dont la photo continue à orner les murs de certaines mosquées chiïtes de Bagdad. Mais d'après Mohammad Hossein Haéri, le jeune mollah aurait récemment décidé de tracer son propre chemin. « *L'ayatollah Haéri a toujours conseillé à Moqtada al-Sadr de ne pas prendre les armes. Jusqu'ici, il a toujours réussi à user de son influence sur lui. Mais aujourd'hui, il est incapable de le raisonner* », explique-t-il, tout en mettant la faute sur le dos des Américains. « *Moqtada a toujours été radical dans ses paroles, mais pas dans ses actes. Les soldats de la coalition l'ont poussé à bout. En fermant son journal, en tuant des innocents, ils l'ont forcé à réagir* », poursuit-il. D'après lui, « *les chiïtes d'Irak attendaient autre chose*

pas le droit de devenir le deuxième oppresseur ». Et de tirer la sonnette d'alarme : « *Si les Américains continuent à multiplier les bavures, et s'ils restent trop longtemps en Irak, les chiïtes vont finir par appeler au djihad. Et là, ça va barder.* »

Dans les bureaux feutrés des représentants de l'ayatollah Sistani, le grand marja d'Irak, rival du jeune Sadr, la tendance est au compromis plus qu'à la confrontation. « *La situation n'est pas propice aujourd'hui au départ des Américains. S'ils s'en vont, l'Irak va devenir le deuxième Afghanistan, avec des luttes de clans et les prémices d'une guerre civile* », précise Ahmad Javærian, un jeune employé de la Fondation Sistani de Qom. Aujourd'hui, les nombreux clercs réformateurs iraniens de la ville sainte, qui ont pris leur distance avec les valeurs radicales de la révolution, ont plutôt tendance à opter pour la sagesse du grand ayatollah. « *Moqtada al-Sadr abuse du désespoir des jeunes Irakiens*

pour les pousser à la protestation. Mais le seul habilité à donner des ordres religieux, c'est l'ayatollah Sistani », commente l'hodjatoleislam Fazel Meybodi, chercheur à l'université Mofid de Qom. « *Moqtada, dit-il, n'est qu'un jeune étudiant qui n'a même pas achevé ses études théologiques.* »

DU 15 AU 21 AVRIL 2004



en couverture

IRAK, la deuxième guerre de Bush

Chiites et sunnites ensemble

Le nationalisme arabe est le point commun entre les insurgés sunnites et les chiites radicaux, explique Al Hayat.

AL HAYAT
Londres

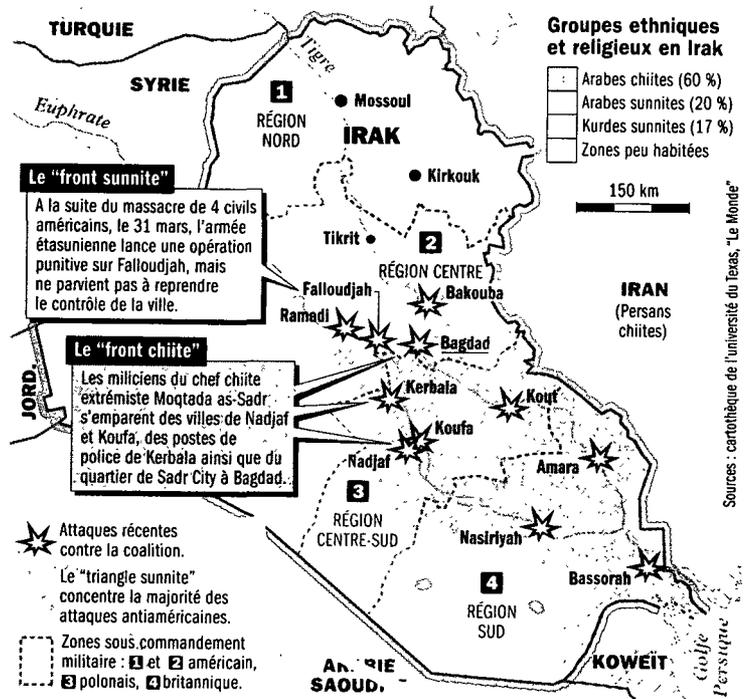
Les événements sanglants en Irak représentent le défi armé le plus grave depuis la chute de Saddam Hussein. Les opérations armées précédentes étaient caractérisées par la dispersion. A l'opposé, les événements actuels sont plus coordonnés, puisque y participe une part non négligeable des habitants arabes, chiites et sunnites, du centre, de l'ouest et du sud de l'Irak. Il est donc normal de se demander ce qui relie les événements de Falloudjah et de Ramadi [deux agglomérations sunnites] à ce qui se passe à Nadjaf [chiite] et dans les banlieues chiites de Bagdad.

Une première explication consisterait à y voir, dans les deux cas, une main étrangère qui cherche à tirer les ficelles : ce serait l'influence de la Syrie dans l'ouest de l'Irak et celle de l'Iran à Bagdad et à Nadjaf. Ces deux pays ont en effet intérêt à intervenir dans la situation irakienne, pour chasser les Américains, mais surtout pour que s'effondre la construction démocratique en Irak et que leur propre territoire ne soit pas atteint par les effets contagieux de cette expérience. Mais de telles explications demeurent univoques et n'éclairent pas l'ensemble des dimensions du problème irakien.

En Irak, l'autorité religieuse des As Sadr chez les chiites – particulièrement celle du défunt Mohammed Sadiq as-Sadr, le père de l'actuel Moqtada, qui a été assassiné par le régime déchu – est connue pour son attachement à arabiser la direction du chiisme irakien et à la débarrasser de toute domination iranienne. En fait, au



► Le lundi de Pâques, des soldats américains prient dans leur camp près de Nadjaf.



début des années 90, Mohammed Sadiq as-Sadr jouissait d'une considération particulière de la part de Saddam Hussein, qui cherchait à réduire l'emprise iranienne sur les autorités religieuses chiites du pays. Puis, en raison de nouvelles alliances contractées à la suite de l'embargo, Saddam s'était résolu à ne traiter qu'avec l'ayatollah Sistani, creusant ainsi le fossé entre son régime et Mohammed as-Sadr, qu'il finit par liquider. Certains pensent que Saddam avait obtenu des informations selon lesquelles As Sadr aurait établi des contacts avec des dirigeants chiites non iraniens dans des pays arabes comme le Liban [avec le Hezbollah], ce qui l'aurait fortement contrarié, considérant cela comme un abus de pouvoir inacceptable.

Après la chute de Saddam, Téhéran a tenté d'élargir sa sphère d'influence sur le milieu chiite irakien. Pour cela, on invita et accueillit en Iran, deux mois après la fuite du tyran, le jeune leader chiite Moqtada as-Sadr pour lui faire savoir qu'on voyait en lui un autre Hassan Nasrallah, capable

de chasser les Américains d'Irak, comme le chef chiite du Hezbollah libanais a bouté les Israéliens du Sud-Liban. As Sadr qu'il s'empresse de nouer des liens étroits avec Nasrallah ; d'autant plus étroits que les deux leaders chiites sont de chauds partisans d'un radicalisme panarabe.

Moqtada as-Sadr a pris pour appui populaire les pauvres de deux banlieues de Bagdad, Athawra et Achoula, qui ne se distinguent pas seulement par une misère extrême et une forte religiosité, mais aussi par un panarabisme fervent. En effet, la plupart des jeunes qui y vivent s'étaient enrôlés, en raison du chômage et des nécessités économiques, dans l'armée irakienne baasiste. Quant aux agglomérations sunnites de Falloudjah et de Ramadi, elles ont longtemps cherché une unité entre la religion et les orientations panarabes. La région qui les regroupe et dont l'in-

fluence s'étend jusqu'à Tikrit et à Mossoul, ainsi que dans le quartier d'Al Azimiyah de Bagdad, fut, durant les soixante dernières années, la forteresse de nombreux mouvements nationalistes et religieux. Et même si le Baas avait réussi à faire de Tikrit et de Mossoul les centres de son influence, Falloudjah et Ramadi étaient restées attachées à leurs traditions religieuses et à leur ferveur panarabe, ce qui les obligea quelquefois à entrer en conflit armé avec le régime baasiste.

Lorsque ces régions décidèrent, en mai 2003, d'affronter les Américains, elles avaient espéré que les chiites feraient de même dans le Sud. Mais ceux-ci optèrent à l'époque pour une résistance pacifique. C'est ce qui amena les instances religieuses de Falloudjah et de Ramadi à regarder du côté de Moqtada as-Sadr, d'autant que la base populaire, politique et panarabe, suscitait

déjà un climat de compréhension mutuelle entre les deux directions. De plus, en raison de leurs liens avec les organisations religieuses extrémistes de Palestine et du Liban, il s'était formé un terrain favorable à l'éclosion de leur coopération.

Les Américains avaient axé leurs efforts sur les anciens membres du régime de Saddam, convaincus qu'en les neutralisant ils n'auraient plus à craindre aucune autre menace intérieure. Ils se sont ensuite employés à agiter l'épouvantail de probables interventions régionales dans les affaires internes de l'Irak. Pourtant, les événements récents sont venus démontrer que le danger menaçant l'avenir de l'Irak pouvait provenir aussi de forces intérieures radicales alliant islam et nationalisme arabe. **Samir Shawrath**

DÉSILLUSION

Des islamistes peu fiables

L'accord entre Américains et islamistes s'est avéré désastreux, souligne un quotidien de Bagdad.

En Irak, le temps est venu pour les leaders islamistes aussi bien que pour les dirigeants américains de reconnaître la fragilité du pacte

qu'ils ont conclu et qui reposait uniquement sur le calcul qui laissait croire à chacun que le temps jouerait en sa faveur. La crise déclenchée par les combats à Falloudjah, Nadjaf, Kout et Kerbala a fait éclater au grand jour les contradictions de cet accord. Elle a également révélé la schizophrénie des islamistes qui siègent au Conseil

intérimaire de gouvernement : leurs cœurs battent pour les manifestations de la rue, mais ils prêtent la main à leur répression ; leur sympathie va aux ennemis de l'administrateur américain Paul Bremer, mais leurs intérêts les en rapprochent. Ils savent qu'en restant au Conseil leur poids politique s'amenuise au profit de concurrents islamistes qui agissent sur le terrain, mais l'idée de quitter leurs postes au Conseil leur fait

craindre pour leurs aspirations politiques. Ils se sont révélés impuissants à arrêter le flot de sang, à sauvegarder les vies de civils irakiens innocents et à porter secours aux villes assiégées. Ceux qui pensaient que l'alliance entre les Etats-Unis et les islamistes perdurerait doivent savoir qu'elle n'était que temporaire, à l'image de celle qui existait dans les années 80 entre Washington et les combattants antisoviétiques en Afghanistan. On sait comment cela s'est terminé. Que les islamistes disent clairement s'ils souhaitent s'engager sans ambiguïté dans une alliance avec les Etats-Unis. A défaut de choisir, ils ne satisferont ni les Américains ni leur base, dont une partie s'est tournée vers les radicaux. Il est temps qu'en Irak règne le droit et que soit mis fin à la pratique des quotas confessionnels. Mais est-ce au sein du Conseil que l'on trouvera la personnalité qui proposera cette perspective aux Irakiens ? Ou bien des têtes brûlées prendront-ils en otage le peu d'espoir qui reste d'un Irak sûr, stable et civilisé ? **Az Zaman, Bagdad**

SCÉNARIOS

Quatre issues possibles

■ **Le retrait** Les Etats-Unis se désengagent, entraînant avec eux les autres pays de la coalition. Les risques d'un démembrement de l'Irak et de déstabilisation du golfe Persique s'accroissent. Dans le meilleur des cas, les Irakiens prennent leur destin en main sans réelle expérience de la démocratie. Dans le pire des cas, une guerre civile entraîne un conflit avec l'Iran et l'instauration d'une dictature militaire ou religieuse. Probabilité : 2/10.

■ **L'occupation** Les Etats-Unis abandonnent l'idée de céder le pouvoir le 30 juin à un gouvernement de transition irakien. Au mieux, les zones de conflit sont pacifiées, mais la guérilla reste active. Au pis, les radicaux chiites deviennent la principale force politique avec le soutien de l'opinion publique ; les forces de la coalition ne sortent plus de leurs campements. Probabilité : 5/10.

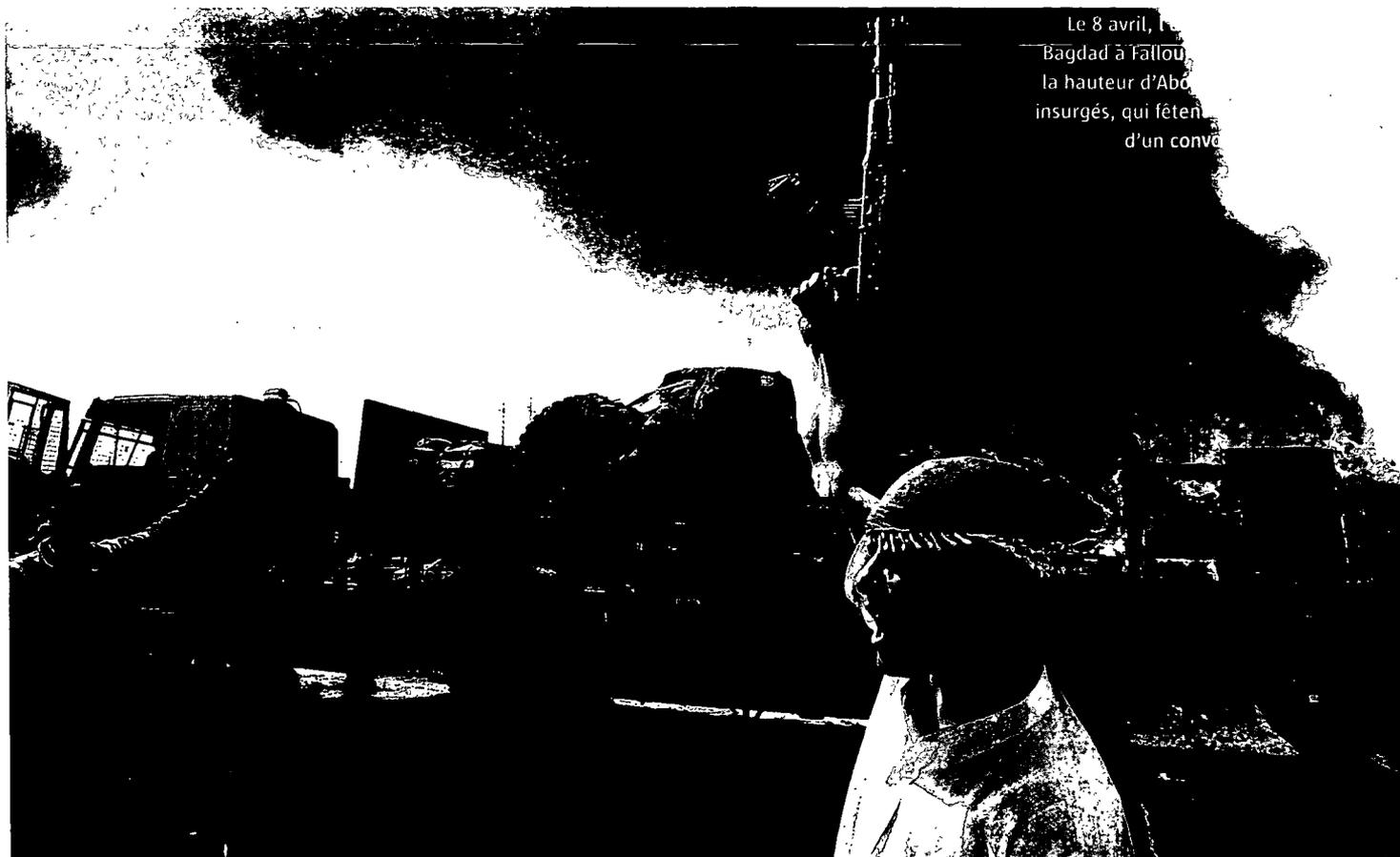
■ **L'ONU** Les Etats-Unis s'abritent derrière l'autorité des Nations unies pour procéder au transfert du pouvoir. Les négociations pour élaborer un mandat de l'ONU et organiser des élections prennent du temps. Si les choses se passent bien, on assiste à la construction d'une démocratie sous les auspices internationaux et à la marginalisation des radicaux. L'autre possibilité est que les Nations unies hésitent à envoyer du personnel en Irak et que les Irakiens se méfient de l'action de l'ONU. Probabilité : 7/10.

■ **Le flou** La date du 30 juin 2004 pour le transfert de souveraineté est abandonnée, les Nations unies hésitent à revenir en Irak, les troupes de la coalition ne sont pas renforcées, les groupes armés gagnent de l'assurance. Les troupes de la coalition s'enfoncent lentement dans un borborygme. L'hypothèse du pire : les Irakiens deviennent nostalgiques de Saddam Hussein, le Conseil de gouvernement irakien supporte de moins en moins les décisions américaines et il devient de plus en plus difficile pour les forces de sécurité irakiennes de combattre des compatriotes. Probabilité : 9/10.

(D'après *The Independent*, Londres)



DU 15 AU 21 AVRIL 2004



Le 8 avril, l'armée américaine a vaincu les insurgés, qui fêtent la victoire à la hauteur d'Abou Ghraib, d'un convoi de ravitaillement.

SAHIB/AFP

L'enfer des GI

Malgré leur supériorité technique et militaire, les troupes américaines ne parviennent pas à contrôler durablement le terrain. Reportage. DE NOTRE CORRESPONDANT NICOLAS HÉNIN

Un convoi de ravitaillement d'une douzaine de camions passe sur la voie express Qadissia, une sorte d'autoroute urbaine des faubourgs sud de Bagdad, un axe quasi obligé pour se rendre de l'aéroport à la Zone verte, le QG de la coalition. Il est protégé, comme de coutume, par une escouade de Humvees, ces grosses voitures renforcées de plaques de blindage utilisées par l'armée américaine. Soudain, on entend une explosion. Une roquette a manqué de peu l'un des camions. Immédiatement, des rafales crépitent. Ce sont les soldats américains qui répondent, tandis que les assaillants couvrent leur fuite.

Dans l'une des voitures, un militaire hurle dans sa radio. Les soldats tirent de part et d'autre de la voie. Il suffit d'une minute à peine pour que les renforts arrivent ; une quinzaine de Humvees qui foncent à contre-sens

sur l'autoroute, alors que le convoi poursuit son chemin. Et moins d'une minute plus tard, deux hélicoptères surgissent à leur tour. Ils volent en rase-mottes, les deux portières latérales grandes ouvertes. On y voit des tireurs équipés de mitrailleuses qui scrutent les alentours.

Des attaques de ce type, les forces de la coalition en ont vécu des dizaines à Bagdad et dans ses environs ces derniers jours, victimes d'un véritable harcèlement qui s'est particulièrement acharné sur leurs lignes d'approvisionnement. Après être apparus totalement débordés jusqu'à la fin de la semaine dernière, les GI déploient une tactique de reconquête de la ville. Les patrouilles ne se font plus à deux, mais à quatre véhicules. Et elles repassent, avec insistance, tous les quarts d'heure dans les mêmes rues, pour affirmer leur présence.

Bagdad continue, malgré tout, de vivre des scènes qui auraient été inimaginables il y a peu. Des jeunes gens en armes, la tête négligemment recouverte d'un keffieh, qui se mêlent aux badauds dans les rues du quartier sunnite d'Adhomyia et qui guettent l'arrivée des soldats, impatients de faire le coup de feu. Des volontaires islamistes qui prennent leur voiture et parcourent les rues en klaxonnant, distribuant à la volée des tracts appelant à l'« unité islamique » et à « tuer les Américains et les juifs ». Des roquettes tirées sur des camions de ravitaillement, sans aucune réaction de l'armée, trop occupée, semble-t-il, à évacuer les blessés. Un char Abrams – la fine fleur de la cavalerie américaine – abandonné, qui se consume sous les regards abasourdis des passants. Des obus de mortier expédiés en plein jour sur le siège de la coalition ou les abords de l'hôtel Sheraton, pourtant cerné à ce moment-là par un impressionnant dispositif de sécurité mobilisant des blindés.

Que s'est-il passé ? Bien sûr, les Etats-Unis n'ont pas encore militairement perdu la guerre. Mais l'alerte de la semaine écoulée est de très loin la plus sérieuse qu'ait connue le pays ▶

► depuis un an. En quelques jours, voire quelques heures, le pays s'est soudainement embrasé. La situation échappait totalement aux forces de la coalition. Deux semaines après le début de cette « intifada » chiite, dont la guérilla sunnite a profité pour redoubler d'ardeur, la situation sur le terrain demeure extraordinairement volatile et confuse.

Mais on peut d'ores et déjà pointer des fragilités dans la formidable mécanique déployée par les Etats-Unis en Irak. A commencer par l'impossibilité pour les GI d'être totalement maîtres du théâtre d'opérations, dans un pays aussi vaste et complexe. Un pays inconnu aussi pour des soldats qui, dans leur majorité, viennent juste d'être déployés à l'issue d'un vaste mouvement de relève. Les quelque 129 000 militaires américains n'ont souvent guère plus de quelques semaines d'expérience du pays. Ils n'ont pas eu le temps de s'adapter aux subtilités des rapports humains, ni surtout à la redoutable ingéniosité de leurs adversaires, qui modifient sans cesse le mode opératoire de leurs attaques.

Résultat, l'armée américaine souffre de sérieuses vulnérabilités. Elle offre toujours des angles morts, des failles dans lesquelles la guérilla peut s'engouffrer. Les convois de ravitaillement constituent un talon d'Achille. A commencer par les camions-citernes, qui s'embrasent d'un seul impact de roquette. Et aussi puissante, aussi technique que soit l'armée américaine, comment peut-elle faire manœuvrer ses blindés ou ses hélicoptères si ses approvisionnements sont compromis ?

Il ne faut pas non plus surestimer la puissance de la guérilla. Celle-ci échoue dès que la confrontation prend une forme conventionnelle. Les affrontements impliquant des centaines d'insurgés, tels ceux qu'on a pu voir dans certains faubourgs de Bagdad, ont systématiquement tourné au massacre. Le seul atout de la guérilla demeure, en milieu urbain, sa capacité déconcertante à se fondre dans le paysage une fois la roquette lancée ou la rafale lâchée.

Il n'empêche. Certains coups d'éclat de l'insurrection sont impressionnants, comme la coupure de l'autoroute qui relie Bagdad à Fallouja, à hauteur d'Abou Ghraïb. Pendant de longues heures, des centaines d'hommes en armes ont bloqué les six voies de ce principal axe routier d'Irak dans une atmosphère de quasi-kermesse, tirant des rafales en l'air en signe de joie. Au nez et à la barbe des soldats américains, installés derrière les murs de l'ancienne prison d'Abou Ghraïb et qui avaient déserté leurs miradors ! Mais la fête a été de

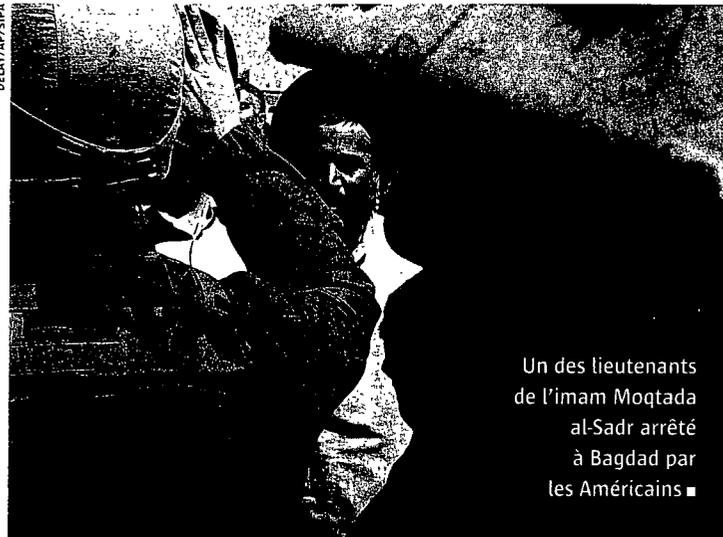
contingents ont fini par trouver des accommodements. Les Britanniques, qui ont très vite négocié l'évacuation du siège de l'administration régionale, occupée par les miliciens de Moqtada al-Sadr. Les Italiens, qui ont accepté d'entrer dans le jeu complexe des salamalecs avec les représentants de tribus pour faciliter la libération de Gary Teeley, un consultant anglais pour une société de blanchisserie qui avait été pris en otage à Nassiriya. Même les Polonais ont réussi à faire revenir les policiers irakiens dans les rues de Nadjaf, où ne patrouillaient plus que les partisans de Moqtada.

Les Américains semblent aujourd'hui jouer de la carotte et du bâton avec l'imam rebelle. D'un côté, ils demandent aux deux principaux partis chiites irakiens (l'Asrii et le Dawa) de négocier discrètement pour eux avec Moqtada al-Sadr, mais, de l'autre, ils maintiennent la pression et renouvellent leurs menaces. « Notre mission est de tuer ou de capturer Moqtada al-Sadr », a rappelé sans ambages l'état-major américain.

L'un des lieutenants de Sadr a été arrêté mardi... avant d'être libéré.

« On paie aujourd'hui toute une série d'erreurs passées », juge Lawrence Korb, ancien secrétaire adjoint à la Défense de Ronald Reagan. De fait, l'insurrection des derniers jours a aussi révélé des fautes stratégiques. Comme la mise à l'écart des sunnites au profit des chiites, réputés plus fiables. Dans la foulée de l'insurrection, tous les rouages policiers ont craqué. Une immense majorité des policiers de Bagdad viennent de Sadr City et leur fidélité envers ceux qui les nourrissent n'a pas tenu longtemps. La police, la gendarmerie se sont évanouies dans la nature et un bataillon de la nouvelle armée a même refusé de monter sur le front de Fallouja.

Ahmed Chalabi, naguère encore très écouté au Pentagone, semble être tombé en disgrâce. Il se souvient avec une amertume sans doute mêlée d'un peu de mauvaise foi : « Nous avions discuté et nous avions prédit avant la guerre ce qui arrive aujourd'hui. » Les Irakiens, affirme-t-il, « comprenaient la libération mais rejettent l'occupation » ■



Un des lieutenants de l'imam Moqtada al-Sadr arrêté à Bagdad par les Américains ■

courte durée, et cette bande euphorique a été délogée par le feu nourri de canons de chars.

Malgré des rapports de forces sans commune mesure, les deux adversaires sont virtuellement incapables l'un et l'autre de tenir durablement le terrain. Cette situation, que les stratèges qualifient de « guerre asymétrique », ne laisse en général ni vainqueur ni vaincu.

Les leçons de Fallouja

La bataille de Fallouja a révélé l'impossibilité de chacune des parties de se rendre maître du jeu. D'un côté, les insurgés qui subissent des pertes énormes. De l'autre, des marines coincés dans une friche industrielle, qui ne progressent que très lentement et croient tout juste avoir fini de « nettoyer » une zone quand un tir de mortier sur leurs arrières vient leur rappeler qu'il faut repasser au peigne fin le secteur supposé pacifié.

Fallouja a aussi révélé les limites de la stratégie exclusivement militaire que les Américains ont privilégiée.

Sur le front chiite, tous les autres

U.S. agrees to UN plan for Iraq, aide says

Caretaker cabinet would replace the governing council

By Steven R. Weisman

WASHINGTON: Bush administration officials have accepted a United Nations proposal for a caretaker government to take office in Iraq on July 1, effectively agreeing to discard the Iraqi Governing Council installed by the American occupation last year, a senior administration official said Thursday.

The official, in an interview, said the proposal by Lakhdar Brahimi, the special United Nations envoy, to create a new government of nonpolitical Iraqi experts and notable people had many details that still had to be worked out, but that in broad outlines it was acceptable to President George W. Bush.

"I don't see anything in what he is proposing that would be of concern to us," said the senior administration official, adding that several details still had to be worked out. Brahimi, the official

said, should be completing those details this month and next month before sovereignty is handed over to Iraq by June 30.

The main issue, the official said, was that whatever Brahimi came up with had to be acceptable to most, if not all, Iraqis, and the envoy's handiwork seemed to pass that test. "What he has come up with is an idea that he thinks will work," the official said.

In addition, the official said that at least some members of the current Iraqi Governing Council — a body dominated by former Iraqi exiles brought back to their homeland after Saddam Hussein was overthrown — would be involved in some way in selecting the new caretaker government. Some, along with current ministers, can be expected to lead that government, the official said.

The 25-member Iraqi Governing Council was the product of efforts led by L. Paul Bremer 3rd, the American occupation administrator, when he first arrived in Baghdad at the close of what Bush called major combat.

At the time, American officials touted it as representative of Iraqi aspirations and perhaps even the most representative government in the Arab world.

Since then, however, the council has become discredited throughout Iraqi society, American officials acknowledge.

In recent weeks, however, there were signs that U.S. officials remained wedded to keeping the council, if only in an expanded version. Senior officials were known to feel that the most likely outcome of the Brahimi exercise was for the council to remain in power in one version or another.

But others saw the handwriting on the wall for the governing council. Indeed, some members of the council openly opposed the return of Brahimi to Baghdad precisely because they feared he would propose getting rid of their power base, according to American officials.

Some American officials now say that Brahimi's plan could marginalize or cut out some of the former exiles that some American officials had hoped would lead a new Iraq.

Brahimi, a veteran United Nations envoy, has been in Iraq for the last two weeks, at times working side-by-side with Robert Blackwill, the top White House official in charge of Iraq policy, to salvage a political consensus out of the chaotic swirl of recent events in Iraq.

Administration officials, as well as United Nations and European diplomats, say that the existing turbulent political situation forced the administration's hand, making it imperative that the United States support whatever proposal Brahimi came up with.

That inevitability was signaled in a way by Bush at his news conference earlier in the week, when he was asked what the government that was to take power would look like. He told them to wait and see, referring to Brahimi's efforts.

While the United Nations envoy was in Baghdad, United States armed forces have tried to counter attacks by Shiites and Sunnis and create a stable environment in which the political process could be installed.

Meanwhile, military commanders have complained that a lack of progress on the political front have hampered their own efforts to stabilize Iraq.

The New York Times

Friday, April 16, 2004

Herald Tribune

UN Cyprus plan gets tepid Greek backing

From news reports

ATHENS: Greece on Thursday cautiously endorsed a UN plan to reunify Cyprus, nine days before crucial referendums are scheduled to be held on the long-divided island before it joins the European Union on May 1.

"I think that within the European perspective, the positive aspects can outweigh the negative ones," the country's prime minister, Costas Karamanlis, said in a televised statement.

He admitted that the plan contained elements that Greek Cypriots find hard to swallow, but added that the difficulties could be overcome with a united Cyprus forming part of the EU.

Karamanlis tried to soothe Greek Cypriot fears that the plan was not workable. "Greece will take all the measures required for the full and effective

enforcement of the plan," if both sides agree to it, he said.

Opinion polls show that a majority of Greeks and Greek Cypriots dislike the plan. However, the European Union, the United States and the United Nations have been putting pressure on Athens to throw its weight behind it.

If either Cypriot community votes against the plan, only the internationally recognized Greek Cypriot part of the island will join the EU.

After the rival communities in Cyprus failed to reach an agreement on the UN plan during talks in Switzerland in March, Karamanlis had only regretted that "it proved impossible to reach an agreed solution."

He later said in Parliament that the plan was a compromise and had "positive aspects" and some "difficulties."

The Greek prime minister also tried

to hedge against a possible rejection by Greek Cypriots, saying that a vote against the plan should not spell the end of efforts to reunify the island.

"If the plan is not accepted, the expression of Cypriots' popular will must be respected," he said. "Reunification must be sought as soon as adequate conditions are created."

Karamanlis also said that the Cyprus issue should not be allowed to affect either Turkey's bid to eventually join the EU or relations between Greece and Turkey.

"No one should see the sovereign expression of the will of the Greek Cypriot people as a condition, or as a brake, in the development of relations of friendship and trust between Greece and Turkey."

"Turkey's road to Europe must continue," Karamanlis added.

The Greek Cypriot president, Tassos Papadopoulos, has rejected the reunification plan. AKEL, the biggest Greek Cypriot party, has asked its supporters to vote against it.

Cyprus has been divided since 1974 when Turkey occupied the north in response to a Greek Cypriot coup aimed at uniting the island with Greece.

In Brussels, the United States

pledged \$400 million Thursday to support the UN plan, but stressed that no money would come unless voters approve the referendums.

Andrew Natsios, administrator of the U.S. Agency for International Development, made the pledge at the opening of a meeting convened to assess the total

needs for Cyprus, which were estimated at more than \$2.1 billion over five years, primarily for housing.

"Absolutely, it's conditional on a settlement," Natsios said. "If they don't approve it, there's nothing to implement."

He said \$100 million would be available "for immediate needs" and the rest

would be disbursed in future budgets.

The pledge was being announced before the vote, Natsios said, to help assuage the "legitimate fear" among some Cypriots that the international community might "abandon" the island financially afterward. (AFP, AP)

Ben Laden joue l'Europe contre Bush

Un message attribué au chef d'Al-Qaeda propose une «trêve» aux Européens s'ils se retirent d'Irak.

Washington de notre correspondant

Débordé par la violence en Irak, harcelé par la commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre (lire page 11), dénoncé à travers tout le monde arabe pour son appui à la politique d'Ariel Sharon, le président américain George W. Bush se serait bien passé de voir réapparaître le fantôme d'Oussama ben Laden.

Dans un enregistrement audio, diffusé hier par les chaînes Al-Arabiya (basée à Dubaï) et Al-Jezira (Qatar), un homme se présentant comme le chef d'Al-Qaeda offre une «trêve» aux Européens, à condition qu'ils prennent leurs distances avec les Etats-Unis. La voix, qui s'adresse à «nos voisins du nord de la Méditerranée», promet de «stopper les opérations contre tout Etat promettant de cesser d'attaquer les musulmans». La trêve interviendrait «dès le départ du dernier soldat de nos pays», offre qui est faite «pour une période de trois mois à partir de la date de diffusion de ce message». Celui-ci évoque les attentats de Madrid (décrits comme «un retour à l'expéditeur») et promet que le cheikh Ahmad Yassine, chef spirituel du Hamas pale-

stinien, assassiné par l'armée israélienne en mars, sera vengé. La CIA estime l'enregistrement «vraisemblablement authentique», et certains experts arabes sont formels: il s'agit bien de la voix de Ben Laden. Le message embarrasse ●●●

●●● Washington à plus d'un titre. Il vient, d'abord, rappeler aux électeurs américains que le véritable ennemi de l'Amérique n'est pas Saddam Hussein mais bien Ben Laden et Al-Qaeda: l'organisation terroriste n'a pas été affaiblie par la guerre contre l'Irak, bien au contraire. Surtout, en cherchant à enfoncer un coin entre Européens et Américains, le message risque d'affaiblir un peu plus la «coalition des volontaires» engagée en Irak.

Opinion publique. Certes, comme on pouvait s'y attendre, les dirigeants européens ont unanimement et fermement rejeté l'offre de trêve, affirmant qu'il n'était pas question de négocier avec les criminels d'Al-

Qaeda. Mais l'enregistrement vise surtout leurs opinions publiques: «Ces politiciens envoient vos enfants, malgré votre opposition, dans nos pays pour tuer et se faire tuer», dit l'auteur du message. Alors que l'Europe est encore sous le choc des attentats de Madrid (191 morts), il cherche à tourner l'opinion publique contre les gouvernements anglais, italiens, polonais, ukrainien, espagnol ou néerlandais.

La cassette a été diffusée alors que la «coalition des volontaires» en Irak est soumise à rude épreuve. Washington sera bientôt privé d'un de ses principaux alliés européens, l'Espagne: le nouveau gouvernement socialiste, arrivé au



16 AVRIL 2004

pouvoir juste après les attentats du 11 mars, est décidé à respecter sa promesse de retirer les troupes espagnoles d'Irak. Le Parlement néerlandais flotte, le Parti travailliste anglais est secoué par les tiraillements internes (lire ci-contre). Les prises d'otages mettent les gouvernements sous pression.

Transition. Pour George W. Bush, qui reçoit vendredi le Premier ministre britannique Tony Blair, la priorité est de maintenir en place sa coalition au-delà du 30 juin, date du transfert du pouvoir à un gouvernement provisoire irakien. Le Président refuse de retarder cette date, malgré les difficultés à mettre sur pied

une autorité irakienne crédible. Quelque 20000 soldats américains actuellement déployés en Irak vont rester quelques mois supplémentaires sur le terrain, a confirmé hier à Washington le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld. Blair devrait plaider, de son côté, pour que les Etats-Unis acceptent d'accroître le rôle de l'ONU dans la préparation de la transition politique à Bagdad. ◀

PASCAL RICHE

► Les Etats-Unis vont rappeler leur personnel diplomatique non essentiel en Arabie Saoudite, en raison d'une inquiétude grandissante quant à leur sécurité, a annoncé hier le secrétaire d'Etat, Colin Powell.

Chirac: «Pas de tractation possible»

Jacques Chirac a proposé hier depuis Alger une conférence interirakienne destinée à préparer la transition politique. Pour lui, la solution à la crise en Irak, seulement «de nature politique, passe par un transfert rapide, complet, visible de la souveraineté aux Irakiens eux-mêmes et par la mise en place d'institutions irakiennes qui soient réellement représentatives, légitimes et pleinement responsables». Cette conférence, sous l'égide de l'ONU, s'inspirerait de celle sur l'Afghanistan organisée à Bonn (Allemagne) en novembre 2001 par Lakhdar Brahimi, alors envoyé spécial de l'ONU dans ce pays et aujourd'hui envoyé de l'ONU en Irak. Chirac a affirmé que «la France [...] examinera avec ses partenaires du Conseil de sécurité, dont fait partie l'Algérie, le rôle que les Nations unies pourraient jouer dans ce processus de transition politique», mais a estimé «hors de question que la France réponde de façon positive à la demande d'envoyer des troupes françaises en Irak. Il a par ailleurs écarté la proposition de trêve attribuée à Ben Laden: «Il n'y a pas de tractation possible avec les terroristes», a-t-il rappelé.

LE FIGARO
magazine

du samedi 17 avril 2004

Chef des Albo Nasser, la tribu de Saddam Hussein, Cheikh Mahmoud est soupçonné par les Américains de diriger la guérilla à Tikrit.

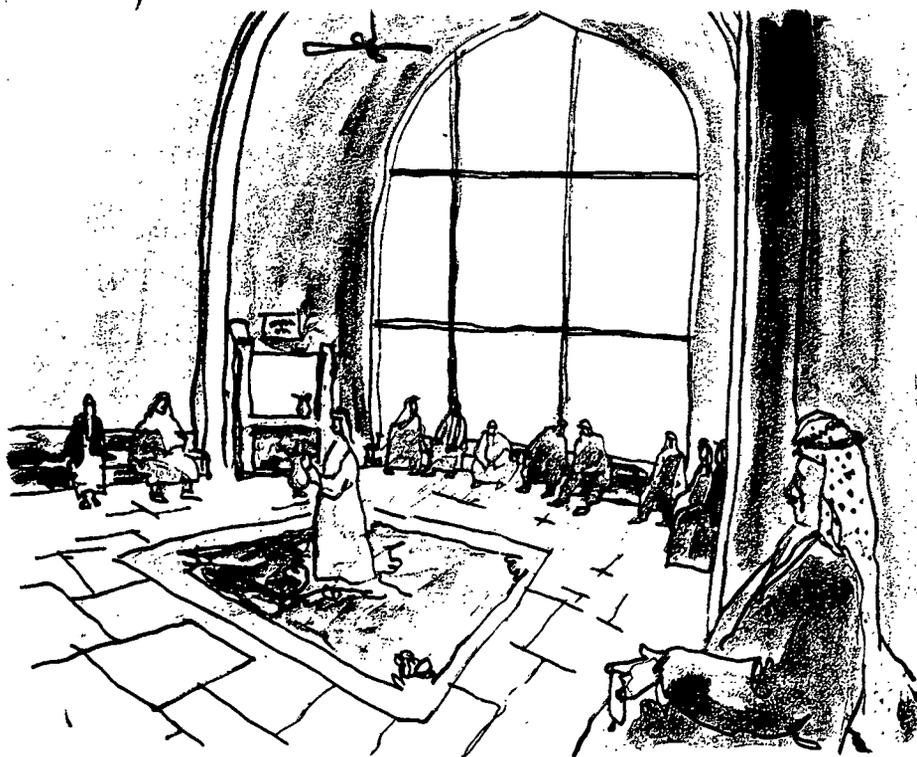
Carnet de Dans le pays

Pour comprendre les attentes et les colères des différentes communautés, "Le Figaro Magazine" fait traverser tout l'Irak à un journaliste, un photographe et un illustrateur. Voyage à la rencontre des hommes du « Nouvel Irak », de leurs peurs et de leurs colères.

Par Arnaud de La Grange. Photos Thomas Goisque. Dessins Bertrand de Miollis

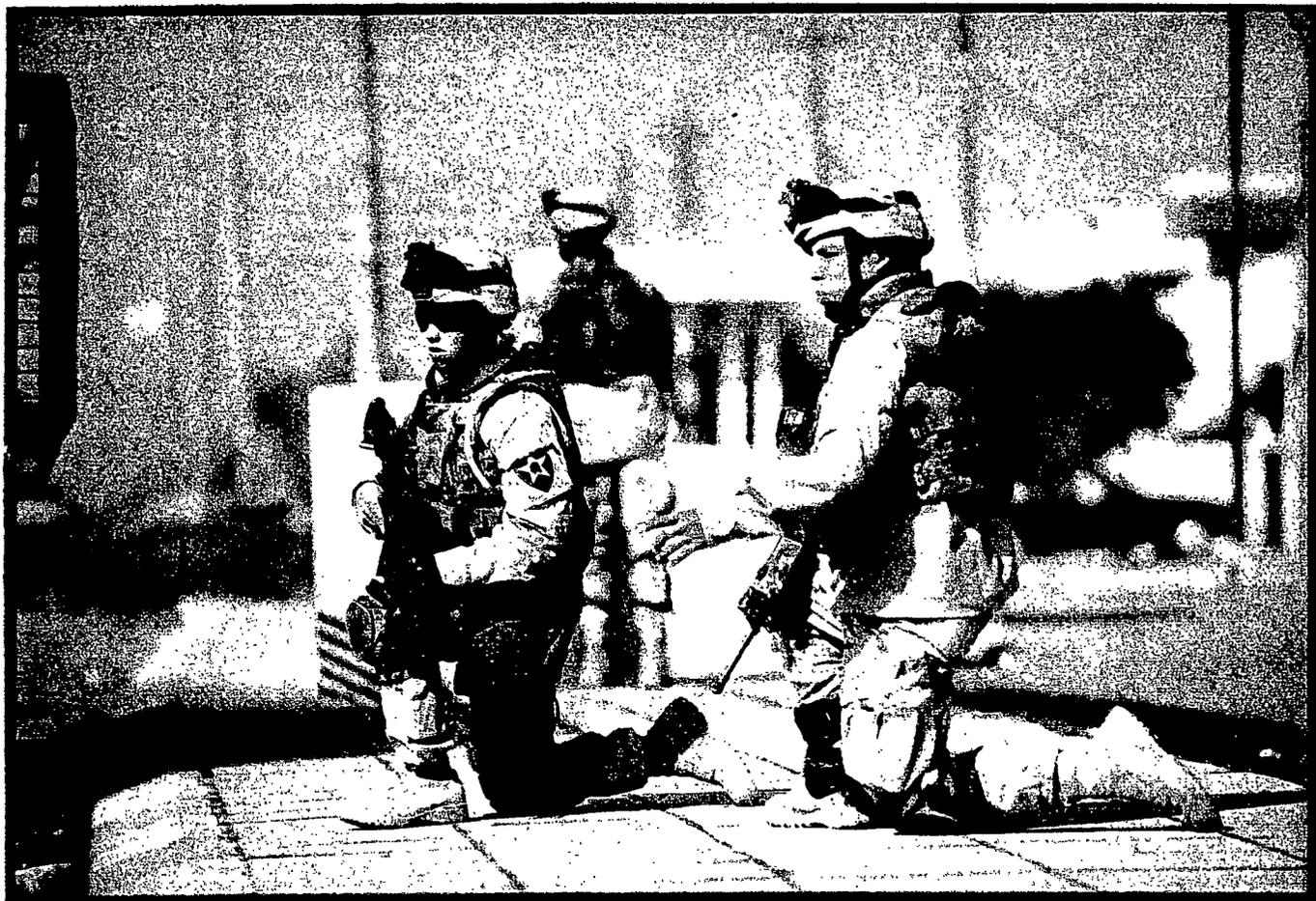
Les lenteurs de la reconstruction comme les maladresses de la coalition font monter l'exaspération à l'égard des troupes américaines. La perspective du transfert des pouvoirs aux Irakiens, le 30 juin, se rapproche. Les postures des différentes communautés se crispent. Les négociations sur la Constitu-

tion provisoire ont été un électrochoc. Occupants américains, dirigeants chiïtes, kurdes, sunnites réalisent ce qu'ils pressentaient déjà : ce processus est impraticable. Mais le piège s'est refermé et le retour en arrière est impossible. La libanisation de la vie politique porte en elle tous les germes de la guerre civile.



Le jour de la fête de l'Aïd, tous les cheikhs de la région viennent saluer en son palais le seigneur de Tikrit, qui reçoit dans le « diwan », la grande pièce de réception traditionnelle.

route de la peur et de la colère



Au cœur du pays sunnite, pour les GI la guerre ne s'est pas arrêtée le 1^{er} mai 2003, comme George W. Bush l'a solennellement décrété.

Centre-Irak Tikrit, chez le cousin de Saddam

Quand l'assemblée tourne la tête vers la grande fenêtre pour voir deux hélicoptères Apache passer au-dessus du fleuve au ras des palmiers, Cheikh Mahmoud, lui, ne bouge pas. Ces oiseaux noirs n'annoncent que du malheur, la déroute et l'ennui. Alors, le chef des Albo Nasser, la tribu de Saddam Hussein, se drape dans sa dignité et son grand manteau de Bédouin. Dans le *diwan*, l'immense salle de réception traditionnelle de son palais des bords du

Tigre, le chapelet de visiteurs lui rappelle sa grandeur passée. Quand il régnait sur d'al-Awja, le village natal du raïs irakien.

- *Nous payons le fait d'être de la famille, soupire le cheikh, dont plusieurs proches ont été arrêtés. Ils sont persuadés que nous dirigeons la guérilla.*

Nous sommes au cœur du « triangle sunnite » où les GI subissent en temps « normal » une vingtaine d'attaques par jour. Qui sont ces irréguliers qui osent défier la première armée du monde ? Derrière des appellations fluctuantes, comme l'Armée de Mahomet ou le Front natio-

nal de libération de l'Irak, se profile un amalgame d'anciennes gâchettes du maître de Bagdad, d'ex-militaires congédiés inconsciemment du jour au lendemain, des militants islamistes de diverses obédiences épaulés parfois par des combattants étrangers. La guérilla a éclaté en une myriade de groupes armés divisés en petites cellules.

- *Leur tactique est celle du Viêt-minh, confie un ancien officier de l'armée, ils frappent puis se fondent dans la population. Ici, tout le monde les soutient. Ce sont les riches commerçants qui financent le combat.*

Bagdad, la colère des salafistes d'Oum al-Toubol

Sabah Nouri al-Kaissi n'aime pas les gens qui enfoncent les portes ouvertes. Au sens premier du terme.

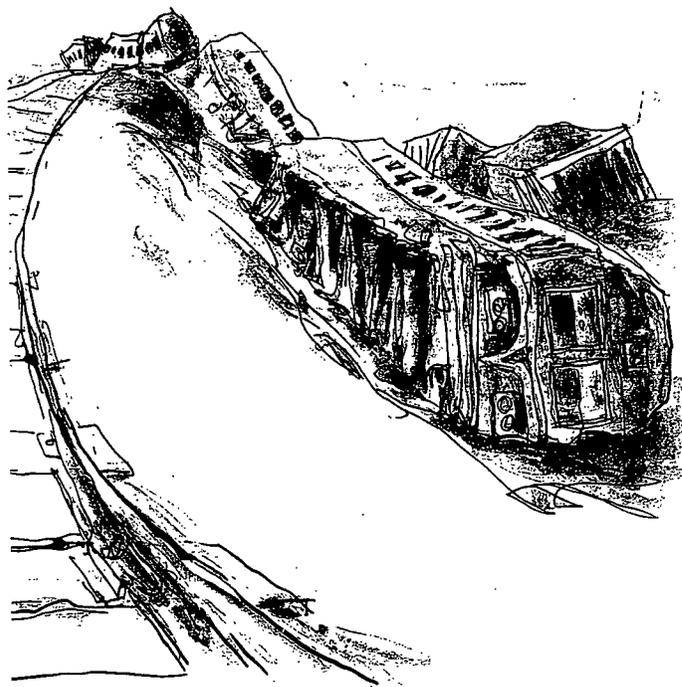
- *Pourquoi les Américains ont-ils brisé nos portails même pas fermés à clef ?*

Le responsable de cette importante mosquée de Bagdad montre les tapis de prière lacérés, les climatiseurs éventrés. Et, plus grave, l'immense Coran aux pages déchirées. Les GI ont arrêté l'imam. Ils disent avoir trouvé grenades et

●●●

Dans les environs de Samarra, la ligne de chemin de fer qui monte de Bagdad vers le Nord a déjà été attaquée à trois reprises.

Les check-points sont tenus par les nouvelles forces de sécurité irakiennes. Des cibles privilégiées de la guérilla.



Les Kurdes revendiquent Kirkouk, un baril de poudre sur une mer de pétrole

obus de mortier. Ici, on parle seulement d'armes des gardiens. La mosquée est salafiste, une branche radicale de l'islam sunnite qui prospère en ces temps d'occupation. Sabah Nouri al-Kaissi ne cache pas sa sympathie pour la « résistance ».

- Si les Américains restent, des fleuves de sang vont couler, prévient-il.

Les sunnites redoutent par-dessus tout les ambitions politico-religieuses de la majorité chiïte. La marginalisation, après avoir été en position dominante à l'époque ottomane, sous la période britannique ou depuis la création de l'Etat irakien. Alors, pour tenter de résister face à une communauté chiïte très organisée, ils ont créé à la fin de l'année 2003 un Grand Conseil des oulémas sunnites.



Nord-Irak Kurdistan, la vigilance des peshmergas

Même quand ils semblent perdus au milieu de nulle vie, les pittoresques fortins du Kurdistan ne jouent pas les décors. Vous finissez toujours par y découvrir une poignée de combattants occupés à prendre le thé ou battre les cartes. Ils ont 30, 50, 70 ans, mais préféreront se faire couper la main plutôt que lâcher un court instant de leur vie leur kalachnikov. Ils attendent la prochaine ruade de l'Histoire. Prêts à aller une fois de plus « *au-devant de la mort* », le sens de leur noble appellation de peshmergas. Dans les montagnes rebelles du nord de l'Irak, ils seraient encore aujourd'hui plus de 60 000. Pour rappeler aux populations arabes de la plaine que leurs lois doivent s'arrêter là où la terre se plisse. Les deux grands partis kurdes gèrent l'autonomie de la région acquise après les tragiques événements de 1991. Aujourd'hui, ils exigent un Etat fédéral pour l'Irak. Les institutions intérimaires se sont prononcées en ce sens, et Washington a donné des signaux positifs. Mais rien n'est joué. D'autant que, reconnaît un responsable du PDK, « *tout le*



La direction chiite, un univers secret, pétri de rites et d'intrigues

... monde ici continue à penser indépendance. Seulement, pour le moment, il vaut mieux mettre le terme en sourdine ». Et puis, il y a la revendication kurde sur la ville pétrolière de Kirkouk qui se heurte aux positions des populations arabes et turkmènes. Un baril de poudre sur une mer de pétrole.

Sud-Irak Sadr City, chez les "hommes de Moqtada"

Une plongée dans le pays chiite commence par la banlieue de Badgad. Sadr City, l'ancien Saddam City, l'immense quartier chiite de la capitale. Ici, les rues ont été tirées au cordeau pour permettre aux chars de Saddam de mater les révoltes. La nuit projette la mosquée Al Moushain hors du temps, loin du tumulte des rues et des cœurs. Pourtant, dans la cour de la « mosquée des martyrs », les conversations sont charnues. Ici, les hommes de Moqtada al-Sadr, le jeune chef chiite radical, sont chez eux. Dans les rues, les portraits de son père, un important dignitaire assassiné par les séides de Saddam en 1999, couvrent tous les murs. Et les étudiants du quartier vendent à chaque coin de rue des cassettes de prêches. Ils sont le vivier de l'armée du Mehdi, la milice de Sadr.

- Vous savez, Moqtada al-Sadr, sans grande expérience religieuse et considéré comme instable, n'était guère populaire que chez les jeunes il y a encore peu, confie un vieil homme, mais derrière son drapeau de la colère, les rangs grossissent tous les jours.

Nadjaf, le pouvoir de la Hawza

A portée de voix de la foule des pèlerins, de la fièvre spirituelle et marchande qui s'est emparée de la ville sainte de Nadjaf, un autre monde vit discrètement. Derrière de grandes portes de bois, le royaume de la direction religieuse chiite

est un univers secret, pétri de rites et d'intrigues. Laith al-Moussawi est l'un de ces acteurs. Il est le secrétaire général d'Al Mourtada, l'une de ces multiples associations culturelles qui servent depuis quelques mois aux chiïtes à quadriller le terrain. Des relais de la Hawza, la direction religieuse chiite, et plus particulièrement du grand ayatollah Sistani, l'oracle de la communauté. Derrière le bureau de Laith al-Moussawi, une immense carte de l'Irak piquetée de petits drapeaux témoigne d'une implantation dans tout le pays. L'association semble avoir les reins solides. Elle édite un magazine au beau papier glacé. Sans faire de la politique, Laith al-Moussawi en longe cependant les rivages.

- Nous éduquons les gens à ces choses nouvelles pour eux que sont des élections libres, poursuit le religieux à la barbe grise et blanche soigneusement taillée. Ces élections directes sont l'exigence suprême d'Ali Sistani, qui veille à ce que sa communauté ne soit pas privée d'une victoire que sa majorité démographique (60 % de la population) lui promet.

Bassora, la loi des milices

Un immense dragon vert à la gueule menaçante et à la queue criblée de balles court sur le toit du bâtiment. Dans le jardin, des balan-



Autour du mausolée de l'imam Ali à Nadjaf, à l'écart de la pieuse agitation, la direction religieuse chiite cultive le secret.

çoires pendent tristement. Pour héberger une organisation islamique, l'endroit est curieux. Le Kouad Chabya Islamic a choisi un ancien parc de loisirs pour établir son quartier général de Bassora, la grande ville du sud de l'Irak. A l'intérieur, son secrétaire général tient salon avec un commandant et deux sous-officiers de la nouvelle police.

- Nous n'avons pas besoin des soldats britanniques ici, lance-t-il, ce sont nos hommes avec mes amis policiers qui assurent la sécurité, pas eux, même si on peut leur laisser le croire...

Guère de forfanterie derrière ces propos. Tout le Sud est sous la loi des milices. Deux pâtés de maison plus loin, sont installés les hommes des milices Badr. Rentrées d'Iran,

elles sont le bras armé du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), le principal parti chiite. Représenté dans le gouvernement de transition, le mouvement cultive de bonnes relations avec la coalition. Mais le flou sur les élections et les propos de l'administrateur américain Paul Bremer contestant à l'islam la place de source exclusive de la Constitution ont échauffé les esprits. Abou Ammar al-Mayhi, numéro un des milices à Bassora, lance un avertissement à peine masqué : « Comme notre imam Hussein, nous nous conduisons en gens de paix avec les gens de paix et en hommes de guerre avec les hommes de guerre. » ■

ARNAUD DE LA GRANGE



Les Kurdes, les meilleurs alliés des Américains en Irak, ne veulent pas cette fois-ci être les perdants de l'histoire.

La communauté chiite prépare sa revanche

Brimés par Saddam Hussein, les chiites, majoritaires en Irak, espèrent gouverner le pays mais restent divisés.

Par Loulouwa Al Rachid *

Le spectre d'Ibn Al-Qami semble à nouveau planer sur l'Irak. Ce vizir chiite du dernier calife abbasside (sunnite) avait trahi et précipité la ruine de Bagdad aux mains des hordes d'« infidèles » venues de Mongolie en 1258. L'histoire se répète-t-elle ? Les Arabes sunnites d'Irak en sont convaincus : quelque peu orphelins du parti Baas, retranchés dans leurs derniers bastions géographiques (Ramadi, Fallouja...), la résistance était d'abord la leur. A moins que le rapport de plus en plus malaisé de la majorité chiite (60 % de la population) avec les « libérateurs » n'en décide autrement. Indéniablement, les chiites d'Irak doivent leur « revanche » sur une longue histoire de persécution et d'exclusion du pouvoir politique à la coalition américano-britannique. Le renversement, au printemps 2003, de la dictature

honnie de Saddam Hussein a permis à l'identité spécifiquement chiite de l'Irak d'éclater au grand jour, pour la première fois depuis la création de l'Etat irakien moderne dans les années 1920. Les chiites se sont d'ores et déjà taillé la part du lion dans les instances intérimaires mises en place par la coalition. Majoritaires dans la capitale, en particulier dans ses faubourgs pauvres où fleurissent les graffitis vindicatifs (par exemple : « *Plutôt mille Américains qu'un seul Takriti* ») ou concentrés dans le Sud, ils vivent depuis un an au rythme d'une forte mobilisation communautaire où se mélangent célébrations religieuses spectaculaires, désir de vengeance d'une injustice passée et protestation sociale.

Le terrain s'y prête particulièrement : l'Irak héberge sur son sol les princi-

aux lieux saints et centres spirituels du chiisme mondial. Depuis Najaf, ville où le fondateur du chiisme et gendre du Prophète, l'imam Ali, repose dans son mausolée, l'institution cléricale, la Hawza (littéralement « territoire du savoir ») donne le la de la transition politique et constitutionnelle. Bien que sortis de la dictature affaiblis et relativement coupés du quotidien des croyants, les enturbannés improvisent aujourd'hui un leadership communautaire pour combler le vide politique et faire régner un semblant d'ordre dans le pays.

La conjuration des extrêmes

Septuagénaire d'origine iranienne, le grand ayatollah (« signe de Dieu ») Ali Sistani chapeaute ce clergé dont l'entrée en force sur la scène politique semble irréversible. A travers ses édits (fatwas), notamment son exigence d'élections générales et son refus d'entériner une Constitution qui ne serait pas rédigée par une assemblée élue, Sistani entend bien défendre le droit de la majorité (arabe et chiite) de façonner le nouvel Irak selon ses valeurs et ses intérêts. Il a fait de Najaf la véritable capitale politique de l'Irak, au grand dam de ses coreligionnaires sunnites mais aussi des Kurdes, intraitables sur la question du fédéralisme, et enfin de la coalition, qui a de plus en plus maille à partir avec ses menaces de fatwas. Il n'empêche : se positionnant au-dessus de la mêlée et des enjeux de pouvoir, Sistani jouit d'une autorité morale certaine.

Pourtant, c'est de son propre camp que la contestation est arrivée, mettant à nu les multiples tensions et contradictions qui agitent l'identité chiite. Les chiites ne forment en aucun cas un front confessionnel uni et monolithique. Ils ne sont d'accord entre eux ni sur la question du régime politique à instaurer à Bagdad, ni sur la relation à entretenir avec la coalition, ou encore sur la place de la religion dans la vie publique. Les clivages de classe socio-économique, d'âge et de lieu de résidence (urbain/rural) sont très saillants.

Sistani et avec lui l'establishment cléricale traditionnel sont aujourd'hui « débordés » par le radicalisme et l'im-



Le mollah Moqtada al-Sadr veut faire de l'Irak une république islamique et recrute ses partisans chez les plus radicaux des chiites.

patience de Moqtada al-Sadr. Agé d'à peine une trentaine d'années, ce jeune clerc est fort de l'aura de son père, l'ayatollah Mohammad Sadeq al-Sadr, assassiné en 1999 après avoir osé défier de l'intérieur le tyran et porté les espoirs de dignité de la communauté chiite. Entouré de clercs de son âge, pour la plupart formés par son père, Moqtada recrute ses plus fervents partisans chez les déshérités, dans une société où la population est massivement jeune et chômeuse.

L'ex-Saddam City (rebaptisée Sadr City), le ghetto chiite de la périphérie pauvre de Bagdad, où s'entassent plus d'un million d'habitants d'origine rurale dans des conditions sanitaires dramatiques, lui fournit un immense réservoir de mobilisation. Ses miliciens, regroupés au sein de l'Armée du Mehdi (le douzième imam caché, dont les chiites attendent le retour messianique), y tiennent le pavé depuis un an, imposent des normes puritaines (voile obligatoire pour les femmes, destruction des débits d'alcool...) et offrent diverses prestations à la population allant de la réglementation de la circulation à la collecte des ordures ména-

gères, sans oublier quelques maigres fournitures médicales et alimentaires. Le modèle du hezbollah libanais exerce, de ce point de vue, une indéniable fascination sur les sadristes. En revanche, leur programme politique reste confus. Il y est question de gouvernement islamique tantôt sous l'autorité directe des clercs religieux, tantôt sous leur simple supervision. En

tout cas, ils rejettent vigoureusement l'autorité de l'establishment religieux qu'incarne Sistani, resté selon eux lâchement silencieux sous la dictature de Saddam et indifférent aux souffrances des fidèles. Washington aurait tort de ne voir en eux que de vulgaires voyous, caïds des quartiers de misère, et de croire que seule la force pourrait venir à bout de leur révolte. Ils incar-

nent un véritable mouvement social derrière lequel se rangent les laissés-pour-compte d'hier et d'aujourd'hui, ceux qui n'ont pas voix au sein du Conseil intérimaire de gouvernement mis en place par l'administrateur Paul Bremer. Ce dernier leur préfère les partis islamistes chiites rentrés d'exil tels que le Da'wa (parti de l'Appel isla-

mique) et l'Asrii (Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak), ne laissant d'autre choix aux partisans de Moqtada al-Sadr que de pratiquer l'émeute et de jeter le discrédit non seulement sur l'occupation, mais aussi sur l'ensemble de la nouvelle classe politique qui collabore avec elle. Car leur populisme aux forts accents nationalistes pourrait bien prêter main forte aux résistants du « triangle sunnite », en dépit de l'immense fossé qui prévaut aujourd'hui entre ces deux branches de l'islam. La coalition devra alors faire face à une conjuration des extrêmes qui risque fort de perturber ce transfert de souveraineté qu'elle dit pourtant vouloir confirmer au 30 juin prochain. ■

* Chercheur spécialiste de l'Irak à l'International Crisis Group.



Moktada al-Sadr speaking during Friday prayers in Kufa, Iraq.

Iraqi cleric vows not to disarm

By Edward Wong

BAGHDAD: Moktada al-Sadr, spiritual leader of the Mahdi Army, a Shiite insurrection group, said Friday morning at a mosque in Kufa that he was not willing to disband his militia under any circumstances, further reinforcing the stalemate between him and the American forces.

"All I want is to end the occupation and to hand over sovereignty to the Iraqis," Sadr said. "There can be no sovereignty with the occupation forces."

Appearing for the first time in public in two weeks, the influential cleric, who is on the U.S. wanted list, adopted a harsh anti-American tone and warned the Americans not to enter nearby Najaf, a holy city about 160 kilometers, or 100 miles, south of Baghdad. About 2,500 U.S. troops have massed in the desert outside Najaf, lying in wait for Sadr and his militia.

"We will not allow the forces of occupation to enter Najaf and the holy sites because they are forbidden places for them," Sadr said in a fiery sermon.

Major General John Sattler, director of operations for the U.S. Central Command, said there were no plans to go into Najaf.

"We're not planning at this time to move any offensive operations

into Najaf," he said. "Sadr is there — we know where he is — but right now we're letting him continue to marginalize himself, and we're not focusing any combat power or combat operations into Najaf."

Sadr offered no suggestion that he was ready to compromise with the Americans.

"We have been trying to avoid bloodshed," he said, but contended that "everyone, not only the occupiers," had

presented him only with unpalatable choices.

U.S. military commanders have said they must reach some type of settlement regarding Sadr and his militia before the handover of sovereignty to an interim Iraqi government on June 30.

Coalition commanders have vowed to "capture or kill" Sadr if he does not turn himself in. An Iraqi court has issued a warrant for his arrest in connection with the slaying of another cleric.

At another news briefing in Baghdad,

Dan Senor, a spokesman for the occupation authority, and Brigadier General Mark Kimmitt, an American military spokesman, said Sadr and his insurgents had to be stopped.

"The rule of law in Iraq must prevail," Senor said. "Illegal militias and mobs must be disbanded. And, of course, government properties and assets must be returned."

Kimmit said it was not the coalition's intent to take Najaf.

"Najaf is not the target," he said. "Moktada al-Sadr remains the target. And frankly, how he is picked up and brought to Iraqi justice may be incidental to the real end state that we are seeking, which is to bring Moktada al-Sadr to Iraqi justice and the elimination of his militia as a threat to the nation of Iraq."

In a visit to Baghdad on Thursday, General Richard Myers, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said the violence indicated that the insurgents had something to fight against: American progress in building up Iraq.

The New York Times

April 17-18, 2004

Herald Tribune

Bush and Blair stand firm on Iraq

In show of unity, they back deadline of June 30 and voice support for UN

By David Stout and Terrence Neilan

WASHINGTON: President George W. Bush and Prime Minister Tony Blair of Britain said Friday that the June 30 deadline for transferring sovereignty to the Iraqi people was inviolate and that their two countries were united in completing their mission there.

"The prime minister and I have made our choice," Bush said. "Iraq will be free."

Blair said, "It was never going to be easy." But he said he was as committed as Bush to an Iraq that would be an example of freedom, to its own people and throughout the Middle East.

The prime minister, in a phrase that surely must have sounded good to Bush, said their two nations were committed to eradicating "not just terrorism, but the breeding grounds of terrorism."

Bush has argued that the campaign in Iraq is that kind of campaign, and some administration officials, notably Vice President Dick Cheney, have suggested that there were at least contacts between Saddam Hussein or his minions and the terror network of Al Qaeda.

Others have been more circumspect. Secretary of State Colin Powell said in January that no concrete evidence had been found of a link between the Saddam regime and Al Qaeda. Nonetheless there is wide agreement now that post-Saddam Iraq has become a magnet for anti-American militants of all stripes.

Whatever serious disagreements Bush and Blair have had over strategy

in Iraq, they were not in evidence in the White House Rose Garden, where the leaders answered questions for a half-hour with the reds, whites and blues of the Stars and Stripes and the Union Jack as a resplendent background.

Bush said he backed the outlines of a proposal put forth by the special United Nations envoy in Iraq, Lakhdar Brahimi, to dissolve the Iraqi Governing Council and replace it with a caretaker government when Iraqi sovereignty is restored at midyear. The president said he was confident that the Brahimi plan would be supported by a broad majority of the Iraqi people.

Bush, who before the war in Iraq had expressed great dissatisfaction with the UN, and Blair went out of their way Friday to say that the international organization now had a vital role to play.

"We have been involving the UN throughout," Blair said, adding that it would doubtless be involved even more as the transition date drew near and the last holdouts for the old, tyrannical Iraq realized they could not win.

When a reporter asked both leaders if they had misled their peoples in going to war in Iraq, given the fact that no weapons of mass destruction had been found there and that no link had been established between Saddam and the attacks of Sept. 11, 2001, Blair responded by recalling Saddam's repeated defiance of UN resolutions over the years.

Blair has suffered politically at home and in Europe for standing with the Bush administration on Iraq. By all evi-

dence, the two like each other personally, whatever their policy differences.

In their private talks, Blair was expected to fulfill the role he has consistently adopted since the Iraq invasion began: giving firm public support for the American-led coalition's military actions, while trying to deal with the growing disquiet they have caused at home, in Europe and in the Middle East.

As U.S. and Iraqi civilian casualties have risen this month, and as more foreigners are being captured and held hostage, a united front between London and Washington is important for Bush, who has consistently portrayed the campaign in Iraq as a multinational effort.

Blair gave no indication of unease in his public appearance with Bush, but he was expected to express his disquiet over the situation in Iraq in private. Britain has sent 12,000 troops to the campaign.

One point on which he and Bush are in agreement is the need for a UN Security Council resolution on the transfer of power in Iraq. The outlines of such a plan were accepted by the Bush administration on Thursday, and Blair told reporters after a meeting with Secretary General Kofi Annan that it was important for the UN to have a larger role in Iraq before the June 30 deadline.

Critics of Washington's policies say that the United States' hard-line tactics after the killings of four American con-

tractors in Falluja have only succeeded in increasing civilian casualties and uniting Iraqis against the occupation.

Britain's former foreign secretary, Robin Cook, who quit Blair's government in 2001 in protest over Iraq, told the BBC that Blair would be "a false friend" if he "doesn't fairly bluntly put it to President Bush that he is pursuing policies in Iraq that are going to get into increasing difficulty there."

He stressed that Blair had "put a lot of his political capital on the line to support that relationship," adding, "President Bush owes it to him to listen today."

In a newspaper article published Friday in *The Independent*, Cook said Bush was wrong to think he could make progress in Iraq by military means "regardless of political cost." He added, "The most important job for Tony Blair today is to convince the Bush administration that they are not engaged in a military operation to beat a discrete enemy, but in a political exercise to win the hearts and minds of a whole people."

It is also likely Blair and Bush will discuss the Middle East peace process, and particularly the president's support for Prime Minister Ariel Sharon's plan to have Israel disengage from the Gaza Strip, while rebuffing the Palestinians' insistence on the right of refugees to return to land lost to Israel in 1948.

Bush and Blair said in their public appearance that the Sharon plan is a good way back to the "road map" for a lasting Middle East peace, the pillars of which would be a free and prosperous Palestinian state existing beside Israel.

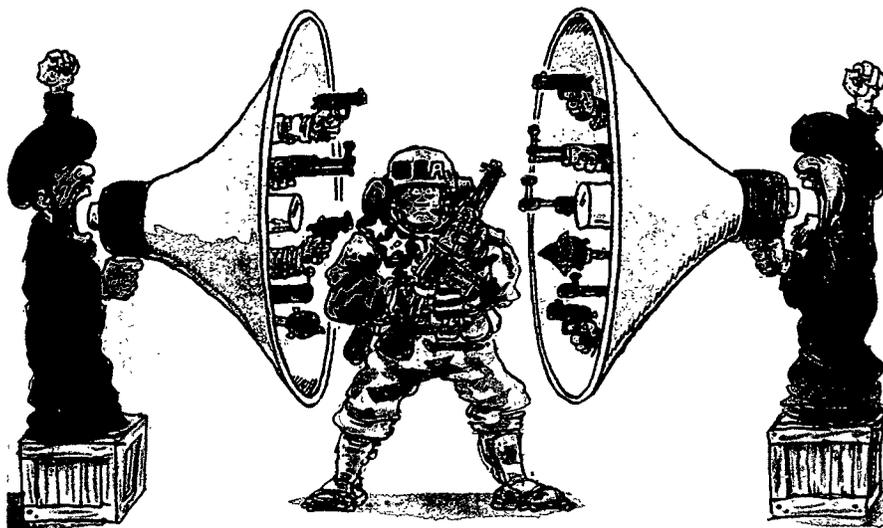
The president's support has come under widespread criticism in Europe.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune
April 17-18, 2004



In a supportive statement for Bush, Blair said Friday that the U.S. and Britain were committed to eradicating "not just terrorism, but the breeding grounds of terrorism."



Iraq

The centre holds, but only just

BAGHDAD

The recent violence has shed light on who really speaks for Iraqis

FOR Baghdadis, April 2004 has had eerie echoes of April 2003. The streets emptied; children stayed away from school. In scrappy street battles around the country, more than 90 coalition troops have died this month, making it the deadliest for the Americans since the fall of Saddam Hussein. And just as Saddam's army melted away from the battlefields, so Iraq's new security forces fled at the first gunshot rather than fight for the Americans against their rebellious compatriots.

Had the battles raged for more than a week, the revolt might have spun out of control. America stirred up trouble when it attacked the Sunni Muslim stronghold of Fallujah, threatening to turn not only Fallujans into rebels, but also their tribal affiliates as far north as Mosul. At the same time, the American assault on a militia led by Muqtada al-Sadr, a Shia firebrand who has urged Iraqis to rise up against the occupation, risked goading southern Shias. While the rebels gathered support, America's coalition in Iraq started to look wobbly. Ukrainian soldiers fled their positions. The American-appointed Governing Council pondered resigning en masse. It was, admitted the coalition's military leaders, their worst week since entering Iraq.

But somehow, the country has pulled back from the brink. The Governing Council decided not to quit after all, and showed rare pluck in persuading the belligerents to

stop shooting. The Iraqi Islamic Party—a proxy for one of the oldest Sunni movements, the Muslim Brotherhood—shuttled between tribal patriarchs and American officials. Ibrahim Jaffari, the leader of a Shia party, Dawa, relayed messages between Paul Bremer, America's proconsul in Iraq, and the Iraqi ayatollah in Iran from whom Mr Sadr draws inspiration.

A partial ceasefire is giving all sides a chance to negotiate, though some rebels in Fallujah continue to shoot at the American tanks that surround them. Coalition forces have also encircled the Shia holy town of Najaf, and threaten to attack if Mr Sadr's militia does not disband.

Fortunately, there are at least clear lines of communication. Fallujah's tribal leaders trooped to the coalition headquarters for talks. Mr Sadr has appointed a negotiator. And all are moderating their demands. American generals who vowed to get Mr Sadr dead or alive have stepped aside for politicians who say he should merely be arrested. Instead of demanding the surrender of all those who took part in the hanging, drawing and mutilating of four American military contractors at the end of last month, the generals are calling for the handover of the non-Iraqi jihadis they say are holed up in Najaf. The rebels, meanwhile, have dropped their demand for a full withdrawal of American troops from Iraq, and now say they just want

them out of their own cities.

The conflict may have abated, but its causes have not. Ten weeks before the planned handover of power to Iraqis on June 30th, Mr Bremer has yet to spell out what kind of government he will install. He has recently tended to ignore the Governing Council, for example when appointing a new interior minister. Sensing a political vacuum, various factions, including those led by members of the Council, are building up their own militias—sometimes in the guise of private security firms—and cementing their grip on the parts of the country they seized after the invasion last year. Sufi brotherhoods, who command the loyalty of millions of Sunnis, are creating a military wing. The only Iraqi brigade to fight on America's side this month was one composed of Kurdish *peshmergas* and the Free Iraq Forces of Ahmed Chalabi, a member of the Governing Council.

A resistible force

The national police and army, meanwhile, are looking feeble. The few who have returned to the towns they fled have shed their uniforms, after receiving leaflets warning them not to serve the occupation. The militants in both Fallujah and Najaf insist that only locally-recruited police should be allowed to patrol their streets. Locals will most likely obey local politicians, rather than the Americans, so these two hotspots will doubtless remain hot. After retaking Kut, another town briefly controlled by Mr Sadr's militia, the Americans imposed a curfew that pointedly included the town's police.

The coalition's supply lines remain dangerously exposed. The charred remains of fuel, food and military convoys litter the highways into Baghdad. Truck ►►

The Economist April 17th 2004

► drivers are either too scared to work for the Americans, or charge exorbitant rates. The kidnapping of over 40 foreigners has shattered investor confidence and grounded expatriate managers, just after \$5 billion in reconstruction contracts were awarded. The violence interrupts the restoration of basic services to Iraqis, which begets discontent, which may beget more violence.

Is there a way out? Optimists argue that the bloodshed must have concentrated minds. It has given America a better idea of which Iraqis wield real influence. Most members of the Governing Council bleated from the sidelines during the fighting, but a few won popular credibility by acting as mediators or organising relief programmes. The groups that showed the most gumption include Mr Jaffari's Dawa party and Mohsen Abdel Hamid's Iraqi Is-

lamic Party, which is backed by some Sunni preachers. The ayatollahs in Najaf, led by Ali Sistani, have sent their sons to soothe Mr Sadr, only to hear Mr Sadr's aides brand them American spies.

This month's unrest has also spurred America to talk to Iraqis with local constituencies, rather than the exiles it had previously appointed to govern. Many of the local leaders are anti-American and religious chauvinists. But Mr Bremer will have to find ways to co-opt them. His advisers say he is working on a final draft of 125 names for a National Assembly, which will be summoned next week to begin choosing Iraq's post-occupation government. He would be wise to ensure that hitherto marginalised groups, such as the Sunnis of Fallujah and the impoverished Shias who support Mr Sadr, are represented. ■

food parcels destined for Fallujah's besieged. Marines claim to have found ammunition among the care packages.

America's sometime partners on the Governing Council argue that there were better ways of containing the violence than storming mosques. If the Shia could show forbearance after 150 were killed on their holiest day, Ashoura, could America not contain its revenge after four of its nationals were murdered? "It's embarrassing for Mr Bush, when he came to rebuild and invest in Iraq," sympathises an Iraqi exile.

Others are gloating. "Thanks to America, we're healing the Shia-Sunni divide," says the Sunni imam, rejoicing at the way clerics of both denominations have united against the Americans. They seem to be sharing tactics, too. Most of the foreigners who have recently been abducted were seized in the Sunni zone along the Fallujah road. But when Italian troops stormed the offices of Muqtada al-Sadr, the most prominent Shia advocate of rebellion, in Nasiriya, farther south, they found a British contractor cowering inside.

Different rebels have different aims. The Sunni gunmen of Fallujah are struggling to regain the political supremacy they enjoyed under Saddam Hussein, with all its perks. Mr Sadr's followers, by contrast, are shanty-town Shias who have never enjoyed any kind of power. These were the people who swept through the nicer parts of Baghdad after Saddam's fall, looting in the name of the Hawza (the Shia Vatican), to the horror of mainstream ayatollahs and middle-class Iraqis.

One year on, they have spilled once more out of the slums. Besides robbing banks, Mr Sadr's acolytes took over the Red Crescent's headquarters in Baghdad and threatened to kill aid workers who disobeyed them. In one case, they made good this threat. Many Iraqi policemen, sharing Mr Sadr's followers' love of loot and hatred of foreigners, took their side. Some senior officers ordered underlings to hand over their weapons to the rebels.

But many Iraqis distrust Mr Sadr. Can Muqtada cut our foreign debt, asks one, crestfallen to see his fellow Iraqis embracing another despot. Dawa, the oldest Shia party in Iraq, discourages its supporters from joining Mr Sadr's rallies. Outside the cities of Baghdad and Kufa, Mr Sadr's support appears marginal.

But even a small minority can cause big trouble. The Green Zone where the coalition has its headquarters in Baghdad is now dubbed the "Red Zone". Four rockets landed there with a boom as your correspondent was writing this paragraph. Those who live outside its concrete walls must brave car-bombs and kidnapers, who circulate flyers urging Baghdadis to call a number to let them know where foreigners live. The planes out of Iraq are filling as fast as they dare land. ■

The mood on Iraqi streets

Bloodier and sadder

BAGHDAD

Most Iraqis want peace, but it takes only a few to make war

A FORLORN placard at the entrance to the coalition's headquarters in Baghdad still asks passing American soldiers: "What have you done today to help Iraqis?" Such friendly language is getting rarer. Ricardo Sanchez, the top American general in Iraq, used the word "enemies" nine times at a press conference this week. Iraqis—who, according to American generals, have endured ten times as many casualties as coalition troops—often use similar terms for Americans.

The pictures of Fallujah's dead and injured, beamed into homes via satellite, have turned many undecided Iraqis

against America's mission. Few now care to recall that they have satellite dishes only thanks to America. Banners hang from Baghdad's main Sunni mosque, denouncing America's "Zionist" plans. Its loudspeakers bellow out sermons damning the Americans for slaughtering Iraqi women and children and humiliating their menfolk. "If we said anything different, the people would kill us," explains its imam.

Last week, the same mosque urged Iraqis to rise up and attack American troops, in solidarity with their kin in Fallujah. The next day, American soldiers raided the mosque and, say the preachers, destroyed



When we're gone, running Iraq will be up to you guys

Iraq's neighbours

We told you so, but what now?

CAIRO AND TEHRAN

America's embarrassed allies, and agitated foes

AMR MOUSSA, the Arab League's secretary-general, famously gave warning that an American invasion of Iraq would "open the gates of hell". Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, a former president of Iran, predicted a quagmire. And on the streets of pre-war Baghdad, a Palestinian resident assured your correspondent that ordinary Iraqis would sit tight for the invasion, give the Americans six months' grace, and then start shooting them.

Understandably, therefore, the region is chorusing "we told you so". But beyond the grim satisfaction of feeling themselves proved right, Iraq's neighbours differ greatly in appraising the mess, though they are all, by and large, worried. None likes such untidiness next door.

The tarnishing of American prestige reflects directly and badly on the governments of its allies: Turkey, Jordan, Egypt and Saudi Arabia. What is worse, from their point of view, is that by recharging the symbolism of popular resistance to alien rule, Iraq's creeping *intifada* risks empowering the Islamist extremists who, to varying degrees, threaten them all.

Israel, which was alone in backing the war wholeheartedly, has other reasons to be anxious. An American failure in Iraq could create a vacuum that Israeli analysts assume would be filled by forces hostile to the Jewish state. Zeev Schiff, a seasoned Israeli military correspondent, gives warning of eventual Iranian intervention, and with it the unspoken spectre of possible nuclear weapons close to Israel's own.

What Israel might do in such circumstances becomes, in turn, a worry for Iran and Syria too, a worry to be added to the existing fear they share with Turkey that a collapse in Iraq could lead to the creation of a breakaway Kurdish state that would stir up their own Kurdish minorities. Yet there are some within the Syrian and Iranian establishments for whom the gain of hurting America outweighs other factors. The shaky Baathist regime in Damascus is wise enough to keep silent, but must surely feel that America's woes in Iraq are one reason why the Bush administration has refrained from slapping long-threatened sanctions on Syria.

In a sermon last week, Mr Rafsanjani, who remains powerful among Iran's conservatives, praised Muqtada al-Sadr's Mahdi Army, saying that it was made up of "enthusiastic, heroic young people". But this does not mean that there is co-op-

eration, let alone trust, between the Iranians and Mr Sadr. Iran sees him as a probable loser, and would rather have Grand Ayatollah Ali Sistani on its side—though this could change if Mr Sadr were to spurt forward in popularity and power.

Iranians want influence in Iraq, whichever Shia leader succeeds, but are not thinking of installing a carbon copy of the Islamic Republic. The Iraqis are cautious too. Mr Sadr's father, the late Ayatollah Muhammad Sadiq, admired Iran's theocracy. But Mr Sistani, while favouring a strong guiding role for the clergy, follows a



Taking a nuanced view of events in Iraq

quietist brand of Islam, shared by many liberal Iranian clerics, that counsels the separation of religion and politics.

On the Arab street, emotions have risen to a pitch not seen since the war itself. Media coverage of the siege of Fallujah includes newspaper photos of stray dogs chewing on unburied corpses, and dramatic televised appeals from inside the stricken city. For a time after the deflatingly swift capture of Baghdad, public opinion on Iraq had been confused. But the mass killings in Fallujah, plus the stoking of pan-sectarian anger, have once again produced a seemingly clear narrative.

Press commentary, from the Gulf to Morocco, has noted, with striking uniformity, the parallels between the Fallujah carnage and Israel's efforts to crush Palestinian resistance. Mosque preachers across Saudi Arabia, ignoring government instructions, add to each of the five daily prayers a special supplication for God's aid to fellow Muslims in defeating the enemy. And a group of 67 senior independent clerics from some 20 Muslim countries has asked the international community to halt the "brutal genocide" that shows America's "blind hatred for Muslims". ■

The coalition

Hanging together

Hope delayed

WISHING to steady the nerves of the more than 30 other governments with troops on the ground, Britain's prime minister, Tony Blair, was due to meet President George Bush on April 16th for what seemed bound to be a summit-of-the-resolute. And while Mr Bush this week was

promising the American public that he would stay the course in Iraq, his vice-president, Dick Cheney, who happened to be in Asia, was working to stiffen the resolve of the Japanese and South Korean governments; both have some 500 troops in Iraq, and still have plans to deploy more. But the broader diplomatic outlook is now more complicated than ever.

After some ostentatiously gruesome murders, foreign civilians in Iraq are frightened. A number of governments have advised their nationals to leave the country, a message that, if heeded by many for long, will have a greater immediate impact on reconstruction efforts than on security. More than 40 foreigners have been taken hostage in the past two weeks.

But so far, the coalition is hanging together. Japan's prime minister has vowed not give in to threats (see page 55). South Korea's foreign minister likewise insisted this week that the dispatch of over 3,000 more troops would go ahead; plans to send them to Kirkuk had earlier been

scrapped, and quieter spots are being looked at. The Philippines said it would consider whether or not to withdraw its tiny contingent of 50 soldiers, police and medical workers in the light of "the security situation in the days to come", but this was seen as an effort to fend off criticism ahead of an election next month.

The greater damage may be to the diplomatic hopes riding on an orderly transfer of sovereignty on June 30th from the occupiers to a more broadly-based interim Iraqi government. A new UN Security Council resolution blessing the process leading to elections early next year would, it had been hoped, encourage more governments to join both the stabilisation and re-

construction efforts.

No such resolution has yet been drafted, and none might in the end satisfy Spain's incoming Socialist government. Even before the recent violence, it had vowed to pull out its 1,300 troops unless the UN was put "in control" in Iraq. That is not a task that the UN has ever wanted. And this week, Kofi Annan, its secretary-general, mindful of the bombing of the organisation's Baghdad headquarters last year that forced its virtual withdrawal from the country, suggested that the latest violence may again constrain the help the UN could offer in Iraq.

So far no one is suggesting that the June

30th date be postponed. France and Germany, both opponents of the war, had indicated that they would offer greater support, though still no troops, if asked by a sovereign Iraqi government. And while NATO's secretary-general insists that it must first get Afghanistan right, the alliance's Istanbul summit in June is expected to explore ways it could be of help to a new Iraqi government (beyond already supporting the Polish command of a multinational division there). But unless order can be restored, Iraq may not be able to benefit much from its new-found sovereignty. ■

Book tells of Bush's secret Iraq plan

The Associated Press

WASHINGTON: President George W. Bush secretly ordered a war plan drawn up against Iraq less than two months after U.S. forces attacked Afghanistan in 2001 and was so worried the decision would cause a furor he did not tell everyone on his national security team, according to a new book on his Iraq policy.

Bush feared that if news got out about the Iraq plan as U.S. forces were fighting another conflict, people would think he was too eager for war, Bob Woodward writes in "Plan of Attack," a behind-the-scenes account of the 16 months leading to the Iraq invasion.

Bush did not address those preparations when asked about them Friday, saying, "I do know that it was Afghanistan that was on my mind and I didn't really start focusing on Iraq until later on."

The book will be available in stores next week.

"I knew what would happen if people thought we were developing a potential war plan for Iraq," Bush is quoted as telling Woodward. "It was such a high-stakes moment and ... it would look like that I was anxious to go to war. And I'm not anxious to go to war."

Bush and his aides have denied accusations they were preoccupied with Iraq at the cost of paying attention to the Al Qaeda terrorist threat before the Sept. 11, 2001, attacks. A commission investigating the attacks just concluded several weeks of extraordinary public testimony from high-ranking government officials. One of them, former counterterrorism chief Richard Clarke, charged the Bush administration's determination to invade Iraq undermined the war on terror.

Woodward's account fleshes out the degree to which some members of the administration, particularly Vice President Dick Cheney, were focused on Saddam Hussein from the onset of Bush's presidency and even after the terrorist attacks made the destruction of Al

Qaeda the top priority.

Woodward says Bush pulled Defense Secretary Donald Rumsfeld aside Nov. 21, 2001 — when U.S. forces and allies were in control of about half of Afghanistan — and asked him what kind of war plan he had on Iraq. When Rumsfeld said it was outdated, Bush told him to get started on a fresh one.

Bush said Friday the subject of Iraq came up four days after the terrorist attacks when he met his national security team at Camp David to discuss a response to the assault. "I said let us focus on Afghanistan," he said, taking questions after a meeting with Prime Minister Tony Blair of Britain.

Asked about the Nov. 21 meeting with Rumsfeld in a cubbyhole office adjacent to the Situation Room, Bush said only, "I can't remember exact dates that far back."

'I knew what would happen if people thought we were developing a war plan for Iraq,' Bush said.

The book says Bush told Rumsfeld to keep quiet about their planning and when the defense secretary asked to bring the CIA director, George Tenet, into it at some point, the president said not to do so yet.

Even Bush's national security adviser, Condoleezza Rice, was apparently not fully briefed. Woodward said Bush told her that morning he was having Rumsfeld work on Iraq but did not give details. In an interview two years later, Bush told Woodward that if the news had leaked, it would have caused "enormous international angst and domestic speculation."

The book says General Tommy Franks, who was in charge of the Afghan war as head of Central Command, uttered a string of obscenities when the Pentagon told him to come up

with an Iraq war plan in the midst of fighting another conflict.

Woodward, a Washington Post journalist who wrote an earlier book on Bush's anti-terrorism campaign and broke the Watergate scandal with Carl Bernstein, says Cheney's well-known hawkish attitudes on Iraq were frequently decisive in Bush's decision-making.

Cheney pressed the outgoing Clinton administration to brief Bush on the Iraq threat before he took office, Woodward writes.

In August 2002, when Bush talked publicly of being a patient man who would weigh Iraqi options carefully, the vice president took the administration's Iraq policy on a harder track in a speech

denouncing the weapons inspections ineffective. Cheney's speech was viewed as the beginning of a campaign to undermine or overthrow Saddam. Woodward said Bush let Cheney make the speech without asking what he would say.

The vice president also figured prominently in a protracted decision March 19, 2003, to strike Iraq before a 48-hour ultimatum for Saddam Hussein to leave the country had expired.

Franks was against it, saying it was unfair to move before a deadline announced to the other side, the book says. Rumsfeld and Rice favored the early strike, and Secretary of State Colin Powell leaned that way.

But Bush did not make his decision until he had cleared everyone out of the Oval Office except the vice president. "I think we ought to go for it," Cheney is quoted as saying, Bush did.

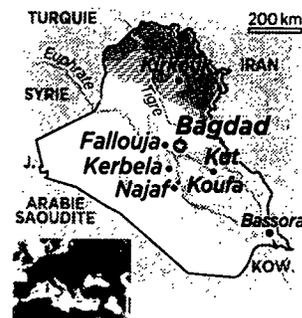
U.S. forces unleashed bombs and cruise missiles, blanketing the compound but missing the palace. Tenet called the White House before dawn to say the Iraqi leader had been killed. But his optimism was premature. Saddam was alive.



SAMEDI 17 ET DIMANCHE 18 AVRIL 2004



Lakhdar Brahimi (à g.), l'envoyé spécial de l'ONU, à Bagdad mercredi, avec Massoud Barzani, président du Conseil de gouvernement irakien.



- Chiïtes 60%
- Sunnites 20 à 25%
- Kurdes (sunnites) 15 à 20%

nistre, d'un Président et de deux vice-présidents. En juillet, une Conférence nationale, rassemblant la majorité des hommes politiques irakiens, désignerait une Assemblée consultative chargée «d'accompagner et d'encadrer» les travaux du gouvernement intérimaire. En janvier 2005, des élections seraient organisées pour l'élection d'une Assemblée nationale qui s'attelle-

LES ETATS-UNIS SE RACCROCHENT AU PLAN DE L'ONU

Ils acceptent de laisser les Nations unies superviser la mise en place d'un gouvernement en Irak d'ici au 30 juin.

Washington, New York
de nos correspondants

Face à la dégradation de la situation en Irak, George W. Bush redécouvre les charmes de l'ONU. Pour la première fois, le président des Etats-Unis a approuvé l'idée de voir les Nations unies se charger du plan de transition politique en Irak à compter du 30 juin, date fixée pour le retour à la souveraineté irakienne. Vendredi, au cours d'une conférence de presse conjointe dans la roseraie de la Maison Blanche, à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre britannique, Tony Blair, Bush a

«accueilli favorablement» le plan présenté par l'envoyé spécial de l'ONU, le diplomate algérien Lakhdar Brahimi. C'est un plan «largement acceptable par le peuple irakien», a estimé George W. Bush, en remerciant même publiquement le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour ses efforts. A ses côtés, Tony Blair, qui s'était entretenu la veille à New York avec Annan, a affirmé que l'ONU aurait un «rôle central» dans l'organisation de la «transition vers une démocratie irakienne complète». **Copilote.** Pour les Etats-Unis,

il s'agit d'un changement de cap. Ils se considéraient comme seuls maîtres à bord en Irak. Désormais, ils invitent l'ONU à prendre la place du copilote. Lakhdar Brahimi propose de mettre fin, d'ici à juin, à l'actuel Conseil de gouvernement irakien mis en place par les Américains. Discredité, il serait remplacé par un gouvernement intérimaire, formé sous la supervision de l'ONU, en collaboration avec le Conseil de gouvernement actuel, la coalition et, pour lui assurer plus de légitimité, un groupe de juges irakiens. Le plan Brahimi propose la désignation d'un Premier mi-

«L'ONU et tous ceux qui étaient contre la guerre ne repartiront pas comme cela en Irak.»

Un diplomate

rait alors à rédiger une nouvelle Constitution. «Il y a deux objectifs principaux, précise-t-on au siège de l'ONU à New York. D'une part, supprimer le Conseil de gouvernement, qui est perçu par beaucoup d'Irakiens comme l'instrument du pouvoir des Américains. D'autre part, proposer un exécutif dans lequel le plus grand nombre d'Irakiens se reconnaissent, afin d'apporter un peu de stabilité au pays.» La question est de savoir quel sera le rôle dévolu aux uns et aux autres dans la nomination de ce gouvernement.

«Les Américains ont toujours dit en privé qu'ils entendaient garder le contrôle sur la politique en Irak à travers le Conseil de gouvernement, remarquait vendredi un diplomate. Ils ne vont pas, tout d'un coup, accepter de perdre tout pouvoir au profit de l'ONU. Le diable est dans les détails.» Parmi les nombreux «détails»: le pouvoir laissé à Paul Bremer, l'administrateur américain en Irak. Certains, à l'ONU, évoquent son remplacement à

très court terme par Lakhdar Brahimi. Autre détail délicat: le sort d'Ahmed Chalabi, chef du Congrès national irakien et membre du Conseil de gouvernement, très proche des néoconservateurs américains, qui le voyaient bien comme le nouvel homme fort de l'Irak. Brahimi souhaite le marginaliser, sa légitimité restant très faible.

«Sages». La décision de soutenir le plan Brahimi représente une victoire pour le Département d'Etat sur le Pentagone. Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, pousse depuis longtemps

à donner plus de place à l'ONU dans le processus de transition, et il a loué jeudi les «sages réflexions» de Brahimi. En revanche, c'est sans effusion que Donald Rumsfeld a commenté ce plan. Il s'est borné à constater que «la Maison Blanche et le Département d'Etat» trouvaient son approche «raisonnable».

Au siège de l'ONU, nombreux sont ceux qui se disent «très prudents» sur la suite des événements. En courtisant l'ONU, la Maison Blanche ne cache pas qu'elle espère obtenir le vote d'une résolution du Conseil de sécurité pour avaliser le

transfert de souveraineté aux Irakiens le 30 juin, créer les conditions d'un retour de l'organisation sur place et obtenir un renfort de troupes internationales, notamment de la France et l'Allemagne. Des projets de résolution pourraient circuler dès la semaine prochaine, sous impulsion britannique.

«Il faut tout de même faire attention, tempère une source diplomatique. D'une part, il y aura de nombreuses discussions autour de ce plan. De l'autre, on peut se demander si l'est réaliste d'envisager la dési-

gnation d'un gouvernement intérimaire pour la fin juin. D'autre part, l'ONU et tous ceux qui étaient contre la guerre ne repartiront pas comme cela en Irak... Si Brahimi a tous les pouvoirs, très vite, cela pourrait faciliter les choses. Mais n'en est pas encore là.» Les Etats-Unis, soucieux de mobiliser la communauté internationale, suggèrent la mise en place d'une force chargée de protéger les personnels des Nations unies, mais restant sous leur commandement. ◀

PASCAL RICHE
et FABRICE ROUSSELOT

La France attend de voir pour le croire

La conversion de Bush au plan de paix laisse Paris sceptique mais peut l'embarrasser.

Peut-on encore sauver l'Irak du chaos? Davantage que la reconstruction, la question hante les chancelleries, celles des pays de la coalition comme de l'ancien «camp anti-guerre». Tous prônent une solution politique mais chacun semble en avoir des conceptions différentes. Paris s'interroge sur la profondeur de l'évolution américaine et la volonté réelle de Washington de céder la place à l'ONU.

Double objectif. Convaincue des limites du tout-sécuritaire pratiqué par les Américains, la France, ainsi que ses alliés «antiguerre» allemand et russe, plaide depuis près d'un an pour la mise en œuvre d'une transition politique rapide. La remise du pouvoir aux Irakiens sous l'égide des Nations unies devait servir un double objectif: d'abord, éviter que les forces anglo-américaines de «libération» se muent aux yeux des Irakiens en forces d'occupation. Ensuite, profiter de l'élan suscité par la chute de Saddam pour cimenter l'unité et prévenir les risques d'éclatement du pays.

Mais les mois ont passé sans que les Américains fléchissent. Venus libérer le pays d'un tyran et chercher – en vain – des armes de destruction massive, ils restent persuadés que la démocratie irakienne qui naîtra de leur intervention va s'étendre à toute la région. Or le miracle n'a pas lieu.

Les Français, qui avaient maintes fois mis en garde contre les risques d'une opération mal préparée, ont

vu se réaliser leurs pires prédictions. Soucieux de se raccommoier avec Washington, ils se gardent toutefois de le dire à haute voix. Mais, en privé, les diplomates français ne cachent guère leur irritation face au gâchis en Irak. Désormais, face à la gravité de la crise, les solutions présentées au fil des mois par Paris et ses alliés – des scénarios de dévolution du pouvoir, avec des calendriers, plaçant l'ONU au centre de la transition – paraissent un peu dépassées. Avec retard, et dans des conditions désastreuses, les Améri-

cains semblent pourtant y venir et se tournent de nouveau vers l'ONU. Prodiges en conseils mais sans moyen de pression sur Washington autre que sa force de persuasion, Paris ne peut que s'en féliciter. Mais trop d'incertitudes demeurent sur les modalités de la transition envisagée pour qu'on crie victoire.

La première interrogation concerne le gouvernement provisoire qui doit être formé d'ici au 30 juin et à qui les Américains transféreront la souveraineté. «Dans des conditions pareilles, comment arriver à ce qu'il soit légitime aux yeux de tous les Irakiens, et ne pas retomber dans le piège d'un gouvernement qui apparaît comme la marionnette des Américains?» s'interroge, sceptique, un responsable français. Initialement, Bush semblait opter pour un simple élargissement du Conseil national intérimaire qu'il avait désigné, lui permettant de garder la main en coulisses.

A Paris, on demeure prudent devant sa conversion, et on préfère «attendre de voir».

Légitimité. Formellement, l'idée d'une conférence interirakienne, de type afghan, a toutes les faveurs de la France. En visite jeudi à Alger, Jacques Chirac l'a répété, estimant qu'une telle conférence «permettrait peut-être de donner à la transition politique toute la légitimité nécessaire». Mais là encore des doutes affleurent. Dans le chaos actuel, parviendra-t-on à réunir les diverses factions et clans représentatifs? Les Américains ne risquent-ils pas de faire empirer

la situation? Le jeu de Washington, qui prépare un désengagement à terme mais veut toujours tout contrôler, ne reste-t-il pas ambigu?

Ces incertitudes levées et un gouvernement irakien en place, les Américains ont déjà fait savoir qu'ils souhaitent le renfort d'autres pays, et ne cachent pas qu'ils verraient bien la France participer à une force de protection du personnel de l'ONU. «Il en est tout à fait hors de question pour l'instant», a sèchement répliqué Chirac à Alger, dans la mesure où «le transfert de la responsabilité réelle et complète à l'ONU» n'est pas effectif. La question toutefois risque de se poser bientôt. Pour Paris ce sera l'heure de vérité. ◀

VÉRONIQUE SOULÉ

«Dans des conditions pareilles, comment arriver à ce que le gouvernement soit légitime aux yeux de tous les Irakiens?»

Un responsable français

SAMÉDI 17 ET DIMANCHE 18 AVRIL 2004



IRAK La situation politique plus grave que la situation militaire

Bagdad, la multiplication des défis

LE FIGARO MARDI 20 AVRIL 2004

La situation sur le plan militaire, en Irak, est grave mais elle n'est pas catastrophique. Pas de nouveau Vietnam en vue. Si l'on cherche absolu-

PAR
GÉRARD CHALIAND

ment les parallèles, il faut se souvenir que le Sud-Vietnam bénéficiait du soutien total du Nord-Vietnam lui-même matériellement épaulé par l'Union soviétique. Rien de semblable en Irak et ce n'est pas le poids très marginal des islamistes étrangers au pays qui peut modifier le rapport des forces. Pourtant, il était prévisible que les trois derniers mois avant la dévolution du pouvoir seraient très tendus.

L'insurrection sunnite n'a pas été affaiblie au cours des derniers mois et a trouvé avec Faludja un point de fixation où l'usage sans doute excessif de la force par les troupes américaines a accentué le divorce préexistant dans le triangle. Comment éradiquer des adversaires politiques en état d'insurrection armée sans apparaître comme une force de répression auprès de ceux qui ne combattent pas mais tendent à sympathiser avec des coreligionnaires ? C'est le dilemme auquel ont à faire face les troupes américaines.

Moqtada al-Sadr a su choisir le moment favorable pour lancer sa révolte armée : celles des fêtes religieuses où affluent les pèlerins tant irakiens qu'iraniens. S'appuyant sur une minorité non négligeable de chiïtes pauvres, notamment à Bagdad, al-Sadr se positionne politiquement pour l'avenir. Il s'agit d'une lutte pour le pouvoir. Tout ce qui se passe, à l'heure actuelle, à l'exception de ceux qui luttent parce qu'ils sont opposés au

processus menant à un Etat post-baasiste, fait partie des grandes manœuvres en vue du partage du pouvoir à partir du 30 juin. Il faut user de diplomatie avec Moqtada al-Sadr qui a tout intérêt, dans Nadjaf, à entraîner les Américains dans un guépier.

L'ayatollah Sistani, le plus respecté des dirigeants religieux et l'ayatollah el-Hakim, qui lui aussi dispose, comme al-Sadr de milices armées tout en ne condamnant pas ce dernier, ont appelé au calme et préféré le processus légal. Le fait que l'ayatollah Sistani s'oppose tout particulièrement au droit accordé aux Kurdes et aux sunnites de bloquer les mesures constitutionnelles qu'ils n'approuvent pas est le signe de tensions à venir dès les lendemains du 30 juin. Forts de leur majorité, les chiïtes, sans le proclamer, espèrent bien, par un vote démocratique, imposer leur dictature. La tâche de ceux qui cooptent ces jours-ci les représentants irakiens de divers courants qui prendront en charge le pays au 1^{er} juillet n'est pas aisée et implique de mécontenter le moins de factions possibles y compris celle que représente Moqtada al-Sadr.

Si la situation est délicate sur le plan militaire, elle l'est davantage sur le plan politique. Les erreurs commises par les Américains en matière de gestion de la situation en Irak sont multiples depuis le début. Elles tiennent toutes à l'impréparation de l'après-guerre due à une sous-estimation volontariste des difficultés, une fois Bagdad investie. Tous ceux qui émettaient des avis n'allant pas dans le sens des civils du Pentagone étaient mis sur la touche ou réduits à des rôles de second plan. À l'heure ac-

tuelle, en dehors de conditions matérielles qu'il eut fallu améliorer plus vite afin de répondre aux aspirations des populations, des carences se manifestent dans deux domaines :

- une rotation trop rapide des troupes en un lieu donné. Faludja en moins d'une année a connu trois changements de responsables et de soldats, ce qui ne donne guère de temps pour tisser des liens, ce qui est essentiel. Une fois encore, les Britanniques ont démontré leur savoir-faire en réglant par la négociation, à Basra, une situation conflictuelle ;

- pas de dominance en matière de communication du côté américain. Al-Jezirah et al-Arabiyah font mieux pour discréditer l'occupation américaine. Pourtant les chiïtes savent parfaitement qu'ils marchent vers le pouvoir et que du temps de Saddam Hussein une révolte armée comme celle qui vient d'avoir lieu se serait soldée par des dizaines de milliers de victimes.

La situation oblige désormais l'Administration Bush à moins d'assurance devant la multiplication de défis. Les prises d'otages sont, de façon classique, des moyens de pression du faible au fort. Une diplomatie coercitive d'un type particulier qui souvent se révèle fructueuse. En Irak, elles ont produit leurs effets, la plupart des pays ont rappelé leurs civils, sans comp-

ter la Croix-Rouge et diverses ONG. Si nombre des otages ont été libérés, d'autres, comme les techniciens américains de Kellogg ne sont pas près de l'être. Quant à l'Italien récemment exécuté, il appartenait à une compagnie de sécurité. Les compagnies de sécurité, essentiellement anglo-saxonnes, emploient plus de 15 000 hommes qui assurent la sécurité au sens plein du terme. Il s'agit de paramilitaires armés qui savent ce qu'ils risquent. Le groupe qui a exécuté l'Italien savait ce qu'il faisait.

Le message d'Oussama ben Laden, authentifié par les services américains suggérant aux Européens de retirer leurs

troupes en échange de la paix, est certes irrecevable mais son importance réelle est ailleurs. Ce message montre à quel point désormais l'issue de ce qui se passe en Irak est devenue cruciale dans le conflit qui mobilise les islamistes radicaux. Force est de constater que l'occasion de cette cristallisation de l'antagonisme entre les islamistes radicaux et l'Occident se trouve alimentée par l'investissement de l'Irak et la politique unilatérale poursuivie jusqu'à présent dans les faits par G.W. Bush à l'égard du conflit israélo-palestinien.

Le grand dessein des idéologues néo-conservateurs visant à remodeler le grand Moyen-Orient paraît bien utopique dans le climat d'hostilité ainsi alimenté dans une très large partie des opinions musulmanes. Les tâches actuelles sont beaucoup plus modestes. Il s'agit, pour les 70 jours à venir de rétablir une situation militaire avec des forces à peine suffisantes. Plus particulièrement de rendre sûres les communications entre Bagdad, le Koweït et la Jordanie. Celles-ci se sont révélées vulnérables dernièrement et la logistique s'en est ressentie.

Petit à petit, avec la multiplication des difficultés en Irak et l'approche des élections, le public américain apprend qu'il a été largement manipulé. Les révélations qui se succèdent peuvent coûter à G.W. Bush une réélection qui paraissait certaine il y a quelques mois. Qui eut prédit que Washington en viendrait à favoriser une dé-

marche iranienne pour aider à dénouer la crise avec une partie des chiïtes ? G.W. Bush qui naguère vilipendait les Nations unies exprime aujourd'hui sa très vive satisfaction de voir l'ONU s'engager à jouer un rôle important en Irak.

Bien que rien ne soit encore joué en Irak, il devient de plus en plus difficile de voir émerger une transition non conflictuelle. Pourtant il faut susciter à nouveau confiance dans le processus de passation des pouvoirs et parvenir à conti-

nuer d'arbitrer. Il est essentiel que la stabilité soit instaurée même si celle-ci paraît aujourd'hui incertaine.

Dans 70 jours les alliés des États-Unis n'auront guère d'autre choix que d'aider le futur pouvoir irakien, avec la

participation des Nations unies, à conforter les conditions d'un Irak viable. Il était légitime de se démarquer des fins poursuivies par l'Administration Bush en choisissant l'Irak pour cible première d'un dessein impérial mais une défaite politique des États-Unis

en Irak, qui serait immédiatement interprétée comme une victoire de l'islamisme radical, aurait des conséquences inévitables sur la sécurité des États européens. Ce qui s'est passé à Madrid n'est pas un événement isolé mais fait partie d'un conflit global. Le message

d'Oussama Ben Laden n'a pas d'autre sens.

* Spécialiste des conflits. Il vient de publier, avec Arnaud Billin, une *Histoire du terrorisme, de l'Antiquité à al-Qaida* (Bayard).

HISTOIRE

Ankara et le génocide arménien

Au sommet de Copenhague, en 2002, l'Union européenne a pris rendez-vous en décembre 2004 pour l'ouverture de négociations sur la candidature de

PAR
YVES TERNON *

la Turquie. Le délai est court et il est occupé par une offensive médiatique du gouvernement turc qui laisse à entendre que la Turquie, ayant rempli les conditions requises, est prête à entrer dans l'Europe. En fait, le débat est ouvert et chacun, opposant ou partisan à cette entrée, de présenter ses arguments.

A Copenhague, la Turquie a été invitée à remplir les critères définis en 1993, en particulier à respecter les droits de l'homme et les minorités et à relever son économie. La condition posée est le respect de tous les critères, non seulement dans la lettre mais aussi dans l'esprit. Plusieurs

escamote un point fondamental, qui figure pourtant dans la résolution en quinze points adoptée le 18 juin 1987 par le Parlement européen. Celle-ci subordonnait l'admission de la Turquie dans la Communauté européenne à plusieurs conditions précises, dont la reconnaissance du génocide arménien. Dix-sept ans après, cette résolution n'a pas été appliquée. L'obligation faite à la Turquie est restée sans effet. Elle garde cependant tout son

Tous les critères du sommet de Copenhague, en 2002, devront être respectés

sens. Le 26 février 2004, le rapport du député suédois Per Gahrton, adopté par le Parlement européen, réitère sa position « telle qu'énoncée dans sa résolution du 18 juin 1987 ». Il demande donc au gouvernement turc de reconnaître le génocide arménien. Ce ne sont là cependant que des recommandations et le Parlement européen ne dispose d'aucun pouvoir de décision sur les négociations d'adhésion d'un État à l'Union. Les députés n'interviennent qu'au terme du processus pour ratifier l'adhésion ou y apporter leur veto, mais il est alors bien tard. La décision d'ouvrir les négociations dépend des chefs d'État et de gouvernement européens, dont certains s'expriment déjà ouvertement en faveur de la candidature turque.

Après l'entrée, le 1^{er} mai, des dix nouveaux membres, le dossier turc deviendra la plus importante de l'agenda européen. Il apparaît donc nécessaire, aujourd'hui, à l'occasion de la dernière commémoration du 24 avril 1915 avant le rendez-vous de décembre, de lancer

un ultime appel à la conscience de l'Europe et de lui rappeler la signification du mot « génocide ». La destruction planifiée des deux tiers des Arméniens de l'Empire ottoman en 1915 et 1916, un meurtre de masse planifié par le comité central du parti union et progrès, ne fut pas un événement mineur.

Les faits sont là. En 1915 et 1916, les Arméniens de l'Empire ottoman ont été victimes d'un génocide. Sous le prétexte fallacieux d'une trahison et d'un complot, le Comité union et progrès a décapité l'élite arménienne de Constantinople, le 24 avril 1915, puis effacé toute présence arménienne dans les provinces d'Anatolie orientale, par le massacre sur place des hommes et la déportation des femmes, des enfants et des vieillards. Cette déportation n'était qu'un des moyens de la destruction : les convois ont été décimés, les déportés tués ou enlevés. Dans un second temps, de juillet 1915 à décembre 1916, le reste de l'Empire ottoman a été vidé de sa population arménienne, à l'exception des Arméniens demeurant à Smyrne et à Constantinople. La plupart des déportés ont été mis à mort au terme d'un long exode de camp en camp jusqu'aux déserts de Mésopotamie. Pendant vingt mois, les Arméniens n'ont plus eu le droit de vivre dans l'Empire ottoman. Les témoins ont, par centaines, rapporté les faits.

Des procès ont été établis la responsabilité du gouvernement et des milices de l'Organisation spéciale.

Depuis, les travaux des historiens ont établi, au-delà d'un doute raisonnable, les preuves du génocide et, en particulier, de l'intention criminelle des dirigeants turcs de l'époque. La question arménienne est restée, même après sa solution finale, une priorité pour la Turquie. Toute référence à l'Arménie disparaît du traité de paix signé à Lausanne en 1923 et il fallut la création

d'un droit pénal international entre 1945 et 1948 pour que la Turquie soit invitée à rendre des comptes sur ce génocide qu'elle avait effacé de l'histoire imaginaire qu'elle s'était aménagée dans les années 1930.

Les nations sont confrontées à un phénomène singulier, caractéristique du crime de génocide : le négationnisme. En Turquie, c'est un négationnisme d'État. Voici un État qui prétend être une démocratie et qui administre, avec arrogance, la preuve du contraire

en refusant de qualifier de génocide un épisode de son passé proche. Voici un gouvernement qui

retourne impudemment l'évidence en accusant les victimes de ce génocide d'avoir perpétré un génocide contre les Turcs...

Je ne suis qu'un historien qui, depuis plus de trente ans, examine le crime de génocide, dans sa complexité, dans ses différences et ses similitudes selon les cas observés. Je suis cependant en mesure de mettre en garde les États contre une complaisance envers le négationnisme. Masquer un génocide, refuser la qualification de cette infraction du droit international, rejeter l'évidence, c'est participer à sa continuation.

Les États de l'UE feraient bien de se souvenir de cette exigence éthique avant qu'il ne soit trop tard, car la Turquie ne reconnaîtra pas le génocide arménien si elle devient, sans que cette condition soit satisfaite, membre de l'Union. Une phrase, une petite phrase, clairement formulée - « La Turquie reconnaît le génocide de 1915-1916 et demande pardon au peuple arménien » - et ce pays, malade de son passé, rentre dans le concert des démocraties. Est-ce trop exiger que de demander à l'histoire de donner au politique des leçons d'éthique ?

* Historien. Il est notamment l'auteur d'*Empire ottoman : le déclin, la chute, l'effacement*, Éditions du Félin, 2002.

Les travaux des historiens ont établi, au-delà d'un doute raisonnable, les intentions criminelles turques

membres de l'Union semblent se satisfaire de quelques avancées. La suppression de la peine de mort, des concessions faites sur le papier à la minorité kurde mais non appliquée sur le terrain et surtout le règlement de la question de Chypre seraient des preuves suffisantes de la bonne volonté de la Turquie.

Dans toutes ces analyses, on

Atouts et limites des Nations unies

A l'heure où même George Bush en appelle à l'ONU, *The Washington Post* met en garde contre une solution miracle.

THE WASHINGTON POST
Washington

La situation difficile qui prévaut en Irak ne se prête pas à des solutions simples ou à court terme. C'est pourtant ce que les responsables politiques américains et étrangers persistent à proposer, au risque d'aggraver encore les choses. Ces pieuses recommandations reposent souvent sur les Nations unies, envisagées comme panacée ou comme un soutien. John Kerry, le candidat démocrate à la présidence, demande que les Etats-Unis transfèrent à l'ONU l'autorité qu'ils exercent à Bagdad – sans tenir compte du fait qu'elle n'a ni le désir ni la capacité de prendre le relais. Le Premier ministre espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, lui, a adopté un cap différent et annoncé de manière irresponsable le retrait immédiat des troupes espagnoles sous le prétexte que les Nations unies ne pourront pas prendre les choses en main d'ici au 30 juin

L'administration Bush se raccroche pour sa part à l'espoir qu'un unique diplomate onusien, Lakhdar Brahimi, trouvera comme par miracle la formule de la stabilité politique qui a jusqu'à présent échappé au gouvernement provisoire dirigé par les Etats-Unis et qu'il l'appliquera dans les quelque soixante-dix jours qui viennent, permettant un transfert de souveraineté à un gouvernement irakien. Nous espérons nous aussi que Brahimi réussira. Mais, même si la transition du 30 juin se déroule bien, il faudra, pour stabiliser l'Irak, que les Etats-Unis adoptent une stratégie plus exhaustive et plus nuancée – une stratégie qui reconnaît ce que les Nations unies peuvent et ne peuvent pas faire.

Il y a un an, nous avions plaidé pour l'internationalisation de l'administration de l'Irak après la guerre. Cette option n'existe malheureusement plus : après une année d'occupation, les Irakiens sont impatients de reprendre le contrôle de leur pays et ne seront certainement pas prêts à accepter le maintien de la

tutelle étrangère, même sous les auspices de l'ONU. De plus, la position de cette dernière, qui était déjà fragile pendant le règne de Saddam Hussein, s'est encore affaiblie. L'attentat à la bombe contre le siège de l'organisation à Bagdad [le 19 août 2003] a ébranlé l'institution, et Kofi Annan, son secrétaire général, et son personnel sont extrêmement réticents à un retour en masse. En outre, le scandale à propos de la gestion du programme "pétrole contre nourriture" n'a rien fait pour améliorer la réputation de l'organisation [dans les années 90, de grosses sommes d'argent ont été détournées lors de la vente de pétrole irakien].

En fait, les Nations unies n'ont plus qu'un atout, mais il est de taille : elles ne sont pas les Etats-Unis. Elles ont donc de meilleures chances de mettre sur pied un nouveau gouvernement sans provoquer de réaction nationaliste. Les leaders irakiens – comme le grand ayatollah chiite Ali as-Sistani –, qui ont toujours refusé de rencontrer l'administrateur civil américain Paul Bremer, ont discuté avec Brahimi et l'ont même invité à intervenir. Reste à savoir si Sistani acceptera les propositions de ce dernier. Même si c'est le cas, il n'est pas certain qu'un gouvernement choisi par les Nations unies obtienne un soutien suffisant auprès des Irakiens pour pouvoir rétablir une situation en pleine détérioration.

Les Américains ont tout intérêt à faire leur possible pour soutenir la fragile autorité politique des Nations unies sans pour autant compter les voir se lancer dans des missions pour lesquelles elles ne sont pas prêtes, comme la reconstruction ou la formation de la police et de l'armée. Le gouvernement Bush doit aller au-delà d'un soutien purement rhétorique à la mission de Brahimi et travailler avec ses alliés à une résolution du Conseil de sécurité qui ferait de l'ONU le principal acteur non irakien dans la désignation d'un nouveau gouvernement, l'organisation d'élections et l'élaboration d'une Constitution. Il doit également adopter certaines des suggestions de Brahimi pour stabiliser le pays, comme autoriser les personnes qualifiées ayant appartenu au parti Baas à reprendre leur emploi et libérer certains prisonniers. Ni le président Bush ni ses adversaires démocrates ne peuvent se permettre de faire comme si l'ONU détenait une formule magique pour renverser la situation en Irak. ■

DU 22 AU 28 AVRIL 2004



LE FIGARO JEUDI 22 AVRIL 2004

A l'heure du borbier irakien, le débat sur l'analogie entre les deux conflits bat son plein

Le spectre du Vietnam hante les Américains

New York : Guillemette Faure

L'ancien secrétaire à la Défense Robert McNamara secoue la tête. « Non, ce n'est vraiment pas comparable... » Une semaine plus tôt, le sénateur démocrate Ted Kennedy disait de la guerre en Irak qu'elle était « le Vietnam de Bush ». Avec une photo de GI en Irak à la une, *Newsweek* titre sur « le facteur Vietnam ». Un sondage du magazine indique que deux Américains sur trois considèrent que l'Irak pourrait devenir un autre Vietnam. Lors de la conférence de presse de George W. Bush, c'est la première question qui lui a été posée. « L'analogie est fautive », a-t-il répondu.

McNamara, l'ancien secrétaire à la Défense des administrations Kennedy et Johnson, refuse de comparer les deux conflits, mais ne peut s'empêcher de les associer, venu faire un discours à New York devant l'association du barreau américain. « Nous ne devrions jamais

utiliser notre pouvoir unilatéralement. Si nous avions suivi cette règle, nous n'aurions pas été au Vietnam, parce qu'alors aucun pays allié ne nous soutenait », explique-t-il convaincu qu'il n'y a « pas de solution à l'Irak sans les Nations unies ».

Parmi les autres leçons tirées du Vietnam et de l'Irak : la nécessité de comprendre la logique de ses adversaires : « Nous n'avions pas d'empathie pour les Vietnamiens du Nord. Est-ce que nous avons de l'empathie pour nos adversaires actuels ? je ne crois pas. »

Brian Cummings était officier d'information au Vietnam en 1971. Son fils est aujourd'hui militaire à Bagdad. « Je ne crois pas qu'on ait atteint un point où l'on puisse établir une comparaison entre les deux conflits. » Après un an et un mois en Irak, l'armée américaine y a enregistré près de 700 soldats tués. Rien de comparable avec les 58 000 morts du Vietnam. Pourtant, l'idée lui a traversé l'esprit. Son fils, avec qui il a rendez-vous sur Internet tous les dimanches soir

(« Nous, il nous fallait des semaines pour recevoir une lettre ») lui a raconté comment, après la reprise des violences, il avait vu les enfants, ceux-là qui la veille réclamaient des bonbons, lui jeter des pierres et des cocktails Molotov, comment l'hôpital qu'il ravitaillait en équipements soignait en cachette des rebelles. Alors Brian, son père, a pensé à la Vietnamiennne qui faisait sa lessive à Chu Lai. « Elle me disait

qu'elle aimait les Américains le jour et les Vietcongs la nuit. Son fils était vietcong. Elle travaillait pour nous pendant que son fils nous tirait dessus. » C'est ce qui l'inquiète pour son fils. « Si on perd le soutien des civils, alors on plongera dans le même type de guerre », dit-il.

Il n'est pas le seul à avoir basculé dans ses souvenirs. C'est aussi le cas de Daniel Ellsberg, l'analyste du Pentagone qui en 1971 avait livré au *New York Times* un dossier secret sur l'engagement au Vietnam. Il a récemment appelé ceux qui auraient connaissance de

manipulations de l'information à les révéler plus vite qu'il ne l'avait fait. Pour sa part, le général en retraite Anthony Zinni, ex-chef du commandement central américain au Proche-Orient, chargé de conduire des frappes aériennes en Irak en 1998, a expliqué en décembre dernier au *Washington Post* que c'était après avoir été blessé au Vietnam qu'il s'était promis de « dire ce qui était juste » s'il avait la possibilité de le faire. Or, en Irak, il a à nouveau entendu des dirigeants « triturer la vérité pour entrer en guerre ». En 1964, Lyndon Johnson avait pris prétexte de la destruction de deux navires américains dans le golfe du Tonkin pour bombarder le Nord-Vietnam. « L'affaire du golfe du Tonkin et le dossier contre les armes de destruction et le terrorisme sont pour moi synonymes », souligne le général Zinni.

Parmi les différences majeures entre les deux conflits, notent les anciens du Vietnam, figure le fait que l'Amérique ne



Une soixantaine de personnes ont été tuées à Bassora, dans le Sud sous contrôle britannique, hier au cours d'attentats suicides coordonnés. (Photo Nabil al-Jurani/AP.)

s'en prend plus à ses militaires comme elle l'avait fait à la fin des années 1960. « *Quand je suis rentré de la guerre, raconte Brian Cummings, je vieillais à ne pas porter mon uniforme. C'était l'époque où on se faisait traiter d'assassin d'enfants.* » James Reckner, un autre vétérinaire du Vietnam, a des souvenirs similaires : « *Mon propre père ne voulait pas que je lui parle de la guerre.* » Il ne s'attend pas à ce que le mouvement antiguerre parvienne à mobiliser la population comme elle l'avait fait contre celle du Vietnam. « *La grande différence, c'était que le*

mouvement antiguerre était galvanisé par la conscription. » Selon le dernier sondage d'USA Today, 56 % des Américains considèrent qu'entrer en guerre en Irak valait la peine. En 1965, selon un sondage Gallup, 64 % estimaient encore que les États-Unis devaient « *poursuivre leurs efforts* » au Vietnam. Quand l'opinion s'est retournée contre la guerre, 20 000 GI étaient déjà morts.

Ce n'est pas la première fois que James Reckner – aujourd'hui, directeur du Centre d'étude du conflit vietnamien à l'université de Lubbock au

Texas – entend cette comparaison. « *On a cru voir le Vietnam dans chaque engagement militaire américain à l'étranger après 1975 tellement on a peur de répéter cette débâcle.* » Un Américain raconte la même chose sur Internet, se souvenant que quand il était à l'université, « *le Salvador c'était le Vietnam* », qu'encore récemment « *l'Afghanistan a été brièvement le Vietnam quand on n'avait pas gagné la guerre après une semaine* », et conclut, parodiant Andy Warhol, « *à l'avenir tous les conflits seront*

le Vietnam pendant un quart d'heure. »

La comparaison, si elle est facile, inquiète Mackubin Thomas Owens, un ancien commandant marine au Vietnam en 1968 et 1969, aujourd'hui professeur au Naval War College de Newport :

« *Le problème quand on fait le rapprochement avec le Vietnam, c'est qu'on dit aux soldats déployés qu'ils ne sont pas en situation de gagner et ça leur mine le moral. On dit aussi à nos adversaires : continuez vos attaques et les Américains décideront que la guerre n'en vaut pas la peine et ils dégageront.* »

Un entretien avec l'envoyé spécial des Nations unies pour l'Irak

Lakhdar Brahimi : « Il faut donner à l'ONU les moyens d'exécuter son mandat »

L'envoyé spécial de l'ONU pour l'Irak, Lakhdar Brahimi, a jugé hier à Rome qu'il y avait des « *probabilités élevées* » de parvenir à une nouvelle résolution des Nations unies sur l'Irak.

Rome :
propos recueillis
par Richard Heuzé

Le Figaro. – Vous estimez « élevée » la possibilité d'une nouvelle résolution sur l'Irak. Que devrait-elle contenir ?

Lakhdar Brahimi. – Cela, je n'en sais rien. Mais mon impression, c'est qu'un consensus se dégage pour estimer une telle résolution nécessaire afin de définir les traits dominants de la prochaine phase et montrer, dès le départ, quelle sera la différence avec la fin de l'occupation actuelle ou en tout cas le début de la fin de cette occupation.

Quelles garanties faudrait-il donner aux Nations unies pour mener à bien leur mission ?

D'abord il convient de définir leur tâche. Je suppose que cela fera partie de la résolution. Sans doute n'auront-elles pas à

jouer un rôle de « *peace-keeping force* » (gardien de la paix) comme dans d'autres conflits. Elles devront accompagner la phase de transition politique vers une nouvelle Constitution. Encore faut-il leur donner les moyens d'exécuter leur mandat et notamment leur fournir un minimum de sécurité pour éviter une réédition du tragique attentat du 19 août dernier (qui avait fait 22 morts parmi le personnel de l'ONU, dont son représentant spécial en Irak Sergio Vieira di Mello).

Dans un rapport publié en l'an 2000, vous écriviez que si certaines conditions de base ne sont pas remplies, l'ONU ne doit pas s'engager dans une situation de crise. Est-ce le cas en Irak ?

Ce rapport soulignait deux choses : d'abord qu'il appartient au secrétaire général de dire aux pays ce qu'ils doivent savoir et non pas ce qu'ils aiment entendre. Ensuite que le Conseil de sécurité doit définir pour l'ONU des tâches réalisables et lui donner les moyens nécessaires pour les mener à terme. S'agissant de la situation actuelle en Irak, je ne peux qu'inviter tout le monde à en discuter de manière à obtenir

le plus vite possible un cadre clair et précis. Ce qui est sûr, c'est que les forces d'occupation – difficile d'appeler autrement la coalition déployée en Irak – doivent envisager de partir. Elles ne le feront pas le 30 juin, c'est sûr. Ce jour-là à minuit, elles seront encore là. Mais il convient d'envisager dès maintenant une relève.

Quelles priorités voyez-vous pour cette phase de transition ?

D'abord une reconnaissance de la souveraineté irakienne. Celle-ci deviendra effective au 30 juin. Ensuite un gouvernement intérimaire devra se mettre en place pour expédier les affaires courantes. Le tournant important qu'il ne faut absolument pas rater sera constitué par les élections de janvier 2005. Autre moment capital qui pourrait se dérouler l'été prochain, peut-être dès juillet : la convocation d'une conférence nationale. De manière à permettre aux Irakiens de toute ethnie ou confession religieuse de discuter ensemble et librement de leur avenir à court, à moyen et à long terme. Cela fait plus de trente ans qu'ils ne se parlent pas. Cette conférence vise à leur donner les moyens d'étudier ensemble leurs problèmes et à décider de

ce qu'ils veulent faire de leur pays et de leur avenir.

Excluez-vous toute partition du pays ?

Catégoriquement. Des sondages faits régulièrement donnent un résultat constant. Du nord au sud et de l'est à l'ouest, les Irakiens disent tous, malgré leurs divergences sur tant de points, qu'ils se sentent irakiens et veulent le rester. Une division en trois Etats recoupant les zones d'influence des sunnites, des chiïtes et des kurdes est à proscrire de la manière la plus absolue.

LE FIGARO

22 AVRIL 2004

TURQUIE L'ex-députée Leyla Zana condamnée à 15 ans de prison

Ankara intraitable avec les Kurdes

LE FIGARO JEUDI 22 AVRIL 2004

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

La Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara persiste et signe. Dix ans après avoir condamné l'ancienne députée du Parti de la démocratie (DEP, prokurde) Leyla Zana et trois de ses confrères à quinze années de prison pour « appartenance à une organisation armée illégale » et « participation à des activités séparatistes menées en Turquie et à l'étranger sous le contrôle des dirigeants de l'organisation terroriste PKK », la justice turque a refusé de se dédire.

Les quatre députés déçus, qui ont déjà purgé dix années de prison, resteront donc derrière les barreaux, mais ils ne s'avouent pas vaincus : dès l'annonce du verdict, leur avocat, qui avait plaidé l'acquiescement, a annoncé qu'ils feront appel.

Ce procès avait été souhaité par la Cour européenne des droits de l'homme, qui estimait que le premier jugement n'avait pas été équitable. Le Parlement turc avait finalement cédé aux pressions des instances européennes, qui ont fait de la question des droits de l'homme l'une des conditions de l'accession de la Turquie à d'éventuelles négociations d'adhésion à l'Union.

Le verdict ne va pas faciliter la tâche des dirigeants d'Ankara, soucieux de convaincre leurs partenaires européens de l'ampleur des réformes réalisées en vue de l'ouverture de ces négociations. La Commission européenne, qui, à l'automne prochain, doit publier un rapport servant de base à la décision qui sera prise au mois de décembre, a vigoureusement réagi à la décision des juges turcs.

Le porte-parole Jean-Christophe Filori a déclaré que Leyla Zana avait été arrêtée et condamnée « pour avoir exprimé des opinions d'une manière pacifique », qu'à ce titre



Leyla Zana, l'ancienne députée du Parti de la démocratie (au centre avec des menottes), et son collègue Orhan Dogan (à gauche) ont déjà purgé dix années de prison.

Le nouveau procès n'a pas davantage donné raison aux ex-députés kurdes. (Photo B. Ozbilic/AP.)

elle était considérée comme une « prisonnière politique » et que, dans ces conditions, ce verdict « jette une ombre sur la mise en place des réformes politiques en Turquie ». En France, il donnera

sans doute un argument supplémentaire à ceux qui ont déjà fait connaître leur hostilité à la candidature turque.

Leyla Zana, âgée de 43 ans, qui a reçu en 1995 le prix Sakharov de la liberté de pensée décerné par le Parlement européen, est devenue un symbole de la défense des droits de l'homme en Turquie. Dans une lettre ouverte à l'Iranienne Shi-

rin Ebadi, Prix Nobel de la paix 2003, elle exprimait son pessimisme quant à l'issue de ce procès.

Le terrorisme kurde est un dossier extrêmement sensible en Turquie, où la guerre engagée pendant quinze ans entre l'armée et le PKK (Parti des travailleurs kurdes, séparatiste d'obédience marxiste), aujourd'hui rebaptisé Kongra-Gel, a fait des milliers de morts.

Au début du mois d'avril, à la demande d'Ankara, l'Union européenne a accepté d'inscrire le Kongra-Gel, ainsi que le Kadek, également issu du PKK, sur la liste des groupes terro-

ristes officiellement recensés depuis l'attentat du 11 septembre 2001. Les militaires turcs surveillent également de très près l'évolution du climat chaotique qui s'installe en Irak. Au début de ce mois, ils ont rappelé Washington à sa promesse de lutter activement contre le PKK qui, selon un rapport remis par Ankara à la Maison-Blanche, disposerait au nord de l'Irak d'environ 5 000 hommes répartis dans 5 camps installés dans la région kurde du pays.

22 AVRIL 2004



**LA FEMME
DU JOUR
Leyla Zana**

De procès inique en condamnation méprisable, Leyla Zana est de nouveau tombée sous les coups d'un tribunal turc en froid avec la justice (lire article en pages intérieures). Quinze ans d'enfermement confirmés pour celle qui a dit un jour ne jamais avoir réellement pu décider de sa vie. C'était en 1994, dans une interview publiée dans *l'Événement du jeudi*. Elle y racontait son père, violent avec sa mère et qui l'a mariée, quand elle a eu quatorze ans, à son cousin Mehdi, de vingt ans son aîné. Avec lui, elle aura un enfant, mais peu de complicité. Avant 1980, la

femme kurde n'est guère plus qu'un objet dont les hommes disposent. Militant communiste, Mehdi sera emprisonné et torturé. Elle manifestera pour sa libération, et sera enfermée à son tour, en 1988. Humiliée et torturée, parfois à l'électricité, pendant sept jours. Ce sera le début de son engagement pour la cause des Kurdes. Son premier choix personnel. Il l'a conduite jusqu'au Parlement turc, où elle est élue en 1991. Première Kurde à siéger. Pas pour longtemps. En prêtant serment, elle prononce une phrase dans sa langue natale. « Sale Kurde, va-t-

en ! » lui crient les autres, avant d'exiger sa démission. Leyla sera condamnée pour complicité de rébellion. En 1995, l'Europe lui décerne le prix Sakharov des droits de l'homme. Menacée de pendaison, elle y échappe grâce à la pression internationale. En 1996, la Turquie propose de la libérer pour raisons de santé. Elle refuse, exige que ses camarades la suivent dans sa délivrance. Ensemble, ils feront grève de la faim. À quarante-trois ans, Leyla n'a toujours pas connu de vraie liberté. Sauf celle de décider du sens qu'elle donne à sa vie.

Marie-Noëlle Bertrand

TURQUIE

l'Humanité

Le régime d'Ankara récidive

Les députés kurdes Leyla Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak ont été de nouveau condamnés à quinze ans de prison.

« Les conclusions de ce procès sont honteuses. » Luigi Vingi, député italien du groupe de la Gauche européenne unie (GUE-GVN), dépêché en observateur au procès des quatre députés kurdes, n'a pas mâché ses mots à l'annonce du verdict. « Les juges ont agi avec des préjugés (...). Nous avons travaillé pour rien pendant treize mois » de procès, a renchéri Me Yusuf Alatas au sortir du tribunal. Leyla Zana, et les anciens députés du parti pro-kurde de la Démocratie (DEP), ont une nouvelle fois été condamnés hier à quinze ans de prison. Les juges turcs ont maintenu la sentence prononcée en 1994 et ont renvoyé dans leurs geôles les députés pour « soutien à la rébellion kurde ». Le premier verdict avait été vivement condamné en Europe et en 1995, le Parlement européen avait décerné le prix Sakharov des droits de l'homme à Leyla en signe de soutien.

En 2001, la Cour européenne des droits de l'homme avait critiqué le déroulement du procès, les accusés n'ayant pu faire comparaître tous leurs témoins et l'accusation

ayant tardé à notifier de nouvelles inculpations. Dans la perspective de sa demande d'adhésion au sein de l'UE, Ankara, dans le cadre d'un train de réformes de démocratisation du pays, avait fini par accepter de renvoyer les députés devant les tribunaux.

Une démarche qui semblait fort à de la poudre aux yeux. « La veille de la réouverture du procès, un des juges de la Cour de sûreté de l'État a déclaré que l'arrêt de condamnation de la Cour européenne ne changerait rien et se prononçait ouvertement

pour la culpabilité des députés », dénonce Elsa Lepennec, représentante du collectif des droits de l'homme en Turquie qui regroupe une dizaine d'ONG et présente aux quatorze audiences du procès qui a débuté le 28 mars 2003. « À partir de là, tout s'est décliné sur le thème de violations des droits au procès équitable et nous en avons été témoins, poursuit-elle. Ainsi les témoins de la défense qui reconnaissaient que leurs aveux avaient été extorqués sous la torture et utilisés comme preuves à charge en

1994 ont vu leurs nouvelles dépositions à décharge être complètement ignorées de la cour. Il était clair qu'on ne refaisait pas un procès. Les députés ont décidé de ne plus participer aux audiences à partir de février, disant qu'ils ne voulaient plus faire partie de cette comédie. »

À l'heure où un débat

perverse s'instaure sur l'adhésion ou non de la Turquie à l'UE, d'aucuns prenant prétexte d'un État musulman pour lui fermer les portes européennes, la question fondamentale des droits humains n'est pas au centre des préoccupations. Luigi Vingi s'est déclaré « solidaire » des anciens députés emprisonnés estimant que « le verdict d'aujourd'hui est une insulte à ce pays (Turquie) qui ne mérite pas une telle chose ». Le député européen s'en est par ailleurs pris aux DGM turques, des juridictions qui, selon lui, constituent « une relique du fascisme », et a demandé leur dissolution.

Le principal avocat des ex-députés a annoncé qu'il ferait appel du jugement devant la Cour de cassation et si nécessaire ensuite devant la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg. En attendant, si les pressions sur Ankara ne sont pas assez fortes, Leyla Zana, Hatip Dicle et Orhan Dogan resteront en prison jusqu'en mars 2005 et Selim Sadak jusqu'en octobre de la même année.

Dominique Bari



« Les juges ont agi avec des préjugés », a déclaré Luigi Vingi, député italien au Parlement européen, hier à l'annonce du verdict.

Turkey warned of EU ban over jailed Kurds

The Guardian

April 22 2004

Setback for entry hopes as European commission deplores decision to keep peace advocates in prison

Owen Bowcott

The European commission warned Turkey yesterday that its decision to keep a former Nobel peace prize nominee in jail could set back the country's application for membership.

The ruling by the Ankara state security court, which confirmed lengthy sentences for Leyla Zana and three other former Kurdish MPs, came as a Turkish delegation arrived in London to seek support for its EU application and as violence threatened to mar this week's referendum on the future administration of Cyprus.

The retrial of Ms Zana and her co-defendants, who were jailed for 15 years in 1994 for alleged links with the banned Kurdistan Workers Party (PKK), had been ordered by the European court of human rights.

In Brussels a spokesman for the commission said the verdict was "strongly deplored".

Asked what impact it would have on Turkey's attempt to join the EU, the official added: "This is certainly an element that we would have to take into account."

The commission is to issue an opinion in December on whether or not Turkey has met the criteria to start formal talks on entry into the EU.

In Cyprus yesterday, Turkish nationalist youths attacked local Turkish Cypriot youths who were campaigning for a yes vote that would enable the divided island to reunite and join the EU as a single entity on May 1.

The EU's expansion commissioner, Günter Verheugen, had said he was dismayed and frustrated at the tactics being used by Tassos Papadopoulos, the Greek Cypriot president, to try to ensure a no vote.

An official delegation from Ankara, which arrived in London this week, warned that a rejection of Turkey's application to join the EU would strengthen the hand of radical Islamists, such as al-Qaida,

who demonise the community of Europe as an exclusively Christian club.

Yasar Yakis, who was recently foreign minister and now heads the parliamentary committee overseeing the accession talks, told the Guardian that he feared his government would be in "real trouble" if the EU commission refused to initiate formal negotiations on Turkey's entry in December.

His delegation of senior parliamentarians has met Lady Symons, the Foreign Office minister, and briefed MPs at Westminster about the fundamental constitutional changes being made in order to meet the EU's "harmonisation" requirements.

Turkey's governing Justice and Development party (AKP), a centre-right party that has its roots in moderate Islamic politics, has made entry into Europe its chief priority. It has pushed through a succession of human rights reforms and, in the face of popular suspicion, endorsed a UN plan to settle the 30-year-old partition of Cyprus.

But a European parliament report published earlier this month said there were still human rights shortcomings. "Torture and mistreatment" of detainees was still being practised, and there were restrictions on freedom of expression and ethnic minorities, such as the Kurds, it claimed.

Mr Yakis, a senior AKP official, who is also a former ambassador to Egypt and Saudi Arabia, said: "Turkey does not want to [commit] blackmail but we believe it would be very unfair [if negotiations do not start]. Turkey's membership process began in 1959. Under the [EU's] Copenhagen criteria, it was said that negotiations should start without

delay [in December]. If they do not, the present government will be in real trouble

because it has staked so much on the Cyprus question ... to clear the way for accession talks. Support for joining the EU is running at about 70% in Turkey now."

Rejection by Brussels would allow those opposed to membership to argue that "Turkey should look in other directions" and reinforce their claims that "the EU is a closed club" which admits only Christian nations.

It would also enable Islamists and al-Qaida sympathisers to argue that the EU represents "the others".

"If Turkey [a Muslim country] is admitted, then the dividing line between the EU and other countries will not be along religious lines. Those arguments [of a clash between civilisations] will be taken out of their hands."

Mr Yasar said he believed that the advent of al-Qaida made it more urgent that Turkey should be included within the EU.

He said: "Britain was one of the first countries to say, after the al-Qaida terrorist attacks on Istanbul, last year that they constituted a further reason for admission."

Another former minister and senior member of the Turkish delegation, Algam Hacaloglu, was even more explicit on the issue. "Turkey deserves to be admitted," said Mr Hacaloglu, who is a member of the opposition Republican People's party (CHP). "The EU should seize the opportunity. Europe needs Turkey more than Turkey needs Europe ... All kinds of radicalism will benefit if [Turkey is not allowed to join]."

With a population of about 70 million, Turkey would be one of the largest EU states. One of the harmonisation requirements has been that the influential role of the country's military chiefs in government be diminished.

George Bush : « Les temps sont durs » pour la coalition en Irak

► **Bassora.** Soixante-huit personnes, selon un bilan définitif, ont été tuées et des dizaines d'autres blessées dans les cinq attentats qui ont visé, mercredi 21 avril, des postes de police et l'académie de police dans la région de Bassora. D'après le ministère britannique de la défense, cinq soldats britanniques figurent au nombre des blessés.

► **Fallouja.** En dépit de l'accord survenu l'avant-veille pour une pacification de ce bastion sunnite, à une soixantaine de kilomètres à l'ouest de Bagdad, dix-sept rebelles ont été tués, mercredi, dans des accrochages avec les marines. Des milliers d'habitants qui attendaient à l'entrée de l'agglomération pour regagner leurs foyers en ont été empêchés par les marines.

► **George Bush.** Le président américain a admis, mercredi 21 avril, que « les temps sont durs » pour la coalition occupante de l'Irak. « Les deux dernières semaines ont été vraiment rudes. La raison pour laquelle elles l'ont été est que des gens veulent arrêter les progrès de la liberté (...). Les enjeux sont importants car ils conçoivent la liberté comme une véritable menace pour leurs ambitions », a-t-il dit, ajoutant : « Nous ne partirons pas aussi longtemps que je serai à la Maison Blanche. Je pense que les gens veulent être libres. Je pense que les Irakiens pourront se gouverner et je pense que le monde s'en portera mieux. Il est essentiel que l'Amérique montre détermination et force et ne soient pas ébranlées par ceux

qui tuent des innocents ».

► **La coalition.** Elle « reste forte et sa détermination solide », a affirmé, mercredi, le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McLellan. Néanmoins, après l'annonce des retraits prochains des forces espagnoles, honduriennes et dominicaines, d'autres pays, tels que la Pologne, la Corée du Sud et la Thaïlande s'interrogent.

► **Pologne.** Varsovie envisage la possibilité de retirer ses 2 400 soldats d'Irak, mais ne le fera ni brutalement, ni sans coordination avec les Etats-Unis, a annoncé, mercredi, le premier ministre, Leszek Miller. De source autorisée, on déclare envisager de rester en Irak jusqu'à la fin 2004, mais de réduire les effectifs d'ici là. Le porte-parole du gouvernement, Marcin Kaszuba, a dû clarifier le message de M. Miller : la Pologne « n'a pas [envisagé] et n'envisage pas un retrait » de ses troupes en Irak. Elle restera « en Irak aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce que la situation soit stabilisée ». Selon lui, Leszek Miller n'a fait que réaffirmer la position du gouvernement, qui « n'envisage pas d'augmenter son contingent » en Irak malgré le désistement des Espagnols, des Honduriens et des Dominicains.

M. Miller, cité par l'agence de presse polonaise PAP, avait dit que Varsovie ne prendrait « pas de décisions subites ». « La décision finale concernant le retrait sera réfléchie [mais] le problème existe », expliquait-il. « Nous ne pouvons pas ignorer le fait que l'Espa-

gne et d'autres quittent l'Irak. » Démissionnaire au 2 mai, M. Miller rejette le poids de la décision sur son successeur virtuel, Marek Belka.

L'opinion publique polonaise est de plus en plus sceptique sur l'opportunité de cette présence, et des partis d'opposition appellent au retrait. Le président, Aleksander Kwasniewski, avait déclaré, le 19 mars, que la Pologne avait été « trompée » par Washington sur la possession présumée par l'ancien régime irakien d'armes de destruction massive (ADM). Le chef de l'Etat polonais avait toutefois exclu que son pays rappelle son contingent.

► **Corée du Sud.** Bien que le parti gouvernemental Uri, qui a gagné les législatives du 15 avril, ait annoncé qu'il n'avait pas l'intention de revenir sur la décision d'envoyer 3 000 soldats supplémentaires en Irak, la nouvelle majorité à l'Assemblée nationale, dominée jusqu'à présent par les conservateurs, pourrait conduire à un réexamen de la position de la Corée. Lors de la récente visite à Séoul du vice-président américain Dick Cheney, le premier ministre Goh Kun a réitéré l'engagement de son pays. Mais des jeunes députés libéraux fraîchement élus sont favorables au réexamen de cette décision.

Prévu en avril, l'envoi controversé – plus de la moitié de l'opinion y est opposée – de renforts aux 600 hommes déjà sur place a été différé à juin, en raison de la détérioration de la situation à Kirkouk

(nord de l'Irak). Des divergences existent, en outre, entre Séoul et Washington : les Américains demandent que les troupes sud-coréennes participent à des opérations militaires sous commandement conjoint, ce qui est contraire aux principes fixés par le Parlement qui a insisté sur le caractère non combattant de leur mission.

► **Thaïlande.** Bangkok ne retirera son contingent – 443 hommes – que si sa sécurité est en danger. Cette position du gouvernement a été approuvée le 21 avril par un avis du Sénat. Les appels à un retrait se multiplient. Envoyé en septembre 2003 pour un an, renouvelé en mars et consigné dans sa caserne depuis lors, le contingent thaïlandais comprend des équipes médicales mobiles et des ingénieurs. Il fait partie de la force dirigée par les Polonais dans le centre-sud irakien. Deux soldats thaïlandais ont été tués en décembre 2003 lors de l'explosion d'un véhicule piégé. « La sécurité des soldats est ma priorité », a déclaré le premier ministre Thaksin Shinawatra, l'un des principaux alliés asiatiques de Washington.

► **Amérique centrale.** Seul le Salvador va maintenir ses 374 soldats jusqu'au 30 juin. Le Honduras va rapatrier ses 368 hommes, et la République ses 302 militaires « dès que possible ».

De nos correspondants,
avec AFP et Reuters

Les futures forces de sécurité irakiennes se délitent déjà

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Le chaos règne au sein des différents corps de « supplétifs » des forces de la coalition en Irak, ruinant tout espoir qu'ils puissent en assumer la relève comme prévu le 30 juin. C'est officiel : Paul Bremer, l'administrateur américain, l'a reconnu, alors que son nouveau ministre de l'intérieur, Samir Al-Souwaydaï, annonce des purges massives au sein d'unités qui, de toute façon, se délitent. « Piètres performances », désertions, voire « passages à l'ennemi » au milieu des combats se sont multipliés depuis le début des chaudes journées d'avril. Les formations les plus touchées étant naturellement celles des policiers, travaillant dans leurs quartiers, au milieu de leurs proches, tout en restant les cibles privilégiées d'attentats semblables à ceux qui ont encore ensanglanté Bassora, mercredi 21 avril.

Dans les zones sunnites, à Fallouja, par exemple, ces policiers sont massivement acquis, ou soumis, aux

« résistants » irakiens qui ont le vent en poupe depuis que la ville est encerclée et attaquée par les marines américains. Mais plus significatives, sans doute, sont les récentes défections de ceux qui étaient considérés comme de futurs corps d'élite.

Le 10 avril, le commandement américain avait annoncé l'engagement de deux nouveaux bataillons, « incluant des forces irakiennes », dans son opération contre Fallouja. Une semaine plus tard, des médias révélaient que les forces irakiennes en question avaient refusé de se battre et furent mises aux arrêts. Plusieurs soldats confiaient qu'ils « se sentaient solidaires des habitants de Fallouja » et qu'ils furent choqués par « les bombardements aériens de la ville, par la destruction de mosquées et de maisons ». Plus de deux cents d'entre eux ont « présenté leur démission collective » avant d'être « désarmés, déshabillés et enfermés dans le désert derrière des barbelés », selon l'un d'eux qui « avait pu s'échapper avant ».

« Quand l'information fut passée à la presse, ils furent libérés et ramenés ici », expliquait mercredi au Monde, sous le sceau de l'anonymat, un employé irakien de la base américaine située dans le quartier de Qazimiya à Bagdad. C'est là que sont basés depuis plus de quatre mois ces 340 membres du « bataillon 36 des Forces spéciales irakiennes, des jeunes instruits, dont beaucoup ont étudié à l'étranger où ils étaient exilés politiques, tous membres de partis d'opposition à Saddam Hussein, kurdes et chiïtes ». Est-il possible d'en rencontrer certains ? « Non, car ils ont tous été mis en vacance hier... Ils ne sont pas renvoyés, mais, s'ils devaient l'être, leurs partis, représentés au Conseil intérimaire de gouvernement (CIG), leur trouveront bien un emploi... Même s'ils n'ont pas su prendre une position commune pour les soutenir. »

GOVERNEMENT INTÉrimAIRE DIVISÉ

L'affaire a en effet mis à nu les contradictions au

sein du CIG. Soumis à l'autorité ultime de Paul Bremer, ses membres ne peuvent pas pour autant approuver l'offensive meurtrière contre Fallouja, qui provoque des réactions violentes dans la population. L'exception fut Ahmed Chalabi, le vieil ami du Pentagone, très largement honni en Irak. Son porte-parole a assuré, mardi, que ses hommes, mais aussi ceux relevant de partis kurdes et chiïtes, « participent avec courage aux opérations américaines à Fallouja ».

Le CIG a immédiatement publié un communiqué indigné pour démentir « les allégations attribuées à certains hommes politiques » et assurer qu'aucune « force irakienne, kurde ou autre, n'a participé à ces opérations militaires » américaines. Autrement dit, même le « gouvernement fantôme » des Américains est désormais obligé de leur faire faux bond.

Sophie Shihab

Le Monde
23 AVRIL 2004

Kamal Kharazi, ministre iranien des affaires étrangères « Les Américains ont commis une très grande erreur en tentant de dominer le peuple irakien »

Quel est l'objectif de votre visite dans certains pays européens, dont la France ?

D'abord, d'effectuer des consultations concernant la question du dossier nucléaire iranien et de voir par quels moyens nous pouvons œuvrer à partir de maintenant dans le cadre du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique [AIEA]. L'Iran et les pays européens [la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne] ont décidé d'un commun accord [à l'automne 2003] d'œuvrer pour résoudre l'ensemble des questions nucléaires.

A partir de cet accord, qui a abouti à la déclaration de Téhéran [par laquelle l'Iran s'est engagé à signer le protocole d'accord additionnel au traité de non-prolifération nucléaire], les deux parties ont décidé de régler définitivement cette question. Les consultations portent également sur la situation régionale, en particulier en Irak et en Palestine. Nous pensons que ces pays, en particulier la France, ont un rôle important à jouer pour résoudre ces problèmes.

A propos de l'Irak, vous avez annoncé une contribution au règlement de la crise. Mais Washington a jugé que votre éventuelle médiation était malvenue. Quels sont les faits ?

La réalité est très simple, mais les médias en ont fait état de manière inadéquate. Nul ne peut nier que l'Iran est un acteur important dans la région et qu'il a toujours essayé d'agir de manière positive dans les crises régionales, en particulier dans la crise irakienne.

Dans les courriers qu'ils nous ont fait parvenir, les Américains nous ont d'ailleurs demandé d'agir de manière positive. Ce qui ne veut pas dire qu'ils nous demandaient de jouer les intermédiaires



ANDY WONG/AP

ou les conciliateurs. Je n'ai moi-même jamais parlé d'un tel rôle. Tout cela a coïncidé avec le départ pour l'Irak d'une délégation iranienne dont l'objectif était tout

simplement de s'informer de la réalité de ce qui s'y passe. Elle a eu des rencontres très intéressantes avec les membres du Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) et les chefs des communautés religieuses.

Avez-vous le sentiment que la situation est totalement bloquée en Irak ou y a-t-il un espoir de solution ?

Les contacts de la délégation nous ont permis de comprendre la profondeur de la crise, qui est la conséquence directe de la politique américaine. Les Américains ont commis une très grande erreur lorsque, ayant réussi à renverser par la force le gouvernement et l'Etat de Saddam Hussein, ils ont cru pouvoir, toujours par la force, dominer le peuple irakien. Ce qui, d'ailleurs, est en totale contradiction avec leurs déclarations, selon lesquelles ils sont allés en Irak pour aider la population et rétablir la souveraineté du peuple irakien. Notre délégation a également

tenté de comprendre de quelle manière la souveraineté sera transférée au peuple irakien. Il était primordial de connaître le point de vue des responsables irakiens.

Sont-ils convaincus que le pouvoir sera effectivement transféré aux Irakiens le 30 juin ?

Ils le souhaitent ardemment. La question est de savoir à qui le pouvoir sera transféré. Est-ce au CIG, ou à une nouvelle structure qui serait mise en place ? Est-ce que l'ONU doit intervenir pour constituer un nouveau gouvernement ?

Votre pays a une certaine influence en Irak. Comment pouvez-vous aider à la stabilisation de la situation ? L'ayatollah Haeri, qui réside à Qom, ne peut-il pas user de son influence auprès du dignitaire radical irakien Moqtada Al-Sadr dont il est le référent religieux ?

Il faut appeler toutes les parties au calme pour obtenir le départ des troupes étrangères, mettre fin à l'occupation et garantir le transfert de la souveraineté au peuple irakien. L'ayatollah Haeri, et l'ayatollah Ali Al-Sistani ont fait tous les efforts possibles. Ce qui s'est passé est une réaction à l'erreur des Américains. Certains proches et partisans de Moqtada Al-Sadr sont très jeunes. Les Etats-Unis doivent éviter à tout prix les actes de provocation.

Les Irakiens ont des façons différentes de voir les choses et celle de Moqtada Al-Sadr en est une. Toutes les parties sont hostiles à la présence des forces occupantes. Ce qui diffère, c'est la manière d'agir.

L'Iran avait approuvé la réunion d'une conférence nationale pour un règlement politique en Afghanistan. Pensez-vous que ce soit une solution pour l'Irak ?

Chaque pays a ses spécificités. Le succès d'une formule en Afghanistan n'est pas forcément garanti ailleurs. Je ne veux pas dire qu'une conférence nationale n'est pas adéquate pour l'Irak. C'est aux Irakiens de le dire.

Venons-en au nucléaire. Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA vous a reproché d'avoir dissimulé dans votre déclaration d'octobre supposée être complète des informations sur des activités sensibles.

Nous avons entièrement tenu nos engagements. Nous avons convenu avec [Mohamed] ElBaradei [le directeur de l'AIEA] de lui remettre le 15 mai une déclaration sur la base de la signature du protocole additionnel au traité de non-prolifération nucléaire. Dans cette déclaration, une image globale de l'ensemble des activités nucléaires iraniennes sera donnée. Nous dirons tout de manière parfaitement transparente. A une période donnée, compte tenu de l'embargo très dur qui était imposé à l'Iran, nous ne voulions pas que l'ensemble des détails soit porté à la

connaissance du public, afin de pouvoir continuer à importer un certain nombre de composants technologiques dont nous avions besoin. Étant entendu qu'aujourd'hui, pas plus que par le passé, nous n'avons projeté de nous doter de l'arme nucléaire. Nous n'avons maintenant plus de raison de maintenir cachés certains programmes.

La présence militaire américaine dans la quasi-totalité de vos pays voisins n'a-t-elle pas influencé votre décision de jouer la transparence ?

Non, parce que dès le départ nous n'avions pas le projet de nous doter de l'arme nucléaire. Nous espérons que grâce à la transparen-

ce, à la coopération internationale et au climat de confiance nous pourrions utiliser des technologies nucléaires encore plus avancées à des fins purement pacifiques.

L'ouverture d'un dialogue entre les Etats-Unis et l'Iran tient-elle de l'impossible ?

La possibilité existe. A condition que les Américains changent de poli-

tique, qu'ils soient disposés à accepter la réalité iranienne et d'agir sur la base du respect mutuel et de l'égalité totale entre les deux pays.

Propos recueillis par
Mouna Naim

INTERNATIONAL
Herald Tribune
Friday, April 23, 2004

U.S. eases policy on Baathists

Iraq's former rulers no longer excluded from government

By Edward Wong

BAGHDAD: The American administration here said on Thursday that it was loosening a policy it put in place last May that is aimed at purging the Iraqi government of members of the Baath Party, the country's former rulers.

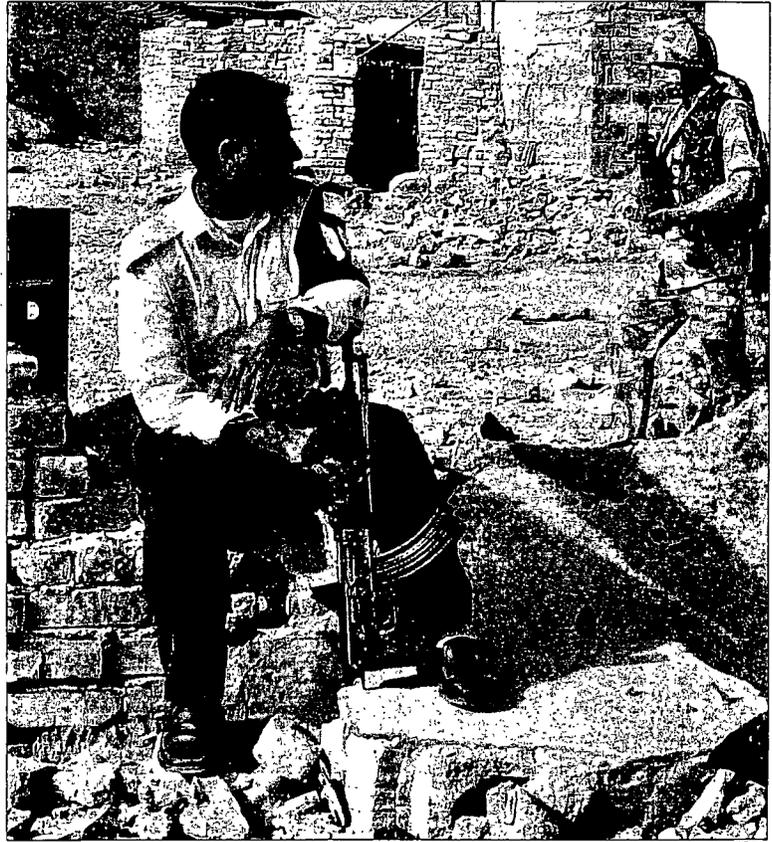
The new policy will allow the quick return to public life of former Baath Party members who are considered to be innocent, capable people who were Baathists in name only, a spokesman for the occupation authority said at a news conference on Thursday.

These people have been excluded from playing a role in reconstructing Iraq because of the purging process and the difficulty of appealing those decisions, said the spokesman, Dan Senor.

The de-Baathification policy was one of the first sweeping changes made by L. Paul Bremer 3rd, the top civilian administrator here, when he took office last May. It has drawn sharp criticism, with people in Washington and Iraq saying that it shuts out skilled technocrats and intellectuals who could help rebuild the country.

The announcement of a change essentially amounts to an admission of error, though Senor said it was the implementation of the process — not the policy itself — that should be reformed. The shift is also a blow to Ahmad Chalabi, an Iraqi Governing Council member strongly backed by the Defense Department who was the biggest champion of the purges.

Chalabi is in charge of a Governing Council committee that is now responsible for revising and carrying out the policy. In mid-January, he announced a new, stricter form of the policy that made the appeals process more cumbersome and barred top-level party members from entering into it. Spokesmen for Chalabi could not immediately be reached for comment.



An Iraqi policeman kept watch in Basra on Thursday as British troops searched the rubble of a building destroyed by a car bomb.

Senor, the occupation spokesman, said there was no room in the new Iraq for the Baathist ideology and for the most senior members of the former regime who had a direct hand in some of the worst Baathist crimes. The criteria for keeping former Baathists from government jobs will remain the same, he said, but the methods for allowing exceptions will be loosened.

Elsewhere in Iraq, hundreds of Iraqis took to the streets of Basra on Thursday, blaming British occupation forces for the deaths of dozens of people in bombings in southern Iraq, Agence France-Presse reported.

At the same time, U.S. marines suspended for a second day an operation to allow families to return to the western city of Falluja after violence on Wednesday claimed dozens of lives.

A spokesman for British forces in the Basra area, Captain Hisham Halawi, said Thursday that the death toll from the Basra attacks had been lowered to 50, including 20 children, after a check with hospitals, The Associated Press reported. Local officials in Basra had put the toll at 68 dead.

In new violence on Thursday, a gunman shot and killed a South African security guard in Baghdad's Sunni Muslim district of Adhamiyah, said Khodayyir Abbas, the interim health minister. The South African was protecting members of the coalition working at the health ministry. An Iraqi interpreter was wounded in the attack, according to the police, who had earlier identified the victim as a Spanish civilian.

Officials also announced the release of three hostages, Agence France-Presse reported.

An Arab Israeli, Nabil Yaacob Razzuq, was in good health after being freed by his captors, according to a Palestinian diplomat.

Razzuq, 30, was first shown in captivity on the Iranian television station Al-Alam on April 8. Two Swiss nationals were released by an unknown group after being held hostage for 48 hours, said the Swiss foreign minister, Micheline Calmy-Rey.

The New York Times

OTHER VIEWS ■ Partition Iraq

International Herald Tribune
Wednesday, April 21, 2004

CAIRO: The current mayhem in Iraq shows that the U.S.-led coalition is on a "mission impossible" in that country. Both Shiite and Sunni violence is aimed at coalition forces, yet at its core this is civil war for control over future power. Yugoslavia taught us that there are moments in history when attempts to preserve a nonexistent unity only cause more violence and anarchy. The single way out of

violence in Iraq is to accept the emergence of a Kurdish state in the north, and two states — Sunni and Shiite — in the predominantly Arab regions of what the British once tried to forge into a country. This option may not be "politically correct," and is fraught with immense international difficulties, but the Iraqi state may have come to its end.

— The Middle East Times (Egypt)

LE FIGARO VENDREDI 23 AVRIL 2004

La rivalité entre chiïtes et sunnites inquiète la région

Beyrouth :
de notre envoyé spécial

Un an après la chute de Saddam Hussein, les convulsions irakiennes réveillent de vieux démons confessionnels qui inquiètent les Etats arabes, et, au-delà des régimes, les communautés musulmanes, tant chiïtes que sunnites.

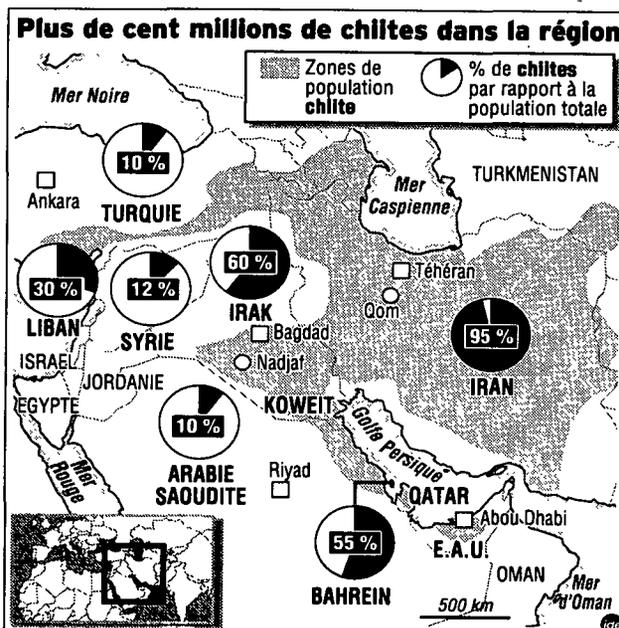
Au cœur de ces craintes, les ambitions de superpuissance régionale de l'Iran, mentor des chiïtes irakiens. « Comme du temps des Pahlavi, l'Iran a les moyens de ses ambitions », souligne le secrétaire général de la Fondation pour la pensée arabe, Aly Maher el-Sayed. « C'est parce qu'ils craignent que ce pays ne devienne dangereux que ses voisins arabes s'effor-

cent d'entretenir une coopération active avec Téhéran », poursuit-il.

L'ombre de l'Iran, dont les Américains ont sollicité la médiation dans la crise de Nadjaf, s'étend sur des communautés arabes chiïtes auxquelles les libertés reconquises des chiïtes irakiens redonnent espoir.

Professeur de relations internationales à l'Université américaine de Beyrouth, Nawaf Salam constate que, depuis la chute de la dictature irakienne, « la question des minorités se pose sous un jour nouveau dans la région ».

Encore une fois sur la ligne de front, le Koweït redoute une remise en question du fragile équilibre entre les sunnites, qui dirigent le pays, et les chiïtes, qui représentent 35 % de la population. Cheikh Sabagh al-Ahmad,



qui dirige le gouvernement, a reçu les représentants des deux communautés et a accordé aux chiïtes des droits qu'ils réclamaient depuis des années. Un Koweïtien explique : « Nous ne voulons pas que les chiïtes puissent se plaindre d'être des citoyens de seconde zone. »

En Arabie saoudite, « les chiïtes s'estiment brimés. Ils pensent que le moment est venu pour eux de faire valoir leurs revendications », explique l'ambassadeur Aly Maher el-Sayed. Fait sans précédent, le prince-héritier Abdallah a reçu, il y a quelques mois, les représentants des chiïtes saoudiens, qui constituent entre 5 et 10 % de la population. Ils rejettent l'idée d'une sécession de leur province mais réclament plus de droits.

La crise irakienne a contribué à lever le voile sur un conten-

teux vieux de 14 siècles entre les sunnites, majoritaires, et les chiïtes qui, chaque année à l'Achoura, célèbrent l'assassinat d'Ali et d'Hussein par les califes Omeyyades de Damas. La simultanéité, le 2 mars, lors des célébrations de l'Achoura, de deux tueries (170 chiïtes massacrés à Karbala et 43 au Pakistan) n'a rien fait pour cicatriser la plaie, malgré la propension de certains observateurs arabes à y voir une provocation américaine.

Journaliste et professeur à l'Université libanaise, Waddah Chakara croit, en revanche, à l'authenticité du récent message d'Abou Moussab al-Zarkaoui. Le représentant supposé d'al-Qaïda en Irak qualifie les chiïtes de « cheval de Troie des ennemis de la nation » et menace de « tuer leurs imams ».

Dans cette affaire, les torts sont souvent partagés. Le professeur Chakara, qui est de confession chiïte, admet volontiers que « le conflit mortel entre sunnites et chiïtes constituait le socle de la révolution khomeyniste en Iran ».

Il se souvient aussi qu'au lendemain du 11 septembre 2001 certains responsables du Hezbollah libanais (chiïte) affirmaient leur admiration pour les terroristes wahhabites de Manhattan. Chakara conclut : « Tant que les sunnites sont loin, en Afghanistan, à Dar es-Salaam ou encore à New York, il se trouve des chiïtes pour applaudir leurs actions. Mais, dès qu'il s'agit de voisins avec qui l'on doit partager le pouvoir, ils deviennent des ennemis, tout comme l'ennemi américain. »

Personne ne prédit une prochaine guerre de religion en Irak, ni a fortiori au Proche-Orient. L'assistance que, selon certaines sources, les chiïtes de Moqtada al-Sadr auraient apportée aux révoltes sunnites de Faludja sert d'argument aux musulmans qui chantent imperturbablement l'amour fraternel censé unir leurs deux communautés. Le professeur Chakara doute qu'un tel rapprochement aille bien loin. « On en revient à des archaïsmes, et l'on oublie qu'il y a des problèmes urgents à régler », déplore-t-il.

Quant à l'ambassadeur Aly Maher el-Sayed, il relève que, « les divisions religieuses se doublant de rivalités politiques, le problème chiïtes-sunnites ne fera que s'accroître et se compliquer ».

C. L.

Iraqi debacle ■ By Tom Switzer

At least the illusions are gone

It now appears that the U.S. effort to remake Iraq as a viable and peaceful democratic state is likely to end in failure. If indeed that happens, it will be tragic for those in Iraq who long for peace, order and liberty.

For the United States, it will involve a certain amount of humiliation. But it is to be hoped that it will also involve the destruction of three dangerous illusions which have warped U.S. foreign policy in the post-9/11 era.

The first of these illusions is the belief that pre-emptive strikes are required to deal with rogue states in the new era. After Sept. 11, it was confidently predicted, containment no longer worked against the Saddam Hussein's of the world.

But one year after regime change, it's clear that the Iraqi threat could have been contained as indeed it had been contained since the 1991 Gulf War. For Saddam, far from being an ideological fanatic, was a cynical calculator whose overriding concern was to hold onto power and to exercise it ruthlessly over the unfortunate people of Iraq.

True, containment can't work against terrorists who can run and hide, but rogue states are different; they have a return address. And it should have been clear that Saddam knew if he smuggled weapons of mass destruction to Al Qaeda or used banned weapons against U.S. interests, his regime would have met massive retaliation from Washington. Of course, we now know he didn't even possess those weapons.

Yet for preventive war advocates, containment is a discredited policy; in the case of Iraq, it meant, as *The Weekly Standard's* neoconservative editors warned, coddling a suicidal tyrant. Nev-

er mind that containment (sanctions, naval blockade, no-fly zone) kept that suicidal tyrant in his box for over a decade. And never mind that although containment lacked the political sex appeal of "liberation," it at least recognized the dangers of unintended consequences that a liberated Iraq has now delivered.

The second illusion that has been badly damaged by Iraq is the belief that democracy is an export commodity. This noble idea has been an article of faith not only among neoconservatives in and

outside of the Bush administration, but also among some on the left, such as *Vanity Fair's* Christopher Hitchens and *Dissent Magazine's* Paul Berman.

For these thinkers, history is on democracy's side, and the time is ripe to bring about the political transformation of the whole region. Some even argue that it is racist to suggest Iraqis can't embrace liberal democracy, gay rights, free abortion on demand and the like.

But the point here is not whether democratic values can coincide with Islamic ones; it is whether the conditions and circumstances in post-war Iraq are conducive to such vast social and political changes. And this is where comparisons between Germany and Japan in the mid-to-late 1940s to Iraq today come unstuck.

After all, Germany and Japan were genuine and coherent nations with homogeneous cultures while Iraq was an arbitrarily created state with deep ethnic divisions. Germany and Japan had already modernized and had a history, even if a blighted one, of parliamentary government on which the occupation forces could build. Iraq, however, is still in the process of modernizing and is open to all the disturbing ideological

forces that this unleashes.

The third illusion that has also been badly damaged by Iraq is that the scope of American power is virtually limitless and that the United States can impose its will and leadership across the globe. This view, to be sure, had been widely held by neoconservatives following the collapse of the Soviet empire in the early 1990s. And it has gained more credibility in the aftermath of Sept. 11. Even the words "imperialism" and "empire," usually terms of abuse in American political discourse, have been wholeheartedly embraced by many influential thinkers on the Washington think-tank circuit.

But the idea of a heavy-handed policy to remake the world in America's image was bound to generate widespread hostility, resentment and concerted political opposition. Such a scenario was evident in the lead-up to war in early 2003 when the French-led UN Security Council ganged up to thwart the U.S.-led resolution to invade Iraq. And it is now evident in the way that Iraq's rival groups, the Sunnis and the Shiites, appear to be united against the alien occupiers.

The great British historian A.J.P. Taylor once said that the road to hell is paved with good intentions. And there is no question that pre-emption, democracy promotion and a Pax Americana reflect President George W. Bush's well-

intended pledge to change the world.

But it's neither in America's competence nor its interest to conduct a policy based on such illusions. That the rapidly deteriorating situation in Iraq is in the process of shattering those illusions may be the only consolation to be drawn from this hellhole.

William Safire

UN's Iraq envoy fails his first test

The United Nations special envoy Lakhdar Brahimi, the Bush administration's great Arab hope to appoint a transition government that would bring democracy to Iraq, is off to a troubling start.

His first mistake was to announce on French radio that "the great poison in the region is this Israeli policy of domination and the suffering imposed on the Palestinians," as well as the "equally unjust support of the United States for this policy."

That freelance condemnation was too much for even Kofi Annan, who sent out his official spokesman to explain that Brahimi was "a former foreign minister of Algeria"

who was "expressing his personal views" and not necessarily those of the secretary general.

Undaunted by this rebuke — UN officials are not empowered to condemn member nations — Brahimi said on ABC television that President George W. Bush's support of Prime Minister Ariel Sharon's plan to withdraw from Gaza made his task in Iraq harder because the brutal, repressive Israelis "are not interested in peace no matter what you seem to believe in America."

This supposedly fair-minded international civil servant — in whom America is entrusting the delicate assignment to negotiate a path to free elections among Iraqi Sunnis, Shiites, Kurds and other groups — then

APRIL 24-25, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune

used his ABC-TV forum to make his second mistake.

As the world knows all too well, the insurgent forces combining Saddam Hussein's experienced killers and Al Qaeda terrorists have taken control of Falluja, near Baghdad. Obliteration is not an option. This presents America with a trio of options. Here is what the president, his National Security Council and top field commanders have been wrestling with this past weekend:

Does America continue to try to negotiate with the insurgents holding the city's residents hostage, with U.S. forces taking casualties almost every day? A series of broken truces would show restraint but would be taken for weakness by many throughout Iraq. Terrorists would then attempt similar stand-offs in other cities, with more casualties in the long run.

Or does America send in troops, backed by tanks and choppers, to end the Falluja insurgency? That would risk raising the immediate level of bloodshed on all sides for a brief period — thereby potentially infuriating Arabs everywhere who would see the suffering on Al Jazeera television.

Or does America search for some third way — patiently recruit and train former Iraqi soldiers, pay them plenty, and run joint patrols with U.S. Marines — in hopes that Americans can slowly grind down the opposition before it bleeds us to despair? If this compromise doesn't work, America could then choose op-

tion one or two: interminable delay, or fight to win.

Either the coalition will take charge of Falluja or the insurgents will create a capital for their comeback. Unless the terrorists turn in real weapons, the liberation should assert control, neighborhood by neighborhood, with enough infantry power to make the battle of Falluja as short and decisive as possible.

The diplomat Brahimi evades the choice, which is his second mistake. "In this situation," he says, "there is no military solution." He elevates that to a philosophy: "There is never any military solution to any problem." Pacifism has its adherents, but when Osama bin Laden's agents are shooting at liberators, do you turn the city, and ultimately the country, over to them?

Brahimi's strategy is to gain quick local support by denouncing Israel (always an Arab street-pleaser) and by aligning the United Nations with those Iraqis who — having been cured of crippling despotism — now feel free to throw their crutches at the doctor.

As semi-sovereignty approaches, Iraqi politicians, except for Kurds, curry voter favor by complaining about having to join the fight for Iraqi freedom. Grand Ayatollah Ali al-Sistani is so fearful that a fiery upstart will steal his followers that he competes by demanding a tyranny of the Shiite majority.

The United Nations' militantly pacifist Brahimi is falling in with this anti-Western Arab demagoguery. In embracing him so readily as the acceptable legitimator, Bush's heart may have been too soon made glad.

E-mail: safire@nytimes.com

A divisive vote on a divided Cyprus

The overwhelming vote by Greek Cypriots on Saturday to reject the UN reunification plan for Cyprus is a tragedy, but hardly a surprise. The Greek majority on the divided island had made no secret of its distaste for the plan crafted by Secretary General Kofi Annan, largely because it limited the number of Greeks who would reclaim properties lost when Turkey invaded the northern part of the island in 1974. The United States and the European Union had hoped they could overcome the resistance through political pressure. But the hard fact is that the Greeks knew they would be joining the EU on May 1 as "Cyprus," with or without the Turkish north. The only way to restore any chance of reunifying the island is for the EU and the United States to get tough — to lift the economic sanctions on the Turkish north, and to limit aid to the Greek south.

The reactionary leaders of both sides of the divided island, Tassos Papadopoulos for the Greeks and Rauf Denktash for the Turks, had campaigned hard against the UN plan, so it was left to the people to decide. Among Turkish Cypriots, who have endured international isolation for 30 years, 65 percent voted in favor. Among Greek Cypriots, 75

percent voted against. That imbalance tells a clear story. Those who had more to gain were more in favor. In the wake of the vote, Papadopoulos spoke unconvincingly of the referendum as a "catalyst for reunification." The only real catalyst for reunification is to even out the incentives.

Ethnic land disputes are among the most persistent conflicts, and the hardest to resolve — witness the Middle East, or Kosovo, or Nagorno Karabakh, among many others. For each side in these feuds, recovering lost lands becomes an integral element of national identity, and, to be elected, politicians must carry high the torch of national grievances. Such conflicts are resolved only when the two sides become exhausted by fighting, or when the world at large becomes sufficiently irritated by the dispute to step in forcefully. In the case of Cyprus, the world was unanimous — both Turkey and Greece supported Annan's efforts to forge a compromise; Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, was especially courageous in reversing decades of Turkish policy. But Annan's levers of persuasion were simply insufficient to overcome the Greek Cypriots' conviction that they had no need to give away so much. Under the

Annan plan, the Turks, 18 percent of the island's population, were to get 29 percent of the land.

That, of course, is not the point. Without a deal, the Turkish Cypriots will remain in control of 37 percent of the land north of a heavily mined line, protected by some 35,000 Turkish troops. With a deal, many people displaced in 1974 would have been allowed to return to their lost homes, all Cypriots would have had access to the entire island, and all would have prospered through EU membership. The size of the Greek vote suggests it would be futile to hold another referendum anytime soon, and it is possible that the Turkish Cypriots, feeling betrayed by their exclusion from the European Union, will be less forthcoming in a quick revote.

But the European Union, the United Nations and the United States cannot call it quits. With Turkey knocking at Europe's door, the division of Cyprus cannot be left to fester. The surest way to demonstrate to the Greek Cypriots the folly of intransigence is to reward those who favor reunification, and to punish those who oppose it. That means putting a prompt end to the economic isolation of the Turkish north, allowing tourists to come in, and expediting the money promised to the north in the event of unification. At the same time, the EU should curtail aid to the south. That will keep the Turkish Cypriots interested, while sending a clear signal to Greek Cypriots that the world does not tolerate open-ended feuds.

Falluja tests Kurd ties to Iraq - Kurdish leader

Reuters - April 28, 2004

The Iraqi city of Falluja, a bastion of loyalty to Saddam Hussein and now a symbol of Arab resistance to U.S. occupation, means something else entirely to Iraqi Kurds persecuted by the ousted strongman. Where many Arabs in Iraq and abroad see the U.S. military killing civilians in Falluja and sparking the most bloodshed since it invaded Iraq, many Kurds see the last stand of Saddam's Baath party, which used chemical weapons against them.

Barham Salih, prime minister of half the northern zone Kurds wrested from Baghdad after the 1991 Gulf war, said the killing and mutilation of U.S. contractors that sparked the U.S. attack on Falluja resembled Saddam's brutality to his own people, and undermined the commitment of Kurds to a unified Iraq. "The scenes that I see from Falluja worry me because the value system that gave rise to Saddam Hussein is what we are seeing in the thuggery, where these Americans are burned and the bodies mutilated," he said in an interview in Sulaimaniya, capital of the area held by the Patriotic Union of Kurdistan.

"This kind of culture is seeping still from some of those places and it is obviously a danger for the Kurdish people; it's a danger for the Arabs of Iraq as well." The comments, as well as accusations that Kurdish forces fight alongside U.S. troops in Falluja, underline the depth of animosity between Iraq's Arabs and Kurds, against whom Saddam launched a military campaign to crush separatist ambitions and punish them for aiding Iran in its 1980-1988 war with Iraq.

An interim Iraqi constitution recognises Kurdish self-rule in the north in the framework of a future federal state, annoying Arabs who -- like neighbouring countries with large Kurdish populations -- see it as a step toward the possible division of Iraq. Salih said that sentiment, as well as calls by some majority Shi'ites for a broad role for Islam in government, made it harder to sell Kurds on a unified, democratic Iraq, to which a Kurdish leadership on good terms with Washington has

signed up to.

No 'Fundamentalist', Arab 'Dictatorship'

"We are willing to be part of a federal, democratic Iraq, but should you, my Arab compatriot, contemplate turning Iraq into a fundamentalist state or an Arab nationalist dictatorship, again, I am sorry...but we are not willing to be part of such a country," he said. He said Kurds embraced the idea of a federal state as the best possible guarantee of their rights in light of the hostility of neighbours like Turkey, which fears such autonomy would rekindle separatism among its own 12 million Kurds. "We understand our geopolitical predicament. We also understand that a federal, democratic Iraq, a prosperous, stable Iraq, can be good for the Kurdish people...can protect us from the predators who don't wish us well," he said. "We are willing to work with our Iraqi compatriots to turn the tide and make sure that Iraq will have a future, but we cannot do it on our own," Salih said. "Should it fail, there is nothing I can do to convince my people of being committed to this, and I will not do anything in my position, or any other position that I'll be in, to try."

Salih said Kurds could not press their case in Iraq without uniting the northern governments of the PUK and the Kurdistan Democratic Party, which fought a mid-1990s civil war in Iraqi Kurdistan. "There is distaste with us because we fought hard in Baghdad for recognition of our situation here and are arming the opponents of all that we sought by allowing them to point out that we do not have our house in order and to ask why should you be entitled to this if you are not united," he said. Salih has been suggested as a possible candidate to become Iraq's U.N. ambassador, but said his only concrete plan was to resign his post and set a precedent among leaders in the fractious, patronage-driven politics of Iraq's Kurds. "I want to be the first Kurdish politician who will bow out of office voluntarily," he said.

Not all is bad in Iraq: Look at the Kurdish areas

By Kamran Karadaghi
The Daily Star (Beirut)- April 27, 2004

One year after the demise of Saddam Hussein's regime, most Iraqi Kurds say they have never had it so good since establishing their self-declared mini-state in 1992. Here is why: Thanks to hundreds of millions of US dollars made available to the two Kurdish administrations in Irbil and Suleimaniyah by the Coalition Provisional Authority (CPA), the economy is

bustling, unemployment is down and living standards are almost 90 percent better than a year ago. For example, school-teacher's salaries have increased from the equivalent of \$70 per month to \$400, and manual laborers are paid \$17-\$20 for a seven-hour working day, compared to \$4 a year ago. Cities in Iraqi Kurdistan are big construction sites.

Furthermore, law and order exists. Kurdish police and security forces are efficient and the security situation in the self-ruled Kurdish region is a far cry from that in the rest of Iraq. Exemplary relations between coalition troops and the population further enhance stability, including political stability. US and British forces are particularly welcomed by the Kurds. Only in the Kurdish region are cities and towns bedecked with US and British flags and portraits of President George W. Bush and Prime Minister Tony Blair.

Contributing to efforts by the coalition to confront the ongoing insurgency in Iraq, the Irbil and Suleimaniyah administrations, led by Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), have deployed some 60,000-70,000 Peshmerga fighters along the borders between the Kurdish-controlled and neighboring Iraqi provinces. Kurdish forces are also involved in protecting vital public installations in northern Iraq. Thanks to full-fledged Kurdish cooperation, the Americans have little to worry about when it comes to the security situation in the north. In such a context, it is little wonder the Kurds have a sense of pride and satisfaction. They feel that the chaotic situation in the rest of Iraq and the failure of other Iraqi communities to cooperate and compromise has not only proven the Kurds' right to self-rule within a federal Iraq that accommodates their aspirations, but, beyond that, their right to full independence.

The question of independence - or, to be more precise, lasting de-facto Kurdish self-rule within Iraq - is debated in the streets, coffee shops, social clubs and homes of Iraqi Kurdistan. Understandably, the leaders of the Kurdish ruling parties and politicians refrain from making their views public, though no one doubts they sympathize with the popular view. The politicians say they are deeply frustrated by the lack of responsibility on the part of other Iraqi groups. What is disturbing is that many Kurds are now openly arguing it is not in their interest to sacrifice their gains by committing themselves to the almost impossible mission of transforming Iraqi society. In a recent interview the most prominent Kurdish poet, Sherko Bekas, said bluntly that Kurds were not Iraqis and he demanded a UN-sponsored referendum so that the Kurds could determine their own future.

However the reality is that the Kurds are directly affected by what is going on in the rest of Iraq. The ongoing insurgency worries them, and the community faces a dilemma. On the one hand they openly condemn the insurgents - both Shiite and Sunni. On the other, the Kurds fear that if they openly support US troops, this could lead to a bloody Arab-Kurdish conflict, particularly in Kirkuk, where tensions are already high in the city's multiethnic population. There is also concern that Kurdish communities in Arab cities such as Baghdad and Mosul would suffer. Baghdad alone is home to

an estimated 800,000 Kurds. In recent weeks many Kurds have been killed in Mosul, where Kurds from Irbil and Dohuk now avoid traveling. If this continues business will suffer too. Following one of his many visits to Iraqi Kurdistan before the war, British journalist David Hirst observed that the feeling of insecurity was highly important to Kurdish psychology. "The deep sense of insecurity," he said, "coexists with what is an improved economic situation ... But this sense of existential insecurity is deep-rooted and it focuses mainly on Saddam ... but not entirely, because Saddam is only the most obvious and most brutal and most dangerous enemy. All the regional states are in a way complicit with Saddam, not least, of course, Turkey ... Kurdish feelings of hostility toward Turkey run very deep."

Paradoxically, this sense of Kurdish insecurity emanating from the permanent danger coming from Iraq's neighbors - Turkey, Iran and Syria - is now compensated by a sense of security resulting from the post-war reintegration of the Kurdish-ruled north into Iraq. By being equal participants with the Arabs in running the country, Iraqi Kurds feel less insecure when dealing with the Turks, Iranians and Syrians. At the same time, the new status of Iraqi Kurds has to some extent increased the sense of insecurity next door, particularly in Turkey and Syria, where large Kurdish communities reside. The recent disturbances in Kurdish cities and towns in Syria that took the regime in Damascus by surprise were largely inspired by the gains of the Kurds in Iraq. Iraqi Kurds organized demonstrations in solidarity with their brethren in Syria. Iraqi Kurdish parties, including the KDP and PUK, openly criticized measures taken by the Syrian authorities against the Kurds, urging them to recognize the rights of Syrian Kurds.

Activists from opposition Syrian Kurdish parties in Iraqi Kurdistan were allowed to make public statements in the local media. Iraqi Kurds would have behaved more cautiously had these events occurred before the war.

However, the potential threats to the Kurds are not limited to those coming from the rest of Iraq or neighboring countries. There are also dangers emanating from within. The PUK and KDP have managed to sustain cooperation for over seven years, making it the longest period of peace between the two parties since the PUK was established in the mid-1970s. The parties played their cards well in the months prior to and during the war last year, and have continued to do so in the post-Saddam period. They secured the support of the Americans and succeeded in convincing the Iraqi Governing Council to pass the now-famous article 61(a) of the transitional administrative law, which effectively grants Kurds the right to veto a future permanent constitution. However, the rivalry and distrust between the PUK and the KDP still persist. After years of efforts and negotiations, the two leading parties in Irbil and Suleimaniyah still cannot agree to unify

their administrations, despite intense popular demand. What is also worrying is that there is still no clear Kurdish strategy regarding relations with Baghdad. These are serious challenges that will keep alive the sense of insecurity in

Kurdish psychology. Kamran Karadaghi is chief editor of Radio Free Iraq at Radio Free Europe-Radio Liberty. The views expressed in this commentary, written for THE DAILY STAR, are his own.

Kurds' Success Provides Lesson For Rest of Iraq

By: Ralph Peters
USA Today April 25, 2005

The garbage truck was inspiring. Making the early morning rounds, its energetic crew collected the trash from a tidy residential street in a hopeful city booming with construction sites. That wouldn't be a big deal in America. But this was in Iraq.

While the media concentrate on the combat and confusion to the south, I recently visited the north of the country, where Iraq's 5 million Kurds have brought off a near miracle: They've built a financially efficient, rule-of-law democracy in the Middle East. Elsewhere, the Coalition Provisional Authority (CPA) spends billions to keep a failed state on life support. While the rest of Iraq's population wallows in the region's addiction to blame, the Kurds have rolled up their sleeves and gone to work. There is a lesson here for Iraq - and U.S. policymakers, who insist on keeping Kurdistan a part of that blood-soaked country. This month, in the Arab sections of central and southern Iraq, insurgents, religious extremists and international terrorists indulged in an orgy of kidnapping and killing of U.S. troops. Yet, in the north lies Suleimaniye. Here, in the capital of one of the two Kurdish regional governments, officials are writing zoning laws, demanding environmental impact statements from builders and making education funding a priority.

In the streets, women walk freely and safely, dressed any way they wish. Only a minority choose Islamic garb - head scarves, not veils. The regional prime minister, Barham Salih, wants to increase the number of female government officials, describing them as "harder working" than men and "utterly incorruptible." And there are no forced marriages.

Just over 45% of the university students are women. Males and females study side by side. Internet use is free to all students. There is no censorship or political influence on campus. Not one of the oil-rich Gulf states rivals this still-poor country's educational freedom - or standards. There's a department of religious studies, but it's only one of 16 departments (and far from the most popular).

Still, the Kurdish government isn't content. It hopes to build a world-class "American" university to develop its human capital. As the rest of Iraq threatens to implode, the Kurds are

racing against time to develop their infrastructure and provide opportunities for their population. International business is welcome, contractors aren't murdered, and even the Turks, longtime opponents of the Kurds, are investing.

If only the Kurds had a disaster or two, then someone might tell their story. Of course, the Kurds do face significant problems. After decades of underinvestment, a growing economy has overtaxed the power system. Refined petroleum products have to be imported - in an oil-rich country. And hundreds of thousands of internal refugees, displaced by Saddam Hussein, face uncertain futures.

The biggest problem, though, is Washington's insistence that Kurdistan remain part of Iraq. The Kurds are doing their best to support our policies, despite skepticism about the country's future. They're determined that, if Iraq disintegrates, they won't be to blame. They want to make us happy, almost desperately.

If anyone believes that no good came of deposing the old regime, he or she should talk to the Kurds. For them, generations of oppression, ethnic cleansing, torture and massacre ended when Saddam's statue fell. But with hostile powers on their borders, their future security depends on America's goodwill. As terrorists campaign to drive the U.S. from the Middle East, the Kurds are begging for U.S. military bases on their territory. When American politicians of either party describe the Middle East they'd like to see, they're describing the Kurdistan that already exists - in fact, if not in law. Yet, coalition authorities in Baghdad devote their efforts to holding a Frankenstein's monster of a country together - just as we and our allies earlier tried to force Yugoslavia to remain whole - while ignoring what the Kurds have already achieved. Instead of supporting our only friends in Iraq, we try to please implacable enemies by pouring billions of taxpayer dollars into cities whose people assassinate U.S. soldiers.

An ironclad military rule is "Don't reinforce failure. Reinforce success." In the attempted reconstruction of Iraq, our policy is just the opposite. Diplomats always have plenty of "good" reasons for doing the wrong things. Borders can't change; stability must be achieved; regional sensibilities must be

taken into account - the list of reasons why we cannot live up to our own professed ideals and support Kurdish self-determination is nearly endless. But a moment of truth is approaching: Either we support democracy, or we don't.

Why not hold a referendum? Why not let the Kurds decide their own future?

The United States needs to be clear: America isn't failing the rest of Iraq. The Iraqis are failing themselves. The war to depose Saddam handed them an opportunity no other power would have or could have given them. If, despite the U.S. investment of blood and treasure, Iraq's Arabs decide to squander their chance for a peaceful and prosperous future, there may be painfully little the United States can do about it.

But where freedom, the rule of law and democracy already exist, the United States should offer its support.

There are three things the United States can and should do for the Kurds: guarantee their long-term security against neighboring countries; ensure that they receive their fair share of reconstruction aid and Iraq's oil revenue; and, if the rest of Iraq pursues bloodshed and destruction, support an independent Kurdish state.

Kurdistan isn't Iraq.

Go there and see.

Ralph Peters is the author of *Beyond Baghdad: Postmodern War and Peace*.

The view from Kurdistan

Washington Times 27 April 2004

by Hiwa Osman*

For the people of Kurdistan, this weekend was spoiled. Not because Muqtada al-Sadr ranted on in Friday prayers about sending suicide bombers, nor because the tentative ceasefire in Fallujah. But because it rained. And rain ruins the religiously followed Kurdish tradition of picnic day, when the cities empty as people take to green mountains to grill meat, drink beer and dance the day away.

Like other Iraqis, the Kurds are enjoying a Saddam-free spring. But unlike the rest of the country, they have been thriving in post-liberation Iraq. They view the events in Fallujah and Najaf with both a sense of detachment and of caution.

Caution because to some extent Kurds feel they are victims of their own success.

Within the green line, the area about the size of New England that has been under Kurdish control since 1991, there is low unemployment (workers are imported from other parts of Iraq and even from Iran), a building boom, minimal interference from neighboring countries and a tolerant open-mindedness not seen in the rest of the country. The word "occupation" is never uttered in Kurdistan. On the contrary, the Kurds say that the U.S. Army is the first army in history to enter Kurdistan not as an invading force.

The main reason for this pro-American attitude is that the Kurds themselves have been -- and still are -- running their own affairs, albeit with a recent infusion of U.S. money. They have well-established ministries that provide education, health care, water and garbage pick-up. They have a police

force that actually protects the people and solid intelligence that almost without fail keeps the jihadis and former Ba'athists at bay. When things go wrong -- and at times they do -- fingers are not pointed at the Americans. It is the Kurdish administrations that have to answer to the people, and at times they do.

To spread this attitude to the rest of the country while keeping the momentum in Kurdistan, the United States needs to recognize Kurdish exceptionality: The Kurds are situated differently, but not so different that they cannot serve as a model for the rest of the country. They are taking responsibility upon themselves to make the most of the postwar situation. This recognition should not be limited to words. It must be translated into practice to encourage the Kurds and motivate the rest of the country to do the same.

Economically, the Coalition Provisional Authority should foster investment in this Western-friendly and secure area. Encouraging foreign venture capital in the north and its resulting material comfort for citizens will send a strong message to the rest of Iraq that prosperity comes only with security. While minimal U.S. political presence in Kurdistan is proving beneficial, the Kurds fear they may be neglected and held back while the rest of the country catches up to them.

The political issues of most concern to the Kurds are, first, a return of Kurdish lands ethnically cleansed and a restoration of the property claims of those hundreds of thousands of Kurds, Turkoman and Christians displaced by the Ba'ath regime.

While the three governorates inside the green line have been under Kurdish control since 1991, they contain only two-thirds of the Kurdish-inhabited areas of the country. The other third borders the three governorates and includes ethnically diverse Kirkuk. This entire area remains outside of present-day Kurdistan.

The gerrymandering of the governorate boundaries over several decades and the subsequent ethnic-cleansing of the area by the former regime should not be allowed to stand.

Since liberation, the Kurds had assumed these lands would be returned to Kurdistan. So far those desires have been delayed by the Transitional Administrative Law (TAL) signed in March, which provides a rather vaguely worded roadmap for a future normalization process. The TAL states that these lands would remain outside Kurdish control for now, but can be decided upon after a census and the transitional period, and taking into account "the will of the people of those territories."

The United States needs to clearly communicate its commitment to the TAL normalization process to assure the Kurds it will be observed despite the uncertainty of events in the rest of the country. To hold back on normalization of these areas for fear of an Arab backlash is to legitimize Saddam's Arabization campaign.

A second political issue is elections. There is no reason why Kurds should wait for the rest of the country to hold elections in their safe and secure region. The last regional elections were in 1992, which the Kurds organized themselves with no outside prompting. But this parliament and government needs to be updated by popular vote to institute a popular and representative government. Elections in Kurdistan would also force the two Kurdish administrations to unite; a process all Kurds think is long overdue.

The snail's pace of political change on these two issues close to Kurdish hearts, coupled with the shaky security in the center and south, increases Kurdish fears for the future. This could subsequently diminish their trust in and their support of the United States. Some may argue that recognition of the Kurdish exceptionality by the United States constitutes "preferential treatment of the Kurds" and will divide Iraq. It won't. The Kurds themselves reject independence and are busy welcoming Arab workers, students and tourists who come from the center and south of Iraq in search of jobs, education and mountain recreation.

Kurds want a unified Iraq. But an Iraq that is at least as economically healthy and as secure as their region.

* Hiwa Osman is a Baghdad-based journalist.

CONTEXTE

Le "plan Brahimi" est sur la table

■ Comment assurer le transfert du pouvoir après la date du 30 juin fixée par Washington ? L'envoyé spécial de l'ONU en Irak, Lakhdar Brahimi, a rendu publiques quelques propositions après une série de consultations menées en Irak. Le diplomate algérien suggère de remplacer l'Autorité provisoire de la coalition, dirigée par Paul Bremer, par un gouvernement intérimaire "dirigé par un Premier ministre et comprenant des hommes et des femmes connus pour leur honnêteté, leur intégrité et leurs compétences. Il y aura aussi un président qui agira comme un chef de l'Etat et deux vice-présidents." Ce gouvernement exercerait le pouvoir à partir du 1^{er} juillet et jusqu'en janvier 2005, date à laquelle auraient lieu des élections "libres et véritables" pour désigner une Assemblée nationale. D'autre part, Brahimi propose de réunir une conférence nationale "qui élira une

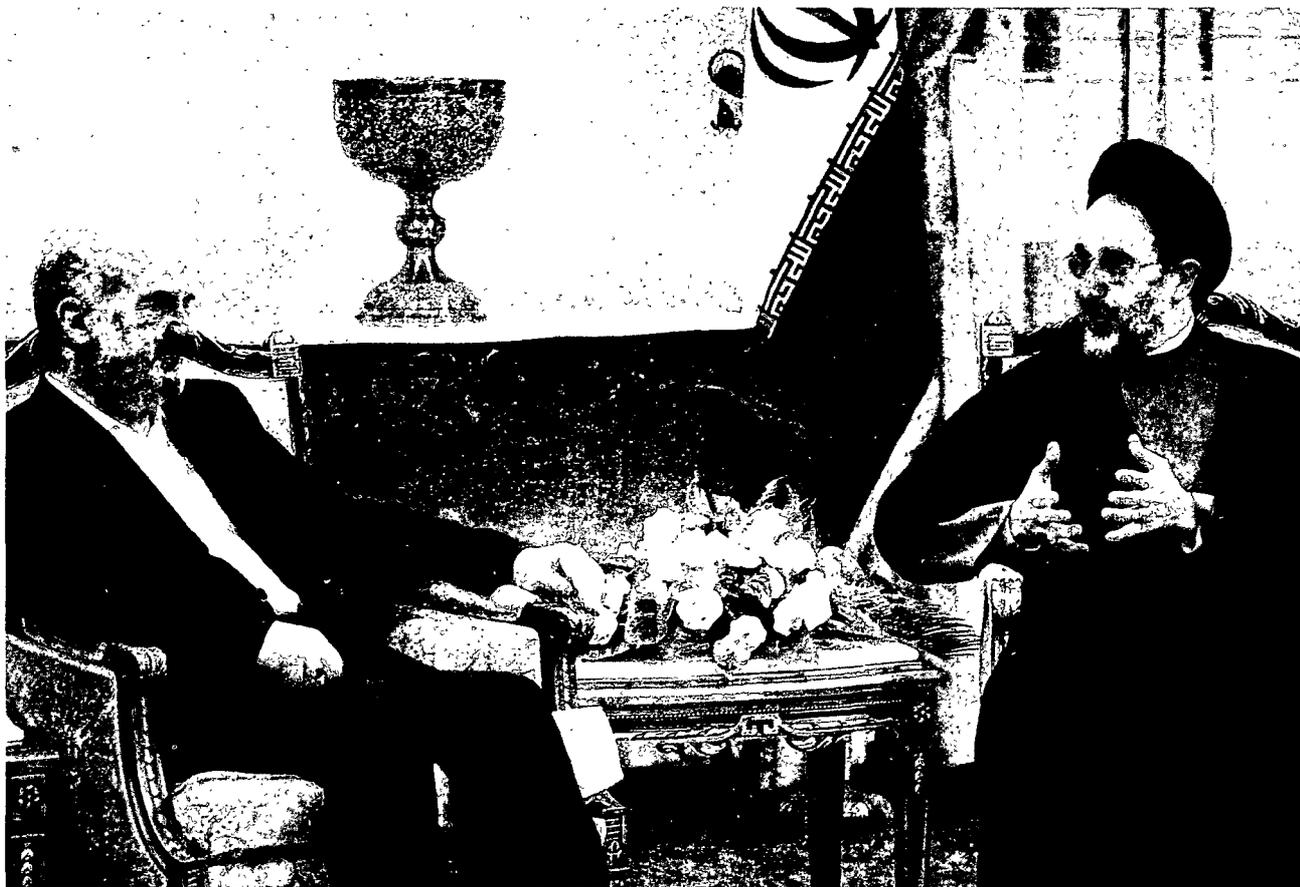
assemblée consultative qui travaillera aux côtés du gouvernement durant la période allant jusqu'à l'élection de l'Assemblée nationale".

Les principaux dirigeants de ce futur gouvernement "seront probablement désignés par les Nations unies", estime le *Christian Science Monitor*. "Brahimi a déclaré qu'il aimerait choisir des technocrates parce que des politiques pourraient être soupçonnés de manipuler le processus électoral, ajoute le quotidien de Boston. Quant aux responsables irakiens consultés par Brahimi, ils craignent qu'une approche ethnique introduise des divisions dans la société irakienne à un moment où l'unité nationale est primordiale." Les membres de l'Autorité actuelle, qui ont le plus à perdre de la mise en place d'un nouvel exécutif, sont divisés. "Certains, comme Ahmed Chalabi, refusent l'ONU parce qu'elle s'est opposée à l'invasion américaine", sou-

ligne le *Christian Science Monitor*. De plus, Lakhdar Brahimi a condamné le processus de débaasification prôné par le Congrès national irakien de Chalabi. "Un exécutif moins ouvertement politique gouvernera peut-être mieux, mais il pourrait avoir des difficultés à gagner un soutien populaire, prévient de son côté le *New York Times*. Superposer simplement les Nations unies à la situation actuelle n'est pas une solution." Pour le quotidien, "une nouvelle résolution de l'ONU devra définir les rapports entre les forces d'occupation et le futur gouvernement". Les insurrections chiites et sunnites devront être matées, car "le nouvel exécutif ne sera pas capable de résister à ce genre de défi". Enfin, "les militaires doivent régler le problème des forces de sécurité irakiennes qui sont au mieux inefficaces" et qui au pire ont refusé de combattre auprès des Américains.

L'EXPRESS

Semaine du 26 avril au 2 mai 2004



Ibrahim Jafari, membre du Conseil de gouvernement irakien, et le président iranien Mohammad Khatami, à Téhéran, le 10 avril.

DIPLOMATIE

Irak : le retour de l'Iran

Ce sont les Britanniques qui les ont invités, mais les Américains ne s'y sont pas opposés. La semaine dernière, les autorités de Téhéran ont dépêché en Irak une délégation conduite par Hossein Sadeghi, directeur du ministère iranien des Affaires étrangères pour la région du Golfe. Objectif : essayer de calmer le jeu entre le jeune chef de l'Armée du Mahdi, Moqtada al-Sadr, et les forces de la coalition. Alors que les représentants de la communauté chiite, majoritaire en Irak, affichaient jusqu'ici à l'égard des Américains une « neutralité positive », l'entrée en rébellion de Moqtada al-Sadr, fils d'un dignitaire religieux assassiné par Saddam Hussein et chef de file des chiites les plus radicaux, a fait brutalement monter d'un cran la tension : le trublion s'est réfugié à Nadjaf, la principale ville sainte du chiisme ; les Américains menacent d'aller l'y déloger par la force ; s'ils passaient à l'acte, la Marjaiya – la plus haute autorité religieuse chiite – n'aurait sans doute pas d'autre choix que d'appeler au jihad...

Les Iraniens ne sont évidemment pas mécontents de voir ainsi reconnu

*Pour Téhéran,
le principal danger vient
non des Américains,
mais des opposants au
processus institutionnel*

par Londres et Washington le poids de leur pays dans la région. Toutefois, leur inquiétude n'est pas feinte. Et, contrairement à ce que pourraient faire croire leurs diatribes contre les forces d'occupation, le principal danger, à leurs yeux, ne vient pas des Américains. Mais bien plutôt de ceux qui, sur le terrain, contestent le processus institutionnel en cours. En clair, leurs ennemis sont les mêmes que ceux de la coalition...

Il y a à cela au moins deux raisons. D'abord, l'actuelle répartition des postes au sein des autorités intérimaires fait plutôt la part belle aux chiites, y compris ceux qui sont sous influence iranienne. Et la brigade Badr, entraînée en Iran par les Gardiens de la révolution, fait la loi dans nombre de quartiers ou d'agglomérations chiites. Les Iraniens n'ont donc aucun intérêt à ce que Moqtada al-Sadr, dont ils se méfient, mette le feu aux poudres. Ensuite, Téhéran veut éviter que

l'Irak bascule dans une « libanisation » qui se traduirait, au sein de la communauté sunnite cette fois, par la montée en puissance de ses ennemis de toujours : les nationalistes arabes et les wahhabites. ●

Dominique Lagarde

IRAK La coalition va revoir sa politique à l'encontre des membres de l'ex-parti de Saddam

LE FIGARO SAMEDI 24 - DIMANCHE 25 AVRIL 2004

Washington veut réintégrer d'anciens cadres du Baas

La situation continue de se dégrader en Irak. Hier, pour la première fois, des religieux sunnites et chiïtes ont menacé de lancer une insurrection généralisée si les troupes de la coalition tentaient de reconquérir les villes échappant à leur contrôle. Dans son prêche du vendredi, Cheikh Ahmad Safi, un représentant du grand ayatollah Ali Sistani, a de nouveau mis en garde les Américains contre « toute violation des lieux saints » chiïtes. Le chef radical Moqtada al-Sadr a, pour sa part, affirmé qu'il n'hésiterait pas à recourir à des attaques suicides si « les forces d'occupation » pénétraient dans Nadjaf ou Karbala.

Par ailleurs, la coalition a indiqué que la politique de « débaasification » n'est plus d'actualité, du moins sous sa forme initiale. Les Etats-Unis ont en effet annoncé hier qu'ils

réintégreraient certains ex-officiers et hauts fonctionnaires du régime de Saddam.

Cette révision pourrait permettre à d'anciens baasistes de siéger au gouvernement intérimaire dont les émissaires de l'ONU tentent de mettre au point la formule. « C'est comme autoriser la présence de nazis au sein du gouvernement allemand immédiatement après la Seconde Guerre mondiale », a déclaré pour sa part Ahmad Chalabi, membre influent du Conseil intérimaire de gouvernement irakien (CIG).

Bagdad : Georges Malbrunot

Un an après avoir redécouvert la liberté, les Irakiens ont du mal à renouer avec l'esprit d'initiative, dans un pays encore inhibé par les séquelles de trente-cinq ans de dictature où la société ci-

vile peine à prendre le relais de l'Etat providence. « L'anxiété et la peur sont toujours présentes. Abandonner un système dictatorial où l'Etat pensait pour vous n'est pas facile, explique le père Youssef Thomas, observateur attentif de la société irakienne. L'endoctrinement a tué l'esprit d'initiative. Un de mes amis psychologue me racontait que ses patients voulaient entrer dans ce monde qui leur est désormais accessible, en créant des ONG, mais nous ne savons pas faire, leur disaient-ils. En un an, nous n'avons accédé qu'aux choses les plus faciles : le satellite, le téléphone. »

Au cours de l'année écoulée, la société a été aspirée vers le fond par deux forces antagonistes, ajoute un diplomate : « D'une part, les anciens baasistes qui ont tout fait pour que le chaos règne et, en face, des Américains qui ont multiplié les erreurs et sont incapables d'offrir une pers-

pective de sortie de crise. » Résultat : une population encore attentiste, incapable de voler de ses

propres ailes et de se sentir responsable de son avenir.

Parmi les quatre millions d'Irakiens exilés en diaspora, peu sont rentrés s'installer dans leur pays secoué par la violence. Au contraire, de nombreux jeunes et certaines familles aisées ont décidé de fuir l'instabilité. L'entre-deux que vit l'Irak de l'après-Saddam ne facilite pas cette remise en marche mentale. « Nous sommes libérés de la dictature, mais, en même temps, nous vivons sous occupation. Nous devons gérer cette contradiction », note le Dr Bahar Boutti, psychologue à Bagdad, qui traite de nombreuses victimes de l'ancien régime. « Les gens sont encore dans un état de stress et de confusion. Personne ne sait où va le pays, dit-il. Un de mes patients, qui a passé dix ans en prison en Iran pendant la guerre



LES CERCUEILS DE LA POLÉMIQUE. Ces images inédites de cercueils de soldats tués en Irak, recouverts du drapeau américain, ont fait la « une » du *Washington Post* hier. Au grand dam du Pentagone qui interdit pourtant tout accès aux médias lors du transfert de dépouilles de soldats. Cette politique avait abouti, jusque-là, à l'absence totale d'images de cercueils de militaires américains dans la presse, notamment de leur arrivée à la grande base aérienne de Dover, dans le Delaware. Mais des voix se sont élevées récemment contre cette interdiction perçue comme une tentative par le pouvoir politique de diminuer l'impact des pertes humaines sur l'opinion. (Photo Reuter.)

face à Téhéran, est perturbé quand il voit tous ces pèlerins iraniens aujourd'hui en Irak : il a des pulsions de meurtre. Et ma fille qui a 6 ans dessine des portraits de personnages effrayés par des bombardements et des explosions », devenus quotidiens dans le pays, une nouveauté par rapport à la quiétude imposée sous la dictature. « On risque de passer d'un bourrage de crâne idéologique à un autre, islamiste celui-là », redoute avec d'autres le père Thomas. A l'université, les groupes islamistes comme

l'Organisation Badr (anciennes Forces Badr de l'ASRI, l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak) ont peint des slogans : « Le voile embellit la femme ! » « Ils ont pris le contrôle des associations étudiantes, sans qu'il y ait eu d'élections », regrette Firas, en première année de russe.

Sur les campus comme dans la vie de tous les jours, l'influence des « barbus » grandit, un activisme qui renforce l'inquiétude de tous ceux qui craignent une restriction des libertés ou la fragmentation de leur pays. « Il doit y

avoir des limites à l'action des partis politiques, j'espère qu'ils ne les franchiront pas », ajoute Randa, une professeur d'anglais, heureuse de gagner dix fois plus qu'avant mais qui se plaint des conditions de travail. « Cet hiver, nous n'avons pas eu de chauffage, et cet été nous n'aurons pas de climatisation. Les étudiants n'ont toujours pas assez de livres, ils doivent faire des photocopies. » « Sous Saddam, il y avait une société civile officielle. On nous disait ce qu'il fallait écrire. Il nous faut faire l'expérience de la liberté et de la responsabilité. Ce n'est pas facile »,

poursuit Nada Chawkat, journaliste au *Al-Zamane* (« Le Temps »), le plus important quotidien avec 60 000 exemplaires. Comme elle, la majorité de la rédaction est composée d'anciens journalistes de la presse officielle sous Saddam. Plus de 130 journaux et magazines sont nés, après la chute du régime. Une centaine a survécu. La nouvelle presse irakienne se fait encore l'écho de nombreuses rumeurs ou d'informations fantaisistes.

« Nous apprenons,

tempère Youssef Thomas. Il faut passer par cette période de confusion, qui est quand même

plus enthousiasmante que notre vie antérieure. »

Reflet des divisions du pays, la profession est déjà éclatée en deux syndicats de journalistes, comme il y a également deux chambres de commerce irako-américaines. Dans les rues encombrées de Bagdad, aucun Irakien ne respecte les feux rouges : difficile à des policiers sous-équipés d'insuffler un sens civique et une discipline. La mainmise des Etats-Unis sur la prise de décision, ainsi que la permanence des valeurs tribales constituent d'autres freins à l'inertie, même si, dans certains quartiers, des associations de parents d'élèves ou d'aides aux plus pauvres ont vu le jour.

La pesanteur est renforcée par le retour des vieilles habitudes, notamment dans l'administration. « Alors qu'il y a plus de 50 % de chômeurs, tout le monde veut encore être fonctionnaire », constate un diplomate. Certains de ceux qui avaient disparu à la

chute du régime réapparaissent. « Depuis l'arrestation de Saddam, ajoute-t-il, on assiste à un retour de la mentalité baassiste dans de nombreux ministères : ne rien dire, ne prendre aucune responsabilité. » Et de citer en exemple un responsable du département de français de l'université de Bagdad qui, comme au bon vieux temps, s'est immédiatement porté candidat pour un stage dans l'Hexagone, ou tel autre qui a récupéré les ordinateurs offerts par la Coalition à ses étudiants. « Nous encourageons un désastre, avertit le père Mirkis : un quart des élèves du primaire ne vient plus à l'école, et dans le supérieur, la moitié des filles déserte les bancs des universités. » La raison : encore et toujours le manque de sécurité.

Randa, l'enseignante, a beau gagner 200 dollars chaque mois. Ses étudiants ont beau être libres d'évoquer la situation politique. Que valent la liberté et la démocratie sans sécurité ? Rien, répondent les forces vives de la société civile, qui réclament un pouvoir fort pour conjurer les frictions interconfessionnelles.

Les Chypriotes grecs refusent massivement la réunification

A une semaine de l'élargissement de l'Union européenne (UE) à Chypre, le plan de l'ONU pour réunifier l'île divisée a été rejeté samedi lors d'un double référendum. Côté Nord, les Chypriotes turcs ont approuvé par près de 65 % des suffrages exprimés le plan de l'ONU, qui prévoyait la création d'un Etat fédéral, bizonal et bicommunautaire. Du côté chypriote grec en revanche, malgré d'intenses pressions internationales, le plan a été rejeté par plus de 75 % des voix. Le projet, qui nécessitait une double approbation, ne pourra pas entrer en vigueur. En conséquence, lors de l'élargissement le 1^{er} mai, les lois et règlements de l'UE ne s'appliqueront qu'à la partie Sud, seule reconnue internationalement. Consternée, l'UE envisage d'aider les Chypriotes turcs à sortir de leur isolement.

Luc de Barochez

L'élargissement de l'Union européenne, rendu possible par l'ouverture du mur de Berlin en 1989, bute sur le mur de Nicosie. Le fiasco diplomatique est éclatant. Cinq années de tractations et de pressions pour mettre fin à trente ans de division de Chypre se sont abruptement terminées avant-hier. À une écrasante majorité de 75 % des suffrages exprimés, les Chypriotes grecs ont dit « non » à la face d'une communauté internationale consternée. Les

Etats-Unis, qui avaient mis leur poids dans la balance afin d'ouvrir la voie à la candidature turque à l'UE, ont subi un revers vexant. L'ONU, dont le secrétaire général Kofi Annan s'est impliqué en personne dans le règlement, au point de donner son nom au plan avorté de réunification (*voir ci-contre*), apparaît, une fois de plus, comme une organisation impuissante.

La Turquie, qui voulait se servir de Chypre pour prouver son engagement pro-européen, s'est heurtée à l'hostilité des Chypriotes grecs. A partir du 1^{er} mai, elle va se trouver dans

la situation inconfortable d'occuper illégalement une partie du territoire de l'UE, aux règles de laquelle elle prétend se conformer. La Grèce, qui a fait de la détente avec Ankara un choix stratégique, devra batailler dur pour maintenir la question chypriote à l'ordre du jour international. L'UE, enfin, va hériter d'un imbroglio territorial qui défie tout règlement depuis trois décennies et qui est devenu encore plus complexe après l'échec du week-end.

Les responsabilités de la déroutante du plan Annan sont multiples. Blâmer les seuls Chypriotes grecs de leur égoïsme – eux étant assurés d'entrer dans l'Union le 1^{er} mai – serait un peu court. Les États-Unis et leur alliée la Grande-Bretagne, ancienne

puissance coloniale, n'ont pas réussi à convaincre les électeurs du sud de l'île méditerranéenne qu'ils n'agissaient pas exclusivement en faveur des intérêts d'Ankara. La Turquie n'a

pas fait les gestes nécessaires pour lever la profonde méfiance des Chypriotes grecs, nourrie par trente ans d'occupation militaire du nord de l'île. L'ONU n'a pas su expliquer pourquoi les Chypriotes turcs devaient se voir reconnaître l'égalité politique et le contrôle de 30 % du territoire, bien qu'ils ne représentent que 20 % de la population. L'UE, enfin, s'est bercée d'illusions lorsqu'elle a accordé

en 1999 un ticket d'entrée aux Chypriotes grecs, en se disant qu'elle faciliterait ainsi la réunification avant l'élargissement. Première concernée, l'Union a sous-estimé la complexité de la tâche et la profondeur des rancœurs ethnico-religieuses. Elle s'est d'ailleurs très peu impliquée dans les efforts de règlement, préférant laisser l'ONU, pourtant moins bien armée financièrement, gérer le dossier.

L'Europe va devoir maintenant payer les conséquences de son imprévoyance, en accueillant en son sein un Etat chypriote problématique doté d'un pouvoir de veto. L'ONU, elle, menace de s'en laver les

mains. Kofi Annan a rappelé son envoyé spécial à Chypre, Alvaro de Soto. Pourtant, les Casques bleus, qui garantissent le calme dans l'île, doivent rester. La Turquie veut tirer son épingle du jeu. Elle fait valoir que son soutien au plan Annan vaut témoignage de son aptitude à entrer dans l'Union. Elle cherche à casser l'isolement international des Chypriotes turcs, mis au ban des nations depuis l'intervention militaire turque de 1974, qui faisait suite à un coup d'Etat ultranationaliste à Nicosie fomenté par la Grèce. Washington a encouragé cette évolution en assurant que les Chypriotes turcs « ne seraient pas abandonnés ». Le

Conseil des ministres de l'UE doit en débattre aujourd'hui à Luxembourg (voir ci-dessous). Les vojs directs internationaux et les liaisons maritimes, dont l'absence empêche le développement du tourisme à Chypre Nord, pourraient être rétablis. En un week-end, les Chypriotes grecs ont perdu le statut de victimes dont ils ont su jouer depuis 1974. Devenus les mauvais élèves de la classe internationale, ils s'exposent à des punitions. « Une ombre plane sur l'adhésion de Chypre », a déclaré le commissaire européen à l'élargissement, Günter Verheugen.

L'entrée de l'île dans l'UE ne saurait être remise en cause.

Mais la désapprobation internationale à l'égard de Chypre Sud et le développement de courants touristiques vers la côte nord pourraient porter un coup à l'économie chypriote grecque. Sur le plan politique en revanche, le verdict des urnes a conforté le dirigeant nationaliste Tassos Papadopoulos, dont le « non » au plan Annan a été plébiscité. Ce n'est pas le cas du côté chypriote turc, où le « oui » de la population est un échec pour le chef de la communauté, Rauf Denktash, partisan du « non ».

Les efforts en vue d'un règlement peuvent-ils être relancés sur les ruines du plan Annan ?

L'ampleur du rejet chypriote grec exclut tout deuxième référendum. La Grèce veut reprendre le fil des pourparlers. Elle a affiché sa volonté « d'œuvrer à laisser ouverte la procédure de recherche d'un règlement définitif ».

Côté turc en revanche, le ministre des Affaires étrangères Abdullah Gül a jugé que le rejet du plan rendait « permanente » la division de l'île. Si rien n'est jamais définitif, l'échec du référendum a en tout cas montré que la coexistence pacifique restait illusoire sur l'île d'Aphrodite.

L'ouverture des négociations avec le pays, ni chrétien ni laïc, suscite le débat

La Turquie musulmane se pose en victime

Irina de Chikoff

La nouvelle « question d'Orient » tourne autour de la Turquie. L'Union européenne a-t-elle vocation à intégrer un pays musulman qui compte 70 millions d'habitants et dont la plus grande partie du territoire, en dehors de l'ancienne Thrace, est située en Asie mineure ?

En 2002, peu après la victoire du Parti de la justice et du développement, l'APK, qui se présente comme une formation « démocrate-musulmane », Valéry Giscard d'Estaing s'est prononcé contre l'adhésion de la Turquie. Dans un entretien au journal *Le Monde*, le président de la Convention sur l'avenir de l'Europe affirmait : « La Turquie est un pays important qui a une véritable élite mais ce n'est pas un pays européen. »

Une polémique s'ensuivit. Elle vient de rebondir à la faveur de la campagne pour les élections européennes. Le débat pourrait durer jusqu'au mois de décembre prochain quand Bruxelles décidera de l'ouverture ou du report des négociations avec Ankara. Si l'on en croit les sondages, les opinions publiques en Europe ne sont pas favorables à l'intégration de la Turquie. 60 % des Français et 57 % des Allemands seraient résolument contre. S'agit-il d'un « ostracisme religieux », comme

le disent les Turcs ?

Romano Prodi a catégoriquement récusé le soupçon : « Certains disent que la Turquie ne sera pas prise dans l'UE car ce n'est pas un pays chrétien. C'est faux. Le problème, c'est que la Turquie est très grande. » La dimension du pays, sa démographie ainsi que son bas niveau de vie constituent un des pôles de rejet. L'adhésion de la Turquie impliquerait en effet que le pays le plus pauvre d'Europe serait aussi, selon les règles actuelles, le plus représenté à Strasbourg. Un autre argument a été clairement exprimé par Alain Besançon : « Le monde turc est étranger à toutes les grandes expériences qui ont fondé l'Europe en tant que civilisation, à savoir l'héritage de l'empire romain, la conversion au christianisme latin, les innovations du

Moyen Age, la Renaissance, la Réforme, la contre-Réforme, les Lumières, le romantisme. »

Mais Ankara s'obstine à affirmer que les Européens jouent Tartuffe. Leur hostilité n'aurait qu'un seul mobile : La méfiance vis-à-vis d'un pays musulman. Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, ne cesse de protester contre une Europe qui voudrait rester un « club chrétien ». Culpabiliser les Européens est une tentation à laquelle cèdent volontiers les responsables politiques turcs, oubliant que l'Europe est devenue multireligieuse, tandis que

la Turquie s'est peu à peu transformée en « club musulman ». Les militaires restent les seuls garants de la laïcité, imposée en 1923 par Mustafa Kemal Atatürk. En 1996, un parti islamiste, le Refah, avait pris le pouvoir. Son leader, Necmettin Erbakan, fut déposé par l'armée en 1997. En ce temps-là, Tayyip Erdogan ne serrait jamais la main des femmes et refusait de s'asseoir à une table où on servait de l'alcool. En 1999, il récitait des versets peu modérés et fut condamné à quatre mois de

prison pour « incitation à l'extrémisme religieux ». L'homme aurait changé. Les anciens militants du Refah ou d'autres partis islamistes qui ont fondé l'APK en 2001, également. Mais la majorité des épouses des ministres portent ostensiblement le voile islamique dans un pays où il est interdit dans l'administration et les universités.

Pour les Européens fervents, le facteur religieux n'est pas un obstacle à l'adhésion de la Turquie. Son intégration mettrait en cause l'avenir même de l'Union. Alain Madelin, François Bayrou, Hubert Védrine, Claude Allègre et Alain Juppé ont dénoncé le risque encouru : « dénaturer l'Europe, la diluer ». Depuis longtemps, le Maroc a annoncé qu'en cas d'ouverture des négociations avec la Turquie il ferait aussitôt sa demande d'adhésion. Au nom de quoi l'Europe refuserait-elle à d'autres pays

d'Afrique ou du Proche-Orient ce qu'elle concède à la Turquie ?

En 1999, Bülent Ecevit déclarait lui-même : « Maintenant que la Turquie est reconnue comme candidate possible, plus rien ne s'oppose à ce que

l'Europe s'étende plus à l'est vers le Caucase, l'Asie centrale et le reste de l'Asie. » Si l'Europe ne doit être qu'une zone de libre-échange, selon la conception qu'en ont les Britanniques ainsi que d'autres pays membres, il n'y a effectivement aucune raison de limiter l'expansion de l'Union. Elle deviendrait une Alliance atlantique commerciale.

En Allemagne, Wolfgang Schäuble, de l'Union chrétienne sociale (CSU), et Angela Merkel, leader des chrétiens-démocrates (CDU) opposés à l'adhésion de la Turquie, affirment qu'un « sentiment d'identité commune est nécessaire pour que des Etats délèguent une partie de leur souveraineté à l'Europe. Le désir de vivre ensemble, présentent-ils, est fondé sur un passé, une identité, une culture ». La CSU et la CDU ont proposé un « partenariat spécial » avec la Turquie. Ankara l'a rejeté. En Europe, face au dilemme, le projet d'un référendum gagne de plus en plus d'adeptes.

Le Conseil de sécurité approuve les grandes lignes du plan Brahimi pour l'Irak

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

L'envoyé spécial de l'ONU, Lakhdar Brahimi, a estimé, mardi 27 avril, qu'en dépit de la violence régnant en Irak, il était peut-être encore possible d'envisager de désigner, avant la fin mai, un gouvernement intérimaire qui prendrait le relais de la coalition à la fin officielle de l'occupation, le 30 juin. Il a en même temps fait part de son « *extrême inquiétude* » à propos de la confrontation à Fallouja. Dans la situation actuelle, on peut même se demander si « *un processus politique crédible est viable* », a-t-il dit.

Le diplomate algérien a fait part au Conseil de sécurité de ses propositions pour désigner l'autorité irakienne à laquelle la coalition remettra le pouvoir le 30 juin. M. Brahimi avait été mandaté en janvier par le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour aider l'administration Bush à sortir du conflit l'opposant à la majorité chiite d'Irak sur la faisabilité d'élections immédiates. Après un premier voyage, M. Brahimi a estimé, en février, que les élections n'étaient pas organisables avant janvier 2005. Il lui a alors été demandé de trouver un mécanisme pour faire émerger une instance de gouvernement légitime aux yeux des différentes factions irakiennes avant le 30 juin.

A cette question, M. Brahimi n'a pas pu trouver de réponse satisfaisante. L'idée d'une conférence nationale de type Loya Jirga afghane a été repoussée à l'après-30 juin. A la place, le négociateur propose la formation d'une entité la plus neutre possible, composée de « *technocrates* », c'est-à-dire de personnalités « *honnêtes et compétentes* » n'ayant de préférence pas d'ambition électorale. Ce gouvernement devra se borner à gérer les affaires courantes en attendant les élections. Il devra « *avoir constamment à l'esprit qu'il n'a pas été démocratiquement élu* » et « *éviter de*

prendre des engagements à long terme », a indiqué M. Brahimi. La formule est censée convenir aux chiites, qui ne tiennent pas à ce qu'un gouvernement non élu prenne des décisions engageant l'avenir, ainsi qu'aux Américains, qui n'ont pas l'intention de soumettre les opérations de leurs forces armées à l'opinion du gouvernement local.

« DIALOGUE NATIONAL »

Ce gouvernement, d'une trentaine de membres, serait dirigé par un premier ministre. M. Brahimi a aussi suggéré la création d'un poste de président et de deux vice-présidences, mais l'idée ne fait pas l'unanimité, a-t-il dit. Il n'a pas expliqué précisément qui allait choisir les membres du gouvernement, indiquant seulement que l'ONU aiderait les Irakiens à établir les listes de candidats qualifiés dans chaque groupe politique, religieux ou régional. A huis clos, il n'a pas caché que les décisions étaient, jusqu'au 30 juin, du ressort de la coalition.

M. Brahimi a jugé possible d'identifier les futurs ministres d'ici à la fin mai, ce qui leur laisserait un mois

pour se former et pour conclure « *des arrangements clairs sur la nature des relations* » entre le nouveau gouvernement et les forces étrangères qui resteront dans le pays, et aussi pour déterminer « *quelle assistance* » sera sollicitée des Nations unies. Pour les Américains, comme l'a rappelé John Negroponte, actuel représentant à l'ONU et prochain ambassadeur à Bagdad, la souveraineté dont jouira le nouveau gouvernement irakien sera entière dans les ministères techniques, mais limitée dans le domaine de la sécurité, où le gouvernement irakien n'aura « *pas la pleine capacité d'exercer pleinement sa souveraineté* ».

L'envoyé de l'ONU n'a pas caché que la véritable échéance – « *l'événement le plus important* » – sera non pas le 30 juin, qui d'ores et déjà apparaît à nombre de diplomates

comme vide d'une partie de son sens, mais janvier 2005, date prévue pour les élections législatives. « *L'Irak n'aura de gouvernement pleinement représentatif qu'après janvier 2005* », a-t-il insisté. Les élections devront être précédées par une conférence nationale, visant à entamer « *un véritable dialogue national* » pour la première fois « *depuis trente ans* ». Un comité préparatoire doit commencer à travailler « *aussi vite que possible* » afin que cette conférence puisse s'ouvrir en juillet, a-t-il dit. Elle aura pour tâche de débroussailler les

questions hautement controversées comme la Loi fondamentale et d'élire un « *conseil consultatif* » qui conseillera le gouvernement.

Le Conseil de sécurité a posé des dizaines de questions au diplomate avant de voter un texte « *accueillant favorablement* » les idées avancées « *à titre provisoire* ». L'ambassadeur américain a espéré qu'une résolution pourrait être présentée dans les prochaines semaines pour soutenir le gouvernement intérimaire et approuver la création d'une force multinationale.

Corine Lesnes

L'aviation américaine a bombardé des positions rebelles à Fallouja

► **Fallouja.** Les combats entre soldats américains et rebelles ont repris, mardi soir 27 avril, dans la ville de Fallouja, bastion de la résistance sunnite à l'ouest de Bagdad. L'aviation américaine a bombardé des positions rebelles après des tirs contre des marines, selon un porte-parole militaire. Les raids ont été menés par des avions C-130 Specter, des appareils de transport modifiés et équipés de canons Howitzer de 155 mm. Les bombardements se sont concentrés sur le nord-ouest de la ville, où les marines sont régulièrement pris pour cibles en dépit d'un accord de trêve. Les combats ont été déclenchés après l'expiration d'un ultimatum américain invitant les insurgés à déposer leurs armes. Fallouja est assiégée par l'armée américaine depuis le 5 avril.

► **Nadjaf.** 64 rebelles ont été tués, dans la nuit de lundi à mardi, lors de violents combats près de la ville sainte chiite de Nadjaf, selon le général américain Mark Kimmitt, chef adjoint des opérations militaires en Irak. Près de Nadjaf, les sol-

dat américains ont commencé à remplacer les troupes espagnoles et latino-américaines. A Madrid, le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodriguez Zapatero, a annoncé que le retrait des quelque 1 300 militaires espagnols d'Irak serait achevé le 27 mai.

► **CICR.** Des représentants du Comité international de la Croix-Rouge ont rencontré le président irakien déchu Saddam Hussein sur son lieu de détention, toujours tenu secret, ont annoncé, mardi, des porte-parole de la coalition et du CICR. C'est la deuxième visite du genre depuis la capture de l'ancien dictateur le 13 décembre 2003. La date de la visite n'a pas été précisée.

► **Drapeau.** A la veille de sa présentation officielle, le futur drapeau irakien faisait déjà, mardi, la quasi-unanimité contre lui. Il était jugé trop peu représentatif de la civilisation irakienne et de sa majorité arabe, trop prokurde et trop bleu, comme le drapeau israélien. – (AFP, Reuters.)

A Damas, un attentat est suivi d'une fusillade entre un « commando terroriste » et les forces de l'ordre

L'ATTENTAT visait-il une cible précise ou a-t-il été commis au hasard dans le but de déstabiliser la Syrie, qui, jusqu'à maintenant, avait été épargnée par la vague d'explosions qui ont visé d'autres Etats de la région ? Pour la première fois depuis le milieu des années 1980, une voiture piégée, selon certaines sources, un engin lancé sous une voiture, selon d'autres, a sérieusement endommagé, mardi soir 27 avril, un bâtiment désaffecté qui avait abrité des bureaux des

Nations unies à Damas ainsi que des commerces alentour.

Un échange de tirs s'est engagé entre les forces de l'ordre et les présumés auteurs de l'attentat, « *qui, à bord d'une voiture, ont lancé des grenades en direction des forces de sécurité* ». Deux activistes, une passante et un policier ont été tués, tandis que deux autres ont été grièvement blessés, selon les indications fournies de source officielle syrienne. La fouille d'un immeuble a ensuite permis aux forces de l'ordre de

découvrir une cache d'armes et d'explosifs, d'après la télévision publique. Mercredi, l'agence officielle Sana a rapporté qu'une autre cache d'armes et d'explosifs, qui servait au même groupe terroriste, avait été découverte dans le village de Khan Al-Chih, à 25 km au sud de Damas. Aucune indication n'avait toutefois encore été donnée, mercredi matin, sur l'identité politique dudit groupe.

L'attentat a eu lieu sur le boulevard Mazzé, à l'entrée ouest de

Damas, où se trouvent, entre autres, les ambassades d'Iran et du

Canada. La résidence de l'ambassadeur de Grande-Bretagne est située dans une petite rue parallèle adossée au boulevard. Les autorités assuraient, dès mardi soir, avoir totalement repris la situation en main. D'après des habitants joints par téléphone, mardi soir à Damas, le reste de la ville est resté calme. Aucune nervosité particulière ni aucun déploiement exceptionnel de mesures de sécurité n'a été

constaté, hormis une vigilance accrue des agents affectés à la sécurité de certains bâtiments officiels.

C'est en tout cas la première fois que les organes de presse officiels syriens font très rapidement état d'un incident de ce genre et en assurent le suivi, non sans quelques cafouillages, Sana ayant dû revenir sur une information concernant le nombre de tués. La célérité avec laquelle des caches d'armes ont été trouvées par les forces de l'ordre, en particulier à l'extérieur de Damas, et la médiatisation de cette découverte sont, elles aussi, assez inédites. Officiellement, la règle était, depuis des années, de montrer que rien ne vient troubler la quiétude du pays.

VOITURES PIÉGÉES

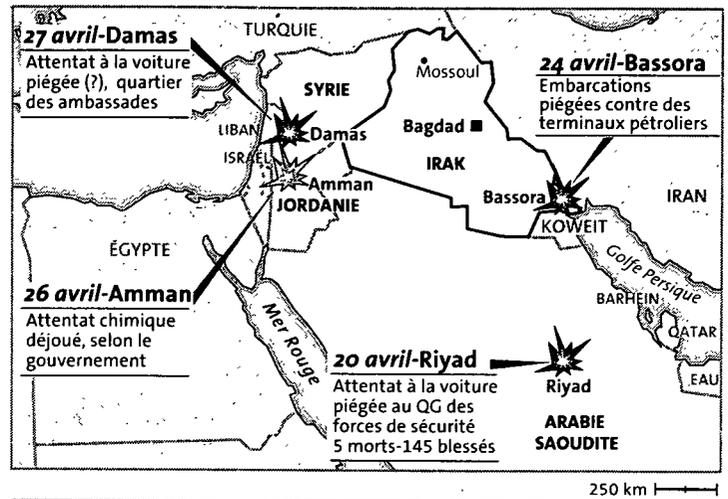
Autre fait notable : l'attentat de Damas et ses suites sont survenus six jours après que le coordinateur de la lutte antiterroriste au département d'Etat américain, Cofer Black, a informé le Congrès que Damas avait fait quelques progrès dans la lutte antiterroriste, mais que ces

« améliorations » étaient loin d'être suffisantes. Les Etats-Unis reprochent à la Syrie de laisser sa frontière avec l'Irak perméable à des « combattants étrangers et [à] des extrémistes ». Le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell, a adressé, à la mi-avril, une lettre au président syrien, Bachar Al-Assad, l'exhortant à aider à la pacification de l'Irak. Les autorités syriennes se défendent des accusations portées contre elles.

Damas a également rejeté des soupçons après la découverte, fin mars, par la Jordanie, de deux voitures piégées en provenance, selon Amman, de Syrie. L'affaire avait été indirectement abordée, lors d'une visite-éclair, le 7 avril à Amman, du président Bachar Al-Assad en vue de « réactiver les accords de coopération », notamment en matière de sécurité, selon le ministre jordanien des affaires étrangères, Marwane Al-Moasher. Selon ce dernier, « la Jordanie est convaincue que [les autorités de] la Syrie n[ont] rien à voir dans cette affaire ».

Selon la presse arabe, Amman avait informé Damas de la mise en

VIOLENCES AUTOUR DE L'IRAK



échec, depuis plusieurs mois, de tentatives de trafic d'armes à la frontière entre les deux pays. Dans des « aveux » télévisés diffusés, lundi 26 avril à Amman, un terroriste jordanien présumé, agissant, selon ses dires, pour le compte d'un respon-

sable du réseau terroriste Al-Qaida, a indiqué qu'il recevait ses ordres d'un dénommé Souleiman Darwich qui, a-t-il dit, vit en Syrie.

Mouna Naïm

Ankara ne ménage pas ses efforts

La Turquie rappelle les Quinze à leurs promesses

Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

Au lendemain du référendum à Chypre, le ministre turc de la Justice, Cemil Cicek, également porte-parole du gouvernement, rappelait ainsi l'Europe à ses engagements : « Quiconque a fait des promesses ou des déclarations publiques avant le référendum doit maintenant tenir parole. Les prétextes seraient mal venus. » Ankara ne cesse ainsi de rappeler l'Europe à ses engagements. Dans le dossier de Chypre comme dans celui de l'adhésion d'Ankara à l'Europe, les Turcs considèrent qu'ils ont beaucoup donné et qu'il serait temps qu'on leur en sache gré. Pour cette raison, ils ont salué la proposition des ministres européens des Affaires étrangères de débloquent 259 millions d'euros en faveur des Chypriotes turcs, lundi dernier, en espérant

d'autres initiatives notamment concernant la candidature d'adhésion de la Turquie.

Pour satisfaire aux critères de Copenhague, nul ne peut contester les efforts déployés par Ankara. La commission de suivi de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (PACE) les a salués, le mois dernier, en soulignant que, en « à peine plus de deux ans, la Turquie a réalisé plus de réformes que pendant les dix années précédentes ». Révision constitutionnelle, adoption d'un nouveau Code civil, réduction du rôle de l'armée : il ne se passe pas une semaine sans qu'un nouvel amendement ne vienne compléter ce programme d'harmonisation aux normes européennes.

Mardi dernier, le gouvernement turc vient encore de déposer au Parlement dix projets d'amendement constitutionnels ; et non des moindres. L'une des réformes envisagées supprimerait les Cours de sûreté de l'Etat

qui ont beaucoup fait parler d'elles, la semaine dernière, à l'occasion du nouveau procès de l'ancienne députée kurde Leyla Zana et de trois confrères. Un autre amendement, qui prévoit de faire disparaître toute référence à la peine de mort dans la Constitution, mettrait un terme à l'abolition déjà votée par le Parlement. Il serait également proposé de donner aux traités internationaux la prééminence sur les

lois nationales, ce qui signifierait que la Turquie serait prête à partager sa souveraineté avec ses partenaires européens.

Pour toutes ces raisons, Ankara a le sentiment d'apporter une belle dot dans la corbeille de mariage. Elle rappelle les promesses qui lui ont été faites, depuis l'engagement historique pris par le général de Gaulle et Adenauer en 1963, proclamant la « vocation européenne » de la Turquie, jusqu'au sommet de Copenhague qui, en 2002, envisage clairement l'ouverture des négociations d'adhésion.

La Turquie a vu rouge, cet hiver, quand les démocrates-chrétiens allemands ont proposé, à défaut d'une totale adhésion, un « partenariat privilégié » qui, vu depuis les rives du Bosphore, ressemble à un vrai marché de dupes. D'autant que, comme le soulignait alors l'éditorialiste du quotidien *Milliyet*, « avec l'accord sur l'union douanière entre la Turquie et l'Europe, nous

sommes déjà des partenaires privilégiés ». Et quand ce mois-ci, en France, l'UMP creuse encore un peu plus ce sillon, le journal *Radikal* se fend d'un titre tranchant : « Le coup de poignard de la France ».

Le président de la République turque, Ahmet Necdet Sezer ne manque jamais de rappeler que la Turquie est, sans aucune ambiguïté, un pays laïc... n'en déplaise au secrétaire d'Etat américain Colin Powell qui a dû présenter ses excuses, au début de ce mois, après un fâcheux dérapage verbal qualifiant la Turquie de « République islamique ».

Depuis Atatürk, la Turquie s'est construite, parfois même avec outrage, sur des valeurs républicaines et laïques. La population qui est majoritairement musulmane regroupe 70 millions de personnes, dont 45 000 Arméniens, 35 000 juifs et 12 millions de Kurdes. Si les Kurdes et les Arméniens constituent deux minorités, dont le sort a souvent jeté une ombre tenace sur le respect des droits de l'homme, il faut tout de même rappeler que depuis 500 ans, les juifs, qui ont trouvé refuge en Turquie après avoir fui les persécutions d'Isabelle la Catholique, vivent ici en paix. C'est d'ailleurs sans doute pour cette raison que les attentats qui ont frappé Istanbul l'hiver dernier visaient, entre autres, deux synagogues.

April 28, 2004

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Fresh fighting erupts in Falluja as cease-fire expires

The Associated Press

FALLUJA, Iraq: Multiple explosions shook Falluja after dark Tuesday, and large plumes of smoke billowed into the sky as fighting erupted for the second straight night. An American AC-130 gunship hammered targets in the city.

Blasts and gunfire went on steadily for more than half an hour in sustained fighting, apparently in the northern Jolan district, a poor neighborhood where Sunni insurgents are concentrated.

Flames could be seen rising from buildings, and mosque loudspeakers in other parts of the city called for fire-fighters to mobilize.

The fighting erupted as a two-day extension to a cease-fire ended. Earlier in the day, U.S. aircraft dropped leaflets in the city of 200,000 people, west of Baghdad, calling on insurgents to surrender.

"Surrender, you are surrounded," the leaflets said. "If you are a terrorist, beware, because your last day was yesterday. In order to spare your life end your actions and surrender to coalition forces now. We are coming to arrest you."

The U.S. military on Sunday announced the two-day extension to the fragile cease-fire to give political efforts a chance — backing down from threats to begin an all-out assault on the city to root out insurgents. Brigadier General Mark Kimmitt, chief spokesman for the American command, has said there is no ultimatum for the start of an assault if political efforts are not showing results.

"We don't think deadlines are helpful," Kimmitt said Tuesday.

■ GIs kill 57 rebels in battle

Earlier, John F. Burns of *The New York Times* reported from Baghdad:

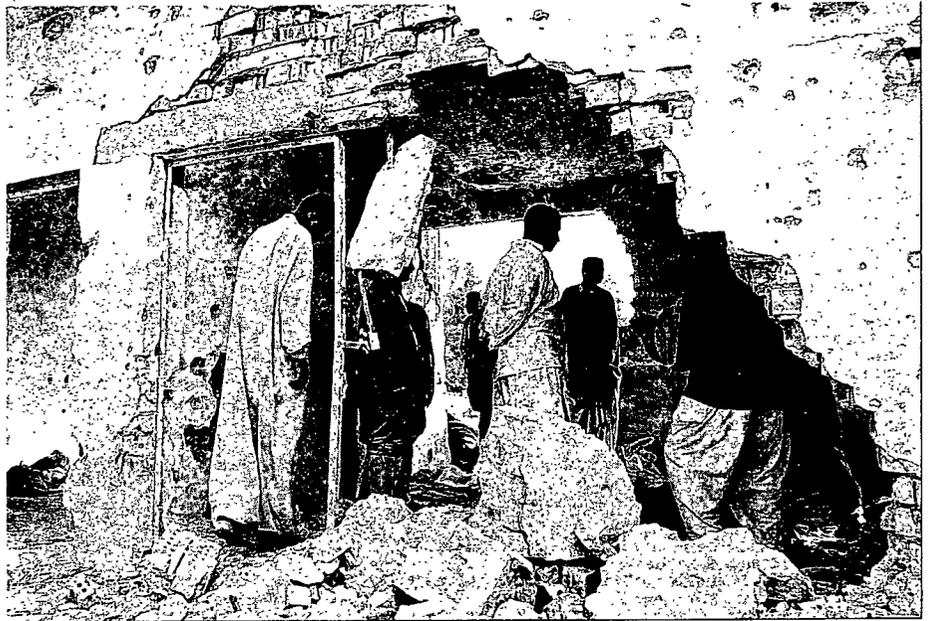
American troops killed 57 insurgents in a brief but furious overnight battle near the southern town of Kufa, Kimmitt said Tuesday.

There were no reports of American casualties in that fight, but American troops suffered a death in Baghdad, where an American soldier was killed in an ambush near the tense neighborhood of Sadr City, Kimmitt said.

Officials believe the insurgents near Kufa, 160 kilometers, or 100 miles, south of Baghdad, were members of the Mahdi Army, a militia group headed by

the radical Shiite cleric Moktada al-Sadr, who has led a three-week uprising against the American-led coalition. The Mahdi Army is in control of Kufa and the nearby town of Najaf.

The clash occurred after insurgents aimed rocket-propelled grenades and anti-aircraft fire at an M-1 tank



Ahmad al-Rubaye/Agence France-Presse

Iraqis at a ruined checkpoint Tuesday that had been manned by militiamen loyal to the cleric Moktada al-Sadr near the southern city of Kufa, the scene of fierce fighting.

patrolling the eastern side of the Euphrates River near Kufa, Kimmitt said. American forces called in attack helicopters to supplement ground troops, killing the 57 insurgents.

In an earlier clash near the same site, seven rebels were killed after they ambushed a patrol with small-arms fire, the official said.

American troops have moved in to replace departed Spanish troops at bases between Kufa and Najaf, but Kimmitt emphasized Tuesday that coalition troops had not conducted operations in either city, both of which are Shiite religious centers.

American officials have avoided taking the fight inside the cities for fear of inciting wider opposition and bloodshed, and instead have pursued negotiations, fruitless so far, to end the standoff with Sadr's militia.

Officials at the daily news briefing here seemed to want to convey a more upbeat estimation of American progress in subduing rebels in the south and in Falluja, 55 kilometers west of Baghdad, where troops have established a cordon and are trying to squeeze a Sunni Muslim rebellion into submission.

The American authorities say they have been heartened in recent days by the increasing emergence of Iraqi voices opposed to the resistance.

"I think, below the radar screen, perhaps, of some of the press, some of the Western press, I think there is a real discussion going on," said Dan Senor, a spokesman for the Coalition Provision-

al Authority. "More and more Iraqi leaders are beginning to emerge and speaking out about which direction this country should go in light of the events that have occurred here over the past few weeks," he said.

The overnight fighting near Kufa came hours after a protracted firefight between marines and insurgents in a Falluja suburb culminated in an American tank round's toppling a mosque minaret, further dimming hopes for a peaceful resolution to the three-week-old siege. The American command said the battle had erupted when insurgents used the mosque to attack Marine posi-

tions with rocket-propelled grenades and small-arms fire. After two hours pinned down by fire, the marines called in helicopters and tanks, which directed "suppressing fire" at the mosque, the command said.

One marine was killed and eight were wounded in the battle, which also left eight insurgents dead, an American spokesman said.

Kimmitt said Tuesday that the mosque had lost its protected status as a holy site under the Geneva Convention when rebels used it as a firing point.

But he emphasized that once peace was restored in Iraq, American forces would rebuild the minaret with the people of Falluja.

Kirk Semple contributed reporting from New York.

Politis

JEUDI 29 AVRIL 2004,

IRAK

L'hypothèse d'une partition

Le 30 juin, les Américains devraient en principe se désengager politiquement. Mais comment transmettre le pouvoir à un régime à la fois crédible et qui tolérerait des bases américaines sur le sol irakien ?

À qui les Américains vont-ils remettre le pouvoir en Irak, au soir du 30 juin ? « C'est une bonne question », a lui-même admis Paul Bremer, l'administrateur américain interrogé sur ce point par la NBC, le 11 avril. Est-ce à dire que les États-Unis agissent dans la plus totale improvisation en Irak ? Pas tout à fait. Certes, la date du 30 juin a été fixée par Washington depuis des mois sans qu'aucun plan ne soit jamais avancé... Mais, mardi dernier, trois jours de consultations devaient enfin s'ouvrir à Bagdad sur la formation du futur gouvernement intérimaire irakien. Une discussion « entre les membres du Conseil de gouvernement transitoire et les représentants des forces et partis nationaux », selon le communiqué de ce Conseil transitoire mis en place par l'occupant américain en juillet 2003. Il s'agit notamment d'intégrer aux discussions des chefs politiques et religieux sunnites et chiites exclus du Conseil, afin de lui assurer un minimum de légitimité. Dans les semaines qui viennent, des consultations devraient également avoir lieu dans les différentes provinces irakiennes. À l'heure où la coalition fait face à une guérilla de plus en plus virulente, il s'agit sans doute, aussi, de négocier avec les potentats locaux pour calmer le jeu.



Un jeune Bagdadi jette un pavé sur un véhicule américain endommagé par une explosion, le 26 avril 2004.

Selon les scénarios envisagés, on devrait assister au 1^{er} juillet soit à la nomination d'un gouvernement transitoire par le Conseil, soit à un élargissement de ce Conseil, qui fonctionnerait alors comme une Conférence nationale et élirait un « comité de présidence » chargé de former un gouvernement. L'émissaire de l'ONU, Lakhdar Brahimi, penche pour cette seconde solution, plus à même de rétablir le dialogue. Les États-Unis, eux, devraient agir pour conserver le pouvoir réel et ne pas accorder à ce futur gouvernement l'ensemble des prérogatives inhérentes à l'exécutif d'un État souverain. « La date du 30 juin est un faux semblant, estimait déjà, en mars, Pierre-Jean Luizard, chercheur au CNRS (1). On ne sait pas quel type de gouvernement il y aura. Tout a été laissé en suspens. Le climat est plutôt au pessimisme, tout

le monde est d'accord pour dire que l'atmosphère n'a jamais été aussi lourde. » Depuis, la situation n'a fait qu'empirer, le chaos s'est accentué et les pertes de la coalition ne cessent de s'aggraver. Le gouvernement mis en place sera bien chargé de préparer les élections libres promises pour janvier 2005 et pourrait ainsi participer à la pacification du pays... à condition qu'il ait la légitimité nécessaire pour imposer son autorité. Que faire pour atteindre cette légitimité ? « Il n'existe pas de solution technique, la solution est uniquement politique, estime Olivier Roy, spécialiste de l'Asie centrale et de l'islam politique au CNRS. Il ne suffit pas de trouver des noms, il faut un acte politique fort. Un comité de salut public composé de tous, par exemple, y compris de ceux qui sont hostiles aux États-Unis comme des proches du mouvement de Moqtada

Al-Sadr ou les baasistes, qui seraient alors minoritaires. Seuls les religieux pourraient organiser cela. » Une solution qui n'arrange pas les Américains, mais ceux-ci devront pourtant transiger pour se sortir de ce qui commence à ressembler fortement à un borbier. « Il y a un point d'équilibre à trouver et c'est, à mon avis, parti pour qu'ils le ratent, prévient Olivier Roy. Ils sont d'accord pour dire qu'il faut établir une légitimité, mais ils se contentent pour cela de faire appel à l'ONU. »

Les spectaculaires appels du pied en direction de l'ONU observés ces dernières semaines sont purement tactiques, estime François Géré, spécialiste des questions de défense et de diplomatie (voir entretien). L'administration Bush cherche à moins s'exposer jusqu'à l'élection de novembre,

où le Président remettra en jeu son mandat. Mais l'ONU a peu à gagner et beaucoup à perdre à retourner en Irak. Surtout que son crédit y est faible... « L'ONU n'est pas reconnue en Irak, analyse Olivier Roy, car elle est associée aux sanctions, et Lakhdar Brahimi est perçu par les chiites comme un sunnite nationaliste arabe et laïc... » Gérard Chaliand, expert en géostratégie, croit davantage en une implication de l'ONU. « Ce que veulent faire les Américains le 1^{er} juillet, explique-t-il, c'est une passation de pouvoir auprès d'une représentation la plus large possible des différents courants irakiens, sans qu'aucun ne soit hégémonique. Notamment les chiites. C'est l'ONU qui va traiter avec les Irakiens, les États-Unis resteront en arrière et escomptent un sérieux coup de main d'un certain nombre de pays européens. Ils devraient l'obtenir car, maintenant, un échec des États-Unis serait interprété, à tort ou à raison, comme une victoire des islamistes. Tout le monde a donc intérêt à aider les États-Unis. » Mais il est fort probable que l'ONU et, surtout, la France et l'Allemagne, pressenties par les Américains pour créer une force de protection du personnel onusien en Irak, n'envoieront des troupes que si un gouvernement irakien légitime le leur demande. Ce problème sera sans doute à brève échéance débattu au Conseil de sécu-

rité de l'ONU lorsque sera présenté le projet de résolution que les Britanniques devraient déposer, dans les semaines à venir, pour préparer cet élargissement de la coalition.

Reste à savoir quelles chances garderont les États-Unis d'atteindre leurs buts de guerre après le 30 juin. Face à la Chine, puissance montante dont l'Asie est la sphère d'influence naturelle, et face à la concurrence de l'économie européenne, qui dépend autant que la leur de l'accès aux ressources pétrolières, les Américains ont choisi de s'implanter durablement dans la région afin de la contrôler. L'Arabie Saoudite n'étant plus la fidèle alliée qu'elle était, ils ont déménagé une bonne partie de leur dispositif militaire en Irak. Pourront-ils y rester ? Si un gouvernement est démocratiquement élu, il risque fort d'être anti-américain et d'exiger rapidement le départ de l'occupant. S'il n'est pas démocratiquement élu, il ne sera pas légitime et il n'est pas dit que les Américains puissent longtemps faire face à des insurrections à répétition. Une solution se profile alors : la partition de fait, mais officielle, de l'Irak. Au nord des régions chiites et sunnites, un Kurdistan autonome et pro-américain pourrait abriter durablement des bases

américaines. Autre avantage de ce scénario : le pétrole coule à flots au Kurdistan, à Mossoul comme à Kirkouk. Le pétrole irakien est précieux, même s'il n'était pas le principal objectif de la guerre. D'ailleurs, les projets préparant sa privatisation ne semblent pas sortis des cartons, et tant que l'insécurité perdurera, les compagnies pétrolières américaines auront du mal à convaincre leurs actionnaires d'investir massivement en Irak. Or, ce sont 30 milliards de dollars qu'il faudrait injecter sur plusieurs années pour atteindre une production de 6 millions de barils par jour, digne du pays qui détient les deux tiers des réserves mondiales. Pour l'instant, l'industrie irakienne en produit le tiers. L'administration Bush veillera à ce que les entreprises qui la soutiennent décrochent les meilleurs contrats pétroliers et d'infrastructures, mais là n'est pas sa priorité. L'essentiel, pour le clan Bush, est désormais, et pour six mois, d'assurer la réélection de son chef. Le sort des Irakiens est intimement lié à la couleur du gouvernement dont se doteront les Américains le 2 novembre, une date bien plus cruciale pour l'Irak que le 30 juin...

DANTE SANJURJO

(1) Le Monde du 9 mars 2004.

IRAK

L'impossible union nationale

En Irak, les sunnites et les chiites n'ont pas les mêmes objectifs face à l'occupant américain. Toute coopération entre les deux confessions ne peut être que tactique, estime un sociologue irakien.

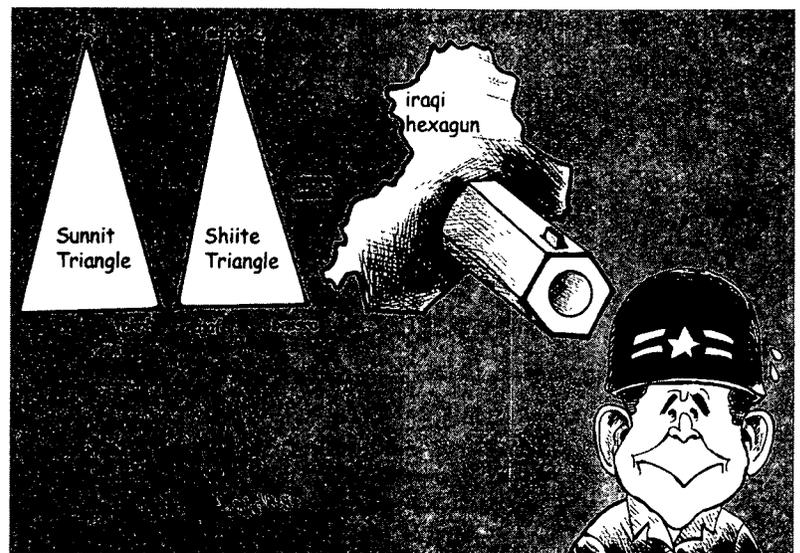
OPENDEMOCRACY (extraits)
Londres

La cause fondamentale des troubles qui secouent actuellement l'Irak réside dans le mécontentement et la désillusion d'une grande partie de la population. Un an après l'occupation du pays et le renversement du régime de Saddam Hussein, la situation de la grande majorité des Irakiens a empiré. Pauvreté, insécurité, fragilité des infrastructures et – surtout – chômage se sont fortement aggravés. De tout temps, la population irakienne a pris l'habitude de se tourner vers le gouvernement pour obtenir des emplois et des moyens de subsistance. Et, si malveillant et oppressif qu'ait été ledit gouvernement, il a toujours satisfait à ces besoins. Par ailleurs, la récente attaque américaine contre Falloudjah et le massacre de civils irakiens qui a suivi ont provoqué un immense mouvement de colère et d'indignation dans toutes les couches de la population et fait naître un puissant sentiment nationaliste.

Mais des éléments disparates et contradictoires sont à l'œuvre sous cette unanimité de façade. Les deux rébellions qui ont éclaté au cours des

► Triangle sunnite (Falloudjah, Baqouba, Tikrit) + triangle chiite (Sadr City, Nadjaf, Bassorah) = hexastingué irakien. Dessin d'Hasan Bleibel, Liban.

■ Illusions
Ne jamais simplifier quand il s'agit de l'Irak, recommande Al Hayat. « Le facteur commun à ceux qui ont approuvé la guerre et à ceux qui exigent le retrait des Américains est le refus de voir l'Irak actuel tel qu'il est, avec la complexité de sa population, ses contradictions... Les partisans de la guerre se sont imaginé que le 'peuple' irakien allait bondir aux côtés



de l'occupant pour se débarrasser du régime de Saddam Hussein et mettre en place la démocratie. Les opposants à l'occupation, eux, s'imaginent aujourd'hui que ce même 'peuple' va chasser

les Américains et fonder le régime souhaité par tous, nationalistes, progressistes ou islamistes... Deux exemples d'une illusion moderne trop influencée par le centralisme européen."

dernières semaines – celle du "triangle sunnite" et celle des partisans chiites de Moqtada as-Sadr – diffèrent en effet sur des points essentiels. La rébellion sunnite est essentiellement nihiliste. Elle n'a aucun programme politique apparent et ne désigne pas ses ennemis. Elle vise à causer le plus de dégâts et de désordre possible, et à empêcher tout pas en direction du rétablissement de l'ordre. Ses deux composantes, "saddamiste" et islamiste, ont des objectifs différents. Les partisans de Saddam Hussein veu-

lent contraindre les Américains à partir, ce qui leur donnerait une chance de rétablir leur hégémonie sur le pays. Les islamistes, eux, préfèrent que les Américains restent, afin de pouvoir les atteindre. Dirigée par Moqtada as-Sadr, la rébellion chiite est quant à elle clairement politique, dans la mesure où elle constitue une manœuvre vers le pouvoir, avec un programme et des exigences spécifiques. Moqtada as-Sadr est un nouveau venu dans le paysage politique chiite ; il est jeune et ne dispose d'aucune autorité religieuse ni du moindre charisme en dehors du fait qu'il est le fils de Mohammed Sadiq as-Sadr [assassiné par Saddam Hussein], et même cet héritage lui est contesté.

Plus âgé, l'autre successeur désigné de Mohammed Sadiq as-Sadr est Qazem al-Haeri, qui réside dans la ville iranienne de Qom et professe une idéologie khomeyniste tout en restant en dehors du pouvoir clérical dominant en Iran. Al Haeri et As Sadr vivent une coexistence difficile.

La famille Al Hakim joue un rôle prépondérant dans la vie politique irakienne et détient plusieurs sièges au sein du Conseil de gouvernement formé sous l'égide des Etats-Unis est déconsidérée à cause de ses liens avec l'Iran, mais il est difficile de savoir si elle obéit à des consignes iraniennes officielles. En réalité, tous les groupes chiites ont des liens avec l'Iran, mais cela ne veut pas forcément dire qu'ils subissent l'influence du gouvernement iranien.

En renonçant pour sa part à toute ambition politique, l'ayatollah As Sistani a adopté une attitude de pointe

pour garantir aux chiites qu'ils ne se retrouveraient pas une fois encore sur la touche. Sa dénonciation des clauses de la Constitution provisoire accordant aux Kurdes et aux sunnites un droit de veto vise à imposer le règne de la majorité chiite.

LES ADVERSAIRES D'AS SADR RÉDUITS À L'IMPUISSANCE

Moqtada as-Sadr est parfaitement conscient que le transfert du pouvoir à un gouvernement irakien puis les élections qui en découleront ne feront que le marginaliser un peu plus. Les autres partis chiites disposent d'une base électorale – et financière – beaucoup plus importante. De plus, certaines indications laissent penser qu'en cas de vote à bulletin secret de nombreux chiites souhaiteront éviter un régime religieux et voteront pour des candidats laïcs. Ces considérations ne peuvent que renforcer la volonté de

Moqtada as-Sadr de miser au maximum sur son unique atout : son action contre l'occupation et le processus politique qu'elle engendre. Les Américains lui en ont obligamment fourni le prétexte lorsqu'ils ont fermé son hebdomadaire, *Al Hawza*, arrêté certains de ses partisans et émis à son encontre un mandat d'arrêt pour meurtre. Cette mesure était une véritable déclaration de guerre. Ces événements, coïncidant de surcroît avec

le soulèvement de Falloudjah, ont fourni un espace d'action et une crédibilité accrues à As Sadr. Dans la situation actuelle, les adversaires et les rivaux chiites d'As Sadr sont réduits à l'impuissance. Ils ne veulent pas donner l'impression de faire cause commune avec les Américains contre lui.

Dans leurs discours publics, la plupart des responsables religieux mettent l'accent sur l'unité de l'Islam et celle de l'Irak. Mais la rivalité et les antagonismes entre les différents courants sont manifestes. Toute coopération entre les deux ailes de la rébellion ne sera probablement que provisoire et purement tactique.

Les deux parties appellent de leurs vœux un régime islamique. Mais lequel ? La loi et le gouvernement islamiques sont des notions vagues, mais, dans la pratique, elles peuvent ouvrir aux responsables religieux une voie royale en direction du pouvoir et de la coercition. Au regard des circonstances actuelles, il est impossible d'avoir deux autorités religieuses différentes (sans compter que le nombre de rivaux potentiels est beaucoup plus important). Dès lors, l'exigence d'un régime religieux ne peut que conduire à un affrontement autour du type de régime religieux qu'il conviendrait d'instaurer.

Sami Zubaida

IRAN-IRAK

Téhéran n'est plus crédible dans le monde arabe

La médiation iranienne en Irak s'est soldée par un échec retentissant, souligne le site d'opposition IranEmrooz.

Croire que les Etats-Unis ont envoyé leurs militaires au Moyen-Orient pour y instaurer la démocratie est aussi naïf que penser que leur départ apporterait le calme et la liberté. Alors qu'à partir du XVII^e siècle le monde occidental a colonisé les infidèles d'Asie et d'Afrique au nom du christianisme, il agit aujourd'hui au nom de la démocratie. Pour neutraliser les pays générateurs de crise et de terrorisme et y instaurer la "démocratie", les Etats-Unis ont maintenant besoin de nouveaux alliés. Le régime des mollahs, afin d'assurer sa survie et d'acquiescer un nouveau statut dans la région, a

récemment dépêché des émissaires en Irak pour résoudre la crise liée au [chef guerrier chiite] Moqtada as-Sadr, et cela à la suite d'une demande britannique formulée auprès de Téhéran. Cette intervention a été un échec cuisant, et les Etats-Unis comme l'Iran ont tous deux commis de graves erreurs.

Dans un premier temps, Kamal Khazali, le ministre des Affaires étrangères iranien, s'est vanté de l'appel à l'aide des Américains, alors que dans le même temps l'un des proches du président iranien Khatami, ravi de cette occasion inespérée, s'est félicité du soutien britannique à son pays, qu'il a confronté à l'incompréhension américaine vis-à-vis de l'Iran. Les réactions de colère des sunnites irakiens, l'assassinat d'un diplomate iranien lors

de son déplacement en Irak et les démentis des Etats-Unis quant à une quelconque sollicitation de leur part ont coupé court à l'hypothèse de Téhéran comme interlocuteur privilégié dans la crise irakienne.

Le régime islamique a du coup perdu son capital de sympathie dans les pays arabes acquis par des années de propagande anti-américaine. Il ne reste que peu d'options pour le régime iranien face aux changements dans la région. Pour assurer sa survie, il est en réalité contraint de jouer sur les contradictions des Occidentaux. Pour transformer le Moyen-Orient, les Etats-Unis ont besoin que disparaisse le régime des mollahs, alors que sa pérennité garantit des contrats lucratifs pour les Européens.

Hassan Behgar,

***IranEmrooz* (extraits), Francfort**

Où va l'Iran ?

Quel jeu joue l'Iran ? Comment concilier les propositions de médiation en Irak et le soutien au Hamas palestinien ? Qu'en est-il du programme nucléaire ? En fait, la politique extérieure de

PAR
OLIVIER ROY*

l'Iran se construit sur deux constantes : la volonté, héritée du dernier chah d'Iran, d'être une puissance régionale, sinon dominante, du moins incontournable, et une posture anti-impérialiste, dernier symbole de la révolution, mais qui se réduit aujourd'hui à une condamnation irréductible d'Israël, ce qui fait un peu de l'Iran le Cuba du Moyen-Orient. Si ces deux tendances se renforcent souvent, elles peuvent aussi entrer en contradiction.

C'est le chah d'Iran qui a façonné la politique régionale de l'Iran. C'est lui qui a lancé le programme nucléaire, un temps abandonné par Khomeyni. Le premier objectif du chah était d'affirmer la suprématie iranienne sur le golfe Persique. L'adversaire était l'Irak, mais il s'agissait aussi d'établir une sorte de suzeraineté sur les petits émirats du Golfe tout juste devenus indépendants. Le chah a fait pression militairement sur les pétromonarchies (occupation des îles de Tumb et Moussa en 1971). Le danger premier était tout ce qui pouvait unifier le monde arabe contre la puissance iranienne. Le chah a donc systématiquement soutenu tout ce qui faisait obstacle au nationalisme arabe. La politique du chah était bien une politique de puissance, et de puissance armée.

La révolution islamique d'Iran a, comme la révolution française en quelque sorte, tenté de fusionner messianisme révolutionnaire et nationalisme. Cette fusion se fit dans la promotion d'un chiisme révolutionnaire. La relecture du nationalisme arabe en termes de sunnisme fut aussi défendue par l'Arabie saoudite qui devint le bailleur de fonds de tout ce qui était anti-iranien, tout en en profitant pour répandre comme contre-feux ce qu'on appelle aujourd'hui le salafisme.

Mais, contrairement à l'époque

du chah, la réalisation des objectifs de l'Iran islamique supposait le retrait américain du Moyen-Orient. Les attentats contre les troupes américaines au Liban (en 1983) et les prises d'otages ont semblé réaliser cet objectif dans les années 80, au risque d'une éventuelle confrontation directe entre les Etats-Unis et l'Iran, d'où l'intérêt de se sanctuariser par la possession de l'arme nucléaire (relance du programme iranien à partir de 1984).

Le problème est que l'exportation de la révolution islamique n'a pas marché justement parce qu'elle s'appuyait de fait exclusivement sur les chiïtes ; au contraire, une sainte alliance entre sunnisme radical et nationalisme arabe s'est mise en place, qui perdure aujourd'hui. L'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 a certes fait voler en éclats les relations entre l'Irak baasiste et la monarchie saoudienne, mais, au niveau des populations, le nouvel islamo-nationalisme a bien pris racine et se définit aujourd'hui dans une hostilité viscérale à la politique américaine et une méfiance envers les chiïtes.

L'Iran s'est donc repositionné après la mort de Khomeyni, sous l'égide de Rafsandjani, qui est toujours un des grands concepteurs de la politique étrangère iranienne. La nouvelle politique visait à sortir l'Iran de l'isolement, tout en maintenant l'objectif premier : devenir la grande puissance régionale et diminuer la présence américaine dans la région en convainquant les pays arabes de faire reposer leur sécurité sur des systèmes régionaux et non plus sur le parapluie américain. La stratégie n'était plus la confrontation tous azimuts, mais une gestion pragmatique des conflits en cours, afin de se présenter en acteur incontournable mais raisonnable. La clé de cette politique fut la réconciliation avec les régimes arabes conservateurs (Arabie saoudite à partir de 1996, pour terminer avec l'Egypte en 2003), ce qui supposait aussi le lâchage de tous les mouvements séparatistes chiïtes et le soutien à une réconciliation au Liban (rapprochement avec les chrétiens). En même temps, en prenant une position résolument hostile aux accords d'Oslo, l'Iran se présentait comme défenseur du nationalisme arabe : le soutien au Hamas et au Djihad palestiniens permettait de se laver du péché

originel d'identification avec les seuls chiïtes.

Mais cette politique reposait sur un pari très incertain : la dis-

sociation entre régimes conservateurs arabes et Américains. Or la puissance américaine, au cours des quinze dernières années, bien loin de se dissiper, est au contraire plus présente et plus forte que jamais. Après trois guerres (Irak en 1991, Afghanistan en 2001, Irak en 2003), l'armée américaine est installée chez pratiquement tous les voisins de l'Iran et contrôle les deux pays avec qui l'Iran a les frontières les plus longues : l'Afghanistan et l'Irak. Mais le paradoxe est que toutes les interventions américaines, bien loin de cibler les ambitions iraniennes, ont au contraire visé à la destruction des ennemis de l'Iran : le salafisme djihadiste sunnite de Ben Laden et des talibans et le nationalisme arabe de Saddam Hussein. Ennemis jurés, Téhéran et Washington se retrouvent alliés de fait.

L'Iran n'a modifié ni ses ambitions ni sa stratégie, mais se retrouve aujourd'hui à négocier avec les Américains, pour les mêmes raisons qu'elle s'était rapprochée de l'Arabie saoudite : être au cœur d'un système de sécurité régionale. Si les Américains partent, le risque est que le vide soit comblé par des

tendances qui jouent contre les intérêts de l'Iran : un nationalisme arabe virulent, un salafisme sunnite djihadiste comme celui des talibans ou bien des irréductions ethniques comme celui des Kurdes. Cette peur du vide concerne évidemment tous les acteurs : les pétromonarchies comme nombre de nationalistes arabes craignent que le vide ne profite aux chiïtes qui pourraient créer une sorte de « chiïtistan » allant du sud de l'Irak au nord-est de l'Arabie saoudite, c'est-à-dire couvrant l'essentiel des champs pétroliers. Mais, en fait, l'Iran ne peut ni ne veut jouer cette carte chiïte. La leçon des années 80 est que la solidarité chiïte ne fonctionne pas comme alternative politique au nationalisme arabe. Les chiïtes arabes réagissent en citoyens de leur pays et demandent avant tous les droits civiques. Bref, ils sont nationalistes, même s'ils se considèrent eux-mêmes comme transnationaux : Sistani, en Irak, défend une solution purement irakienne, mais a gardé la natio-

nalité irakienne.

C'est une approche de la logique entre nationalisme et transnationalisme assez proche de celle de l'Eglise catholique. L'Iran est parfaitement au fait de cette évolution du monde chiïte et a peu de prises sur elle depuis que Nadjaf redevient une capitale mondiale du chiïsme.

En fait, l'intérêt de l'Iran est d'avoir un Irak où les chiïtes jouent un rôle majeur, mais qui reste un Etat unifié (sans un Kurdistan indépendant) et ne dispose pas de forces militaires menaçantes. L'Iran a donc tout intérêt à ce que la démocratie s'installe en Irak, sauf si cela donne trop d'idées à la population iranienne... Le même raisonnement vaut pour l'Afghanistan : la pire des situations est le retour des talibans, donc le gouvernement Karzaï est le meilleur choix. Sur les deux fronts, l'Iran joue la modération parce que c'est bien dans son intérêt.

Reste le nucléaire et Israël. Officiellement, les Iraniens ont déclaré renoncer au nucléaire militaire et accepter les inspections de l'AIEA. Qu'on soit sceptique ou non, c'est effectivement la

seule procédure qui puisse permettre soit une sortie de crise, soit une évaluation du risque. Cela évite de refaire les erreurs qui ont conduit à l'occupation de l'Irak. Mais la question nucléaire est bien sûr liée à la posture iranienne concernant Israël. La ligne dure prônée par l'Iran a peu d'incidences sur le terrain : l'intifada ne s'arrêtera pas avec la fin d'un soutien iranien plus symbolique que réel.

Mais cette ligne dure peut encourager Israël à une frappe préventive sur le nucléaire iranien, au moment où les Américains ont plus que jamais besoin de la modération iranienne sur l'Iraq. L'aggravation de la situation en Palestine, couplée à une escalade de la violence en Irak qui verrait chiïtes et sunnites s'allier et coopérer contre les Américains, mettrait fin à ce qui a sans doute été un des facteurs principaux de l'autolimitation des conflits au Moyen-Orient : le clivage entre chiïtes et sunnites. Si un tel changement de fond, qui lierait le conflit israélo-palestinien et l'irakien (en emportant sans doute la Jordanie au passage), est bien, pour les Américains, le pire scénario, il n'est pas pour autant dans l'intérêt de l'Iran, qui ne contrôlerait plus la dynamique des conflits. Les ennemis sont condamnés à s'entendre, sans trouver les mots pour le dire.

* Islamologue, auteur de *L'Islam mondialisé* (Seuil).

Agir
ensemble

pour
les Droits de l'Homme

LA LETTRE DU MOIS

avril 2004 • numéro 126

“NEWROZ” SOUS SURVEILLANCE À DIYARBAKIR

Du 18 au 25 mars, une mission d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (représentée par Dominique Sevet), de la Cimade, du Barreau de Lyon et de Forum Réfugiés, s'est rendue à Diyarbakir dans la région kurde de la Turquie, à l'invitation de notre partenaire İnsan Haklari Dernedy (IHD : Association des Droits de l'Homme) au moment de la grande fête du Newroz, le nouvel an kurde. Alors que la Turquie est candidate à l'entrée au sein de l'Union européenne, la situation des droits de l'Homme dans cette région demeure inquiétante.

Le jour de Newroz est arrivé. C'est le grand jour de fête, célébré tous les 21 mars par 20 millions de kurdes à travers le monde. L'évènement est l'occasion d'exprimer toutes les revendications de la population kurde, citoyens sans Etat, « minorité » née dans son identité, sa langue et sa culture dans les quatre pays où elle est présente : Turquie, Irak, Syrie et Iran.

Cette année, la fête est autorisée par les autorités turques. Notre minibus nous conduit au petit matin à une quinzaine de kilomètres à l'extérieur de la ville de Diyarbakir et nous doublons une immense marée humaine qui se rend à pied au rendez-vous. La foule devient de plus en plus dense à l'approche du vaste champ qui a été aménagé pour l'occasion. Un gigantesque brasero a été allumé ; il symbolise la lumière du soleil qui renaît chaque 21 mars. Toute la journée, orateurs de la Plateforme Démocratique et chanteurs kurdes vont se succéder sur la scène, devant plus d'un million de personnes. Ce jour-là, c'est un peuple entier qui est rassemblé, pour chanter, pour dire ses blessures et partager ses espoirs.

Toute la journée un hélicoptère tournera au-dessus de nous, les militaires du haut des miradors scrutent la foule, de nombreux blindés sont en position. « C'est pour votre sécurité ! » nous disent les policiers que nous interrogeons...

Quelques jours auparavant, dès notre arrivée à l'aéroport de Diyarbakir, à mille kilomètres d'Istanbul, le fracas des F-16 de l'armée turque qui décollent en rafale, l'immense base militaire que nous sommes contraints de traverser pour rejoindre notre hôtel, nous ont rappelé que la région kurde est sous haute surveillance. Pourtant, la région est officiellement pacifiée et l'état d'urgence levé depuis plus d'un an maintenant.

Nous avons été accueillis par Reyhan Yalcindag et Selahattin Demirtas, deux avocats responsables d'IHD, qui nous exposent les drames de leur région après les années d'offensive militaire du pouvoir turc. Les 4 000 villages brûlés dans la montagne kurde et les opérations militaires ont chassé massivement les populations vers les grandes villes. La ville de Diyarbakir, qui comptait seulement 400 000 habitants il y a quatre ans, en a aujourd'hui près d'un million et demi. IHD estime à 4 millions le nombre de personnes déplacées. L'économie entière de cette grande région à l'est de la Turquie a été bouleversée : elle qui, par exemple, exportait sa viande de mouton doit l'importer aujourd'hui. Le retour des habitants dans leur village est rendu impossible par la présence des militaires qui leur en empêchent l'accès. Des garde-villages, sortes de « collaborateurs » ont été installés par les autorités turques pour dissuader les « intrus » qui auraient l'audace de vouloir revenir chez eux... IHD, pour sa part, est en train de mettre en place, très courageusement, un projet pilote dans un village où l'association organise la réinstallation de personnes chassées.

Nous avons aussi rencontré Madame Nursel Aydogan, de l'organisation « Tuhad » d'aide aux familles de prisonniers. Il y a encore aujourd'hui 60 000 prisonniers politiques en Turquie dont 1000 à Diyarbakir. Précisons que 90 % d'entre eux sont kurdes. A Diyarbakir, 600 prisonniers sont détenus dans une prison de type D, c'est-à-dire avec plusieurs prisonniers par cellule et 400 dans une nouvelle prison de type E, à isolement cellulaire. Cette dernière catégorie d'établissements pénitentiaires est particulièrement redoutée des détenus - très nombreux -

condamnés à la peine de 36 ans de prison, qui correspond à la peine capitale commuée. Madame Aydogan nous confirme l'usage de nouvelles formes de torture « psychologique » dans ces prisons : musique à plein volume jour et nuit, éclairages aveuglants... Depuis que la Turquie est dans le collimateur de la Cour Européenne des droits de l'Homme, les mauvais traitements infligés aux prisonniers peuvent prendre des formes plus « subtiles » mais tout aussi avilissantes.

IHD a mis en place, à Diyarbakir, une cellule de surveillance des lieux de garde à vue et de détention, projet soutenu conjointement par Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme, la Cimade et le Barreau de Lyon. En 2003, 500 personnes victimes de mauvais traitements ou de torture ont été prises en charge et assistées. Selahattin Demirtas estime que les violations des droits de l'Homme sont moins massives - mais encore très nombreuses - dans certains centres de détention, comme de la part de certaines unités de police bien repérées. D'une façon générale, la pratique de nombreux fonctionnaires, militaires ou magistrats demeure marquée par une culture de la brutalité.

Les défenseurs des droits de l'Homme sont encore aujourd'hui harcelés et systématiquement poursuivis. Selahattin, Reyhan, Osman et bien d'autres responsables d'IHD, totalisent chacun plus de 100 poursuites en justice ! Tout est prétexte à poursuites : en ces temps de fête, par exemple, plusieurs responsables sont poursuivis pour avoir simplement utilisé le terme kurde « Newroz », au lieu de sa traduction turque « Nevrouz »...

Dominique Sevet